

Rapport final

Conférence intergouvernementale sur les politiques culturelles pour le développement

(Stockholm, Suède, 30 mars - 2 avril 1998)



Sommaire

1. Aperçu général de la Conférence.....	7
Introduction	7
Préparation de la Conférence.....	7
Structure de la Conférence.....	8
Cérémonie d'ouverture.....	9
Élection du bureau.....	9
2. Plan d'action sur les politiques culturelles pour le développement.....	11
3. Les séances plénières.....	21
4. Les sessions Forum.....	27
5. Les sessions Agora.....	44
6. Premier forum d'affaires de l'UNESCO sur l'entreprise, le développement humain et la culture à l'époque de la mondialisation.....	69
7. Le Forum Jeunes.....	72
8. Cérémonie de remise du prix UNESCO « Villes pour la paix ».....	75
9. Annexes	77
Allocution de bienvenue de M. Carl Tham, Ministre suédois de l'éducation et de la science	79
Allocution de M. Javier Pérez de Cuéllar, ancien Secrétaire général des Nations Unies, Président de la Commission mondiale de la culture et du développement.....	81
Allocution d'ouverture de M. Federico Mayor, Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO)	83
Allocution préliminaire de M. Jan Pronk, Ministre néerlandais de la coopération pour le développement	88
Déclaration d'ouverture de M ^{me} Marita Ulvskog, Ministre suédoise de la culture et Présidente de la Conférence.....	91
Allocution de M ^{me} Lourdes Arizpe, Sous-Directeur général pour la culture, UNESCO	93
Liste des participants.....	98

1. Aperçu général de la Conférence



INTRODUCTION

1. La Conférence intergouvernementale sur les politiques culturelles pour le développement s'est tenue au Centre de conférences de la Ville de Stockholm du 30 mars au 2 avril 1998. Elle a rassemblé 2 400 participants, comprenant les représentants de 149 gouvernements, 23 organisations internationales intergouvernementales, quelque 135 organisations non gouvernementales, fondations, associations bénévoles et autres émanations de la société civile, ainsi que de nombreux artistes, scientifiques et experts, présents à titre personnel (voir la liste complète des participants en annexe).

2. La Conférence a été convoquée par le Directeur général de l'UNESCO conformément à la décision 3.3.5 adoptée par le Conseil exécutif de l'UNESCO à sa 151^e session (mai-juin 1997), qui envisageait l'événement comme une conférence au niveau ministériel, de catégorie II dans le système de classification des catégories de réunions convoquées par l'UNESCO, à savoir les « réunions intergouvernementales autres que les conférences internationales d'États ». Elle prenait pour point de départ les éléments éclairant d'un jour nouveau les interactions entre la culture et le développement qui ont été avancés par la Commission mondiale de la culture et du développement dans le rapport, intitulé *Notre diversité créatrice*, qu'elle a présenté à l'UNESCO et à l'Organisation des Nations Unies en novembre 1995. La Commission souligne en effet que « si la culture est à la base du développement, c'est la notion même de politique culturelle qui mérite d'être aussi considérablement élargie ». Désireuse d'introduire cette conception dans le courant général de pensée qui inspire les décideurs responsables des politiques actuelles, la Commission avait recommandé plusieurs mesures, dont l'organisation en 1998 d'une réunion au niveau ministériel sur les politiques culturelles. L'idée a été reprise par le gouvernement de la Suède, qui a estimé qu'un tel rassemblement international serait une étape indispensable sur la voie de l'application de certaines des idées maîtresses de la Commission mondiale et du renforcement de la contribution de l'UNESCO elle-même à la coopération internationale dans le domaine de la politique culturelle. En 1996, les autorités suédoises ont donc invité le Directeur général à organiser cette conférence et se sont déclarées prêtes à l'accueillir à Stockholm. Le Conseil exécutif de l'UNESCO, après avoir étudié cette proposition, a décidé en juin 1997 qu'une « Conférence intergouvernementale sur les politiques culturelles pour le développement » se tiendrait à Stockholm du 30 mars au 2 avril 1998 et a défini son mandat.

PRÉPARATION DE LA CONFÉRENCE

3. Conformément à son mandat et en consultation avec les ministères suédois de l'éducation et de la culture, le Directeur général a convoqué officiellement la conférence en juillet 1997 et établi à cet effet un ordre du jour préliminaire portant sur les principaux domaines dans lesquels il apparaissait nécessaire d'étudier et d'élaborer des mesures concrètes aux niveaux national, régional et international, qui offriraient ensemble le cadre transsectoriel voulu pour lier les politiques culturelles au développement humain. Le document assignait aussi à la Conférence une seconde finalité majeure, qui était de faire en sorte que l'UNESCO prenne une part accrue à la formulation des politiques culturelles. Étant donné ces objectifs, le Directeur général a jugé

indispensable de concevoir cette conférence d'une manière neuve et de veiller à ce que l'éventail le plus complet possible de représentants de la société civile et du secteur privé y participent aux côtés de ceux des gouvernements. Ses propositions, adressées aux États membres en juillet 1997, ayant été approuvées dans leurs grandes lignes, le Secrétariat a commandé à des spécialistes indépendants la rédaction d'une série de documents préparatoires sur chacun des thèmes définis dans l'ordre du jour préliminaire, tout en poursuivant ses consultations et ses réflexions sur ces questions. A partir de ces éléments, et des suggestions des États membres, le Secrétariat a établi un document de base exposant les buts de la Conférence et passant en revue les principaux enjeux et les problèmes majeurs associés à chacun des dix thèmes retenus. Pour permettre à la Conférence non seulement d'étudier des idées nouvelles mais aussi de les situer sur le plan des stratégies et de l'action, le document s'attachait à analyser les enjeux des politiques existantes plutôt que de creuser des questions et des idées théoriques du domaine de la politique culturelle. Dans un deuxième document de travail, le Projet de Plan d'action sur les politiques culturelles pour le développement, le Directeur général a proposé que la Conférence adopte des déclarations d'engagement sur un certain nombre d'objectifs politiques importants.

4. Ces préparatifs ont été effectués dans un laps de temps très court. A vrai dire, jamais l'UNESCO n'avait préparé une conférence intergouvernementale de cette ampleur dans un délai si bref ; en l'occurrence les dix mois entre juin 1987 et mars 1998. Dans tous les cas antérieurs, les organes de décision de l'UNESCO avaient approuvé l'organisation des événements de ce type plus de deux ans à l'avance, ce qui laissait le temps d'organiser des consultations nationales et régionales largement avant la conférence elle-même et de finaliser et distribuer les documents principaux assez longtemps à l'avance pour permettre de définir le champ d'un commun accord. Or, cette fois, étant donné que la planification officielle du suivi du rapport de la Commission mondiale sur la culture ne commençait qu'en 1997, le temps manquait.

STRUCTURE DE LA CONFÉRENCE

5. La Conférence se déroulait dans le cadres de trois types de sessions : *séances Plénière*, *sessions Forum* et *Agora*. Pour les séances *Plénières*, les ministres et hauts fonctionnaires étaient invités à centrer leurs interventions sur les propositions contenues dans le *Projet de Plan d'action*, dont une version révisée devait être le principal texte produit par la Conférence. Le Directeur général avait en outre décidé d'inviter des personnalités éminentes à prendre la parole pour enrichir les débats en *Plénière*. Les sessions *Forum*, dont chacune était organisée et présidée par un État membre différent, étaient conçues sous forme de débats structurés sur les dix thèmes de la Conférence, chacun étant introduit par une discussion au sein d'un groupe d'éminents spécialistes. Les sessions *Agora* se présentaient comme un « menu » varié d'ateliers et de séminaires organisés par des organisations intergouvernementales et non gouvernementales, associations, fondations, etc., où il s'agissait de dégager des idées et de nouvelles initiatives dans une large gamme de domaines en rapport avec les politiques culturelles. Plusieurs autres événements étaient également prévus. L'organisation d'un *Forum des affaires* était confiée à la Fondation Progressio, basée aux Pays-Bas, tandis que le Secrétariat de l'UNESCO organisait un *Forum jeunes*. Enfin, la Fédération internationale des acteurs a pris l'initiative d'organiser une conférence intitulée « Les priorités des arts du spectacle dans les politiques culturelles », et le Comité mixte suédois des professionnels des arts et lettres a tenu une conférence intitulée « Vers un Agenda 21 culturel ».

6. Cette structure innovante permettait non seulement d'assigner aux débats un champ largement ouvert où pouvaient être abordés des sujets nombreux et variés, avec des participants très divers, mais aussi d'établir une authentique interaction entre les soucis des gouvernements et des préoccupations non gouvernementales. La parole a ainsi été donnée dans tous les compartiments de la Conférence à tous les participants, tant gouvernementaux que non

gouvernementaux. Ces derniers étaient donc des participants à part entière, et non des pièces rapportées menant leurs discussions en parallèle.

CÉRÉMONIE D'OUVERTURE

7. La cérémonie d'ouverture a eu lieu au siège de la Conférence, dans le Hall des Plénières. M. Carl Tham, Ministre de l'éducation de la Suède, a souhaité la bienvenue aux participants au nom de son gouvernement. Il a rappelé l'engagement constant de la Suède au service des travaux de la Commission mondiale de la culture et du développement, dont le rapport, *Notre diversité créatrice*, avait jeté les bases de cette conférence réunie à un très haut niveau pour débattre des politiques culturelles et du rôle que joue la culture dans le développement. Il a souligné que « ce sont la culture, notre patrimoine culturel et nos traditions qui forment nos cadres de référence, nos façons de penser et notre relation au passé, au présent et à l'avenir », tout en constituant « une force économique et politique, un facteur de pouvoir en soi ». Après cette allocution de bienvenue, M. Javier Pérez de Cuéllar, président de la Commission mondiale de la culture et du développement, a pris la parole en soulignant qu'il attendait de la Conférence qu'elle contribue de manière significative à la difficile tâche « de repenser et de refondre nos politiques culturelles et de ramener la culture de la marge vers le cœur de l'ensemble du processus d'élaboration des politiques. » Le Directeur général de l'UNESCO, M. Federico Mayor, a ensuite prononcé un discours d'ouverture, dans lequel il a souligné la nécessité de « tenir parole, faire face à ses engagements (ce qui jadis s'appelait "l'honneur") : ardente, écrasante obligation... Reconnaissons en effet, d'entrée de jeu, que jusqu'à présent nous n'avons pas tenu nos promesses. Rio, Beijing, Le Caire, Vienne, Copenhague... Tous ces grands rendez-vous de la communauté internationale qui ont défrayé la chronique, qu'en est-il résulté, à part de belles paroles ? Il faut donc cesser de décevoir. Il faut être de parole. » M. Mayor a également affirmé que la culture devait devenir une composante permanente de la politique nationale, tout comme elle doit faire partie des stratégies internationales de commerce, de communication, de formation, et pour tout dire de développement. M. Mayor a insisté sur la nécessité de mobiliser « le pouvoir de la culture » et sa capacité d'innovation et d'anticipation, pour offrir des environnements porteurs à « des sociétés créatives d'où émergeront des idées nouvelles et de nouvelles orientations ». Le moment étant venu de traduire ces idées actes, il s'agissait à présent d'une « question de volonté politique, d'un nouvel engagement des États membres en faveur de la culture [...]. Si, après cette conférence, les gouvernements prennent des mesures concrètes pour appliquer les idées et les propositions qui leur sont maintenant soumises [...] en prenant les dispositions budgétaires et législatives nécessaires pour les transformer en politiques dynamiques, le nom de "Stockholm" sonnera comme le coup d'envoi d'un nouvel élan donné à la culture et sera considéré comme un tournant décisif. » La cérémonie d'ouverture s'est achevée par une allocution d'introduction de M. Jan Pronk, Ministre de la coopération en faveur du développement des Pays-Bas (voir par. 21 et 22 ci-après). Tous ces discours sont reproduits *in extenso* en annexe à ce rapport.

ÉLECTION DU BUREAU

8. M^{me} Marita Ulvskog, Ministre de la culture et des sports de la Suède, a été élue présidente de la Conférence par acclamations et a prononcé une courte déclaration d'ouverture (voir annexes). Après adoption du Règlement intérieur, M^{me} Ulvskog a invité la Conférence à constituer son Bureau en élisant cinq vice-présidents, un Groupe de rédaction composé de

représentants de douze États membres, et un rapporteur général appelé à assurer également la présidence du Groupe de rédaction.

9. Les États membres suivants ont été élus vice-présidents : Bulgarie, Colombie, Gabon, République islamique d'Iran et Tunisie ; ils étaient représentés dans cette fonction par M. Pantcho Tzankov, Vice-ministre de la culture ; le Dr Ramiro Osorio Fonseca, Ministre de la culture ; le Dr Ataollah Mohajerani, Ministre de la culture et de l'orientation islamique ; M. Jacques Adiahenot, Ministre de la communication et de la culture ; M. Abdelbaki Hermassi, Ministre de la culture.

10. Les États membres suivants ont été élus membres du Groupe de rédaction auquel était confiée la tâche d'établir une version révisée du projet de *Plan d'action sur les politiques culturelles pour le développement* : Chine, Cuba, Égypte, France, Inde, Lituanie, Mozambique, Mexique, Fédération de Russie, Arabie saoudite, Sénégal et Royaume-Uni. M. Nouréini Tidjani-Serpos, érudit et diplomate, actuel représentant permanent du Bénin à l'UNESCO qui avait assumé la présidence du Conseil exécutif de l'organisation en 1996-1997, a été élu par acclamations rapporteur général et, en tant que tel, président du Groupe de rédaction.

2. Plan d'action sur les politiques culturelles pour le développement



11. Les personnes suivantes ont été désignées par leur gouvernement en tant que représentants auprès du Groupe de rédaction. Groupe 1 : M. Jean-Pierre Boyer (France) et M^{me} Hilary Izon (Royaume-Uni) ; Groupe 2 : M. Gregory Ordjonikidze (Fédération de Russie) et M^{me} Ugné Karvelis (Lituanie) ; Groupe 3 : M^{me} Christina de la Gaarza (Mexique) et M^{me} Maria-Cecilia Bermudez (Cuba) ; Groupe 4 : M. Zhang Chongli (République populaire de Chine) et M. A. Gopinathan (Inde) ; Groupe 5 : M. Luis A. Covane (Mozambique) et M. Cheikhna Sankhare (Sénégal) ; Groupe 6 : M^{me} Soha Gendi (Égypte) et M. Abdulhaziz Bin Salamah (Arabie saoudite).

12. Le Groupe de rédaction s'est réuni trois fois au cours de deux séances en soirée les lundi 30 et mardi 31 mars et une séance continue du mercredi 1^{er} (10 h 00) au jeudi 2 avril (9 h 30). Au cours de la première séance, le président a distribué les documents de travail qui se composaient, outre le *Projet de Plan d'action*, d'un *Projet de Plan d'action annoté*, d'un *Compendium* des commentaires *in extenso* des États membres reçus par l'UNESCO avant la Conférence et organisés suivant la structure du Plan d'action, et d'un *Document de référence* comprenant les commentaires *in extenso* classés par pays. Le président a ensuite présenté aux membres du Groupe de rédaction les modalités de travail, en particulier la procédure de soumission des amendements supplémentaires déposés par les États membres, par la voix de leur représentant par groupe électoral, en vue de leur intégration dans le Plan d'action par consensus entre tous les membres du Groupe de rédaction. La date et l'heure limites de soumission des amendements auprès du secrétaire du Groupe de rédaction a été fixée au mercredi 1^{er} avril à 12 h 00.

13. Le Groupe de rédaction a véritablement commencé ses travaux de rédaction finale du Plan d'action lors de sa deuxième séance. Au fur et à mesure de leur réception par le secrétariat, les amendements des États membres ont été distribués aux membres du Groupe sous la forme d'un document intitulé *Nouveaux amendements soumis pendant la Conférence*. On notera que la finalisation du Préambule a nécessité un temps relativement long et qu'en conséquence une troisième séance continue a été proposée aux membres du Groupe de rédaction par le président à la fin de la deuxième séance pour leur permettre de terminer la rédaction du Plan d'action.

14. Lors de la séance finale de la Conférence, le jeudi 2 avril 1998, le président du Groupe de rédaction et rapporteur général de la Conférence a présenté les travaux du Groupe, une version révisée du Plan d'action ayant été distribuée en anglais et en français. Il a concentré son intervention sur les points saillants des lignes d'action du Plan, parmi lesquels la créativité, les nouvelles technologies et la participation des jeunes et des femmes à la culture. Le président a aussi expliqué les conditions d'élaboration du document final en soulignant que les recommandations des Agoras et des Forums ont pu être prises en considération dans la mesure où elles ont été présentées par l'intermédiaire d'un État membre. En dernier lieu, le président et rapporteur général a souhaité souligner le climat consensuel et le bon déroulement des travaux du Groupe de rédaction, et cela, dans des conditions parfois difficiles. La présidente de la Conférence intergouvernementale a ensuite ouvert le débat en proposant que chaque partie du plan d'action soit adoptée par acclamation. Le préambule ainsi que le premier et le deuxième objectifs ont été adoptés. Des amendements ont été proposés pour le troisième objectif qui a fait l'objet d'une intense discussion. Plusieurs délégués, parmi lesquels les représentants de l'Égypte, de la Grèce, du Guatemala, de l'Inde, de l'Italie et du Pérou sont intervenus sur le sujet du trafic illicite et de la restitution des biens culturels. Deux nouvelles lignes d'action ont été adoptées et des précisions ont été ajoutées à d'autres lignes d'action. De la même façon, une nouvelle ligne d'action et des clarifications ont été adoptées à l'objectif 4. Le représentant de la

Turquie est ensuite intervenu pour proposer l'adoption de l'ensemble du Plan d'action tel qu'amendé au cours des débats. La présidente a mis aux voix cette motion, qui a été adoptée.

15. Le texte ainsi adopté est le suivant :

PRÉAMBULE

La Conférence intergouvernementale sur les politiques culturelles pour le développement, tenue à Stockholm du 30 mars au 2 avril 1998,

- 1. Réaffirmant les principes fondamentaux de la déclaration finale adoptée par la Conférence mondiale sur les politiques culturelles de Mexico le 6 août 1982, intitulée Déclaration de Mexico sur les politiques culturelles, qui souligne que « dans son sens le plus large, la culture peut aujourd'hui être considérée comme l'ensemble des traits distinctifs spirituel et matériels, intellectuels et affectifs qui caractérisent une société ou un groupe social. Elle englobe outre les arts et les lettres, les modes de vie, les droits fondamentaux de l'être humain, les systèmes de valeurs, les traditions et les croyances [...] » ;*
- 2. Rappelant que la Décennie mondiale du développement culturel a souligné l'importance d'une reconnaissance de la dimension culturelle pour le développement ; de l'affirmation et de la consolidation des identités culturelles ; de l'élargissement de la participation à la vie culturelle ; de la promotion de la coopération culturelle internationale ;*
- 3. Conscients des efforts nécessaires pour relever les défis du développement culturel et de la préservation de la diversité des cultures ainsi qu'il est dit dans le rapport de la Commission mondiale de la culture et du développement, Notre diversité créatrice ;*
- 4. Mettant l'accent sur le besoin de tenir compte simultanément des valeurs universelles et de la reconnaissance des diversités culturelles, des efforts nationaux visant à harmoniser les politiques culturelles nationales et du besoin de préserver le pluralisme des initiatives culturelles à la base afin de promouvoir l'entente et la compréhension mutuelle, ainsi que le respect et la considération entre les individus et entre les nations face aux risques de discorde et de conflits ;*
- 5. Reconnaissant que dans le cadre démocratique la société civile prendra progressivement de l'importance dans le domaine culturel ;*
- 6. Considérant que l'une des fonctions des politiques culturelles c'est d'assurer l'espace nécessaire à l'épanouissement des capacités créatrices ;*
- 7. Tenant compte des processus accélérés de transformations socio-économiques, technologiques et culturelles et des disparités croissantes existant au niveau national et international ainsi que de l'importance du respect du droit d'auteur et de la propriété intellectuelle face aux risques et aux enjeux créés par la promotion des industries culturelles et par les échanges commerciaux de produits culturels ;*
- 8. Considérant que les activités de l'UNESCO aussi bien que les politiques de développement des États membres devraient prendre en considération le rôle des facteurs culturels ;*
- 9. Prenant note de la Déclaration de la Conférence des ministres de la culture du Mouvement des non-alignés à Medellin (Colombie) du 3 au 5 septembre 1997, des Conclusions de la Consultation panafricaine sur les politiques culturelles (Lomé,*

Togo, du 10 au 13 février 1998), de la réunion de l'ALECSO tenue à Tunis en février 1998, du rapport intitulé « La culture au cœur » rédigé sous les auspices du Conseil de l'Europe ainsi que de la Charte « Pro Cultura » de Thessalonique (juin 1997) ;

Souscrit aux principes ci-après :

1. Le développement durable et l'épanouissement de la culture sont interdépendants.
2. L'un des principaux buts du développement humain est l'épanouissement social et culturel de l'individu.
3. L'accès et la participation à la vie culturelle étant un droit inhérent aux individus de chaque communauté, les gouvernements ont le devoir de créer le cadre du plein exercice de ce droit prévu par l'article 27 de la Déclaration universelle des droits de l'homme.
4. Les politiques culturelles ont pour but essentiel d'établir des objectifs, de créer des structures et d'obtenir des ressources adéquates pour créer un cadre humain épanouissant.
5. Le dialogue entre les cultures apparaît comme l'un des principaux enjeux culturels et politiques du monde actuel ; il est une condition indispensable de la coexistence pacifique.
6. La créativité culturelle est la source du progrès humain et la diversité culturelle, étant un trésor de l'humanité, est l'un des facteurs indispensables au développement.
7. Les tendances nouvelles, et en particulier la mondialisation, peuvent avoir pour effet d'établir des liens plus étroits que jamais et d'enrichir les interactions entre les cultures, mais elles peuvent aussi être nuisibles pour notre diversité créatrice et pour le pluralisme des cultures ; elles rendent le respect mutuel d'autant plus impératif.
8. L'harmonie entre la culture et le développement, le respect des identités culturelles, la tolérance à l'égard des différences culturelles dans un cadre de valeurs démocratiques plurielles, d'équité socio-économique et de respect de l'unité territoriale et de la souveraineté nationale sont parmi les conditions nécessaires à une paix durable et juste.
9. L'acceptation de la diversité culturelle contribue à identifier et à consolider les liens entre les communautés qui trouvent leurs racines dans des valeurs qui peuvent être partagées par les diverses composantes socio-culturelles de la société nationale.
10. La créativité dans les sociétés favorise la création qui est avant tout un engagement individuel. Cet engagement est essentiel pour la constitution de notre patrimoine futur. Il importe de préserver et de favoriser les conditions de cette création, et en particulier la liberté de création au sein de toute collectivité.
11. La défense des cultures locales et régionales menacées par des cultures de diffusion mondiale ne doit pas transformer les cultures ainsi affectées en reliques privées de leur dynamique de développement.
12. Nous devons donc faire en sorte que toutes les personnes et toutes les communautés aient la capacité de mettre à profit leur créativité, de trouver et de consolider les moyens de vivre ensemble, facilitant ainsi un développement humain authentique et la transition vers une culture de la paix et de la non-violence.

En conséquence, la Conférence affirme ce qui suit :

1. La politique culturelle, étant l'une des principales composantes d'une politique de développement endogène et durable, devrait être mise en œuvre en coordination avec

d'autres domaines sociaux dans une approche intégrée. Toute politique pour le développement doit être profondément sensible à la culture elle-même.

2. Le dialogue entre les cultures doit constituer un but fondamental des politiques culturelles et des institutions qui les incarnent au niveau national et international ; la liberté d'expression universelle est indispensable pour cette interaction et leur participation effective à la vie culturelle.
3. Dans le siècle à venir, les politiques culturelles devront être anticipatrices, répondant aux problèmes persistants ainsi qu'aux besoins nouveaux.
4. L'entrée dans la société de l'information et l'appropriation par chacun des techniques de l'information et de la communication constituent une dimension majeure de toute politique culturelle.
5. Les politiques culturelles devraient promouvoir la créativité sous toutes ses formes, ce qui suppose qu'il faut faciliter l'accès aux pratiques et expériences culturelles pour tous les citoyens indépendamment de la nationalité, de la race, du sexe, de l'âge et des incapacités physiques ou mentales, enrichir le sentiment d'identité et d'appartenance de chaque personne et de chaque communauté et les aider à se forger un avenir digne et sûr.
6. Les politiques culturelles devraient viser à faire apparaître la nation comme une communauté plurielle dans le cadre de l'unité nationale, enracinée dans des valeurs susceptibles d'être partagées par tous les hommes et toutes les femmes, et qui donnent à tous les membres qui la composent la possibilité de trouver leur place et de s'exprimer.
7. Les politiques culturelles viseront aussi à améliorer sans discrimination l'intégration sociale et la qualité de vie de tous les membres de la société.
8. Les politiques culturelles doivent respecter l'égalité entre les femmes et les hommes, en reconnaissant pleinement les droits paritaires des femmes, leur liberté d'expression et en assurant leur accès aux postes de responsabilité.
9. Le gouvernement et la société civile doivent s'efforcer de s'associer plus étroitement pour concevoir et mettre en œuvre des politiques culturelles intégrées dans les stratégies de développement.
10. Dans un monde de plus en plus interdépendant, il faut envisager simultanément une refonte des politiques culturelles aux niveaux local, national, régional et mondial.
11. Il incombe aux pays d'œuvrer ensemble pour construire un monde où la communication, l'information et la compréhension interculturelles seront de règle et où la diversité des valeurs culturelles, des visions éthiques et des comportements favorisera une véritable culture de la paix.
12. Les politiques culturelles doivent particulièrement veiller à promouvoir et à renforcer les actions et les moyens dévolus à l'élargissement de l'accès à la culture de toutes les couches de la population, à la lutte contre l'exclusion et la marginalisation ainsi qu'à l'élaboration de tous les processus favorisant la démocratisation culturelle.
13. Les politiques culturelles doivent reconnaître la contribution essentielle apportée par les créateurs à l'amélioration de la qualité de la vie, à la promotion de l'identité et au développement culturel de la société.
14. Toute politique culturelle doit prendre en compte l'ensemble des éléments qui régissent la vie culturelle : création, préservation du patrimoine et diffusion. L'équilibre entre ces facteurs doit être recherché pour mener à bien une politique culturelle efficace, mais la promotion de la diffusion et de l'accès à la culture ne peut se faire sans assurer une dynamique de la création garantie par une protection législative efficace.

OBJECTIFS D'ACTION RECOMMANDÉS AUX ÉTATS MEMBRES

Sur la base des principes susmentionnés, la Conférence recommande aux États membres d'adopter les cinq objectifs d'action suivants :

<p>OBJECTIF 1 : Faire de la politique culturelle l'un des éléments clés de la stratégie de développement</p>
--

1. Concevoir et établir des politiques culturelles ou revoir les politiques culturelles existantes de manière à ce qu'elles constituent un élément clé du développement endogène et durable.
2. Favoriser à cette fin l'intégration des politiques culturelles dans les politiques de développement, en particulier dans leur articulation avec les politiques sociales et économiques.
3. Contribuer à l'élaboration par l'UNESCO de lignes directrices pour la mise au point d'un agenda international pour la recherche et la formation en matière de culture et de développement.
4. Adopter et mettre en pratique une vision plus large de la politique culturelle nationale en conformité avec les conditions effectives de chaque pays, et s'efforcer d'encourager la participation de la société civile, y compris les médias.
5. Assurer la pleine participation des créateurs et de leurs organisations professionnelles à la réalisation de cette vision nouvelle.
6. Encourager le développement et l'amélioration des procédures susceptibles de permettre que la mise en œuvre des politiques culturelles fasse l'objet d'une coordination intersectorielle.
7. Coopérer sur les plans international et régional en engageant des activités culturelles afin de relever les défis de l'urbanisation, de la mondialisation et des changements technologiques en cours.
8. Promouvoir des activités visant à sensibiliser les populations et les organismes de décision à l'importance de la prise en compte des facteurs culturels dans le processus de développement durable.
9. Promouvoir les échanges et le dialogue entre les individus, les communautés et les nations sur la base de valeurs partagées.
10. S'efforcer, en coopération avec l'UNESCO en tant que de besoin, de faire prendre en compte la dimension culturelle dans la prochaine Stratégie internationale du développement et de stimuler le débat tant au sein du Conseil économique et social que de l'Assemblée générale des Nations Unies.

<p>OBJECTIF 2 : Favoriser la créativité et la participation à la vie culturelle</p>

1. Continuer d'accorder aux différentes composantes de la nation un même respect et des chances égales d'épanouissement, et privilégier les initiatives locales qui traduisent la diversité des profils culturels.
2. Assurer par des politiques culturelles urbaines et régionales le développement d'une vie culturelle locale, créative et participative et la gestion pluraliste des diversités.

3. Œuvrer à faire connaître et comprendre la diversité culturelle et linguistique, en renforçant le contenu culturel de l'éducation formelle et non formelle, en particulier par l'apprentissage d'une ou plusieurs langues secondes.
4. Promouvoir de nouveaux liens entre la culture et le système éducatif permettant de reconnaître pleinement la culture et les arts comme une dimension fondamentale de la formation de chacun, de développer l'éducation artistique, et de stimuler la créativité dans les programmes éducatifs à tous les niveaux.
5. Reconnaître la nécessité de prêter une attention particulière à l'application des instruments existant dans le domaine des droits de l'homme, tels que la Déclaration universelle des droits de l'homme, la Convention internationale sur les droits économiques, sociaux et culturels, et la Déclaration de Vienne sur les droits de l'homme, et procéder à un inventaire des droits culturels en évaluant les instruments déjà existants qui se réfèrent aux droits culturels.
6. Favoriser les politiques, programmes, institutions et projets culturels en vue d'assurer la pleine participation de tous les individus de la société dans des conditions d'égalité.
7. Attacher une importance accrue au rôle de la culture dans les processus de changements sociaux.
8. Reconnaître les réalisations des femmes dans le domaine de la culture et du développement, et assurer leur participation à la formulation et à la mise en œuvre des politiques culturelles à tous les niveaux.
9. Passer en revue toutes les politiques, institutions et programmes culturels afin de faire en sorte que soient respectés en particulier les droits de l'enfant, aussi bien que ceux des groupes vulnérables ayant des besoins spécifiques en matière éducative et culturelle ; prendre en compte les besoins et les aspirations des jeunes — dont les nouvelles pratiques culturelles doivent en particulier être soutenues — ainsi que celles des personnes âgées, trop souvent tenues à l'écart de la vie culturelle.
10. Allouer des ressources appropriées pour la formation, la recherche culturelle et l'information nécessaire, à la conception et à la mise en œuvre des politiques culturelles.

OBJECTIF 3 : Renforcer les politiques et les pratiques en vue de sauvegarder et mettre en valeur le patrimoine tangible et intangible, mobilier et immobilier et de promouvoir les industries culturelles

1. Renouveler et renforcer l'engagement des États membres à appliquer les conventions et recommandations de l'UNESCO relatives à la conservation du patrimoine mobilier et immobilier, à la sauvegarde de la culture traditionnelle et populaire, au statut de l'artiste et aux questions connexes.
2. Accroître l'efficacité du secteur culturel par des programmes de formation destinés aux spécialistes nationaux, aux administrateurs et aux responsables de la culture et assurer aux femmes l'égalité des chances dans ces domaines.
3. Renouveler la définition traditionnelle du patrimoine, qui doit aujourd'hui être entendue comme l'ensemble des éléments naturels et culturels, tangibles et intangibles transmis ou nouvellement créés. C'est par ces éléments que les groupes sociaux reconnaissent leur identité et leur engagement de le transmettre aux générations futures sous une forme améliorée et enrichie.
4. Reconnaître l'émergence de nouvelles catégories dans le domaine du patrimoine culturel, notamment le paysage culturel, le patrimoine industriel et le tourisme culturel.

5. Renforcer l'étude, l'inventaire, l'enregistrement et le catalogage du patrimoine, y compris la tradition orale, de manière à permettre la conception d'instruments adéquats et efficaces pour la mise en œuvre d'une politique de conservation à la fois traditionnelle et scientifique.
6. Encourager par tous les moyens juridiques et diplomatiques, le retour et la restitution des biens culturels à leur pays d'origine.
7. Inclure dans les politiques, les programmes et les plans d'aménagement urbain et régional les bâtiments, sites, ensembles et paysages présentant une valeur culturelle, et assurer leur protection.
8. Associer directement les citoyens et les communautés locales aux programmes de conservation du patrimoine et établir une liste des meilleures pratiques en matière de politique du patrimoine.
9. S'assurer que le tourisme est respectueux des cultures et de l'environnement et que les revenus qu'il génère sont aussi utilisés pour préserver équitablement les ressources du patrimoine et pour renforcer le développement culturel.
10. Donner la priorité à la création d'un réseau au niveau national, régional et international comprenant les artistes, les gestionnaires de projets et d'équipements culturels de façon à améliorer du point de vue qualitatif et quantitatif les conditions d'accès au domaine culturel.
11. Aider les artistes, les concepteurs et les artisans en clarifiant, sauvegardant et améliorant les droits des créateurs et consolider ces droits sur le marché, tant local que mondial, en évitant les abus commerciaux.
12. Promouvoir l'idée que les biens et services culturels doivent être pleinement reconnus et traités comme n'étant pas des marchandises comme les autres.
13. Intensifier la coopération culturelle entre les pouvoirs publics d'une part, les entreprises et les autres organisations de la société civile d'autre part, en dotant ces dernières d'un cadre réglementaire approprié.
14. Empêcher le trafic illicite des biens culturels au plan mondial et en particulier l'acquisition par les musées et les collectionneurs privés d'objets dont l'origine n'est pas établie.

OBJECTIF 4 : Promouvoir la diversité culturelle et linguistique dans le cadre et pour la société de l'information
--

1. Fournir des réseaux de communication, incluant la radiodiffusion, la télévision et les technologies de l'information, capables de répondre aux besoins culturels et éducatifs du public ; encourager l'engagement de la radio, de la télévision, de la presse et des autres médias en faveur de questions de développement culturel telles que la promotion des cultures et langues locales, régionales et nationales y compris la préservation de langues en péril, l'exploration et la préservation du patrimoine national et la promotion de la diversité des traditions culturelles et des identités culturelles indigènes et nationales, en garantissant l'indépendance éditoriale des médias de service public.
2. Envisager de donner l'accès des radios et télévisions du service public, et promouvoir l'espace donné à des groupes communautaires, linguistiques et autres groupes minoritaires, en particulier au niveau local et afin de promouvoir la non violence.
3. Adopter ou renforcer les efforts nationaux encourageant le pluralisme des médias et la liberté d'expression.

4. Prendre des mesures pour encourager l'éducation et la formation des enfants à l'utilisation des nouvelles technologies des médias et pour lutter contre la violence et l'intolérance, en contribuant notamment aux activités des centres ou institutions spécialisés en matière d'échange d'information sur l'enfant et la violence à l'écran.
5. Promouvoir le développement et l'utilisation des nouvelles technologies et des nouveaux services de communication et d'information, souligner l'importance de l'accès aux services et autoroutes de l'information à des prix abordables, d'une utilisation égale des langues, et encourager l'utilisation des nouvelles technologies dans les services publics.
6. Promouvoir également la formation et l'éducation favorisant la maîtrise et l'usage créatif des nouvelles technologies de l'information chez les futures générations en tant qu'utilisatrices et productrices de messages et de contenus et accorder une priorité à l'éducation aux valeurs civiques ainsi qu'à la formation des enseignants dans le domaine des technologies nouvelles.
7. Élaborer des politiques pour la préservation et le développement des archives, des musées, des bibliothèques et d'autres informations générées et/ou collectées par des institutions gouvernementales et non gouvernementales, si possible par voie de numérisation, et établir des mécanismes pour faciliter l'accès à ces contenus, y compris la promotion de ces institutions comme centres d'information, d'éducation et d'éducation tout au long de la vie.
8. Promouvoir la connaissance du patrimoine culturel et naturel par les moyens virtuels qu'offrent les nouvelles technologies.
9. Reconnaître l'importance des nouvelles technologies de l'information pour le travail des créateurs, aussi bien que le rôle clé de la création artistique dans les efforts en vue de construire la société de l'information.
10. Coopérer dans le domaine des médias audiovisuels, spécialement en ce qui concerne la formation, le développement et la distribution des produits audiovisuels.
11. Encourager la coopération culturelle, particulièrement au moyen de projets conjoints dans le domaine des industries culturelles (production, investissement et cession de droits).
12. Encourager la recherche dans le domaine des relations entre la culture et sa diffusion dans les médias et les nouveaux services de communication, et soutenir des efforts de coordination, voire d'harmonisation, sur les méthodes de mesure et d'évaluation de la programmation culturelle dans les médias.

<p>OBJECTIF 5 : Allouer davantage de ressources humaines et financières au développement culturel</p>

1. Veiller à maintenir ou à accroître l'effort financier effectué au niveau national en faveur du développement culturel et définir en tant que de besoin un pourcentage du budget de l'État consacré à cette fin conformément aux objectifs, priorités et plans généraux pour le développement.
2. Inviter les autorités locales à augmenter leur engagement financier en faveur des activités culturelles et les encourager à renforcer leur rôle dans le domaine du développement culturel.
3. Concevoir et élaborer des cadres fiscaux pour les activités culturelles afin d'encourager les milieux d'affaires à appuyer le développement culturel et mettre en place des dispositifs

tels que fondations publiques et projets générateurs de recettes confiés à des institutions culturelles et au secteur du tourisme et du sport.

4. Étudier toutes les mesures appropriées afin de s'assurer que les politiques gouvernementales prennent en compte les conséquences, ou les conséquences prévisibles, sur le processus de développement culturel d'un autre pays.
5. Inviter les fonds et les programmes des Nations Unies, particulièrement le PNUD, les institutions financières spécialisées ainsi que les organismes financiers nationaux et régionaux à accroître leur assistance financière aux projets de développement ayant une composante culturelle importante.

RECOMMANDATIONS AU DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'UNESCO

La Conférence recommande au Directeur général de l'UNESCO les axes d'action suivants :

1. Prendre en considération le présent Plan d'action dans la préparation du programme de l'UNESCO.
2. Élaborer une stratégie d'ensemble pour un suivi concret de la présente Conférence, incluant la possibilité ou non d'organiser un sommet mondial de la culture et du développement en vue de soumettre la question au Conseil exécutif.
3. Encourager la constitution de réseaux de recherche et d'information en matière de politiques culturelles pour le développement, y compris l'étude de la mise en place d'un observatoire des politiques culturelles.
4. Porter le présent Plan d'action à l'attention du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et, par son intermédiaire, à l'Assemblée générale, en vue de présenter à cette dernière, à sa cinquante-troisième session un rapport sur les résultats de la présente Conférence, conformément aux dispositions de la résolution 52/197 de l'Assemblée générale.
5. Communiquer le présent Plan d'action aux chefs de secrétariat de toutes les institutions spécialisées du système des Nations Unies et aux autres organisations intergouvernementales, tant internationales que régionales, en vue d'obtenir qu'elles inscrivent les objectifs d'action culturelle dans tous leurs programmes et activités de développement, en consultation avec les États membres et avec leur approbation.
6. Garder comme objectif l'inscription d'une perspective culturelle dans la prochaine Stratégie internationale du développement et inviter les institutions spécialisées à évaluer leurs pratiques et politiques de développement dans cette perspective.
7. Proposer au Conseil exécutif un ensemble de projets favorisant la réflexion, l'échange d'expérience, le développement de projets conjoints pour promouvoir les politiques culturelles dans la perspective du développement humain durable.
8. Suggérer au Secrétaire général de l'ONU qu'une année de la décennie sur l'élimination de la pauvreté (1997-2006) soit consacrée aux liens entre culture et développement et élimination de la pauvreté.
9. L'UNESCO devrait, à la lumière des résultats du Sommet de la Terre, du Sommet de la Terre + 5 et de la Conférence Habitat II, établir des mécanismes visant à mettre l'accent sur le rôle vital du patrimoine culturel dans l'environnement et en tant que facteur important d'un développement durable.
10. Encourager les États membres à présenter à l'UNESCO leurs stratégies culturelles, en vue de permettre les échanges d'information, d'idées et de pratiques.

20 • Conférence intergouvernementale sur les politiques culturelles pour le développement

11. Élaborer des politiques, concevoir des programmes, allouer et réunir des moyens extrabudgétaires pour intensifier la coopération culturelle multilatérale de manière à améliorer la recherche dans le domaine de la coopération internationale, dans le domaine des politiques culturelles et du développement.
12. Examiner de nouveaux moyens de développer la coopération entre l'UNESCO et d'autres organisations internationales.
13. Poursuivre la publication biennale par l'UNESCO d'un Rapport mondial sur la culture.
14. Promouvoir la création d'un observatoire des politiques linguistiques.

3. Les séances plénières



16. Les séances *Plénières* qui ont commencé immédiatement après la cérémonie d'ouverture, le lundi 30 mars, ont continué jusqu'au soir du mercredi 1^{er} avril 1998. Les ministres et hauts fonctionnaires représentant 83 gouvernements ont pris part à leurs débats, de même que les représentants de cinq organisations intergouvernementales. Des rapports ont en outre été présentés aux *Plénières* par les organisateurs des dix sessions *Forum* et les coordonnateurs des 37 sessions *Agora*, ainsi que par des représentants du *Forum jeunes* et de la conférence organisée par la Fédération internationale des acteurs. Enfin, les délégués ont entendu les exposés de huit orateurs invités.

17. Beaucoup de ministres et de hauts fonctionnaires ont consacré l'essentiel de leurs interventions au *Projet de Plan d'action sur les politiques culturelles pour le développement*. Ils ont exposé les points de vue de leurs gouvernements et souscrit à diverses propositions avancées par des intervenants non gouvernementaux participant à la conférence. Tous les participants aux sessions *Agora* qui ont pris la parole en *Plénières* ont aussi centré leurs interventions sur le Plan d'action ; quant aux rapporteurs des sessions *Forum* ils ont fait part aux *Plénières* des principaux axes de réflexion et des suggestions précises qui s'étaient dégagées de chaque débat.

18. Beaucoup d'orateurs ont exprimé leur satisfaction au sujet de la qualité du *Document de base* et des *documents préparatoires* établis ou commandés par le secrétariat, jugeant qu'ils permettaient d'asseoir cette conférence tenue à la veille d'un nouveau millénaire sur des bases solides, tournées vers l'avenir. En ce qui concerne le *Projet de Plan d'action*, un certain nombre d'orateurs ont jugé qu'il constituait un document constructif, ouvert sur l'avenir ; d'autres souhaitaient le voir aller plus loin sur le terrain de l'action concrète. Selon certains orateurs, plusieurs domaines essentiels n'avaient pas été pris en compte ou l'étaient de manière insuffisante. L'idée de fixer un certain pourcentage de dépenses que les pouvoirs publics devraient, pour bien faire, consacrer à des activités culturelles a notamment constitué un point particulièrement délicat. Dans certains pays, le chiffre indicatif était d'ores et déjà dépassé ; dans d'autres il pouvait apparaître excessif dans le contexte économique actuel et ne pouvait donc être retenu. En matière de financement, un certain nombre d'intervenants se sont déclarés très favorables aux propositions visant à renforcer, surtout dans les pays en développement, le soutien du secteur privé et de la société civile au développement culturel en tant qu'investissement dans le développement social. Pour l'essentiel, ces idées ayant été reprises et complétées par le Groupe de rédaction, le *Plan d'action sur les politiques culturelles pour le développement* reproduit ci-dessus constitue la synthèse des débats. Néanmoins, aux fins du présent rapport, quelques uns des grands axes développés seront résumés dans les paragraphes suivants.

LES AXES PRIVILÉGIÉS

19. « Développement sans culture est croissance sans âme. » A l'issue des débats, le jeudi 2 avril, cette idée-force émise par la Commission mondiale de la culture et du développement était adoptée sans réserve, tous les orateurs ayant reconnu à la fois le « pouvoir de la culture » en tant qu'élément constitutif fondamental du développement humain et l'impératif concomitant de protéger, de fortifier et de transmettre ce pouvoir. Il est apparu que la culture se trouve au cœur des problématiques capitales de l'identité, du bien-être, de la gouvernance, de la citoyenneté et de la créativité. Comme l'ont remarqué plusieurs orateurs, cette reconnaissance

aujourd'hui acquise du caractère central de la culture est l'aboutissement d'un long processus de réflexion mis en route par l'UNESCO à MONDIACULT, en 1982. Les débats ont aussi mis en évidence le fait qu'aujourd'hui les idées lancées par cette Conférence mondiale sur les politiques culturelles tenue à Mexico ne sont plus très loin d'être communément adoptées. En effet, si la culture a une place si centrale, l'État devrait se préoccuper aussi du bien-être culturel et les politiques culturelles devraient viser le développement humain et un pluralisme accru, et aussi favoriser la cohésion sociale et la créativité, par des liens transsectoriels avec les politiques appliquées dans d'autres domaines.

20. On s'est donc accordé à reconnaître la nécessité d'élargir l'horizon des politiques culturelles. Il faut qu'elles dépassent les frontières des domaines de compétence habituellement attribués aux ministères de la culture. Outre la protection du patrimoine et la création artistique, elles doivent s'appliquer à des questions comme les relations interethniques, l'intégration sociale, la démocratie politique et l'équité économique, l'élaboration de la signification de la société et les rapports de confiance, de partenariat et de solidarité qui sont indispensables à toute société. De même, il faut des politiques culturelles dont les visées dépassent les préoccupations strictement nationales et se donnent un horizon international, interrégional et même mondial. Eu égard à ces réalités nouvelles, un certain nombre d'intervenants ont applaudi à l'idée proposée par le Directeur général d'incorporer la culture à titre de dimension essentielle dans la prochaine Stratégie internationale de développement des Nations Unies.

21. Dans le même ordre d'idées, l'« engagement en faveur du pluralisme » préconisé par la Commission mondiale est devenu un impératif de plus en plus urgent dans le contexte d'une mondialisation qui entraîne, d'une part, une homogénéisation de beaucoup de régions et, d'autre part, une conscience croissante des différences et des spécificités. La mondialisation est apparue comme étant à la fois une opportunité et un grand défi. Le ton avait été donné par l'orateur chargé d'introduire le sujet, M. Jan Pronk, Ministre de la coopération pour le développement des Pays-Bas, qui voyait la principale source de la tension idéologique actuelle dans l'opposition entre la diversité culturelle des sociétés ouvertes, d'un côté, et l'autarcie culturelle des communautés fermées, de l'autre. A mesure que les rapports entre les personnes et les groupes tendent à se former dans un contexte mondial, on voit se profiler le danger de l'imposition d'une culture mondiale uniforme « reposant sur la marchandise universelle, axée sur la création de goûts et de modes offerts en partage au monde entier », de l'anéantissement des cultures locales et nationales par des valeurs qui leur sont étrangères, d'un développement économique orchestré par des forces mondiales plutôt que par le jeu de l'offre et de la demande sur les scènes locales, d'une émancipation sociale et politique compromise par l'exclusion. La crainte qu'inspirent de telles évolutions peut inciter les sociétés à se fermer aux influences extérieures ; pourtant, dans une société ouverte des identités culturelles ne représentent pas des menaces les unes pour les autres mais coexistent dans le respect mutuel : « lorsque les gens ont foi en leur propre culture, la communication interculturelle et la liberté de se mélanger ne constituent pas une perte mais une valeur ajoutée dans la vie des gens ».

22. Cette position a été exprimée par de nombreux intervenants, convaincus comme M. Pronk que, pour guider la mondialisation et amortir son impact, deux conditions devaient être remplies à titre de principes de politique : d'abord, la promotion d'une éthique mondiale autour de principes de base que les gens aient en commun sous tous les cieux ; deuxièmement, la garantie de la liberté d'expression en tout lieu comme composante essentielle d'une culture de la démocratie, sans laquelle il ne peut y avoir de développement. Dès lors, les politiques culturelles devraient devenir un moyen d'atteindre à la démocratie culturelle qui assure la liberté de créer. Cela suppose que se mobilisent ensemble les gouvernements, la société civile, les intellectuels et les artistes de tous les pays dans et par-delà les frontières nationales. Ensemble, ils devraient concourir à canaliser l'action tendant vers l'autonomisation et la participation des citoyens, pour une démocratie plus forte, pour des villes mieux construites et mieux gérées et des communautés rurales revigorées. Résumant les débats, Lourdes Arizpe, sous-directeur général pour la culture de l'UNESCO, a précisé les diverses raisons qui font de cette

mobilisation commune une nécessité. Il s'agit de réduire l'écart entre ceux qui ont les moyens de continuer à préserver et à recréer leur culture et leur langue et ceux qui ne les ont pas, entre les « riches en info » et les « pauvres en info », entre ceux qui y ont accès et ceux qui en sont exclus, afin que tous les êtres doués de créativité se voient offrir la possibilité de produire les « symboles de demain » par le travail de l'esprit et de la main, en particulier dans les pays en développement ; afin aussi de jeter les bases d'une culture de la citoyenneté favorisant la résolution pacifique des conflits entre peuples de cultures différentes aux plans national et international ; enfin pour explorer « les possibilités apparemment illimitées que les nouvelles formes de communication et d'expression mettent entre nos mains [...] »

23. Les effets négatifs de la mondialisation, en particulier le phénomène de l'inégalité d'accès et celui de l'exclusion croissante, ont été soulignés par un certain nombre d'orateurs, qui ont réclamé plus de partage entre pays développés et pays en développement, ainsi que des mécanismes de coopération internationale de nature à promouvoir un développement équilibré des cultures dans tous les pays.

24. Beaucoup d'intervenants ont établi un lien direct entre le pluralisme culturel et la propagation généralisée des pratiques démocratiques ; d'autres ont avancé que la démocratie elle-même tire de la vigueur de certaines situations culturelles. Comme l'a fait observer Lourdes Arizpe, « c'est par l'édification d'institutions démocratiques que s'élabore une culture plus participative, apte à son tour à renforcer la démocratie [...] un gouvernement qui n'a pas de comptes à rendre à son peuple a peu de chances d'avoir les institutions indispensables pour imposer la discipline qui permet de surmonter une crise financière ou de se lancer avec succès dans une entreprise de développement à long terme ».

25. Bon nombre d'intervenants ont aussi insisté sur la finalité du pluralisme au sein des nations, consistant en manières de vivre ensemble qui éviteraient aussi bien la politisation des différences culturelles que la simple juxtaposition de communautés fermées. Ils ont mis en exergue le défi que propose l'unité dans la diversité, celui de la construction de sociétés qui soient véritablement plurielles tout en possédant un sentiment d'appartenance commune. Ils se sont accordés à dire qu'il devrait incomber aux gouvernements d'aider différentes communautés culturelles à vivre ensemble en formant une même communauté nationale, de promouvoir des attitudes et des valeurs qui incitent au respect de l'autre, d'élaborer des politiques et des institutions qui prennent en compte la diversité des besoins et des identités.

26. L'identité culturelle elle-même est apparue à de nombreux intervenants comme un phénomène non pas statique mais en constante évolution. Dans le contexte actuel des mouvements, des contacts, des pressions et des négociations qui ont lieu à l'échelle de la planète, le maintien d'identités culturelles distinctes est bien évidemment capital pour la diversité culturelle, mais il faut que ces identités se modifient et se recréent à mesure que le mondial rencontre le local et réciproquement. Le dialogue entre des identités et des cultures qui seraient tout à la fois flexibles, multiples et ouvertes devrait fonder une concordance des cultures plutôt qu'un « choc des civilisations ». A ce propos, plusieurs intervenants ont évoqué la nécessité d'un esprit de convivialité culturelle qui aille au-delà du simple multiculturalisme ; ils préconisaient plutôt un engagement en faveur de l'« interculturelisme » qui se trouve au cœur même du mandat de l'UNESCO mais auquel, selon eux, l'Organisation n'a pas porté une attention suffisante jusqu'ici. Il faudrait insister davantage sur la dimension interculturelle pour susciter une appréciation mutuelle entre les cultures, venir à bout des stéréotypes et construire « la paix dans l'esprit des hommes ».

27. Un certain nombre d'intervenants ont souligné l'importance de la langue comme patrimoine universel mais aussi en tant que vecteur qui véhicule en permanence l'identité culturelle et la mémoire culturelle. La disparition d'une langue constitue un appauvrissement de notre réservoir commun de connaissances et d'outils de communication. D'où la nécessité impérieuse de l'éducation linguistique dans la langue maternelle, qui devrait s'accompagner du multilinguisme dans l'éducation pour tous.

28. Il y a eu beaucoup d'intervenants pour estimer que la politique éducative était indissociable de la politique culturelle. L'éducation et la formation peuvent et doivent jouer un rôle dans l'inculcation des valeurs et des attitudes qui engendrent la tolérance, le respect mutuel et un comportement démocratique, ainsi que des facultés critiques et des connaissances essentielles au sujet des autres. Dans l'éducation formelle comme dans l'éducation non formelle il y a moyen de susciter plus activement le respect de la diversité des cultures. Il importe aussi d'introduire une dimension éducative à travers les infrastructures et services culturels offerts à toutes les couches de la société, en particulier aux groupes défavorisés dans les zones urbaines. Plusieurs orateurs ont aussi souligné la nécessité d'une éducation plus systématique dans le domaine des arts et pour eux, comme base d'établissement de l'indispensable liaison entre le domaine de l'éducation et l'ensemble des entreprises culturelles.

29. On a très largement reconnu la nécessité de trouver des moyens de permettre aux gouvernements de jouer un rôle plus anticipateur et cependant non directif dans la promotion de la créativité artistique, en créant des environnements propices à son expression, plutôt qu'en restreignant la liberté de l'artiste, y compris la liberté d'expression. Le contexte d'une telle action est complexe et difficile, car les gouvernements sont appelés à faciliter le développement des « industries du contenu » et à favoriser l'accès à un large éventail de technologies et de processus industriels et l'innovation les concernant. Les gouvernements se doivent d'offrir les conditions dans lesquelles les artistes, les entrepreneurs culturels et les simples citoyens peuvent penser, agir et travailler de manière créative. Bon nombre d'intervenants ont reconnu que ce contexte modifié appelait des démarches neuves et aussi des partenariats nouveaux entre l'État, le secteur privé et les énergies de la société civile, sur le double plan national et international. Les répercussions complexes de la mondialisation sur la créativité et la liberté de création ont été soulignées par maints orateurs ; à leurs yeux, on ne peut pas traiter les produits de la créativité des peuples comme de simples marchandises ; il doit y avoir dans les règles qui régissent le commerce international et les accords d'investissement une « exception culturelle » qui fasse réellement respecter le principe du pluralisme culturel sur le plan international. Dans le même ordre d'idée, la propriété littéraire et artistique et le droit d'auteur sont essentiels pour l'expression créatrice et pour la croissance des industries culturelles autochtones ; ils forment un domaine central qui doit être exclu du champ d'application des accords de commerce international. Il faut un effort concerté pour faire appliquer les lois sur le droit d'auteur et les droits de l'artiste, en particulier pour combattre le piratage et la reproduction illicite des biens culturels et intellectuels. Malheureusement, les valeurs qui ont cours sur le marché international ont de plus en plus tendance à prendre le pas sur les impératifs de la vitalité culturelle, et les cadres de référence assignés aux politiques par les institutions financières internationales le sont de plus en plus au détriment de la culture. Certains intervenants ont cependant insisté sur les effets bénéfiques universellement ressentis des règles du libre échange international agissant comme vecteurs d'opportunités nouvelles, ce qui justifiait à leurs yeux l'application du principe de la liberté du marché à toutes les catégories de produits.

30. A cet égard, beaucoup d'intervenants des pays en développement ont mis l'accent sur la nécessité de protéger les spécificités culturelles contre les empiètements imposés de l'extérieur par de puissants systèmes audiovisuels et de communication, afin d'empêcher que la créativité culturelle ne se dilue dans une commercialisation transnationale, mais aussi pour protéger l'emploi et la croissance.

31. Un certain nombre d'intervenants ont fait état d'un élargissement constant des structures mises en place pour la protection du patrimoine matériel et immatériel dans leurs pays, confortant ainsi à la fois les nouvelles approches préconisées par l'UNESCO et le souci affirmé de la Commission mondiale de voir élargir l'accès à la génération de sens et à l'interprétation du patrimoine. L'accent a été mis aussi sur le souci d'équité et de durabilité qui doit inspirer les efforts de préservation du patrimoine, s'agissant de mieux répondre aux besoins des communautés pauvres et de l'ensemble de la société au travers d'un capital culturel apte à offrir des emplois, à générer des revenus et à mobiliser des collectivités pour réduire la pauvreté. De

nombreux intervenants ont aussi mis en relief l'importance du tourisme comme moyen de se procurer des ressources permettant de protéger le patrimoine et de le mettre en valeur.

32. Il a souvent été question de la nécessité d'établir, pour les besoins des politiques culturelles, un nouveau programme de recherche visant à rassembler des données plus nombreuses et de meilleure qualité dans un plus large éventail de domaines culturels, car les décideurs manquent d'éléments d'information appropriés pour fonder leurs décisions. Il importe de développer les capacités statistiques et analytiques permettant de comprendre des processus culturels divers et convergents à l'œuvre à l'échelle nationale, régionale et internationale. Plusieurs intervenants ont estimé qu'il fallait un effort concerté pour élaborer un cadre conceptuel faisant l'objet d'un consensus international pour des statistiques culturelles fondées sur l'interprétation large de la culture adoptée à la conférence, cadre qui devrait alors inciter les gouvernements à obtenir et rendre accessibles les données qui permettraient d'établir en toute validité des études internationales et des études comparatives.

33. Les huit orateurs invités qui ont aussi pris la parole au cours des séances ont souscrit aux points de vue officiels indiqués ci-dessus et ont apporté des précisions supplémentaires. Rita Süßmuth, membre du Parlement allemand, a estimé que la vision des politiques culturelles qui est en train de prendre forme comportait un certain nombre de messages politiques : le dialogue culturel reposant sur un partenariat voué à la préservation des identités culturelles et à l'ouverture aux potentialités de toutes les cultures est essentiel ; il faut que « l'État soit au service de la culture, et non l'inverse » ; nous vivons dans une communauté mondiale d'apprentissage et non dans un monde d'exportations culturelles à sens unique. David Puttnam, le producteur de cinéma britannique récompensé par un Oscar, a fait valoir qu'à partir du moment où les nouvelles technologies nous offrent les moyens de transformer radicalement la façon dont la culture se crée, se communique, s'apprécie et peut-être même la façon dont elle se définit, il nous faut aussi découvrir « des moyens réellement efficaces de libérer les potentialités économiques, sociales et même spirituelles de la culture ». En tant que représentant des médias, il juge indispensable d'élever la barre des normes de responsabilités — applicables « aux histoires que nous racontons, aux promesses que nous faisons, aux images que nous utilisons » — qui doivent s'imposer à tous ceux qui travaillent dans les médias. Vigdis Finnbogadóttir, ancienne présidente de la République d'Islande, a souligné les raisons pour lesquelles il fallait que la diversité culturelle trouvât place au cœur de tant de questions importantes et a fait porter l'essentiel de ses observations sur l'importance de la langue comme vecteur de l'identité culturelle, en citant à cet égard le lauréat du prix Nobel Haldor Laxness : « lorsque nous cesserons de tenir à notre indépendance et serons engloutis dans la nationalité océanique de quelque superpuissance, lorsque la dernière vieille femme capable de réciter un vers islandais sera morte, le monde sera devenu plus pauvre ».

34. M^{me} Lisbet Palme (Suède) a évoqué trois rencontres avec des enfants au Bangladesh, en Suède et au Zimbabwe à propos de l'importance de la Convention sur les droits de l'enfant et pour mettre en relief l'idée que la culture, la démocratie et les droits de l'homme sont trois éléments indispensables au développement. M. Jayme Sirotsky, président de la société brésilienne de médias et de communication RBS et président de l'Association mondiale des journaux, a concentré ses réflexions sur la liberté d'expression, disant : « la culture est questionnement ; la culture est opposition ; ce que la culture a de meilleur défie le *statu quo* ; la culture est éclairante ; la culture est l'ennemie de l'obscurantisme, l'ennemie du mensonge et des illusions ». Cela étant, la liberté d'expression ne doit pas être un luxe que les gouvernements ne seraient censés accorder qu'une fois acquis d'autres droits essentiels à la stabilité du progrès politique, économique et social. Eusebio Leal, conservateur de la Ville de La Havane, a réclamé une approche intégrée renouvelée de la protection du patrimoine en disant qu'il « n'est pas possible dans les villes des pays en développement qui ont un patrimoine à protéger ... d'envisager sa restauration ou sa mise en valeur si celles-ci ne vont pas de pair avec le développement social et celui des communautés ». Le patrimoine « ne doit pas être un fardeau jeté sur les épaules des peuples pauvres ; et aussi bien nous nous refusons à accepter que, pour le

protéger, il faille le vendre ou le privatiser, aliénant ainsi non seulement le corps mais l'âme de nos nations ».

35. Enfin, Ismaïl Serageldin, vice-président pour les programmes spéciaux de la Banque mondiale, a affirmé le ferme soutien de la Banque aux buts poursuivis par l'UNESCO en vertu d'une conception de la culture qui encourage la diversité, crée dans chaque société un espace de liberté pour l'expression de la minorité et du point de vue opposé, tout en favorisant l'inclusion et la cohésion sociale ». Il a comparé le développement à « un arbre dont la croissance s'alimente par les racines et non par un allongement des branches [...] un arbre voué aux gens et soucieux de l'égalité des sexes, qui veut voir régner partout l'équité et donner au pauvre et au vulnérable les moyens de leur dignité ».

36. Étant donné les problèmes et les enjeux qui faisaient l'objet des débats, beaucoup d'intervenants ont aussi parlé des rôles qu'ils souhaitaient voir jouer par l'UNESCO. L'Organisation a été invitée à renouveler son travail dans le domaine de la politique culturelle en mettant en place dans les prochaines années des fonctions d'observatoire, de coopération et d'échange intellectuels et sa fonction de centre d'échange. Face au besoin de rassembler des connaissances et des données nouvelles, de nombreux intervenants ont estimé que l'UNESCO devrait aussi élaborer un programme international de recherche faisant partie intégrante de ce mandat renouvelé en matière de politique culturelle. Compte tenu de l'importance et de l'urgence de ces besoins, il a été demandé au Directeur général de proposer dans les plus brefs délais aux États membres des mesures de suivi efficaces. A cet égard, un certain nombre d'intervenants ont applaudi à l'idée de confier à l'UNESCO l'organisation du sommet mondial sur la culture et le développement ; d'autres étaient cependant d'avis qu'un tel sommet était inopportun et qu'il y avait lieu d'envisager d'autres méthodes pour atteindre les buts recherchés

4. Les sessions Forum



37. Les sessions de l'élément *Forum* de la Conférence étaient organisées par divers États membres, qui ont approché les personnalités appelées à débattre, présidé les réunions et décidé de la forme à donner aux exposés des groupes et aux discussions auxquelles ils devaient donner lieu. Les comptes rendus qui suivent reposent sur des textes établis par les organisateurs, complétés au besoin par des matériels fournis par des membres du Secrétariat de l'UNESCO qui étaient présents aux sessions.

L'engagement en faveur du pluralisme (Canada)

38. La session était présidée par la Ministre du patrimoine canadien, M^{me} Sheila Copps, qui a invité les participants à envisager le pluralisme dans son acception la plus vaste possible, de dépasser la question de la diversité ethnique et de saisir à bras le corps les différents problèmes que pose la création d'un équilibre entre la diversité et la cohésion sociale. Puis elle a donné la parole aux quatre membres du groupe de discussion, le Pr Raymond Breton (Canada), M^{me} Angeline Kamba (Zimbabwe), le Pr Rodolfo Stavenhagen (Mexique) et M. Josep Varela i Serra (Espagne). Leurs exposés portaient sur plusieurs grands thèmes. D'abord, la diversité est partout : les points de vue du Canada, du Mexique, de l'Afrique et de l'Espagne sont l'expression de la situation d'États-nations, mais aussi de la communauté internationale, s'agissant de traiter de la tolérance et de la diversité. En Afrique, ce sont 24 pays et des centaines de cultures sur fond d'histoire coloniale ; au Canada, la diversité prend toutes sortes de formes dans un pays en pleine croissance et de plus en plus pluraliste ; au Mexique, les problèmes vont, d'un extrême à l'autre, de la place des peuples autochtones, à la « cocacolisation » ; enfin, en Espagne, on a procédé dans les vingt dernières années à quantité d'expériences dans le domaine des cultures régionales et à une décentralisation active.

39. Il ne faut pas simplifier exagérément la diversité ; elle existe sous toutes sortes de formes. Le Pr Breton décrit quatre aspects de la diversité au Canada : autochtones et immigrants ; deux peuples fondateurs (les Britanniques et les Français) ; le multiculturalisme ; les blancs et les minorités visibles. Et de préciser aussitôt qu'il ne faut pas chercher de solution unique correspondant à tous ces aspects. M^{me} Kamba illustre elle aussi ce trait, en précisant qu'il convient de réfléchir à plusieurs niveaux aux réponses à apporter à la diversité : aux niveaux constitutionnel, législatif, social, et à travers l'éducation, axée en priorité sur les tout petits. M. Serra fait valoir que pour beaucoup de gens la diversité a un caractère plus menaçant qu'enrichissant.

40. La tolérance suffit-elle ? Selon le Pr Stavenhagen, il faut aller au-delà de la tolérance pour atteindre au respect véritable. La tolérance ne consiste qu'à s'accommoder des gens, tandis que le respect implique qu'on est disposé à apprendre de l'autre et qu'on est prêt à reconnaître la valeur de sa culture. La tolérance n'a pas toujours tendance à croître indéfiniment et l'on n'est jamais à l'abri d'une inversion de tendance et d'une réaction. Ce siècle en a déjà fourni plusieurs exemples. M. Serra observe qu'en Espagne l'horizon politique n'est peut-être pas sans nuages et qu'il est très difficile de bien vivre le pluralisme, dont le préalable au bon fonctionnement est, aux yeux du Pr Breton, l'équité.

41. En ce qui concerne la mondialisation, allons-nous vers une « culture universelle » ? Dans ce contexte, le Pr Stavenhagen parle d'une interdépendance croissante, de l'impact planétaire des médias et de l'ampleur massive des courants migratoires. L'État-nation constitue-t-il encore un ancrage efficace de l'ordre international ? M. Serra craint qu'un enthousiasme excessif à l'égard

de la mondialisation ne soit source de difficultés et que les jeunes, soumis aux influences des médias planétaires, doivent apprendre à développer leurs facultés critiques pour en interpréter les messages.

42. Un intervenant a fait observer que la mondialisation pourrait menacer les cultures nationales et les cultures traditionnelles et que certaines cultures « nationales » pourraient elles-mêmes en bloc submerger des (sous-) cultures minoritaires. Les peuples autochtones constituent un cas à part. Il a été indiqué qu'au Canada et au Mexique on élabore actuellement des modèles devant permettre une participation politique accrue aux peuples autochtones ; on expérimente même des formes d'autodétermination. Le développement lui-même est une notion culturelle, car il a pris le sens d'une expansion matérielle continue, notion économique qui va souvent à l'encontre des valeurs des peuples autochtones. Leur forêt est souvent à leurs yeux un être vivant, une ressource spirituelle, et la terre est sacrée et appartient à la fois aux ancêtres et aux générations à venir. Dans bien des cas, détruire la forêt, c'est détruire la culture des peuples autochtones.

43. Une grande partie de l'identité culturelle se construit autour de la langue. Le Pr Breton précise que la langue est au coeur des problèmes d'identité les plus profonds vécus au Canada ; Mme Kamba souligne quant à elle l'importance qu'il y a à permettre que les jeunes reçoivent dans leur langue maternelle l'éducation donnée pendant les premières années de la scolarité, quitte à poursuivre ensuite leurs études dans la langue commune parlée dans leur pays.

44. Plusieurs thèmes se sont dégagés du débat qui a suivi. La culture devrait être perçue non comme quelque chose dont on parle mais comme un facteur d'appartenance et de sens. Il est dangereux de lier culture et nation, culture et ethnie, dans une optique essentialiste. De nos jours, maints conflits ethniques remettent en cause la perception habituelle de l'État-nation vu comme une entité homogène et monoculturelle. Mais, tout en reconnaissant les identités ethniques dans le contexte plus large de la nation, il ne faut pas perdre de vue les nombreux éléments communs à tous et le besoin d'unité et de solidarité. L'identité ethnique est parfois manipulée au profit d'intérêts particuliers et peut alors devenir une redoutable force de déstabilisation. La reconnaissance de l'apport des minorités n'en constitue pas moins un facteur positif. Il faut favoriser la diversité culturelle à travers des formes concrètes de dialogue interculturel, en commençant par former des formateurs dans les domaines délicats de la sensibilité interculturelle, de l'art de vivre ensemble et de la capacité de donner et de prendre avec intelligence.

45. Le rapprochement de cultures différentes crée de nouveaux processus culturels. Nous restons tournés vers le passé et avons tendance à tenir pour négligeables les nouvelles cultures « hybrides » qui sont d'une importance extrême pour l'avenir. C'est pourquoi il faut appréhender le pluralisme non comme un cosmopolitisme dans lequel tout le monde se sentirait à l'aise mais comme une ouverture aux autres tendant vers l'enrichissement de la personne. Les perspectives ouvertes au pluralisme culturel par la mondialisation doivent se traduire au niveau local par une négociation informelle permanente visant à promouvoir une « diversité conviviale » fonctionnant dans la justesse et la justice, l'équilibre et l'équité. Dans l'ensemble de ce champ de perspectives, l'UNESCO devrait être appelée à jouer un rôle capital.

Droits culturels (Bolivie)

46. La session a été ouverte par le président, le Dr Rocha-Monroy, vice-ministre de la culture de la Bolivie, qui a souligné l'importance capitale de la question et rappelé l'engagement de son pays en faveur de la promotion des droits culturels, à tel point que son gouvernement a l'intention d'accueillir en 1999 une conférence internationale qui leur serait consacrée.

47. Le premier orateur, le Pr Timoti Karetu, Commissaire à la langue maori de la Nouvelle-Zélande, souligne que la question des droits culturels devient un problème dès lors qu'un groupe minoritaire vit parmi un groupe majoritaire. Rappelant les traités nationaux de la Nouvelle-Zélande relatifs à l'emploi de la langue maori, le Pr Karetu explique comment a été instituée, en 1987, la Commission de la langue maori. Il convient, dit-il, de considérer les droits linguistiques comme un prolongement des droits culturels car la survie de la culture en dépend aussi. Sa conclusion est que les droits culturels constituent ou non un problème selon la place qu'on occupe dans l'éventail d'une société ou d'une nation ; les droits culturels cessent d'être un sujet de préoccupation pour un groupe majoritaire qui détient le pouvoir. Les droits culturels englobent les manières dont les gens communiquent le sentiment de leur identité en tant que membres d'une communauté particulière ou d'une nation tout entière. L'identité culturelle peut se manifester par l'utilisation d'objets communs (vêtements, éléments de décoration), de pratiques communes (langue, musique, danses) ou d'une connaissance partagée (valeurs communes) et par une même interprétation du passé.

48. M. Ole Henrik Magga (Norvège) parle de la nécessité urgente de garantir les droits culturels des peuples autochtones. Il souligne le lien puissant unissant les peuples autochtones à leur terre et le fait qu'en conséquence les politiques et les lois ne peuvent limiter leur objet à la seule protection du droit des peuples à l'expression culturelle mais doivent aussi garantir la préservation des fondements matériels de la pérennité de leurs communautés. L'aspect crucial des droits culturels dans le cas des peuples autochtones est, poursuit-il, le droit des groupes minoritaires de préserver leur identité culturelle, droit garanti par l'article 27 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Il souligne, par ailleurs, que d'autres dispositions du même ordre dans d'autres instruments internationaux traitent des droits culturels comme de droits strictement individuels. Étant donné la trame serrée des rapports croisés entre les diverses catégories de droits, il serait très difficile de tracer une frontière entre les droits culturels et d'autres droits fondamentaux de l'être humain, et M. Magga se dit fermement convaincu qu'il devrait y avoir un noyau de droits fondamentaux sur lesquels ne pourrait prévaloir aucune autre catégorie de droits, y compris les droits culturels collectifs. Pareil équilibre des droits viserait à garantir, d'une part, la dignité humaine de tout individu et, d'autre part, la possibilité pour l'UNESCO et d'autres organismes des Nations Unies de mettre en place un système d'information sur l'évolution du champ culturel, comme le propose le rapport de la Commission mondiale de la culture et du développement. Le projet de Déclaration relative aux droits des peuples autochtones établi par le Groupe de travail de l'ONU sur les populations autochtones, sous les auspices de la Commission des droits de l'homme des Nations Unies, représente, selon lui, une base solide pour concevoir et intégrer des dispositions correspondant plus précisément aux aspirations autochtones dans ce domaine. De plus, on est d'ores et déjà amplement informé au niveau international sur les points de vue et les cultures des peuples autochtones et le système des Nations Unies n'a pas tout à inventer pour traiter la question des droits culturels. M. Magga conclut son intervention en exprimant sa déception devant le peu d'attention accordée dans le Projet de Plan d'action aux cultures autochtones dans leur ensemble ; son préambule devrait, selon lui, énoncer le droit des peuples autochtones à poursuivre librement leur développement économique, social et culturel, droit que devraient respecter les gouvernements dans les voies de leur développement et de leurs politiques culturelles.

49. M. Julian Burger, représentant du Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, rappelle le thème du cinquantième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme : « Tous les droits de l'homme pour tous ». Il souligne que les peuples autochtones constituent dans leur ensemble le groupe le plus culturellement divers qui soit, et regrette que l'optique autochtone ne soit pas suffisamment prise en compte dans le Projet de Plan d'action. M. Burger suggère alors que l'UNESCO pourrait dresser l'inventaire des droits culturels qui ne sont pas protégés par les instruments internationaux existants. Il conclut en mettant en relief la résilience et le dynamisme dont les cultures des peuples autochtones ont fait preuve, mais non

sans souligner que l'autodétermination est le préalable fondamental de la survie future de ces peuples.

50. Voici les points qui se sont dégagés du débat qui a suivi :

- La notion de lieu est particulièrement pertinente lorsqu'on touche à la question des droits culturels et de la survie culturelle.
- La définition des droits culturels ne doit pas se faire par rapport à une dimension ethnique.
- La défense des droits culturels des peuples autochtones ne doit pas aboutir à un « isolationnisme » des cultures.
- Plusieurs représentants des peuples autochtones ont déclaré que l'affirmation des droits culturels ne saurait être assimilée par les États à des manifestations de violence.

Le patrimoine culturel au service du développement (Inde)

51. La session a été ouverte par le président, le Dr Vaidyanatha Ayyar (Inde), qui a posé la question des moyens d'élargir les concepts et les méthodes applicables à la conservation du patrimoine, et celle des moyens de donner aux citoyens une vision plus complète du patrimoine et de l'enjeu qu'il représente pour eux.

52. Le Pr Colin Renfrew (Royaume-Uni) donne son avis sur la façon dont on peut élargir la notion de patrimoine et appréhender ensemble le patrimoine matériel et le patrimoine immatériel. Un des multiples aspects du patrimoine immatériel, précise-t-il, est le fait que la moitié des 6 000 langues parlées dans le monde sont menacées d'extinction et qu'il est très important de faire en sorte qu'elles puissent survivre. Son thème privilégié est le danger que représente pour le patrimoine mondial le pillage des sites archéologiques au profit du marché des antiquités. L'enlèvement clandestin d'antiquités soustraites à leur contexte originel constitue une perte grave, non seulement pour les pays concernés mais même et plus encore pour le patrimoine culturel mondial et la connaissance que nous avons de notre passé, que donne l'étude du contexte dans lequel les objets sont découverts. Le pillage produit donc des antiquités « de provenance indéterminée » qui ne sont accompagnées d'aucun document d'exportation valide et authentique émis par le pays d'origine. Se référant à la Convention de l'UNESCO relative aux moyens d'interdire et d'empêcher l'importation, l'exportation et le transfert de propriété illicites des biens culturels (1970) et à la Convention UNIDROIT sur les objets culturels volés et illégalement exportés (1995), il propose que l'UNESCO prenne l'initiative en dissuadant expressément les musées, et plus particulièrement les musées nationaux, d'acquérir ou d'exposer des antiquités « de provenance indéterminée », sauf s'il est possible d'en retrouver la trace dans une collection avant 1970. Il invite aussi l'UNESCO à inciter les États membres à veiller à ne pas accorder d'avantages fiscaux à des collectionneurs privés pour des antiquités « de provenance indéterminée » ; à appuyer une campagne internationale de sensibilisation visant à faire admettre aux collectionneurs que l'acquisition d'antiquités « de provenance indéterminée » porte tort au patrimoine culturel international et qu'en dernière analyse elle est donc essentiellement antisociale ; enfin, à inciter les États membres à mettre plus largement à la portée du public international, par des prêts ou des dons à des institutions respectables, des antiquités de provenance connue qui sont représentatives de leur culture nationale.

53. M^{me} Patricia Adkins-Chiti (Italie) fait valoir qu'on ne peut dissocier le patrimoine matériel et le patrimoine immatériel car ils sont appelés l'un et l'autre à constituer la culture de l'avenir. Puis elle présente son thème majeur se rapportant au rôle des femmes musiciennes dans le passé, le présent et l'avenir. Le rôle des femmes musiciennes dans les pays occidentaux a été très

largement négligé, indique-t-elle, alors que dans les pays non occidentaux où prédominent des traditions orales, leur rôle est mieux reconnu ; par exemple, sous la forme de berceuses ou de chants rituels, qui sont spécialement attribués aux femmes. M^{me} Adkins-Chiti conclut son intervention en soulignant le rôle des femmes dans la transmission du patrimoine musical aux générations futures. Elle propose alors que l'UNESCO incite tous les pays à rassembler des documentations sur leurs femmes compositeurs et les compositions dues à des femmes, à citer plus souvent des œuvres de femmes dans les manuels scolaires, à donner les mêmes chances d'être jouées en public aux compositions des femmes et à celles des hommes, et à appeler l'attention des administrations chargées de veiller à l'égalité des chances sur le rôle des femmes dans le patrimoine musical.

54. Le Dr Kapila Vatsyayan (Inde) commence par évoquer le thème de « la distorsion des valeurs ». Rappelant le souvenir malheureux de l'« orientalisme » qui a été à l'origine d'un partenariat déséquilibré entre pays coloniaux et pays colonisés, elle suggère que l'UNESCO pourrait jouer un rôle notable en organisant l'exécution en commun de fouilles ou de travaux de terrain archéologiques. Et aussi que l'UNESCO devrait tout faire pour inciter ses États membres à restituer des objets archéologiques à leurs pays d'origine, fût-ce sous forme virtuelle. A propos des rapports entre le patrimoine matériel et le patrimoine immatériel, le Dr Vatsyayan va insister sur la nécessité de faire reconnaître pleinement les valeurs spirituelles associées aux monuments historiques. Dans ce contexte, elle regrette de constater que les édifices religieux tels qu'on les montre aujourd'hui aux touristes sont si souvent dépouillés de tout sentiment du sacré, et elle insiste sur la nécessité de replacer les monuments dans leur contexte d'origine. Tout en marquant bien la nécessité de rassembler l'information sur les traditions orales, elle insiste aussi sur l'importance qu'il y a à les transmettre aux jeunes afin de les préserver sous leur forme vivante, et elle souligne combien il importe d'incorporer les arts vivants traditionnels à l'enseignement du système éducatif formel. Elle formule les suggestions suivantes à l'intention de l'UNESCO : organiser des ateliers régionaux dans différents domaines en liaison avec le patrimoine ; redonner vie au contexte rituel dans le cadre de la protection des monuments ; établir un programme international de restitution sous forme virtuelle d'objets archéologiques à leur pays d'origine ; traiter le patrimoine immatériel non comme un produit mais comme un processus vivant.

55. La discussion qui a suivi a mis en relief les points suivants. Le rôle intrinsèque du patrimoine dans le processus de développement a été constamment souligné. A vrai dire, en tant que ressource au service d'un développement durable le patrimoine joue un rôle qui n'est pas accessoire mais fondamental. S'il est généralement admis qu'il remplit une fonction importante dans la définition de l'identité culturelle des gens, beaucoup d'intervenants ont fait observer qu'à trop insister sur ce rôle, on risque de susciter le nationalisme, voire le fondamentalisme. Le patrimoine n'appartient pas qu'au peuple ou à la culture qui l'a produit ; il est aussi celui de l'humanité entière. Il faut élargir la notion de patrimoine de manière qu'elle désigne tout à la fois ses éléments matériels et ses aspects immatériels. Le patrimoine matériel est donc placé dans son contexte d'origine, en particulier dans le cas des monuments et des sites religieux, et relié plus étroitement aux gens auxquels il se rapporte. Au lieu de considérer le patrimoine culturel comme un simple objet, il convient de mettre en lumière les valeurs qu'il véhicule. Il faut préserver le patrimoine pour les gens qui vivent à son voisinage et il est impératif de faire participer les populations locales au travail de conservation et aussi à la gestion de ce patrimoine. L'éducation et les médias remplissent une fonction importante en nous sensibilisant à la valeur du patrimoine. En ce qui concerne le patrimoine immatériel, l'enseignement des langues locales, des traditions orales, de la musique traditionnelle et des techniques artisanales traditionnelles dans le cadre du système éducatif formel peut faciliter leur transmission aux jeunes générations. Le rôle important des femmes dans la transmission de ce patrimoine ne doit pas non plus être sous-estimé. En ce qui concerne le patrimoine qui se situe en milieu urbain, l'urbanisme doit prendre en compte les facteurs économiques, sociaux, culturels et écologiques du contexte environnant. Il faut amener les gens à prendre conscience des valeurs dont une cité historique vivante est

porteuse : le renouvellement du tissu urbain n'est pas destiné qu'à créer un environnement favorable aux échanges, aux services, au commerce ; il est aussi un atout favorable pour le marché du travail. La plupart des intervenants se sont prononcés en faveur de l'application des conventions et des recommandations existantes de l'UNESCO visant la protection du patrimoine culturel. Il est suggéré à l'UNESCO et aux États membres de rassembler le plus d'éléments d'information possible au sujet du trafic illicite d'objets culturels en vue de les identifier et de les récupérer. Les musées jouent un rôle important dans la préservation du patrimoine culturel local et doivent s'employer à présenter les objets dans leur contexte originel.

Créativité et industries culturelles (Royaume-Uni et Jamaïque)

56. La session était présidée par M. Mark Fisher, Ministre des arts et des sports du Royaume-Uni. Dans ses observations liminaires, M. Fisher a invité les participants à faire abstraction de toutes considérations théoriques sur les concepts de créativité et d'industries culturelles et à s'attacher en priorité au partage des bonnes pratiques en la matière. Le coprésident, le P^r Rex Nettleford (Jamaïque), a mis en exergue la tension existant entre la créativité, qui par définition est « subversive », et l'État, dont la préoccupation est l'ordre. Dans un monde en proie à des transformations profondes dans tous les domaines, l'approche de la créativité au sens large préconisée par l'UNESCO lui paraît pouvoir être un atout important pour les personnes et les communautés si celles-ci s'emploient à « reconstruire » leurs façons de vivre ensemble. En ce qui concerne l'actuelle mutation des échanges culturels sous l'effet du développement de nouvelles technologies, un des mécanismes auxquels les artistes lui paraissent devoir recourir est la formation de réseaux.

57. M^{me} Mallika Sarabhai (Inde) insiste sur l'espace dont il faut pouvoir disposer pour donner libre cours à l'esprit créatif en tout être humain. Elle souligne la contradiction fondamentale existant entre société et créativité, qui est perçue par les autorités comme un facteur d'anarchie et de remise en cause de l'ordre social ; et le fait est que toutes les sociétés sont tentées de refouler les voix qui réclament le changement. Se référant à une expérience vécue avec des enfants d'une école rurale en Inde, elle a conclu qu'il convenait d'attacher la plus grande attention et la plus haute importance au développement de la fonction créative chez les jeunes. M. Jean Rozat (France), représentant la chaîne de télévision franco-allemande ARTE, évoquera quant à lui les initiatives prises pour faire mieux connaître des créateurs et pour innover dans le choix et la durée des programmes culturels. La télévision, dit-il, ne devrait pas seulement promouvoir des œuvres créatives mais également se montrer en permanence elle-même créative à sa manière.

58. La discussion qui a suivi a mis en relief les thèmes et les problèmes suivants :

- Le rôle des gouvernements : Les gouvernements ont le devoir de créer l'espace et le climat nécessaires pour faciliter le déploiement de la créativité des individus, des collectivités et des sociétés, et il appartient aux organisations internationales de prêter à cette fin leur concours aux autorités nationales. Dans la mesure où les gouvernements ne sont pas toujours disposés à tolérer les « voies du chaos » qui sont au cœur de la créativité, un des membres du groupe de discussion a suggéré que l'on envisage un nouveau modèle créatif de rapports entre les artistes et les pouvoirs publics dans une logique de coopération (« nous et nous ») plutôt que d'affrontement (« nous et eux »). Le président observe à ce sujet que le dynamisme dont les arts font preuve actuellement au Royaume-Uni, après plusieurs années de réduction des subventions de l'État, tendrait à prouver qu'il n'y a pas de rapport direct entre le soutien des pouvoirs publics et la créativité. En réponse, un participant fera valoir que cet argument est souvent invoqué par les gouvernements pour se dérober à leurs responsabilités.

- Les liens entre l'éducation et la créativité : L'importance de l'école comme stimulant de la créativité des enfants et des jeunes a été rappelée en plusieurs occasions. Toutefois, le forum était conscient du changement d'attitude que ce rôle nécessite tant chez les autorités scolaires que chez les parents, pour lesquels le programme d'enseignement établi et le système des examens restent plus importants que les activités artistiques. A cet égard, il y aurait peut-être lieu d'insister plutôt sur l'introduction à la signification des arts que sur l'éducation artistique proprement dite. Un membre du groupe de discussion a même suggéré que cette idée pourrait s'étendre à l'importance esthétique de certaines catégories de sports.
 - Tourisme et créativité : A propos des effets pervers du tourisme, « bienfait ambigu » pour le développement de la créativité, la communauté artistique de chaque pays se doit de résister à la demande d'activités stéréotypées. Le Pr Nettleford a noté que le concept de tourisme culturel si volontiers mis en avant par l'UNESCO pourrait céder la place à la catégorie des « touristes artistes ».
 - La spécificité des industries culturelles : Le forum a appelé l'attention sur la nécessité de mieux comprendre et de reconnaître le caractère spécifique des industries culturelles qui réclame un partenariat équilibré entre le secteur public et le secteur privé, une formation spécifique des décideurs et des responsables de l'administration, la protection des droits des artistes et des créateurs. A cet égard, un intervenant explique qu'il coûte souvent très cher aux artistes des pays en développement de faire respecter leurs droits de propriété intellectuelle et d'en percevoir les fruits !
59. En guise de conclusion, le président a souligné la nécessité, d'une part d'exprimer concrètement la reconnaissance du pouvoir quantifiable des artistes dans les industries culturelles et, d'autre part, d'amener les gouvernements à prendre conscience de l'importance notable des industries culturelles dans l'économie nationale, tout en persuadant le secteur privé que l'investissement dans la créativité n'est pas seulement affaire de profit ; il est aussi générateur de plus larges bienfaits sociaux.

La culture, les enfants et les jeunes (Afrique du Sud)

60. La session a été ouverte par le président, M. Benjy Francis (Afrique du Sud), qui a tracé un parallèle entre ce qu'un enfant a à apprendre, c'est-à-dire tout, et ce que doit apprendre un pays qui, telle l'Afrique du Sud, vient tout juste d'accéder à la démocratie. Rappelant certains des épisodes les plus cruels de l'apartheid, en particulier le tragique massacre d'enfants qui eut lieu en 1976, pour bien marquer que les enfants représentent l'avenir et qu'il faut créer pour eux des programmes prioritaires, M. Francis a expliqué que telle est la raison pour laquelle l'Afrique du Sud a mis en place un cadre de référence du développement de la culture qui comprend des activités de promotion du théâtre, de la musique et de la littérature. Comment résoudre l'opposition, auparavant prônée, entre les noirs et les blancs, entre l'homme et la femme, entre les zones urbaines et les régions rurales, entre le nord et le sud ? La réponse tient dans la construction d'une identité culturelle. L'art est le langage commun de la planète, et il faut former les enfants et les jeunes à ses disciplines.
61. Le Dr Rafael Bernal Alemany (Cuba) explore pour sa part les voies d'une promotion de la culture auprès des enfants et des jeunes et indique les efforts déployés dans son pays pour développer la créativité et la création artistique en les intégrant au processus éducatif. L'école, dit-il, doit devenir le centre culturel le plus important de la collectivité et être intégrée dans ses réseaux d'institutions culturelles et artistiques. Le rôle des médias est lui aussi capital, car les enfants et les jeunes sont de gros consommateurs de télévision. Il est donc indispensable que la radio et la télévision servent à promouvoir des valeurs culturelles et qu'on s'applique à éviter les effets négatifs de la télévision. En conclusion, le Dr Alemany reconnaît que la formation

artistique coûte extrêmement cher mais que, comme « les enfants sont l'espoir de notre monde », ils méritent de recevoir une éducation apte à les stimuler et que les disciplines littéraires doivent en faire partie.

62. M^{me} Hedy Fry (Canada) a souligné la nécessité de promouvoir des activités culturelles à l'intention des enfants et des jeunes dans le cadre de l'histoire sociale et culturelle de chaque pays. Au Canada il existe une forte tradition de multiculturalisme, et donc la valeur qui doit être cultivée au premier chef est la tolérance et le respect de toutes les cultures les unes pour les autres. Promouvoir le respect mutuel entre les cultures permet d'intégrer les gens dans une nation « globale » au lieu de se contenter de les assimiler dans une culture autre ; tel est l'enjeu de la société multiculturelle canadienne. Pour réussir l'intégration de chaque culture dans la grande nation, il faut une législation, mais cela ne suffit pas ; il faut aussi une volonté politique. Revenant aux jeunes et aux enfants, M^{me} Fry a indiqué qu'il leur est tout aussi nécessaire de conserver les valeurs culturelles de leurs propres traditions que de recevoir la possibilité de s'exprimer sur les questions sociales, politiques et culturelles.

63. Enfin, elle évoquera le drame des enfants et des jeunes victimes d'exploitation sexuelle, en répétant que le premier devoir de ceux qui s'efforcent de les aider est d'écouter ce qu'ils ont à dire. Ils savent mieux que quiconque comment échapper à leur situation car eux seuls connaissent les raisons pour lesquelles ils ont été obligés d'accepter l'exploitation sexuelle.

64. L'ambassadeur Thomas Hammarberg (Suède) a commenté les aspects culturels de la Convention relative aux droits de l'enfant, dont les principes directeurs sont la priorité à accorder aux intérêts des enfants, le devoir de l'État d'aider l'enfant à se développer, la nécessité de donner à l'enfant la possibilité de s'exprimer et l'impératif de non-discrimination dans l'application de ces droits. Ce sont là, à vrai dire, des principes culturels, encore qu'un certain nombre d'articles de cette convention traitent plus spécifiquement de questions culturelles, notamment des effets négatifs des médias sur le comportement des enfants. Aucun lieu ne saurait être plus important pour l'enfant que l'école. Il faut cependant être plus attentif au contenu de l'enseignement car dans la majorité des pays en développement le programme enseigné est de très médiocre qualité. Pour autant, il n'est pas bon non plus d'obliger les enfants à apprendre ; ils doivent pouvoir se développer à leur propre rythme.

65. Les thèmes suivants se sont dégagés de la discussion qui a suivi :

- L'importance de la promotion des échanges culturels parmi les enfants et les jeunes et le travail exceptionnel accompli par les Écoles associées de l'UNESCO.
- L'utilité de dresser une liste des meilleures méthodes de promotion de la culture auprès des enfants et des jeunes. Deux exemples ont été cités : le fait que 25 % du budget consacré au cinéma par l'État suédois sert à promouvoir la production de films pour les enfants, et les écoles de musique ouvertes en Suède pour les amateurs, qui ont créé une vie musicale très intense et produit d'excellents musiciens dans ce pays.
- La grande importance de l'éducation artistique tant dans le cadre de l'école que hors ses murs. L'enseignement artistique et les autres programmes culturels peuvent même contribuer à résoudre des problèmes liés à une discrimination s'exerçant entre les enfants eux-mêmes à l'école.

Amélioration de la coopération internationale en matière de politiques culturelles (Égypte)

66. Après l'ouverture de la session par le président, M. Mohamed Ghoneim (Égypte), M. Michael Higgins, ancien ministre de la culture de l'Irlande, a tout d'abord précisé que si l'on comprend de mieux en mieux le rôle crucial que joue la culture dans le développement, elle

figure en général encore en queue dans l'ordre des priorités en matière de décisions budgétaires. Or, au même moment, la mondialisation offre des possibilités sans précédent pour mener une coopération interactive et équilibrée et pour enrichir les échanges culturels. On observe, cependant, dans la mondialisation une tendance subtile à déboucher sur une invasion culturelle, une aliénation et un consumérisme, phénomènes qui, eux, n'ont rien de subtil. Dans ce processus, les considérations économiques et l'impératif de fonctionnalité passent en priorité, la culture étant considérée comme un phénomène résiduel, et cela se retrouve dans les processus d'intégration régionale. Par exemple, dans le mandat de l'Union européenne jusqu'au traité de Maastricht, la culture n'a jamais été prise en compte. Dans de nombreuses régions du monde, la modernisation est en général interprétée comme une occidentalisation. La convergence technologique concentre la propriété des moyens de production et de diffusion culturelles. La terminologie et le langage utilisés pour décrire le processus sont faussés, dans la mesure où ils reflètent les concepts idéologiques et politiques occidentaux qui servent à justifier la domination coloniale. En conclusion, M. Higgins a déclaré qu'il convient de trouver de nouveaux concepts et de fonder une nouvelle éthique en vue de favoriser une coopération reposant non sur le monopole économique mais sur la diversité des options offertes et dans laquelle la priorité irait à l'espace culturel, à la solidarité et à des valeurs transcendantes.

67. M. Raymond Weber (Conseil de l'Europe) souligne le fait que la coopération doit être considérée comme l'objectif dont la politique culturelle est l'instrument. Il appelle l'attention sur la manière dont les concepts de la politique culturelle, le contenu et les méthodes de la coopération culturelle et le rôle général des réseaux se sont transformés sous l'effet de la diversification des acteurs et des niveaux de coopération intervenant, en ouvrant la possibilité d'échanges mutuels beaucoup moins hiérarchisés. La coopération culturelle constitue, selon M. Weber, un processus de partage de valeurs et d'expériences projeté dans le long terme plutôt qu'un échange de produits et de programmes sur des bases ponctuelles. Par ailleurs, la coopération bilatérale tend de plus en plus à être remplacée par les efforts conjugués de partenaires et de réseaux multiples. En même temps, nous vivons à l'heure actuelle dans une sorte de chaos où coexistent en se faisant concurrence les vieilles structures et les nouvelles, ainsi que des approches différentes de la coopération culturelle — situation qui ne saurait manquer de générer de nouveaux concepts et de nouvelles pratiques. Des organisations internationales comme l'UNESCO et le Conseil de l'Europe devraient être les lieux d'une réflexion sur ces idées nouvelles et ces structures en formation.

68. Le dernier membre du groupe de discussion, le Dr Moursi Saad Le-Din (Égypte) désapprouve le terme d'« invasion culturelle » employé par l'un des intervenants précédents. Selon lui, au lieu de se placer sur la défensive, il convient d'envisager la coopération culturelle sur la base de la confiance en nos propres valeurs et en nos cultures. Il nous faut donc à la fois développer notre propre culture et être ouverts aux échanges avec d'autres cultures. Il a néanmoins souligné que les échanges culturels ont tendance à constituer un flux déséquilibré, à sens unique, qui parfois ne tient aucun compte des traditions des pays hôtes. La coopération culturelle devrait donc aussi comporter une coopération dans les domaines de l'éducation, de la formation (d'administrateurs du domaine culturel, par exemple) et de la communication.

69. Voici quels sont les thèmes et les questions qui ont été mis en relief par la discussion qui a suivi. Dans le débat actuel sur la mondialisation et la coopération internationale fondée sur des critères économiques, il semble que l'approche selon laquelle il n'y a pas de différence entre la culture et n'importe quel autre secteur ou thème soit en passe de l'emporter. Si l'on veut qu'il en aille autrement, il faut placer la culture au cœur des nouvelles stratégies de commerce international et de coopération en matière d'investissements. Il ne faut pas permettre que la mondialisation soit un processus aboutissant à l'uniformisation des cultures au lieu d'un processus de dialogue entre des cultures enracinées dans le patrimoine local et la créativité, convergeant pour façonner des valeurs humaines universelles. Il faut envisager la mondialisation en termes de développement culturel et social, et non du seul point de vue économique. Aussi

est-il capital de faire intervenir des représentants du champ culturel dans les négociations internationales en cours sur le commerce et les investissements multilatéraux.

70. Pour atteindre cet objectif et mieux coordonner l'action future, il conviendrait d'organiser des conférences et des consultations entre les ministres de la culture mais aussi avec d'autres ministres (notamment ceux des finances, du commerce, de l'industrie) qui prennent part directement à ces négociations. La Ministre du patrimoine canadien a informé l'assemblée que son gouvernement comptait réunir une telle conférence des ministres dans un proche avenir.

71. Les pays en développement et les pays en transition ont besoin d'être aidés à consolider leurs institutions culturelles et patrimoniales, à former leurs administrateurs, leurs gestionnaires et autres spécialistes du domaine culturel. Cependant, la coopération hiérarchisée entre institutions est en train de céder la place à une coopération qui se déroule sur un mode plus égalitaire entre des personnes et qui débouche sur la formation dans la société civile de réseaux horizontaux plus ouverts, plus souples et aux perspectives plus larges. Des organisations comme l'UNESCO doivent apprendre à s'adapter à cette nouvelle réalité, faute de quoi elles cesseront de correspondre aux besoins et aux modalités réels d'aujourd'hui ou de demain. Par ailleurs, selon plusieurs intervenants, la coopération dans le domaine culturel devrait porter plus d'attention aux droits culturels des groupes par opposition à ceux des personnes. Les programmes de coopération culturelle devraient tendre à faciliter le développement culturel des femmes et des enfants en les traitant comme des groupes cibles spécifiques ; les personnes âgées et les handicapés ont eux aussi besoin d'une attention particulière.

Amélioration de la recherche en matière de politiques culturelles (France)

72. La session était présidée par le Pr Bernard Gournay (France) qui a expliqué que les politiques culturelles sont conçues et appliquées au niveau des pays, des régions et des villes ; qu'elles sont aussi liées à des initiatives émanant de fondations et à des actions internationales. La recherche en matière de politiques culturelles représente un capital scientifique et se justifie par toutes sortes de finalités très diverses.

73. Les quatre membres du groupe de discussion ont chacun mis en relief des aspects différents de la question. M. Patrice Yengo Ngoma (Congo) a fait valoir que la recherche sur les politiques culturelles se différencie des recherches dans d'autres domaines en ceci qu'elle fait intervenir tous les aspects de la connaissance. Il a souligné l'importance des leçons à tirer d'expériences antérieures, s'agissant d'analyser ce qui a déjà été fait et d'en prendre la mesure. En ce qui concerne les utilisateurs de la recherche sur les politiques culturelles, M. Yengo Ngoma observe que, dans certains pays, c'est le gouvernement et lui seul qui formule les politiques, tandis que, dans d'autres, il y a différentes catégories d'utilisateurs importants. Il convient de pourvoir à la traduction en langues locales des résultats de la recherche pour en faciliter l'accès. La Conférence de Stockholm devrait être le point de départ d'une action de défense de la diversité culturelle dans la recherche en matière de politiques culturelles, visant aussi à remplacer la démarche « folklorique » de conservation des cultures par une démarche axée sur la « culture vivante ».

74. M. Souliman Bachir Diagne (Sénégal) a insisté sur la nécessité d'élargir le champ d'application des politiques culturelles. Dans son pays, il y a des groupes minoritaires qui se situent aux confins du champ de la politique culturelle nationale, alors même que, paradoxalement, ils sont porteurs d'une identité culturelle très forte. L'approche « culturaliste » qui élargit la notion de culture en y englobant des valeurs sociales, économiques et politiques a suscité des déclarations contradictoires et peut-être excessivement intégratrices. Il a conclu en soulignant l'importance qu'il y a à poursuivre une véritable intégration africaine — un nouveau

cadre de référence culturel pour l'Afrique — et a cité plusieurs initiatives sénégalaises allant dans ce sens.

75. M. Kirill Razlogov (Fédération de Russie) a tenu à préciser que, dans la Russie contemporaine, beaucoup de jeunes disent qu'ils n'ont pas besoin de l'État pour prendre des initiatives en matière de politique culturelle — en fait, ils sont en train d'adopter la culture « américaine » ou « occidentale ». S'il est vrai, a-t-il dit, que la Russie est lasse de l'influence occidentale sur sa culture, le fait est aussi qu'à l'heure actuelle la culture russe a une influence importante sur beaucoup d'autres cultures et que la manière russe de faire les choses a beaucoup plus d'influence qu'on ne pourrait le croire. M. Razlogov a proposé que les « politiques culturelles pour le développement » soient rebaptisées « politiques de développement pour la culture » — la première formule étant une expression de la vieille manière d'appréhender la culture, avant la Décennie mondiale et *Notre diversité créatrice*. Il a également souligné que les « études culturelles » sont le meilleur cadre de recherche sur les politiques culturelles et que les recherches actuelles en la matière ne s'inspirent pas assez d'études culturelles, peut-être parce qu'on risque alors d'être amené à dire des choses que les décideurs n'ont pas envie d'entendre. Cependant, la recherche sur les politiques culturelles doit courir ce risque, celui qui s'attache à la recherche constante de la vérité et à la volonté de la faire comprendre aux autres, fussent-ils ministres !

76. Le Dr Kapila Vatsyayan (Inde) a appelé l'attention sur les grands changements qu'on a pu constater dans les débats menés à l'UNESCO au cours des 25 dernières années, en insistant sur le fait que la diversité est désormais largement acceptée, alors que naguère encore les politiques culturelles étaient « compartimentées ». Elle a souligné que la recherche dans le domaine des politiques culturelles repose sur un système moderne, occidental et binaire de connaissance qui procède par oppositions : nature/culture, nord/sud, bien/mal, conflit/solution, etc. D'autres systèmes de connaissance plus complexes (et principalement non-occidentaux) ont été marginalisés et sont maintenant réduits à un rôle guère plus que folklorique, bien qu'ils puissent atteindre à un degré de raffinement extrême. Il faut commencer par reconnaître ces divers systèmes de connaissance avant de prétendre mener des recherches tant soit peu authentiques sur les politiques culturelles. Quant aux indicateurs culturels, il faut les manier avec la plus grande délicatesse car toute collection de données statistiques débouche sur une uniformisation des catégories et une conception quantitative de la culture. Il faut élaborer plutôt de nouveaux modèles prenant en compte la pluralité et la diversité, et pour ce faire le recours aux nouvelles technologies peut constituer un atout important.

77. La discussion qui a suivi a permis de dégager les principaux axes de réflexion suivants. L'expression « politique culturelle » doit être prise dans un sens large. Elle désigne non seulement les interventions des gouvernements centraux, régionaux et locaux, mais les actions entreprises en faveur des arts et de la culture par les grandes institutions privées : fondations ; organisations professionnelles, écrivains, interprètes et artistes ; entreprise mécène, etc. Le terme « recherche » doit, lui aussi, être compris dans une acception étendue : il s'agit d'abord de tous les travaux, enquêtes et analyses conduits par des chercheurs professionnels agissant à titre individuel ou dans le cadre d'universités ou de centres de recherche scientifique, publics et privés. Le mot recherche, en matière de politique culturelle doit s'appliquer également : à la description de toutes les données de la vie culturelle ; à la collecte des informations statistiques, enregistrements de témoignages, etc., et à toutes les réflexions qui peuvent enrichir le débat sur les politiques culturelles. La recherche relative aux politiques culturelles doit être ramenée de la marge vers le centre, et cela d'urgence, avant même la politique culturelle elle-même.

78. De nombreux thèmes de recherche ont été proposés au cours de la réunion. Les propositions formulées par Tony Bennett et Colin Mercer dans leur texte préparatoire (réf. CLT-98 Conf. 210/Ref 6) ont été considérées comme pertinentes et utiles. Par ailleurs, il a été jugé que les études « transversales » (concernant, par exemple, plusieurs pays de la même région, ou présentant certaines ressemblances) devaient être particulièrement encouragées. Pour pouvoir élaborer des indicateurs culturels internationaux, il faut disposer de données statistiques

comparables, et c'est là une difficulté majeure. Autre difficulté, présente même si l'on dispose de statistiques comparables : savoir quoi mesurer. Beaucoup d'intervenants ont recommandé une grande prudence à cet égard. Bref il s'agit d'évaluer les tenants et aboutissants des statistiques et il y a là un rôle important à jouer pour l'UNESCO.

79. Il importe aussi de démystifier la recherche, d'élaborer des modèles à caractère plus participatif et plus qualitatif, par opposition aux méthodes et modèles actuels qui sont principalement quantitatifs. Différents pays ont grand besoin d'apprendre les uns des autres en ce domaine, et de tirer parti de l'expérience de l'autre. L'UNESCO a un rôle déterminant à jouer pour faciliter cette évolution, par exemple en améliorant la formulation et l'application des politiques culturelles. Il y a aussi un manque manifeste de dialogue entre les connaisseurs de la culture, d'une part, et les politiciens et les décideurs, d'autre part ; l'UNESCO, là encore, a un rôle à jouer pour améliorer la situation.

80. De nombreux intervenants ont estimé qu'une attention particulière devait être accordée aux recherches nécessaires aux pays en développement. Un grand nombre de ces pays en sont aux premiers stades de l'élaboration de leurs politiques culturelles : ils ont un grand besoin d'information, d'études et de recherches. Il est proposé que priorité leur soit donnée dans le Plan d'action.

81. Au cours du forum, il a été question de l'organisation des recherches sur les politiques culturelles et de la coordination de ces recherches. Il a été jugé souhaitable que l'UNESCO joue un rôle actif dans ce domaine et prenne des initiatives le plus rapidement possible. Un programme coordonné de recherche, à réaliser en plusieurs étapes, pourrait être établi, après un bilan sommaire des travaux réalisés jusqu'à maintenant. L'UNESCO pourrait, dans des délais assez brefs et moyennant des dépenses relativement modiques, poser les premiers jalons d'un réseau international d'information sur les institutions qui se consacrent aux recherches sur les politiques culturelles et sur les recherches elles-mêmes (recherches achevées, en cours et en projet). Il suffirait pour cela d'ouvrir sur le site Internet de l'UNESCO une subdivision consacrée à la recherche sur les politiques culturelles qui renverrait, par liens hypertexte, aux sites Internet des ministères de la culture et de tous les instituts, publics ou privés, effectuant des recherches.

La mobilisation des ressources au profit des activités culturelles (République de Corée)

82. La session a été ouverte par le président, le Dr Kim Kyung Dong (République de Corée). Avant de présenter les quatre membres du groupe de discussion, il a exprimé le souhait que l'accent soit mis au cours de ce forum à la fois sur le facteur humain et sur les ressources financières en tant qu'acteurs de la promotion des activités culturelles, mais opérant en conjonction avec l'effort global de développement de la société.

83. M. Jacques Rigaud (France) a distingué trois grandes sources de financement dans les pays occidentaux : le marché culturel, les subventions publiques et le mécénat privé. Or les trois sources réduisent actuellement leurs activités de financement. Le secteur du marché tend à canaliser les ressources exclusivement vers les loisirs, en se désintéressant des domaines où l'on innove et qui comportent donc un risque. Le mécénat privé est rarement disposé à s'engager lorsque la conjoncture économique est incertaine, et, dans bien des cas, il y a simplement absence de volonté politique d'affecter des fonds publics à des subventions. Tout en précisant au préalable qu'aucun pays, ou groupe de pays, ne peut imposer sa conception de la culture, M. Rigaud a appelé l'attention sur le fait que la Communauté européenne a réussi à faire accepter le principe de « l'exception culturelle », au nom duquel le domaine culturel est dissocié en toute netteté de celui du commerce des marchandises. L'UNESCO ne saurait rester indifférente au danger tout proche de voir ce principe gravement remis en cause dans le cadre

des prochaines négociations de l'OCDE de l'Accord multilatéral sur l'investissement, et les membres du groupe de discussion ont insisté sur le fait que la culture ne pouvait plus être tenue pour un « secteur » comme un autre, mais qu'il fallait la voir dans sa globalité comme une « dimension », imprégnant un grand nombre d'autres secteurs, et en particulier l'éducation, la jeunesse, les activités sportives, l'environnement et, bien sûr, le tourisme. Par conséquent, des fonds publics détenus par d'autres ministères et administrations que ceux de la culture peuvent fort bien servir à financer des activités culturelles. Parallèlement, il y a dans certains pays des entreprises commerciales qui cherchent à s'inspirer d'une nouvelle théorie suivant laquelle on se rendrait compte que les contacts avec le monde de la culture suscitent un enrichissement éthique au sein de l'entreprise elle-même, enrichissement qui a pour effet de rehausser la créativité de l'entreprise dans le champ particulier de ses activités commerciales. Ce mouvement, certes encore marginal, est en train de provoquer la formation spontanée de réseaux d'entreprises qui s'inscrivent dans la même perspective, laquelle, aux yeux de M. Rigaud, mériterait la caution de l'UNESCO.

84. M. Andras Török (Hongrie) a illustré son exposé, intitulé « Que faire de trop de culture ? », en prenant l'exemple de son pays qui a réussi à relever le défi de la transition vers la démocratie et l'économie de marché, monde dans lequel on a affaire à de l'argent « réel » et aux problèmes « réels » qui s'ensuivent. Les pays d'Europe centrale et orientale se sont soudain trouvés dans la situation de ne plus pouvoir se permettre de financer les arts et la culture comme au temps où les crédits distribués avec munificence par l'État y pourvoyaient. En conséquence, beaucoup de choses ont disparu, sauf en Hongrie où ont été rapidement mis en place de nouveaux moyens de mobiliser des ressources. M. Török a ainsi avancé que les Hongrois se sont bien adaptés aux nouvelles techniques d'obtention de fonds destinés à la culture, si bien que la vie culturelle hongroise a subi une impulsion nouvelle et se trouve bien équipée pour affronter la concurrence du grand marché culturel européen. Beaucoup d'industries culturelles ont été privatisées, et les plus productives ont été rachetées par des multinationales. Une nouvelle législation est venue encadrer le secteur grandissant des activités sans but lucratif, lui permettant de s'épanouir à l'abri des pressions du monde politique. D'autres transformations ont favorisé la mobilisation des ressources. Ce sont notamment la création d'un Fonds culturel national qui réinjecte dans des activités culturelles le produit de taxes perçues sur des biens et services à caractère culturel ; une législation incitant les contribuables à verser un pour cent de leurs impôts sur le revenu à toutes sortes d'organisations à but non lucratif ; un système qui associe des subventions locales à des fonds versés par l'État. Une des leçons bien retenues, a observé M. Török, a été la dure réalité de la disparition d'un patronage régulier qui paraissait aller de soi. Paradoxalement, l'amélioration générale de la santé économique du pays fait que l'État est de nouveau disposé à engager des fonds, mais avec cette différence fondamentale qu'il n'impose plus ses valeurs.

85. M. Stas Namin (Fédération de Russie) a expliqué que, dans son pays, le passage à l'économie de marché et aux principes démocratiques avait été vécu comme un véritable choc et que la transition restait très difficile à faire. Les enjeux sont énormes et les résultats, pas tous positifs. Le tourisme, par exemple, fonctionne en vase clos sans la moindre redistribution d'argent au bénéfice de la culture. Quant à la télévision, la culture est sommée de payer pour paraître à l'écran, au même titre que la publicité. Les subventions de l'État sont, toutefois, un dispositif qui continue à fonctionner efficacement, encore que la ville de Moscou, dont la croissance est la plus rapide, en soit le premier bénéficiaire. Chose étonnante, la culture « souterraine » qui s'était épanouie en secret sous le régime communiste continue d'exister, bien qu'elle ne soit plus interdite, et attire de nouvelles personnalités qui fourmillent d'idées neuves et provocantes. Ce ne sont donc pas les ressources humaines qui manquent, aujourd'hui, mais bien les moyens financiers qui font cruellement défaut. Or, a conclu M. Namin, le financement de la culture pourrait faire un bond en Russie pour peu qu'une nouvelle législation vienne faciliter le développement des donations privées.

86. Le Dr Yi Yong Mi (République de Corée) a développé le thème d'une culture perçue comme identité nationale et de la nécessité où se trouve chaque pays de repenser sa propre identité culturelle. Elle a présenté l'idée paradoxale selon laquelle pour atténuer le choc des civilisations, il faut que chaque pays se renforce et mette en avant les traits spécifiques qui caractérisent sa civilisation, tout en faisant mieux connaître les autres cultures à sa population. Dans la plupart des pays d'Asie, les questions culturelles n'ont jamais eu la priorité par rapport, notamment, à la défense, au commerce et à l'industrie. Un grand changement est intervenu en Corée avec la création d'un ministère de la culture (même si, au stade actuel, il couvre aussi l'éducation, la jeunesse et les sports). Il y a aussi deux institutions publiques qui contribuent au financement des activités culturelles : la Fondation de Corée, dont les caisses sont alimentées par une taxe de 30 % sur le prix des passeports, et la Fondation coréenne pour la culture et les arts, dont les revenus proviennent de droits perçus à l'entrée des musées et des salles de spectacle. L'intervenante était d'avis que la question de l'imposition générale d'une taxe culturelle méritait d'être étudiée. Le monde des affaires offre aussi en Corée deux sources de financement : le Conseil coréen des affaires pour les arts et des fondations créées par de grands groupes industriels comme Samsung, Daewoo, etc. Le Dr Yi estime qu'en Corée les principaux handicaps qui freinent la mise en place d'une politique culturelle efficace sont le manque de gestionnaires professionnels des ressources culturelles, des frais généraux anormalement élevés, un manque de coopération entre des catégories analogues d'institutions vouées aux arts et une propension excessive des pouvoirs publics à intervenir.

87. La discussion qui a suivi a mis en exergue les points suivants :

- La culture ne se limite pas à elle-même et se projette dans d'autres secteurs, faisant intervenir d'autres ministères et administrations.
- Par rapport à l'impératif absolu de relever les défis du monde du commerce, la nécessité de mettre en place à tous les niveaux un dispositif amélioré et plus efficace de gestion de la culture a été fortement soulignée. On a également insisté sur l'importance du rôle de l'UNESCO dans le domaine de la promotion de la recherche d'un travail d'analyse et pour la diffusion des pratiques les meilleures en la matière.
- Dans chaque pays, il conviendrait de favoriser la croissance du secteur des activités à but non lucratif, en tant qu'intermédiaire entre les pouvoirs publics et le monde de l'entreprise, en vue de promouvoir une plus large participation de la société au financement des services culturels. Une idée supplémentaire a été émise : les États membres devraient s'engager à réinvestir dans la culture une fraction conséquente des recettes fiscales générées par le tourisme.
- L'UNESCO devrait envisager d'organiser un forum international sur le parrainage bénévole et le financement non gouvernemental de la culture, et recenser les « pratiques les meilleures » à cet égard pour en assurer la diffusion.

88. Dans ses ultimes remarques, le président a appelé l'attention sur le fait qu'à ses yeux, si le tableau brossé de la situation actuelle était assez complet, un ou deux points importants avaient cependant été omis. Par exemple, la question des « stimulants », élément essentiel de toute stratégie de collecte de fonds, avait été à peine effleurée, et aucune suggestion n'avait été faite quant aux moyens d'inciter des organismes publics et privés à offrir davantage de ressources. Il lui semblait aussi que les rapports entre les nouvelles technologies des médias et la mise en valeur des activités culturelles avaient été laissées de côté et même, aspect plus important encore, qu'aucune méthode n'avait été proposée pour mettre financièrement à contribution ce secteur en développement rapide. Il a indiqué qu'un plan concret visant à favoriser tous les moyens de mobiliser des ressources au bénéfice d'activités culturelles, et notamment des contributions privées, aurait à prendre en compte différentes attitudes traditionnelles à l'égard de l'acte de « donner ».

Le rôle des médias dans la politique culturelle (Philippines)

89. Organisée par les Philippines, cette session a été ouverte par le président, M. Adrian Cristobal, qui a souligné l'influence des médias en prenant l'exemple de la campagne antitabagique gagnée au moyen d'une intense activité médiatique.

90. M. Jayme Sirotsky (Brésil), président de l'Association mondiale des journaux, a intitulé son exposé « La liberté comme principe ». En effet, la culture, c'est « se familiariser » avec ce qui s'est dit de par le monde. L'être humain a toujours voulu savoir ce que les autres sont et font. Les moyens de communication prolongent cela, en réduisant les distances et le temps. Actuellement, la « culture de la technologie » permet une diffusion instantanée de la culture, à travers l'information. Jamais l'homme n'a pu communiquer autant avec ses contemporains. Cependant, le genre humain continue à vivre sur une planète remplie d'inégalités et d'injustices. Les zones de lumière croisent des zones d'ombre. Le « fil d'Ariane » dans le monde moderne, c'est l'information qui circule librement. En citant des sources professionnelles, l'orateur fait apparaître que les zones d'ombre sont encore trop nombreuses, précisément là où la liberté de la presse n'est pas respectée. On constate, d'autre part, que les nouvelles technologies provoquent des bouleversements culturels. On peut parler à cet égard d'un enjeu décisif : la mondialisation ne peut pas remplacer la dimension humaine ; le « global » et le « local » doivent se concevoir ensemble, comme une « glocalisation », pour employer l'expression de M. A. Petrella.

91. M. Cushrow Irani (Inde) brosse un tableau des difficultés que connaissent les journalistes dans l'exercice de leur profession ; il faut résister aux abus du politique, défendre la réalité des faits contre l'oppression et les pressions, mais les conflits interculturels (y compris à l'intérieur des pays), les intolérances, font aussi obstacle à l'exercice de la liberté des médias. Il souligne le rôle pédagogique du journaliste qui est de former l'esprit critique du lecteur (ou de l'auditeur). Son propos est illustré par plusieurs exemples, en particulier ceux du Sri Lanka, du Pakistan et de l'Inde, au lendemain de l'indépendance.

92. Le président conclut que le « pouvoir de la culture » entre en contradiction avec « la culture du pouvoir ». Il ajoute que les médias doivent mettre la réalité en perspective, quitte à utiliser parfois des formes attrayantes pour mieux faire passer le message.

93. Au cours du débat, les interventions ont porté essentiellement sur les idées suivantes :

- L'importance du service public de radiotélévision a été réaffirmée par de nombreux intervenants, compte tenu d'une nécessaire évolution de son rôle ; l'utilité des nouveaux médias culturels a aussi été soulignée. Le cas de la chaîne franco-allemande ARTE a été décrit comme un exemple intéressant de dialogue interculturel ouvert sur l'Europe d'abord, mais aussi sur l'Afrique et sur l'Amérique latine.
- La complémentarité des initiatives publiques et des initiatives privées, dont l'utilité se manifeste de plus en plus.
- La capacité d'action des diffuseurs, auxquels il appartient de contribuer au renforcement de la production nationale ou locale.
- Le constat que les médias jouent parfois un rôle positif pour la cohésion de la communauté nationale, par exemple en promouvant l'usage de la langue nationale, et qu'ils sont par ailleurs les agents d'une diversification des sources culturelles.
- Il conviendrait de mettre au point un système d'autorégulation par les professionnels eux-mêmes, dans l'exercice de leur liberté afin d'éviter tout abus. Le terme de déontologie a été avancé à travers une comparaison avec les métiers de médecin et d'avocat, mais un intervenant a fait remarquer que la profession de journaliste n'était pas réellement comparable à ceux-ci.

- La liberté de l'information ne devrait pas pouvoir être influencée par des intérêts économiques. Des professionnels ont eux-mêmes fourni des exemples caractéristiques. La presse a été mentionnée au même titre que les médias audiovisuels.
- Il faut éviter que les nouvelles technologies creusent encore l'écart entre les pays industrialisés et les pays en développement. La multiplication des canaux de toutes origines est une épreuve parfois difficile à surmonter pour les médias publics ou privés dans les pays en développement ; dans ces pays, le débat sur la privatisation a presque toujours lieu au détriment du service public.
- La nécessité de préserver les identités culturelles par les langues donne lieu à d'importantes difficultés.
- Le dernier mot est revenu à une intervenante qui a souligné que le terme par lequel s'établit la relation la plus adéquate entre culture et médias est bien celui de communication, en tant que dimension de la première et raison d'être des seconds.

La culture et les nouvelles technologies des médias (Finlande)

94. La session était présidée par M. Jukka Liedes (Finlande), qui l'a déclarée ouverte et a donné la parole aux membres du groupe de discussion.

95. Le Dr Shirley Thomson (Canada) s'est inspirée de l'expérience canadienne pour illustrer l'ampleur qu'a prise l'occupation du marché des médias par les nouvelles technologies et les nouvelles et passionnantes perspectives, en forme de défis à relever, qu'elles ouvrent aux arts. Au Canada, d'importantes aides de l'État permettent de plus en plus à l'industrie de la musique, à la production de programmes pour les enfants et à l'industrie de l'informatique graphique d'atteindre à l'excellence. Les nouvelles technologies des médias ont entraîné la rapide expansion du village planétaire, avec son cortège d'effets positifs et d'effets négatifs pour les artistes et pour la société ; elles ouvrent aussi pour l'avenir toute une gamme de possibilités nouvelles. D'après le Dr Thompson, nous nous trouvons maintenant dans un nouveau paysage technologique comportant de nouvelles définitions de l'invention et l'exploration de formes de réalité jusqu'ici inconnues. Les gouvernements doivent à présent sortir du domaine traditionnel de leurs attributions pour comprendre et partager les arts nouveaux et pour fonder des institutions et des infrastructures d'un type inédit capables d'accueillir l'évolution technologique, de l'entretenir, de la suivre et de permettre à l'artiste, à l'ingénieur et au scientifique de collaborer au perfectionnement de nouvelles formes d'art et de science.

96. M^{me} Betty Mould-Iddrisu (Ghana) fait un rapprochement entre l'utilisation des nouvelles technologies des médias et le concept africain de *Sankofa* - le passé et l'avenir existant dans le présent. La mondialisation a, cependant, transformé les modalités de la conservation de la culture, et l'Internet, qui est l'instrument le plus omniprésent de la libre circulation de l'information, a besoin des plus puissantes mesures de protection contre l'ingérence des gouvernements. Si l'Afrique et d'autres régions en développement ont maintenant libre accès à la planète information, elles se sont aussi ouvertes au danger de destruction de leur culture, de leurs normes, de leurs valeurs et de leurs modes de vie traditionnels à cause du déséquilibre que crée cet afflux d'informations, d'idées et d'images allant des pays développés vers les pays en développement. Les pays pauvres sont fortement défavorisés par le fait qu'ils n'ont pas les moyens de se confronter aux autres sur un pied d'égalité, et les ont d'autant moins qu'ils sont aux prises avec les problèmes fondamentaux du respect des droits de l'homme et de l'amélioration de la qualité de vie. M^{me} Mould-Iddrisu a observé qu'ils se trouvent du même coup soumis sans défense à une exploitation accrue de leur capital culturel, et notamment des formes de l'art et du folklore traditionnels qui ne sont toujours pas protégés par la législation

actuelle du droit d'auteur. Il est donc absolument indispensable que l'OMPI mette à jour ses conventions et ses traités internationaux pour améliorer les réglementations et mettre en place de meilleures protections. Les gouvernements doivent, par conséquent, user de leur influence pour obtenir l'amélioration des lois qui régissent la propriété intellectuelle de manière à « niveler le terrain de jeu » et à permettre aux pays en développement et, telle a été sa conclusion, de se présenter au monde de manière adéquate.

97. Le Dr Vaidyanatha Ayyar (Inde) a avancé que les nouvelles technologies tout à la fois favorisent et entravent la diversité et le pluralisme. Par exemple, alors que les multinationales se font de plus en plus envahissantes en Inde, le pays n'a jamais produit autant de films et jamais la circulation de l'information n'y avait été aussi libre. Le côté négatif de tout cela, observe-t-elle, est l'abondance de la « désinformation », du sexe et de la violence dans les médias. Il faut donc concevoir de nouvelles formes de réglementation tant nationale qu'internationale. Le Dr Ayyar préconise un renforcement du rôle de l'OMPI et juge que les pays en développement doivent adhérer aux conventions pertinentes. Ces traités devraient même s'appliquer à anticiper les nouvelles évolutions de la technologie pour faire respecter certaines limites et les droits des personnes. Cela ne pourra, bien sûr, être obtenu que par approximations successives (dans cet environnement nouveau) permettant d'arriver à un équilibre. Ces nouvelles règles devront avoir un caractère supranational.

98. La discussion qui a suivi a permis de dégager les points suivants :

- Les problèmes des « anciens » médias (presse écrite, télévision, radio) n'ont pas été résolus et ceux-ci ne doivent pas être exclus aux dépens des « nouveaux » médias.
- Il convient de promouvoir et d'améliorer la radiodiffusion, en particulier la radiodiffusion communautaire, et d'accroître la production locale. Le mauvais usage des médias et l'essor de « l'industrie du divertissement » se poursuivent sans frein ; il n'existe pour ainsi dire pas de service public de radiodiffusion dans la plupart des pays.
- Les pays en développement devraient pouvoir disposer de ressources plus abondantes pour financer la production locale et s'employer ainsi à « niveler le terrain de jeu ». Il faut encourager l'autonomisation économique en tant que préalable au développement de la culture à travers les médias (capitaux à risque, mises en fonds, crédits aux conditions du marché, prêts à des conditions de faveur).
- Il faut que les pays en développement puissent accéder plus facilement aux nouvelles technologies.
- Il convient de préserver la diversité linguistique et de développer des services multilingues.
- Il est indispensable de créer un système international de protection des enregistrements audiovisuels des artistes d'interprétation.
- L'UNESCO devrait envisager de supprimer sa division du droit d'auteur et d'apporter son soutien à l'OMPI pour la protection des droits de propriété intellectuelle.
- L'OMPI doit élargir le champ d'application de la protection des droits de propriété intellectuelle en fonction des capacités des nouvelles technologies des médias.

99. En conclusion, il a été reconnu qu'il n'y a pas de pluralisme culturel sans pluralisme politique et que, dans un monde qui se préoccupe d'abord d'économie, promouvoir sa propre culture est le meilleur moyen de la protéger. Chacun s'est accordé à dire que les nouvelles technologies des médias ne sont pas une fin en soi mais un moyen en vue d'une fin, qui est de servir la culture et le développement - mais la fascination qu'elles exercent est telle qu'elles le font souvent oublier. Enfin, il a été souligné que l'UNESCO a un rôle majeur à jouer pour sensibiliser les gouvernements à ces questions.

5. Les sessions Agora



100. Conçue comme un libre espace d'échange et de dialogue, la composante *Agora* de la Conférence était organisée par des OIG, des ONG, des fondations et des institutions culturelles nationales. Les sessions *Agora* ont rassemblé dans des groupes de discussion près de 350 intervenants venus du monde entier pour exposer les points de vue et les idées de toutes les régions. Elles ont servi de cadre à un débat créatif et original au sein d'organisations de la société civile et entre elles, débat qui a donné d'excellents résultats sous forme de projets et d'initiatives conjoints. Les sujets de discussions formaient une palette très variée. Dix thèmes majeurs se sont dégagés comme préoccupations centrales : le multiculturalisme et la pratique de la diversité culturelle ; le rôle culturel de la société civile ; la créativité dans le nouveau scénario mondial ; la liberté d'expression et les voix réduites au silence des journalistes et des artistes bâillonnés ; autres voix silencieuses : les femmes, les enfants et les peuples autochtones ; les nouvelles perspectives de la recherche ; le service public et les médias, anciens et nouveaux ; les institutions culturelles publiques : bibliothèques, archives, etc. ; initiatives internationales et formes d'expression culturelle des groupes d'intérêt locaux ; villes et agglomérations, nouvelle unité d'analyse et de pratique, ou vitrine des meilleures pratiques *mondiales*.

101. Les comptes rendus résumés donnés ci-après ont été fournis par les organisateurs de chaque session, d'où la diversité des styles et des méthodes d'exposition employées. Les comptes rendus sont présentés dans l'ordre des sessions indiqué par le programme de la conférence.

Visions de la coopération culturelle et du développement en Afrique

102. Organisé par l'Oxford Secretariat of the Bellagio Publishing Network au nom d'Ubuntu 2000, avec la participation de nombreux experts de l'Afrique et de la diaspora africaine, ce séminaire de deux jours et demi a pris pour point de départ les résultats de la Réunion consultative panafricaine sur *la coopération culturelle et le développement : agenda pour le prochain millénaire* (Lomé, Togo, 10-13 février 1998). Chacune des dix sous-sessions s'est penchée sur des problèmes importants intéressant un large éventail d'industries culturelles, en mettant l'accent sur des propositions concrètes pour l'action à entreprendre. Le principal objectif était l'exposé d'un plan d'action devant permettre d'atteindre les objectifs de développement et d'autonomisation culturelle proposés pour l'Afrique et la diaspora africaine par le mouvement Ubuntu 2000, qui est une nouvelle initiative panafricaine et internationale, à caractère non politique, de coopération culturelle et de développement. Le séminaire était financé par l'ASDI, la Fondation Rockefeller et la Fondation Ford.

103. La séance intitulée « Franchir le seuil » a brièvement passé en revue les questions traitées à la Conférence de Lomé (il s'agissait des enjeux des politiques culturelles pour le développement) et présenté le mouvement Ubuntu comme constituant une réponse africaine aux effets de la mondialisation, destinée à leur faire pièce. Les membres du groupe de discussion étaient M. Gaston Beniy-Gbandi (Ministre du tourisme, des arts et de la culture, République centrafricaine), le Dr Damien Pwono (Fondation Rockefeller), M. Lupwishi Mbuyamba (conseiller culturel UNESCO pour l'Afrique orientale, centrale et australe) et M. Guy Huot (secrétaire général du Conseil international de la musique). Dans la séance intitulée « Refondre les politiques culturelles », les membres du groupe de discussion étaient les suivants : M^{me} Pumla Madiba (ministre des sports, des loisirs et de la culture, gouvernement provincial du Gauteng, Afrique du Sud), M. Mervyn Claxton (chercheur en sciences sociales et écrivain,

Jamaïque/Paris), M^{me} Aminata Traoré (ministre de la culture, Mali), Jacques d'Adesky (coordonnateur, Centro de Estudos das Americas, Brésil). Tous ont posé des questions difficiles sur la pertinence et la faisabilité du développement culturel en Afrique à la lumière des dures réalités du temps présent et de l'usure de la conscience historique résultant du colonialisme qui a eu pour effet de marginaliser les peuples du continent et de leur faire perdre confiance en leur culture.

104. Respectivement intitulés « Édition et développement » et « Les médias et les nouvelles technologies », la troisième et la quatrième séances ont débattu de la nécessité urgente de développer l'alphabétisme, écrit et visuel, en tant que clef d'une mobilisation de la vie économique, politique, culturelle et sociale en Afrique. Les membres du premier groupe de discussion étaient le chef Victor Nwankwo (directeur général, Fourth Dimension Publishers, Nigéria), M^{me} Gillian Nyambura (secrétaire exécutif, African Publishers Network), M. James Tumusiime (vice-président, African Publishers Network), M^{me} Mary Jay (African Books Collective Ltd) et M. Hamidou Konaté (trésorier, African Publishers Network). Ils ont analysé les défis qu'ont à relever les éditeurs africains et esquissé des stratégies pour s'attaquer aux vieux problèmes fondamentaux et persistants de l'analphabétisme, de l'insuffisance des infrastructures, de la faiblesse des réseaux professionnels, du déclin économique et des mauvaises habitudes de consommation. Tous ces problèmes étant mutuellement liés, il s'est créé une synergie négative qui a sapé les efforts déployés pour faire changer les choses. Des solutions ont été proposées qui, d'une part, font appel à la volonté politique des gouvernements de ne pas relâcher l'effort d'éducation comme moyen de supprimer l'analphabétisme et, d'autre part, visent la création de partenariats significatifs selon des axes Sud/Sud (interafricains, et Afrique/diaspora) et Nord/Sud.

105. Les membres du second groupe de discussion, M^{me} Jeanette Minnie (directeur exécutif, Media Institute for Southern Africa), M. Atsen Ahua (directeur exécutif, Synergies Africana Ventures), le Pr Mbye Cham (Université Howard) et M. Anicet Bongo (directeur, BANF Consulting), ont débattu des difficultés de financement et de distribution rencontrées par les réalisateurs de films et ont souligné la nécessité d'avoir sur le continent des circuits culturels qui fonctionnent. Les intervenants ont exprimé, entre autres préoccupations, celles de diffuser le savoir et de franchir les barrières psychologiques, économiques et linguistiques, qu'elles soient ou non auto-imposées, le tout convergeant vers cette idée centrale : « le capital culturel n'est pas plus un luxe que les capitaux d'investissement ».

106. Avec la participation de M. Ibrahim Salahi (peintre, Soudan), de M. Okuwi Enwezor (rédacteur en chef, Nkaa Journal of Contemporary Art), du Pr Salah Hassan (Université Cornell), de M^{me} Anna Getaneh et de M^{me} Els van der Plas (Fonds Prince Claus pour la culture et le développement), la session consacrée aux « Arts visuels » s'est intéressée au langage des arts du regard et à la transition que l'Afrique accomplit vers l'ère postmoderne. A mesure que s'affirme la renaissance africaine, il faut que les transferts de connaissances, la création des arts visuels africains, leur exposition et la documentation les concernant, qu'il s'agisse des arts plastiques ou de la mode, viennent redresser le déséquilibre des pouvoirs qui a creusé des fossés dans l'histoire de chacun et dans l'histoire de la production artistique de l'ensemble du monde.

107. M^{me} Anita Theorell (ASDI), le Dr George Abungu (directeur régional, Musées nationaux du Kenya) Elisabet Olofsson (coordonnatrice, Programme du musée africain de Suède), M. Alexis Adande (directeur exécutif, Programme des musées d'Afrique de l'Ouest) et M^{me} Tickey Pule (directrice, Musée national, Botswana) ont développé le thème « Musées et société » et mis en exergue les multiples interrogations qui continuent à tenailler les musées africains en conséquence directe de l'imposition d'une culture du musée. Qu'est-ce que le musée ? Qui sert-il ? Et, ce qui est sans doute le plus important, comment doit-il servir l'Afrique ? Le musée est historiquement étranger aux cultures du continent et sa définition postcoloniale est contraignante. Pourtant, l'enceinte des musées est cela même qui offre les réservoirs culturels si indispensables à la recherche, à la documentation et à la conservation des cultures passées, présentes et futures de l'Afrique et à leur présentation.

108. Ont suivi deux séances interactives, où l'assistance et les intervenants chantaient et dansaient par moment durant celle qui était consacrée aux « Arts du spectacle ». Il s'agissait de montrer comment les processus de création au théâtre, dans la danse et dans la musique pouvaient offrir à l'Afrique de nouvelles possibilités de transfert de connaissances et d'enrichissement spirituel des peuples africains et des autres peuples. Mais que dire de l'enrichissement économique des Africains ? Les membres du groupe de discussion étaient le Pr Penina Mlama (Chief Executive Officer, Université de Dar es Salaam), le Dr Paul Kavyu (président, Commission présidentielle permanente de la musique du Kenya), M. Hassan El-Gerety (directeur, Groupe théâtral El-Warsha, Le Caire), M. Godwin Kaduma (auteur-chorégraphe, Tanzania Theatre Centre), le Pr Tess Onwueme (Université du Wisconsin). Une enquête linguistique étonnamment révélatrice conduite par le Pr Kole Omotoso (University of the Western Cape) pendant la session consacrée à « La création de capacités dans les disciplines artistiques et littéraires » a abouti à une interrogation sur la manière dont on peut protéger les biens intellectuels autochtones, traditionnels et contemporains, dans le « domaine public » extraordinairement vaste de la scène mondiale. M. Achille Mbembe (secrétaire exécutif, CODESRIA), le Pr Kwabena Nketia (directeur, Centre international pour la musique et la danse du Ghana), M. Ruy Cesar Silva (directeur, Casa Via Magia, Brésil) et le Pr Ndaywel e Nziem (Université de Kinshasa) complétaient ce groupe de discussion. L'avant-dernière séance, consacrée à « La privatisation de la culture », a examiné les rapports complexes et parfois paradoxaux entre les nouveaux modèles économiques et le mécénat dans les arts, et la force du mouvement Ubuntu dans les partenariats qu'il crée. Les membres de ce groupe de discussion étaient M. Thomas Ybarra-Frausto (Fondation Rockefeller), le Dr Wally Serote (président, Arts, culture, langue, science et technologie, Gouvernement de l'Afrique du Sud), M. Methaestile Leepile (Directeur, South Africa Media Development Fund), M. Christopher Till (Active Executive Director, Ubuntu 2000) et M. Akunu Dake (directeur, Panafest Secretariat). M. Philip Sawadogo (Ambassadeur du Burkina Faso en France) présidait la dernière session consacrée à « La coopération culturelle ». M. Marcel Diouf (conseiller culturel OUA) y a réclamé d'urgence une restructuration du Fonds africain pour la promotion de la culture. D'autres membres du groupe, le Dr Maria Elisa Velasquez-Gutierrez (chercheur, Institut national d'anthropologie et d'histoire du Mexique), M. Antonio Pitanga (conseiller municipal, Rio de Janeiro) et M^{me} Annick Thebia-Melsan (UNESCO), ont abordé les questions liées aux relations et aux échanges culturels avec la diaspora, qui sont déterminantes dans le nouveau mouvement panafricain Ubuntu. Quelque chose de nouveau est en train d'apparaître en Afrique, sur les plans culturel, intellectuel et éthique. Ubuntu représente l'ouverture d'une époque nouvelle où le rêve se marie à la pratique de la vie.

Les archives au service de la culture et de la démocratie

109. Organisée par le Conseil international des archives (CIA), cette session était consacrée au rôle des archives comme moyen de préserver la démocratie et d'assurer le respect du patrimoine culturel. Six experts ont fait le point des idées actuelles sur ce sujet. Joan van Albada (archiviste de la Ville de Dordrecht, Pays-Bas, et président de la sous-commission du CIA pour la communication) a présenté la question des archives et du pluralisme culturel, c'est-à-dire la façon dont le patrimoine culturel écrit peut être mis à la portée des États et des groupes défavorisés. Patricia Galeana (directeur général des Archives nationales du Mexique et membre du Comité exécutif du CIA) a montré comment, selon sa propre expérience, les archives reflètent à la fois l'appareil d'État et le peuple, et a exposé, arguments à l'appui, pourquoi la bonne pratique en matière d'archivage est garante de la démocratie. Shen Lihua (directeur adjoint du Bureau des archives d'État de la Chine et membre de la sous-commission du CIA pour la communication) a montré que les archives sont dans une phase dynamique de développement et que le CIA, en collaboration avec l'UNESCO et d'autres organisations, se trouve en première ligne. Björn Lindh (directeur des Archives nationales de la Suède et vice-

président de la commission du CIA sur le développement des archives) a décrit l'organisation géographique du CIA et ses activités d'assistance aux pays en développement dans le domaine de la tenue des archives. Musila Mussembi (directeur général des Archives nationales du Kenya) a fait valoir que dans la mesure où les archives sont exposées à des dangers permanents, le pluralisme culturel et la démocratie le sont aussi. Selon elle, les menaces principales proviennent des gouvernements qui n'entendent rien aux archives, des rigueurs du climat, des accidents et de l'indifférence. Enfin, l'animateur de la session, Erik Norberg (Directeur général des Archives nationales de la Suède et président du Conseil européen du CIA) a présenté les activités récentes de la communauté internationale des archivistes, en particulier depuis l'effondrement des régimes totalitaires d'Europe orientale, et le développement qui est envisagé dans les années à venir. Une attention spéciale a été portée aux questions relatives au positionnement des archives nationales dans les nouveaux systèmes constitutionnels démocratiques, car la nécessité de disposer d'un cadre de référence juridique stable pour la conservation du patrimoine culturel et pour son accès se fait de plus en plus impérieusement sentir en Afrique, en Amérique et en Europe.

110. La session s'est conclue par la fixation d'un programme commun pour les prochaines années, articulé sur les trois points suivants :

- Sensibiliser les pouvoirs publics et la société au rôle capital que jouent les archives dans les systèmes démocratiques.
- Développer davantage les partenariats avec les OIG et les ONG.
- Travailler à élaborer des normes communes, notamment pour les questions de droit d'auteur, et incorporer ces normes aux programmes de formation.

Construire les sociétés multiculturelles du XXI^e siècle

111. Organisée par la Facultad Latinoamericana de Ciencias Sociales (FLASCO) et l'Institut de l'Amérique latine de l'Université de Stockholm, cette session a mis en lumière le pluralisme interne croissant qui s'installe dans les sociétés latino-américaines d'aujourd'hui, et que caractérise un « nouvel échange culturel entre les individus et les groupes ». Dans ce contexte, la participation du citoyen doit s'orienter vers la conception d'un nouvel ordre du jour politique prenant en compte les droits culturels en tant que droits de l'homme. Les pays d'Amérique latine ont subi, ces dernières années, les effets cumulés de trois grandes influences : l'idéologie libérale, la culture nord-américaine et l'actuelle déstructuration de l'État imposée par une crise économique que la mondialisation a accélérée. Il en résulte une hybridation des formes de la légitimité qui génère la confusion, l'instabilité et l'opportunisme politique. La culture politique, l'identité culturelle et la citoyenneté alimentent aujourd'hui un regain de tension en Amérique latine. La session s'est achevée sur l'examen d'un cas s'inscrivant dans le projet multilatéral de l'OEA concernant la culture indienne dans les programmes d'enseignement qui met en relief l'importance des réformes étendues et qualitatives qu'il y a lieu d'opérer dans le domaine de l'éducation afin de permettre aux peuples autochtones de conserver leur culture tout en respectant leurs besoins fondamentaux.

Évolution de la radiotélévision : impact sur la culture nationale et traditionnelle

112. Organisée par l'Asia Media Center de Singapour (AMIC), avec la participation de Peter Dahlgren (Université de Lund, Suède), Kinda Dixit (The Panos Institute in South Asia), Pierre Juneau (président du Conseil mondial de la radiotélévision), Paul S. N. Lee (Université chinoise

de Hong Kong) et animée par Vijay Menon de l'AMIC, la discussion s'articulait autour de deux grands thèmes : le service public de radiotélévision dans la promotion et la protection des cultures nationales et l'impact de la radiotélévision transnationale sur les cultures traditionnelles en Asie.

113. La radiotélévision publique a un rôle essentiel à jouer pour stimuler l'aptitude des gens à découvrir leur originalité et leurs potentialités propres. Telle est peut-être la plus puissante des protections contre l'homogénéisation de la culture. A l'heure actuelle, il semble que la radiotélévision publique n'ait pas réussi à remplir sa fonction essentielle de développement social et les perspectives d'avenir ne sont guère encourageantes. Il faut que se constitue une coalition d'intérêts, et aussi que le mot « service » reste gravé dans les esprits. Le service public est au centre de la notion de démocratie, même s'il doit se garder des dangers de l'insularité. La préservation de la culture peut avoir des connotations négatives, mais elle doit fonctionner de manière à garantir que les cultures qui appartiennent en propre à des groupes spécifiques deviennent partie intégrante de la culture publique. La radiotélévision de service public se doit de répondre au besoin d'une culture démocratique de la vie quotidienne.

114. Dans le cas de l'Asie, on peut observer comment les aspirations de la jeunesse sont façonnées par la télévision par satellite reçue dans la région. Bientôt, la télévision par câble touchera 220 millions de personnes sur le sous-continent. La mondialisation est l'impérialisme masqué. De moins en moins de gens sont maîtres de l'information ; c'est là un fait qui sape le rôle des médias comme pilier de la démocratie. Les annonces publicitaires, en devenant prépondérantes, répandent une culture du consumérisme. La télévision par satellite a aussi quelques effets positifs ; on y observe le retour d'une certaine élégance ethnique. Mais la fonction de service public de la radiotélévision publique est en passe d'être oubliée. La télévision mondiale véhicule des valeurs négatives et des valeurs positives. Certaines des valeurs négatives se retrouvent aussi dans les programmes locaux. On peut rapporter les valeurs négatives à la politique de programmation de la station de télévision. La télévision publique tend à manifester des valeurs compatibles dans les programmes locaux et ceux qui sont reçus à l'étranger. Il est difficile de distinguer les valeurs étrangères des valeurs locales. Les auditeurs asiatiques reconnaissent les valeurs nocives des programmes étrangers, mais ne les jugent pas plus nocifs que les programmes asiatiques. Les programmes étrangers ne sont pas perçus comme corrupteurs de la culture ou comme exerçant des influences négatives sur les modes de vie. Nombreux sont ceux qui estiment que la télévision mondiale est apte à enrichir les connaissances et les cultures nationales. De manière générale, la majeure partie des auditeurs asiatiques ne sont pas d'accord pour qu'on restreigne ou interdise les programmes étrangers.

115. La session a conclu en soulignant le fait que la radiotélévision à l'échelle de la planète est en pleine mutation. D'une part, la déréglementation, la réduction des moyens financiers et la rapidité du progrès technologique ont des incidences négatives sur la radiotélévision de service public dans son rôle promoteur et protecteur de la culture nationale. D'autre part, des voix s'élèvent pour s'inquiéter de l'effet d'homogénéisation de la radiotélévision transnationale et de l'érosion des cultures traditionnelles. Tous les intervenants ont reconnu l'importance de la radiotélévision de service public et la nécessité de lui fournir durablement les soutiens dont elle a besoin.

Les enfants dans le nouveau paysage mondial des médias

116. Organisée par Nordicom, le Centre international d'échanges de l'UNESCO sur les enfants et la violence à l'écran, à l'Université de Göteborg (Suède), la session a présenté les résultats de recherches récentes sur l'accès des enfants aux médias et l'utilisation qu'ils en font, la situation des programmes pour enfants et les influences de la violence à l'écran sur les enfants. Nadia Bulbulia (Université du Witwatersrand, Johannesburg, Afrique du Sud), Anura

Goonasekera (directeur de recherche, AMIC, Singapour) et Ellen Wartella (doyenne, Collège des communications, Université du Texas) ont rapproché les résultats de leurs recherches de la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant et mis le doigt sur la nécessité urgente d'améliorer la situation et la diversité tant des médias pour enfants que des médias destinés aux adultes que les enfants utilisent ; il s'agit de changer l'image des enfants dans les médias, de développer l'éducation aux médias à l'école et à l'usage des parents, d'assurer la participation des enfants à la production des médias et enfin de mettre en place des mesures limitant la violence gratuite dans les médias et d'autres contenus nocifs de manière à compenser les conséquences négatives de la mondialisation et de la concentration de la propriété des médias. Dans ce contexte, elles ont précisé qu'il sera indispensable d'effectuer dans l'avenir davantage de recherches sur les enfants et les médias, qui devront être conduites à la fois par divers pays dans leurs contextes sociaux et culturels propres et au moyen d'une coopération accrue entre les chercheurs au niveau de la comparaison transculturelle. Les participants ont également souligné l'importance des coproductions de programmes destinés aux enfants, associant plusieurs pays et qu'il convient d'intensifier, sans parler de la nécessité évidente de produire davantage de programmes locaux. L'intensification de la coproduction, qui serait économiquement profitable aux pays pauvres comme aux petits pays plus riches, offrirait aux enfants du monde des programmes à la fois plus divers et de meilleure qualité.

117. La session est parvenue à la conclusion que le besoin de changer la situation des programmes pour enfants dans les médias traduit le fait qu'il faut améliorer les éléments de l'environnement dans lequel ils vivent et de la société en général. Premièrement, le risque de voir des influences indésirables s'exercer sur les enfants à travers les médias est bien moindre pour les enfants qui grandissent dans des conditions de sécurité et qui ont de bons rapports avec leurs parents, avec l'école et avec les autres enfants. Deuxièmement, il faut faire en sorte que les enfants puissent participer activement à la préparation de l'avenir de leur société. Tout ce qu'on pourra dire sur le besoin que nous avons, nous les adultes, d'entendre les voix des enfants et sur la nécessité de les écouter ne sera que paroles creuses tant qu'on ne donnera pas aux enfants davantage de possibilités d'influer sur leurs propres conditions d'existence. Si les enfants et les jeunes sont amenés à participer à des activités qui sont à la fois pleines de sens pour eux et importantes pour le processus de prise des décisions dans la société, il ira de soi qu'ils seront aussi représentés et entendus dans les médias.

L'Internet, instrument créatif d'autonomisation des femmes

118. Organisée par la Société internationale pour le développement, la session était une contribution au projet UNESCO-SID *Utilisatrices du Net*. Il s'agissait de se pencher sur quelques unes des expériences créatives et positives auxquelles participent des femmes de l'Ouest, de l'Est et du Sud, d'en entendre les récits, d'apercevoir les possibilités de progrès qu'elles ouvrent, de toucher du doigt certains des dangers qu'elles comptent et, surtout, d'essayer de voir comment ce travail peut s'insérer directement dans l'activité de l'UNESCO en faveur de la culture et du développement.

119. Sally Burch (ALAI, Équateur) a sondé l'écart entre le Sud et le Nord et certaines des tensions qui en résultent, avec des conflits tournant autour de la communication. Elle a avancé que les femmes faisaient désormais sentir leur présence mais qu'il fallait qu'elles prennent une part plus active aux décisions pour contribuer à façonner la politique des télécommunications. Elle a indiqué comment les femmes pouvaient agir pour rendre l'information plus facilement accessible en promouvant une politique qui permette de pénétrer les nouvelles technologies à travers l'accès aux écoles, aux bibliothèques et en comblant les fossés technologiques entre différentes institutions. A cet égard, la formation des femmes est capitale pour leur permettre de traiter stratégiquement toutes les informations dont elles disposent et de promouvoir la technologie comme vecteur porteur de plus de démocratie et d'échange interculturel.

120. Ida Miro Kiss (Programme Femmes APC, Hongrie) a parlé de ce qu'elle a connu en Hongrie, où la liberté de la presse existe depuis si peu de temps, et de son travail au sein des ONG Green Spider (Araignée verte), de leur travail en réseau par courrier électronique avec d'autres groupes de défense de l'environnement et avec le magazine électronique *Moondance, Celebrating Creative women*. Gail Smith (SANGONet, Afrique) a expliqué comment SANGONet et la Commission sur l'égalité des sexes sont allés au devant de divers groupes de femmes en Afrique du Sud, en fournissant sur l'Internet des outils et des ressources utiles aux ONG. Elle a parlé plus spécialement du Women's Net Website, créé en 1997, qui a pour vocation de prêter assistance à des groupes de femmes en fournissant des informations sur leurs droits, sur des maisons où elles seront en sécurité en cas de violence, sur des services de santé, des établissements éducatifs et sur les moyens d'entrer en contact avec d'autres ONG travaillant dans le même domaine.

121. Marja Vehviläinen (chercheur, Finlande) a donné deux exemples de la façon dont les femmes de Finlande utilisent la technologie de l'information pour se donner les moyens de leur autonomie dans leurs cadres de vie local et culturel. Hanne Koivunen (Ministre de l'éducation de la Finlande) a conclu en passant en revue des moyens d'amener plus de femmes à se servir de la technologie de l'information, cela dès le plus jeune âge, et en insistant sur la nécessité d'une intervention accrue de l'État pour offrir davantage de possibilités d'accès gratuit dans les bibliothèques et les écoles.

122. La discussion a porté sur la formation et sur le travail en réseau. Beaucoup de suggestions ont été faites, concernant notamment le financement des principaux points focaux dans chaque village, l'idée que les gouvernements et les organismes internationaux devraient envisager d'offrir à des groupes de la société civile un service consistant à leur permettre d'accéder au courrier électronique dans leurs bureaux, l'idée de dispenser un enseignement à distance sur l'Internet et celle de favoriser la création de réseaux Nord/Sud entre des groupes de femmes qui pourraient ainsi partager des informations, notamment en ce qui concerne le programme de développement des télécommunications.

123. S'agissant de repenser la relation entre la culture et le développement, il est instructif de voir comment les femmes trouvent de nouveaux espaces de discussion et de travail en commun sur l'Internet. Comme l'ont montré les exemples cités dans le groupe de discussion et dans le débat général, les femmes mêlent les différents médias, transforment leur culture et prennent part à ce qui se passe dans des domaines relevant de la vie publique et, en dernière analyse, du gouvernement. Même si la culture du cyberspace est façonnée par les réalités de la base sociale, économique et politique, les femmes qui travaillent sur l'Internet rompent le silence habituel des femmes dans la vie publique en se servant de l'espace essentiellement oral et privé de l'Internet. Les nouvelles technologies sont en train d'être réadaptées, renforcées et peut-être aussi en train de transformer les systèmes traditionnels de communication en sorte que des voix naguères marginales se font désormais entendre dans les centres de discussion. Mais cette évolution comporte aussi des risques — celui de l'intervention d'éléments ayant le profit pour mobile et la menace qui peut peser sur la diversité culturelle. D'où l'insistance sur la nécessité de faire que la communication mondiale reflète les réalités culturelles locales et d'explorer les moyens de soutenir les efforts créatifs déployés par les femmes pour faire de l'Internet un espace qui soit leur. Les talents des femmes en matière de constitution de réseaux pourraient être très utiles pour mettre en œuvre des soutiens concrets à leurs efforts sur l'Internet.

L'esthétique dans la vie quotidienne

124. Ce séminaire, organisé par le Conseil international des sociétés de design industriel (ICSID), a pris pour point de départ l'esthétique des objets et des environnements. Le design ne répond pas seulement à une fonction, mais aussi à des notions de plaisir, de sens, de statut, de

style de vie. Une chaussure Nike, un pantalon Levis ou une voiture BMW représentent une culture de la consommation et de la communication qui a d'immenses ramifications économiques et idéologiques. Les jeunes expriment de plus en plus leur identité à travers des choses qu'ils achètent sur le marché. Un pantalon Levis est plus qu'un pantalon. On a *besoin* d'une voiture mais on *veut* une BMW, on a *besoin* d'une paire de chaussures mais on *veut* des Nike, parce que cela construit une identité, dit qui on est et ce dont on veut faire partie. La plupart des gens se font une place dans le monde non pas en étant artistes, écrivains, musiciens, mais en choisissant et en achetant des symboles tout faits qui nous sont proposés sur le marché. Nous activons notre créativité en vivant à travers des choses. Nous achetons pour devenir, et nous devenons ce que nous achetons.

125. La création esthétique du style de vie représente un énorme secteur économique et culturel, beaucoup plus important que l'économie de l'expression culturelle classique, à savoir celle des arts. L'effort de création qui entre dans la conception, la production, la publicité et la vente des biens de consommation est un des pouvoirs majeurs de l'économie mondiale — et d'une culture créative. C'est la production d'un *sens*, d'un style de vie, d'un statut qui lui donne tant de puissance, et non une production répondant à des impératifs fonctionnels. L'industrie modifie le style, crée de nouvelles modes, invente de petites modifications, afin de créer le désir d'acheter quelque chose de neuf, quelque chose de plus, quelque chose de différent.

126. Cela, c'est de la culture. Dans la mesure où la forme donnée aux objets de la vie quotidienne assume le rôle de l'expression primaire de valeurs culturelles, on peut parler d'impulsions *globales*. Le caractère local et le caractère régional, ainsi que l'identité du lieu, sont menacés par cet état de choses — l'affiche au bord de la route, la devanture du magasin, la station-service paraissent partout les mêmes, quel que soit le contexte local. Les rues des villes de Suède, d'Amérique et de Chine se ressemblent de plus en plus, parce qu'on y vend les mêmes marques.

127. Ce qu'il s'agit de faire maintenant, et qui est très difficile, c'est d'ouvrir les yeux aux jeunes, de leur donner à savoir comment les formes de leur vie quotidienne sont agencées pour eux, comment on leur offre de l'idéologie et du sens. C'est un rôle important de l'éducation que de donner aux jeunes à la fois la conscience d'un choix et la connaissance de ses termes — de leur permettre de voir la différence entre la fonction et la signification, entre une maison et un foyer, une cathédrale et une station-service, une voiture et une Cadillac. Parce que les choix que propose le marché sont devenus leur mode principal d'expression personnelle — et de compréhension de soi.

128. Cette prise de conscience prend toute son importance dans la perspective de longue durée qu'embrasse le *Plan d'action sur les politiques culturelles pour le développement*. Importante, elle l'est pour l'économie mondiale, pour les utilisations des ressources, pour un développement durable. Et elle est importante pour la culture des formes et pour leurs concepteurs, auxquels il s'agit de permettre de bien voir leur rôle, et de se voir attribuer un rôle, qui n'est pas seulement de reprofiler les articles du luxe personnel mais consiste à résoudre des problèmes, à fournir d'utiles contributions à un monde encombré qui a encore besoin de produits améliorés pour la pratique de la vie quotidienne et ses joies.

129. La session a donc conclu que cette culture de l'environnement et de l'objet doit faire son entrée dans les écoles. L'enseignement doit comporter un programme induisant la compréhension des formes dessinées et de l'environnement construit. Il est possible de bâtir dans les écoles une plate-forme à partir de laquelle s'élaborera une attitude critique à l'égard de la consommation, avant que le monde environnant ne se désagrège, miné par une inondation de vulgarité et d'excès. Une telle plate-forme existe d'ores et déjà dans le travail que fait l'UNESCO sur l'artisanat et les arts. Il s'agit maintenant d'élargir cette plate-forme pour lui incorporer le monde souvent banal mais extrêmement influent de l'esthétique des objets usuels et de l'environnement quotidien. Il y a des établissements d'enseignement de qualité, des centres de

dessin conceptuel et des groupes professionnels qui sont prêts à travailler dans cette direction que balisent des politiques et des réseaux inspirés par l'UNESCO.

Étude comparée/mondiale des villes historiques : Les villes de bois du nord de l'Europe

130. Ce séminaire, organisé par le Conseil international des monuments et des sites (ICOMOS), comptait parmi ses participants des personnalités comme Christina von Arbin (responsable de la coordination et de la stratégie, Conseil central des antiquités nationales, Stockholm), Henry Cleere (coordonnateur de l'ICOMOS pour la Convention relative au patrimoine mondial), Nils Alberg (haut fonctionnaire, Conseil central des antiquités nationales, Stockholm), Gordon Fulton (directeur de recherche, service historique, Patrimoine Canadien) et Yukio Nishimura (Département de l'ingénierie urbaine, Université de Tokyo). Partant du fait que les villes seront d'ici 25 ans l'environnement principal des deux tiers de l'humanité, les intervenants ont insisté sur la nécessité de définir et de développer les valeurs et les potentialités — matérielles autant qu'affectives — des villes historiques, en tant qu'elles se situent au cœur de l'identité culturelle et de la vie humaine dans le monde entier. La possibilité qu'à l'UNESCO de se servir de la Convention relative au patrimoine mondial comme d'un outil permettant d'élargir le champ de compréhension de notre patrimoine culturel commun, que ce soit au niveau international, national ou local, a été mise en exergue. Les villes de bois ont servi à fixer les idées et leurs situations au Canada, en Asie du Sud-Est et en Europe du Nord ont été présentées à titre d'exemples. L'accent a été mis sur le paysage urbain en tant que produit de la combinaison du climat, du paysage, des matériaux disponibles, des savoirs et des techniques, mais aussi des échanges commerciaux et des traditions idéologiques et religieuses. Déceler les menaces et définir des valeurs, telles sont apparues être les tâches essentielles pour lesquelles il y a lieu d'élaborer une vision politique et des outils professionnels. Notamment des méthodes d'analyse, de présentation et de promotion de la compréhension du patrimoine culturel. L'identité locale, le droit de chacun à son histoire, les savoirs et les métiers d'artisanat traditionnels ont été désignés plus spécialement comme étant des véhicules du développement et de la croissance durables de l'économie locale.

Langage et identité

131. Organisée par le Centre suédois de l'Institut de théâtre international (ITI) et l'Institut suédois de l'identité culturelle et du développement, cette session a exploré les problèmes et les possibilités associés à l'utilisation de langages multiples dans le travail artistique. Le champ des débats couvrait le langage comme instrument au service de l'identité individuelle et collective dans les sociétés aussi bien monolingues que multilingues, le rôle de la langue maternelle, les rapports entre la langue dominante et les langues minoritaires, la nécessité d'apprendre une deuxième, une troisième et une quatrième langues, ou l'élaboration d'un théâtre fondé sur le langage des signes. Ann Mari Engel (directrice de l'Institut international du théâtre) a ouvert le séminaire. Manuela Soeiro (directrice du Théâtre Mutumbela Gogo, Mozambique) a décrit son travail dans un pays où l'on parle onze langues. Elle s'est demandée si les artistes et les politiques parlaient vraiment la même langue. Dans les pays postcoloniaux, le théâtre vivant a la force de préserver et de restaurer les identités originelles. Richard Kaigoma Sseruwagi (Ensemble multiculturel suédois Shikasta) a fait état des expériences qu'il a vécues en tant qu'acteur travaillant en Suède dans une langue qui n'est pas la sienne. Askö Sarkola (directeur du Théâtre de la Ville d'Helsingfors, Finlande) est parti des premiers mots de Hamlet « Qui est là ? » et s'est efforcé d'analyser sa propre identité de son point de vue personnel et de celui de l'assistance. Selim Al Deen (auteur dramatique et professeur, Département d'art dramatique, Université

Jahangirnagar de Dhaka, Bangladesh) a analysé le conflit entre un théâtre multiculturel et un théâtre qui repose sur des formes théâtrales traditionnelles régionales. Le théâtre a son propre langage de communication, qui n'a pas besoin pour s'exprimer d'une langue parlée déterminée. Le directeur de théâtre suédois Tom Fjordefalk a décrit son travail avec des acteurs sourds, et l'acteur Jianu Iancu a interprété un monologue tiré du *Richard III* de Shakespeare en langage par signes. Goran Stefanovski (Université macédonienne à Skoplje) s'est lui aussi référé à Shakespeare et s'est efforcé d'analyser la relation entre l'identité culturelle et l'identité ethnique.

132. L'art dramatique a existé avant la langue. La crise du théâtre n'est pas un problème, elle est une solution. On s'est accordé à dire qu'il convenait de parler plutôt des langues et des identités. Le séminaire s'est achevé sur une discussion animée qui a suscité beaucoup de questions et de déclarations dans l'assistance, avec pour conclure une histoire racontée par Henning Mankell.

L'intégration des immigrants et la préservation de leur culture dans un pays nouveau

133. Cette session était organisée par le Conseil international des organisations de festivals de folklore et d'arts traditionnels (CIOFF), dont la section suédoise avait aussi organisé le concert donné par quelques uns des chefs de file de la musique folklorique suédoise dans la soirée du lundi 30 mars. « La danse peut-elle jouer un rôle quelconque dans la modification des visions du monde ? » — telle a été la question éloquentes posée par June Vail, critique de danse venue des États-Unis, dans son introduction au séminaire. « Au niveau expérientiel, je le crois », a-t-elle poursuivi. La compréhension conceptuelle s'élabore à partir du fonctionnement dans le monde, à travers des interactions répétitives, et la danse est une de ces activités qui définissent des normes esthétiques et sociales. Ont suivi des descriptions d'expériences vécues de la culture de groupes minoritaires au Bénin, au Canada, en République tchèque, en Suède, en Thaïlande et aux États-Unis d'Amérique. De nombreux facteurs déterminent la plus ou moins grande capacité d'une minorité à s'intégrer, le principal étant peut-être l'initiative de la minorité elle-même.

134. Le débat qui a suivi a porté sur la bonne volonté, parfois sous-tendue d'erreurs de jugement, de la société face aux souhaits de la minorité — culture « officielle » contre culture des banlieues. « Il nous faut élargir la notion d'art dominant », a dit Barbo Klein, professeur d'ethnologie en Suède. « A qui appartient-il de dire ce qui est exact et authentique ? ». Le séminaire a conclu que beaucoup de pays du monde, sinon la plupart, sont confrontés à des problèmes d'intégration des immigrants. Trouver et appliquer des solutions viables fait désormais partie intégrante de toute politique culturelle. Même si le problème a partout certains aspects communs, chaque situation est différente et il faut mener des recherches approfondies pour comprendre les problèmes et trouver des solutions. Il convient de promouvoir et de comparer des travaux expérimentaux. Il a été reconnu qu'il est en tout cas indispensable d'accomplir un gros effort d'éducation, centré d'abord sur les immigrants et sur la population qui les accueille. La connaissance des cultures traditionnelles a été considérée comme un facteur essentiel de la promotion de la tolérance et du développement. Enfin et surtout, l'accent a été mis sur le rôle crucial des groupes d'immigrants eux-mêmes — leurs attitudes, leurs intentions, leurs initiatives et leurs activités. Du point de vue de la politique culturelle, ces groupes ne doivent pas être envisagés comme de simples objets, mais comme des sujets agissants et, si nécessaire, le pays d'accueil doit leur offrir des possibilités, de l'aide, des ressources financières et des encouragements. En définitive, les groupes d'immigrants eux-mêmes sont seuls capables de trouver des solutions viables pour préserver leur culture tout en s'intégrant dans leur nouveau pays.

Diversité musicale et droits

135. Ce séminaire, organisé par le Conseil international de la musique traditionnelle (CIMT), réunissait les membres du groupe de recherche *Music-Media-Multiculture* et d'autres experts en ethnomusicologie : Dan Lundberg (Institut de musicologie, Université de Stockholm), Krister Malm (directeur du Musikmuseet de Stockholm et vice-président du CIMT), Owe Ronström (Institut d'ethnologie, Université de Stockholm), Anthony Seeger (Smithsonian Institution, États-Unis, et président du CIMT) et Ricardo Trimillos (Université de Hawaï). Comment peut-on traiter la diversité musicale au niveau national et au niveau international ? Quelles sont les implications du multiculturalisme ? Peut-on résoudre les tensions qu'engendre le choc des valeurs entre la législation internationale du droit d'auteur et les traditions musicales non occidentales et folkloriques ? Peut-on élaborer un ordre du jour international qui prenne en compte l'immense diversité de la pensée qui tourne autour de la musique ? Y a-t-il des principes universels qui puissent servir à fonder les politiques culturelles internationales ?

136. L'exposé des notions à l'œuvre dans la création musicale des autochtones du Brésil, de Hawaï et de la Suède a fourni des exemples de ce en quoi les concepts locaux de « création » ne correspondent pas aux modèles de la propriété intellectuelle sur lesquels se fonde la législation internationale. Ils ont démontré l'importance de valeurs non matérialistes de spiritualité, de réputation et de l'intervention du rituel dans les manifestations musicales de nombreuses parties du monde. La majeure partie de la législation nationale et internationale sur la propriété intellectuelle est fondée sur l'idée d'un créateur individuel et sur des modèles profanes et commerciaux de la création et de l'interprétation musicales. Une législation qui ignore les droits des autochtones et d'autres facteurs les concernant laisse sans protection la propriété intellectuelle de nombreuses communautés et de certaines classes sociales, qui est dès lors à la merci de l'exploitation culturelle. La répartition des droits d'auteur n'est pas le seul problème à résoudre ; il est important en soi de prendre des mesures pour empêcher l'exploitation des musiciens — spécialement par les peuples étrangers aux traditions locales. Une grande question qui reste posée est celle du rôle que l'UNESCO et les gouvernements devraient jouer pour encourager et concrétiser cette protection des « expressions du folklore » dans un cadre international.

Comment mettre en œuvre le Manifeste de l'UNESCO sur la bibliothèque publique ?

137. Organisé par l'Association des bibliothèques de Suède (SAB) et la Fédération internationale des associations de bibliothécaires et des bibliothèques (IFLA), ce séminaire a mené un débat sur les bibliothèques et le Manifeste de l'UNESCO sur la bibliothèque publique (1994). Pourquoi les bibliothèques ne figurent-elles pas dans le *Projet de Plan d'action* ? Beaucoup de participants ont jugé « scandaleux » que l'UNESCO ait ignoré l'importance du rôle des bibliothèques dans le pouvoir de la culture et ont proposé l'insertion d'un additif dans le préambule et dans l'objectif 4. Le séminaire a aussi fait l'historique du Manifeste, dont la première version remonte à 1949, et présenté le projet suédois de bibliothèque modèle intéressant des bibliothèques du Zimbabwe, de Suède, du Portugal et d'Estonie. L'animateur du débat, Kay Raseroka (membre du conseil exécutif de l'IFLA) a conclu le séminaire en soulevant des questions concernant la tradition orale et les bibliothèques publiques et la bibliothèque publique en tant que porte ouverte localement sur la culture et le savoir.

La recherche de valeurs communes en matière de gouvernance mondiale

138. Organisé par l'Union internationale humaniste et éthique et la Fondation du tricentenaire de la Banque de Suède, ce débat a été ouvert par le Premier ministre suédois, M. Ingvar Carlsson, qui a déclaré que l'avenir du monde dépendait de la capacité de l'humanité à parvenir à fonder une éthique mondiale. Cette déclaration a reçu l'adhésion de tous les membres du groupe de discussion, d'accord pour reconnaître la possibilité de fonder une telle éthique, tout en s'attachant les uns et les autres à des aspects différents de la question.

139. Tout d'abord, l'attention s'est portée sur l'importance, soulignée dans le rapport de la Commission de la culture et du développement, de l'unité morale et de la diversité culturelle. La diversité ne peut être assimilée au relativisme et les valeurs culturelles peuvent en fait être reliées à des besoins fondamentaux tels que la survie humaine et la répartition de la richesse. Toutefois, la question de savoir si l'on est pour ou contre une éthique mondiale n'est pas un problème philosophique. Il devient aujourd'hui réellement urgent d'accoucher, sous une forme ou une autre, d'une éthique mondiale, comme en témoignent des initiatives, des forums, des institutions qui ne cessent de se multiplier. Ensuite, il a été souligné que la gouvernance mondiale est une question de légitimité aux yeux des gouvernés que le besoin se fait sentir aujourd'hui d'un code d'éthique s'imposant aux principaux acteurs économiques et aux sociétés multinationales. Il a également été suggéré que le projet relatif à une éthique mondiale doit distinguer deux niveaux d'analyse, celui de la personne et celui du groupe, et que la formulation d'une éthique mondiale ne saurait se ramener à un amalgame de dénominateurs communs renvoyant au passé ; il s'agit de créer une culture entièrement nouvelle. Les interventions et les débats ont convergé vers les trois idées suivantes : l'importance qui s'attache à combiner la diversité et les valeurs communes ; l'importance d'une éthique civile capable de guider l'action dans des quartiers planétaires ; la nécessité de stimuler la recherche sur ces questions.

Pourquoi avoir peur d'une culture différente ? Théorie et pratique du dialogue interculturel

140. Organisée par l'Office fédéral helvétique de la culture, la session a souligné le besoin impératif d'un dialogue interculturel. La théorie et la pratique du dialogue interculturel ont été l'une et l'autre abordées. Une pièce de théâtre mettant en scène une situation conflictuelle de la vie quotidienne a été répétée jusqu'à un point culminant où le public a été invité à prendre le relais et à monter en scène pour participer à la gestion d'une situation interculturelle concrète. Du point de vue théorique, un groupe d'experts a présenté les questions de recherche théorique et appliquée sur lesquelles on travaille dans le cadre du programme UNESCO « Culture de quartier ». L'objectif de la session était de démontrer que la notion abstraite d'interculturalisme est en rapport direct avec des situations interculturelles de la « vie réelle », qu'il est nécessaire d'élaborer des programmes de formation à la gestion des échanges interculturels et qu'il faut continuer à élaborer les principes de base énoncés dans *Notre diversité créatrice*, le rapport de la Commission mondiale de la culture et du développement, pour ce qui est des aspects pratiques et théoriques, car les uns et les autres sont non seulement compatibles mais mutuellement nécessaires.

« Pas de liberté... pas de culture »

141. Cette session d'une journée organisée par l'Association mondiale des journaux (AMJ) et la revue *Index on Censorship*, a amené des personnalités artistiques du monde entier à illustrer le

lien direct existant entre la culture et la liberté d'expression. Des auteurs, artistes musiciens et journalistes qui ont été bannis, battus, exilés, emprisonnés ont apporté leur témoignage sur le drame de leur lutte pour la liberté d'expression. L'année 1998 marque le cinquantième anniversaire de la fondation de l'AMJ et le cinquantième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Le droit de publier, le droit de créer des tableaux, des sculptures, de la musique, sont considérés comme des droits fondamentaux de l'être humain. Mais le séminaire *AMJ-Index of Censorship* a entendu répéter que de nombreux gouvernements continuent à priver leur propre peuple de ces droits fondamentaux.

142. La session a débuté avec l'attribution du prix Olof Palme au dissident chinois Wei Jingsheng. Au cours du débat qui a suivi, des peintres ont discuté avec des musiciens et des écrivains de leurs expériences communes et des difficultés qu'ils affrontent lorsqu'ils créent, expriment une attitude contestataire — et sont emprisonnés ou réduit au silence de quelque autre manière — sous des régimes répressifs. Le journaliste nigérian Ken Wiwa qui a mené une campagne infructueuse pour sauver son père, Ken Saro-Wiwa, de l'exécution par le régime militaire, a déclaré : « La lutte pour la liberté d'expression est une passion difficile, solitaire, dangereuse, exaltante, épuisante qui se transmet de génération en génération ». La session a entendu des présentations de cas de pays où la liberté d'expression a été conquise après des années de lutte, de pays où elle demeure incertaine et de pays où l'obscur manteau de la dictature a réussi à étouffer la liberté d'expression.

143. Les membres du groupe de discussion venaient de pays tels que l'Algérie, Cuba, la Chine, le Nigéria et la République islamique d'Iran. Citons Omar Belhouchet (rédacteur en chef de *El Watan*, Algérie), Liu Biyan (écrivain, rédacteur en chef de *China Focus*, Chine), Miguel Angel Estrella (musicien, Argentine), Juan Antonio Granados Garcia (président de Cuba Free Press, Cuba) Yuri Khashchevatsky (metteur en scène de cinéma, Belarus), Ivan Klima (écrivain, République tchèque), Yang Lian (poète, Chine), Abbas Maroufi (directeur de publication et écrivain, République islamique d'Iran), Wahome Wa Mutahi (écrivain, Kenya), Ursula Owen (rédactrice et directrice de *Index on Censorship*), Ole Reitov (journaliste à la Radio danoise), Arne Ruth (rédacteur en chef, *Dagens Nyheter*, Suède), Faraj Sarkoobi (journaliste, République islamique d'Iran) Victor de la Serna (journaliste, *El Mundo*, Espagne), Jorge Tacla (artiste, Chili), Vasili Vasilikos (écrivain, Grèce), Ken Wiwa (journaliste, Nigéria).

Le droit de l'enfant à la culture — un droit de l'être humain

144. Ce séminaire, organisé par Save the Children - Suède, et l'École d'enseignement artistique de la Ville de Stockholm, a été ouvert par Suzanne Askelöf (secrétaire général de Save the Children) qui a mis l'accent sur le droit de l'enfant à la culture. Le professeur Matti Bergström (Finlande), spécialiste de la recherche sur le cerveau, a expliqué l'importance qu'il y a à laisser l'enfant développer les parties cahotiques de son cerveau, car seule la collision entre le chaos et l'ordre dans le cerveau suscite le développement et favorise la créativité. Catherine Geach (fondatrice de l'École de musique traditionnelle pour les orphelins et les enfants handicapés de Kampot au Cambodge et en Bosnie) a parlé de la danse et de la musique comme moyens d'exprimer des expériences qui se situent au-delà des mots. David Ascanio (directeur de l'orchestre de chambre du Venezuela, vice-président des orchestres de la jeunesse vénézuélienne et professeur à l'Université Simón Bolívar, de Caracas) a parlé des Chœurs et orchestres de la jeunesse vénézuélienne et Hans Rodell (directeur du Programme de développement) de l'École d'enseignement artistique de la Ville de Stockholm. Simone Ek (conseillère sur la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant) a présenté la Convention relative aux droits de l'enfant et proposé d'ajouter un énoncé concernant la Convention dans le *Projet de Plan d'action*. La proposition a été approuvée.

Faire l'histoire — Imaginer l'avenir

145. Organisé par l'Association internationale des arts plastiques (AIAP), ce colloque rassemblant des artistes venus de l'Inde, d'Afrique du Sud, du Royaume-Uni, de Suède, s'inscrivait dans le processus lancé par le projet *World Beyond 2000*, qui regroupe des artistes et des penseurs travaillant à la préparation d'un colloque mondial qui doit avoir lieu en l'an 2000 sur les rôles que jouent les artistes pour donner forme à l'histoire et imaginer l'avenir. Le but du projet est de dévoiler quelles sont les visions de l'avenir que les artistes offrent au monde et ce que pourraient être leurs rôles et leurs responsabilités au siècle prochain. Les objectifs du colloque étaient donc de créer un espace de dialogue entre artistes, penseurs, hommes politiques et décideurs, de créer un lieu de rencontres permanentes à l'échelle du monde, où des artistes, des penseurs, des politiciens et des décideurs se retrouvent en tant que partenaires responsables ayant des décisions à prendre et des politiques à mettre en place sur des problèmes de dimension mondiale, et d'établir la position des artistes par rapport à la culture et au développement.

146. L'idée-force présentée à cette session était que la tâche de l'artiste ou du penseur est d'imaginer et de voir intuitivement : des conceptions autres de la vie, une autre image du monde et de la société, d'autres valeurs sur lesquelles fonder nos décisions en tant qu'individus ou que nations, d'autres démarches pour résoudre des problèmes (anciens et nouveaux), d'autres catégories d'indicateurs en fonction desquels évaluer nos réalisations. Les intervenants ont décrit des approches diverses, mais tous les projets avaient en commun les traits suivants : une approche interdisciplinaire, un travail qui se fait avec des groupes, qui aboutit à des résultats ouverts, fait fusionner le fonctionnel et l'imaginaire, a des aspects utilitaires mais qui ne compromettent pas son caractère esthétique et met l'accent sur le processus.

Diversité des traditions musicales — situation actuelle et tendances

147. Organisée par le Conseil international de la musique traditionnelle (CIMT), cette session avait pour but de présenter et de discuter certains résultats récents de la recherche érudite sur l'impact de la technologie, du commerce, de la législation internationale, des cadres de référence politiques et autres facteurs du même ordre sur les formes du changement dans les traditions musicales. Les membres du groupe de discussion ont traité des aspects se rapportant à la musique de l'homogénéisation, de la diversification, de la mondialisation, de la localisation, des migrations volontaires et involontaires, de la purification, de la commercialisation, des droits culturels, des droits de propriété, etc. Les présentations étaient fondées principalement sur les connaissances rassemblées dans le cadre du CIMT et du projet de recherche « Music-Media-Multiculture » à l'Académie royale suédoise de Musique.

148. Les discussions ont permis de dégager des tendances actuelles importantes sur la scène musicale internationale, qui sont les suivantes :

- L'usage de la musique partout en augmentation. La musique est devenue un élément permanent du paysage sonore humain, et c'est un fait sans précédent.
- On constate, d'une part, l'importance et le pouvoir croissants de sociétés multinationales de musique. D'autre part, l'industrie multinationale de la musique est en train de perdre rapidement son monopole de la distribution mondiale de la musique à cause des plus récents progrès des technologies de la reproduction et de la communication.
- La réification croissante de la musique entraîne un divorce des styles musicaux d'avec les significations et les contraintes locales.
- On peut désormais disposer mondialement d'un nombre croissant de styles et de formes de musique, en interprétation directe ou médiatisée. A côté de la musique populaire

internationale, des formes et des styles locaux et régionaux deviennent aussi accessibles dans le monde entier.

- La technologie des réseaux mondiaux permet l'émergence de nouvelles formations issues de groupes d'affinités, centrées sur certaines formes musicales.
- On observe une utilisation croissante de la musique comme signe identitaire, due à la multiplication des possibilités d'extériorisation de messages d'affinité ou d'identité sans cesse plus nuancés, grâce à la quantité croissante de musique disponible.

149. Ces tendances devront faire l'objet d'une enquête plus approfondie et être prises en compte lorsqu'on appliquera de *Projet de Plan d'action sur les politiques culturelles pour le développement*, et de manière générale au niveau de la conception des politiques culturelles en ce qui concerne la musique.

Culture, créativité et marchés : le premier Rapport mondial sur la culture de l'UNESCO

150. Organisée par le Secteur de la culture de l'UNESCO, cette session a été ouverte par Lourdes Arizpe (Sous-Directeur général pour la culture) qui a présenté la toile de fond du premier Rapport mondial sur la culture (RMC), fruit de l'application de la première recommandation de la Commission mondiale de la culture et du développement. Elle a souligné qu'une des grandes difficultés avait été d'évaluer différentes catégories afin de pouvoir constituer des statistiques culturelles, car le domaine de la culture et du développement est un nouveau domaine de connaissance, domaine hybride dans lequel différentes disciplines doivent être combinées selon des modalités inédites commandées par les politiques. Ann-Belinda Preis (Coordonnateur exécutif, RMC) a présenté un aperçu général des principaux problèmes traités par le Rapport et des indicateurs culturels qu'il donne. Ce panorama a été suivi des exposés présentés par quatre experts qui avaient contribué à la publication. David Throsby (Université Macquarie, Australie) a insisté sur la nécessité d'analyser le phénomène de la mondialisation par rapport aux marchés et a déclaré que l'intérêt majeur que présente le RMC doit être saisi du point de vue de la formation des politiques culturelles. A travers l'exemple de la musique (industrie de la musique, producteurs, commerce des droits, musique du monde, etc.), il a fait valoir que le lien entre la culture et l'économie montre bien le vrai rôle de la culture dans la société. Isabelle Vinson (UNESCO) a ensuite identifié la nécessité de travailler à la création d'un contenu culturel de la cyberculture, contenu qui devrait avoir un caractère participatif et reposer sur la diversité culturelle. Nestor García Canclini (Université métropolitaine autonome, Mexique) a souligné combien il importe de comprendre comment on peut réviser les politiques culturelles en fonction des transformations structurelles qui sont intervenues ces dernières années dans les États, sur les marchés culturels et dans les mouvements sociaux. A partir de riches données empiriques, il a établi la liste d'un certain nombre d'options pour la fin du siècle, telles que la mondialisation en tant qu'organisation esthétique de la multiculturalité, et l'importance de la mise en place de nouveaux programmes et établissements culturels régionaux. Enfin, Adriaan van der Staay (ancien directeur de l'Office de planification sociale et culturelle des Pays-Bas) a présenté le fruit de ses recherches sur l'opinion publique et l'éthique mondiale, reposant principalement sur des sondages d'opinion. Il a dit que certaines régions du monde ont fait, plus intensivement que d'autres, l'objet de sondages d'opinion, si bien qu'on manque de données pour le continent africain (à l'exception du Nigéria et de l'Afrique du Sud) et le monde islamique. Résumant les principaux résultats, il a présenté des données relatives au degré de satisfaction des gens vis-à-vis de divers aspects de leur existence dans différents pays ou différentes parties du monde.

151. Le débat qui a suivi a d'abord porté sur des questions concernant les individus et les groupes sociaux « multiculturels » ; la question des statistiques et des indicateurs a également été

soulevée. Il a été question, en outre, des problèmes que pose la construction de nouveaux paradigmes pour les systèmes économiques et du rôle de la sémiotique par rapport à la culture et au développement. La session s'est achevée sur un tour d'horizon de quelques uns des indicateurs devant être incorporés aux tableaux statistiques.

Femmes et politiques culturelles

152. Organisée par l'Institut européen de recherche sur les politiques culturelles comparées et les arts (ERICArts), cette session a mis en relief le fait que, malgré le travail déjà accompli au cours des vingt ou trente dernières années, il reste beaucoup à faire aux hommes et aux femmes pour parvenir à l'égalité entre les deux sexes dans les années qui viennent, et que les arts et les médias peuvent jouer un rôle déterminant dans ce processus. Si, d'un côté, il leur reste encore à garantir l'égalité sur le plan professionnel et des normes de qualité en matière de contenu, de l'autre, les arts et les médias sont de formidables agents de facilitation de la transformation si nécessaire des mentalités dans la société. Lorsque l'assistance lui demande quels sont les clefs de sa réussite, la présidente Vigdis Finnbogadóttir répond simplement : « Ma campagne électorale tout entière reposait sur la culture ».

153. Il est important d'avoir des modèles de bonne pratique à citer en exemple pour faciliter le changement, mais il est bien évident par ailleurs qu'on manque encore de documentation ou de bases de données ; en particulier, il n'y a pas assez d'éléments d'information dans les manuels scolaires sur les femmes et ce qu'elles ont accompli. C'est pourquoi il est apparu absolument indispensable de fournir un effort de recherche et de recueil d'informations comparable à celui qu'a d'ores et déjà mené à bien l'étude établie présentement par ERICArts en Allemagne, en France, au Mexique, en Italie et dans l'ensemble de l'Union européenne. Il a été recommandé d'incorporer au *Plan d'action* l'action à entreprendre dans ce domaine et dans d'autres où se pose, notamment en matière d'éducation, la question de l'égalité dans le travail.

154. La condition de la femme dans le monde varie — en certains cas de manière catastrophique — selon les lieux. D'autres intervenants des pays nordiques, comme le ministre suédois Ulvskog et Ingrid Eide (Norvège), étaient en mesure d'indiquer toutes sortes d'acquis remarquables par rapport à ce qui se passe dans d'autres régions du monde, comme par exemple l'Afrique du Sud où l'on a appris de la bouche de Gail Smith (SANGONet, Afrique du Sud) que des questions aussi fondamentales que celle de l'existence de moyens de transport suffisants pour permettre aux femmes d'accéder à la vie culturelle et de participer à ses échanges restent des problèmes à résoudre en priorité. L'exposé présenté par la chanteuse et musicologue Patricia Adkins Chiti (Commission italienne pour l'égalité des chances) a mis en évidence le fait que les politiques appliquées, les organismes de financement, etc., devraient se focaliser sur la condition des femmes artistes au lieu de se préoccuper uniquement d'organisations et d'institutions comme l'application d'un effort de « normalisation » dans le domaine des arts paraît devoir le faire.

155. Monique Dental (Service des droits des femmes, France) a fait état de l'expérience acquise depuis peu à la suite de l'application du principe de la « parité » non seulement dans les établissements publics mais aussi dans une vie professionnelle balisée par l'action syndicale. Cependant, pour parvenir à l'égalité, il nous faut accepter la diversité et faire entrer toutes les fractions de la société dans les processus d'élaboration politique, comme l'a montré l'expérience de Margarita Dalton (directrice de l'Institut des cultures d'Oaxaca, Mexique).

156. Aux dires de la présidente Vigdis Finnbogadóttir, « la démocratie ne peut être réalisée que si les femmes et les hommes s'emploient ensemble à réaliser l'égalité ». Il y a, toutefois, un gros effort de prise de conscience à accomplir d'abord chez les femmes elles-mêmes. Leur solidarité et leur volonté d'agir constituent un facteur déterminant. Comme a cru bon de le rappeler la ministre des îles Vierges britanniques, Eileen Parsons : « Aide-toi et le ciel t'aidera ».

Droits culturels des peuples autochtones

157. Cette session, organisée par le Conseil Sami, a rassemblé de nombreux dirigeants autochtones et des représentants de gouvernements et d'ONG du monde entier pour débattre de leur contribution au *Plan d'action* de Stockholm sur la base de l'étude de l'ONU sur la protection du patrimoine des peuples autochtones et de *Notre diversité créatrice*, le rapport de la Commission mondiale de la culture et du développement. « Pour les peuples autochtones, la notion de culture doit être interprétée dans un sens large faisant entrer en ligne de compte des conditions matérielles préalables s'appliquant aux peuples intéressés », a déclaré Ole Henrik Magga, membre de la Commission mondiale de la culture et du développement, dans ses remarques liminaires. Le rapporteur spécial pour l'étude de l'ONU sur la protection du patrimoine des peuples autochtones, Erica I. Deas, a dit qu'on avait prononcé beaucoup de belles paroles dans les enceintes nationales et internationales au sujet des peuples autochtones, mais que pas grand chose n'avait été fait pour leur donner corps.

158. Le séminaire a adopté une Déclaration sur les droits culturels des peuples autochtones qui recommande au Directeur général de l'UNESCO d'organiser en 1999 une conférence internationale sur les droits culturels autochtones, dont le but sera de promouvoir la diversité culturelle au sein des États, en étroite collaboration avec le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, Coordonnateur de la Décennie internationale des peuples autochtones, avec d'autres institutions, programmes et organismes spéciaux de l'ONU, avec les gouvernements et avec les peuples autochtones.

Échanges culturels : moyen de connaissance ou instrument de prestige ?

159. Cette session était organisée par la Section suédoise de l'Association internationale des critiques d'art (AICA). Les grandes tendances de l'art contemporain ont amené notamment des changements dans les structures d'importantes expositions temporaires de l'art international et les programmes à long terme concernant les artistes en résidence. L'effet « village planétaire », peut-on dire, a tout à la fois rétréci et agrandi le monde. Cela transparait dans l'intérêt nouveau que suscitent les expériences culturelles de ce qu'on appelait naguère la périphérie. Le mondialisme, ou multiculturalisme, est devenu le mot à la mode lorsqu'il s'agit d'organiser des événements ou des programmes dans le monde d'aujourd'hui.

160. Le groupe de discussion, composé de Okwui Enwezor directeur de la deuxième Biennale de Johannesburg 1997, Nigéria/États-Unis), David Elliot (directeur du Moderna Museet, Stockholm), Valerie Cassel (directrice du programme artistique Ting, The School of the Art Institute of Chicago), Sune Nordgren (directeur de IASPIS, International Artist Studio Program, Stockholm), Gerardo Mosquera (fondateur de la Biennale de La Havane et actuellement conservateur au New Museum of Contemporary Art de New York) et animé par Katy Deepwell (rédactrice en chef de la revue féministe d'arts visuels *n.paradoxa*, Royaume-Uni), s'est accordé à dire que cette évolution ouvre des possibilités de meilleure compréhension entre cultures différentes dans le monde contemporain, plus particulièrement en dehors de la sphère anglo-américaine. Il convient, cependant de déconstruire la signification du terme multiculturalisme. Il prend en effet des sens différents selon les contextes. En outre, c'est un terme qui appartient au langage de la modernité, qui est lui-même le langage de l'internationalisme. Les nouvelles tendances s'efforcent d'éviter les complications qui naguère allaient de pair avec l'internationalisme, c'es-à-dire une optique d'ordre colonial qui construisait des stéréotype au lieu de les déconstruire.

161. Nous vivons à présent une ère postcoloniale et postnationale et il est très important de trouver un nouvel espace de projection (« format ») de la diversité culturelle. Un moyen de le

faire est de s'ouvrir à une démarche subjective, un point de vue individuel, reposant sur l'expérience, le travail sur le terrain et la recherche. Le conservateur de fonds d'exposition, le directeur de musée ou le coordonnateur d'un programme d'artistes en résidence peuvent ici jouer un rôle capital en tant que médiateurs entre diverses catégories de stéréotypes. C'est en agissant en tant que sujet qu'on peut s'investir de la responsabilité individuelle apte à créer les voies inédites d'une compréhension neuve du monde nouveau.

Société civile ou chacun pour soi ?

162. Organisée par le Conseil de l'Europe, cette séance avait pour but de présenter le rapport *La Culture au coeur* (contribution européenne aux travaux de la Commission mondiale de la culture et du développement) en abordant spécialement la question des relations entre culture et société civile. Les participants ont débattu de la notion de société civile, très différente dans les diverses parties de l'Europe. Le consensus s'est établi sur les cinq éléments suivants. La nation implique l'idée de communauté (pluralisme et confiance mutuels) et celle de la communication, l'idée de valeurs partagées, la notion de tiers secteur et l'idée de participation. En revanche, il existe une divergence marquée sur des questions telles que le marché, le besoin de confrontation ou la place de la démocratie. La société civile est un concept encore flou mais absolument nécessaire pour assurer l'interface entre l'État et l'individu. S'agissant de la culture, il y a eu consensus sur la nécessité pour la société civile de définir elle-même ses besoins culturels et ses valeurs culturelles ainsi que sur la nécessité de répondre à ces besoins et de satisfaire ces valeurs et sur celle de répondre aux besoins en matière de formation. Ensuite, la discussion a porté sur le rôle de la société civile vis-à-vis de l'État, certains insistant sur la nécessité de maintenir le service public dans le domaine culturel, d'autres préférant mettre en évidence le rôle nouveau de la société civile dans l'encouragement de la créativité face à la globalisation et au désengagement de l'État.

Embrasser la diversité : la culture nordique dans la mosaïque mondiale

163. Organisée par le Conseil nordique et le Conseil des ministres des pays nordiques, cette session était la continuation d'un débat qui avait commencé plus d'une année auparavant à la Conférence « La culture nordique sous la pression internationale », inspirée par *Notre diversité créatrice*. La session ne visait donc pas à résoudre des problèmes, mais elle a été plutôt l'occasion de discuter et d'analyser le modèle culturel nordique — si tant est qu'un tel modèle existe ! Elle avait aussi un second objectif, qui était de faire connaître aux participants la manière dont les pays nordiques, ainsi que le Conseil nordique et le Conseil des ministres des pays nordiques s'efforcent de préserver et de valoriser la culture nordique au moyen de subventions à différents niveaux et par d'autres mécanismes.

164. La session a soulevé plus de questions qu'elle n'a apporté de réponses. Elle a discuté de thèmes tels que : l'image de la culture nordique à l'étranger et dans les pays nordiques ; pourquoi y a-t-il un décalage ; existe-t-il vraiment une culture nordique commune ou est-ce une illusion ; quels sont les éléments qui nous relient les uns aux autres ; comment protégeons-nous nos langues de faible diffusion et comment nous comportons-nous face aux pressions du monde extérieur et aux apports culturels d'immigrants venus vivre dans nos pays nordiques ? Parmi les conclusions, il convient de mentionner un accord général sur le fait qu'il existe une culture nordique commune fondée sur une communauté d'histoire, de langue et de valeurs fondamentales. Il y a eu également accord pour reconnaître que la plupart des exportations culturelles faites aujourd'hui par les pays nordiques sont des produits de la mondialisation culturelle. Plusieurs participants ont fait valoir que cela ne devrait en aucune façon être

considéré comme négatif ou menaçant étant donné que la jeune génération ne considère pas la culture comme régionale ou nationale, mais la juge en fonction de ses qualités, qu'elle soit nordique, anglo-saxonne ou autre. Les participants ont observé aussi que le financement public accordé à la production de programmes de télévision, de livres, de films et de pièces de théâtre de qualité pour les enfants et les adolescents dans les pays nordiques, ainsi qu'aux organisations et programmes d'échange pour les jeunes, contribue à soutenir une culture de jeunesse pleine de vitalité, fondée sur des valeurs nordiques.

165. Le succès remporté par de nombreux musiciens nordiques sur la scène internationale n'est peut-être pas sans rapport avec le fait que le système scolaire nordique dispense à chacun une bonne éducation musicale tout en recherchant et en soutenant les jeunes qui ont du talent. L'existence de programmes musicaux publics organisés par les autorités locales constitue probablement aussi un facteur important. La force du service public diffusant à la radio et à la télévision des productions nordiques a été considérée comme essentielle pour la préservation du patrimoine culturel nordique. La culture nordique est très appréciée par le grand public et nombreux sont ceux qui font partie d'une chorale locale ou qui suivent des cours du soir auprès d'une des nombreuses associations éducatives. C'est là un autre élément important pour la préservation des valeurs culturelles de base. Les participants ont souligné que les subventions gouvernementales accordées sur le plan nordique, bilatéral, national, régional et local sont de la plus grande importance tant pour la qualité que pour la diversité de l'expression culturelle.

166. La question de la diversité a fait également l'objet d'un débat à propos des immigrants qui viennent vivre ou qui vivent dans la sous-région. La question soulevée était de savoir si la culture nordique, dont le caractère homogène paraît bien établi, peut incorporer d'autres cultures. Des représentants des immigrants les plus anciens (années 1950) et des immigrants plus récents (années 1980) ont souligné que les éléments les plus importants sont la tolérance et le respect. Une intégration pleine et entière n'est pas nécessaire. Il est possible de vivre avec plusieurs cultures tant qu'on est fermement enraciné dans l'une d'elles.

167. Pour terminer, le débat a porté sur le risque que l'influence d'un usage accru de la technologie de l'information pourrait faire courir dans l'avenir à la préservation des petites langues nordiques et, par voie de conséquence, à la culture nordique tout entière. C'est là un domaine qui devrait être exploré plus avant. La session a été filmée pour la Télévision suédoise et retransmise par l'Eurosatellite suédois, touchant ainsi non seulement les participants à la Conférence de l'UNESCO, mais aussi le public suédois et des téléspectateurs dans toute l'Europe.

Les droits des auteurs, droits de l'être humain et droits culturels et élément des politiques culturelles

168. Organisée par le Comité suédois du Conseil international de la musique (CIM), la session a présenté un large éventail de faits et d'idées concernant les droits des auteurs. Claude Brulé, auteur français et vice-président de la Confédération internationale des sociétés d'auteurs et de compositeurs (CISAC), a déclaré pour commencer que les négociations relatives à l'AMI constituaient la plus grande menace pour les droits des auteurs. Marianne Scott (bibliothécaire nationale du Canada et présidente de l'IFLA) a insisté sur les dérogations au droit d'auteur destinées à permettre l'utilisation de textes. Pour vivre et survivre, il faut que la culture soit alimentée par les auteurs, faute de quoi elle périra ; tel a été l'argument premier de M. Roman Vlad (chef d'orchestre, compositeur, ancien directeur artistique de l'Opéra de Rome, directeur artistique du Festival de Florence et du Théâtre de la Scala). Le représentant de Finlande Télécom, M. Sakari Aalto, a insisté sur la différence des rôles qui reviennent aux sociétés de télécom et aux sociétés qui perçoivent les droits d'auteur et il a interpellé le public en disant que certaines sociétés de télécom examinent actuellement la possibilité d'administrer également les

droits d'auteur. Jürgen Becker (vice-président de la Société allemande du droit d'auteur) a souligné que le nouveau monde numérisé rend l'administration des droits si complexe qu'il justifie l'existence de sociétés pour la perception des droits et, davantage encore, la création de sociétés nouvelles pour les nouveaux médias. Milagros del Corral (directrice de la Division de la créativité, des industries culturelles et du droit d'auteur à l'UNESCO) a déploré le peu de cas qu'on fait du droit d'auteur pour la célébration du cinquantième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, dont le droit d'auteur fait partie.

169. La valeur commerciale d'une œuvre créative peut être nulle, mais elle peut atteindre 100 % si l'œuvre est protégée par le droit d'auteur et c'est pourquoi il faut que l'UNESCO et les gouvernements contribuent à faire respecter les droits des auteurs dans le monde entier ; tel a été le vœu exprimé par M. Jean-Loup Tournier (président du Bureau international des sociétés gérant les droits d'enregistrement et de reproduction mécanique BIEM et président du GESAC, Groupement européen des sociétés d'auteurs et de compositeurs). Il a formulé à l'intention de l'UNESCO et des gouvernements les recommandations suivantes :

- une législation efficace s'appliquant également à la nouvelle technologie ;
- une large information pour faire mieux comprendre et accepter les droits des auteurs ;
- accepter l'idée que la gestion collective des droits économiques est le meilleur moyen qui permette aux détenteurs de droits d'être rémunérés.

Gérer les programmes culturels internationaux dans une période de changement

170. Organisée par le Secteur de la culture de l'UNESCO, cette session réunissait les participants ci-après : Alberta Arthurs (États-Unis), Silvia Pandolfi (Museo Carrillo Gil, Mexique), Andras Törk (président du Fonds national hongrois pour la culture), Tia Duer (Banque mondiale), Rosamaria Durand (UNESCO), Lupwishi Mbuyamba (UNESCO), Richard Engelhardt (UNESCO) et Marta de la Torre (Getty Conservation Institute). Dans leurs exposés et dans le débat qui a suivi, il y a eu accord sur la nécessité d'une nouvelle éthique de la gestion pour répondre à la vision élargie de la culture et du développement à laquelle est consacrée la présente Conférence de l'UNESCO. L'accent a été mis avant tout sur le principe de collaboration. Dans les projets culturels, à tous les niveaux — international, intergouvernemental, public ou privé, national ou local — la préparation, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation devraient recevoir l'impulsion des principaux intéressés. Cet idéal de collaboration n'est couronné de succès que si la gestion est conçue de manière à soutenir les divers acteurs et à répondre aux besoins. Il nous faut ouvrir des accès à une information fiable, tenir dûment compte des systèmes de connaissance et des savoir-faire autochtones ou locaux, former de nouveaux réseaux et organiser l'accès à ces réseaux, mobiliser des ressources diverses, susciter des formes nouvelles de renforcement des capacités au moyen de partenariats : systèmes de confiance et de réciprocité.

171. Les participants ont noté que l'administration n'est mentionnée comme prioritaire qu'une seule fois dans le *Projet de plan d'action*. Tout en approuvant ce texte (objectif 4, 2^e paragraphe), ils ont demandé instamment que la gestion fasse l'objet d'une définition et d'un débat sérieux à l'occasion des initiatives que l'UNESCO et ses partenaires prendront à l'avenir en matière de planification et de programmation.

Recherche culturelle et développement humain : en quête d'un nouveau programme

172. Organisé par la Fondation du tricentenaire de la Banque de Suède, le séminaire a insisté sur les dimensions nouvelles que revêt la culture, sur le rôle qu'elle joue pour la société et sur la nécessité d'une éthique culturelle internationale face à l'impact des cultures commerciales mondiales qui portent atteinte à des cultures préservatrices d'identité localisées dans l'espace. Les participants, Colin Mercer (Griffith University, Australie), Ritva Mitchell (Conseil des arts, Finlande), Jar Haärpe (Université de Lund, Suède), Gordon Godman (Université de Cambridge, Royaume-Uni), Adrian van der Staay (ancien directeur de l'Office de planification sociale et culturelle, Pays-Bas), et l'animateur de la session Karl Eric Knutsson (ancien Sous-Secrétaire général de l'ONU et directeur adjoint de l'UNICEF) ont été d'accord sur l'aspect conceptuel, à savoir qu'il existe un lien entre la culture définie en fonction des valeurs et la culture définie en fonction des politiques. Le séminaire a souligné qu'on avait besoin de médiateurs entre recherche culturelle et politique culturelle et de circuits culturels entre chercheurs et praticiens. Le séminaire a débattu également de la nécessité de réintroduire la recherche dans le *Projet de plan d'action*.

Le patrimoine culturel de l'Europe

173. Organisée par la Fondation Europe of Cultures 2002, cette session a débattu de la contribution que la Fondation peut apporter pour ce qui est de « gérer la diversité de façon à aider les peuples du monde à mieux vivre ensemble » ou à relever ce que l'UNESCO caractérise comme « le double défi de l'unité dans la diversité, qui est la plus grande richesse de l'espèce humaine ». Les participants ont exprimé leur accord sur une série de sujets qui mettront en lumière le patrimoine culturel commun de l'Europe par une série de démonstrations. Les premiers thèmes ayant fait l'objet d'un accord ont été le monde matériel, la fondation de l'Europe et les valeurs et croyances dans la société. La session a arrêté un plan d'action consistant à créer un comité directeur en avril 1998, à organiser en novembre 1998 un séminaire sur les deux thèmes choisis, à organiser en 1999-2000 une série de conférences axées sur le soutien populaire et à instaurer d'ici à l'an 2000 une coopération systématique avec les réseaux scolaires existants, initiatives qui trouveront leur aboutissement en 2002 avec le lancement de diverses manifestations. Les groupes cibles des projets sont des citoyens européens, et en particulier les groupes de migrants et les jeunes. Les objectifs sont de promouvoir le développement d'une identité culturelle dynamique dans le contexte d'une unité européenne globale et la parité d'estime pour des cultures diverses.

Diversité et communauté : les perspectives des deux côtés de l'enclos de l'Union européenne

174. La session était organisée par Diggante (Stockholm), ABF (Stockholm), Svartt Vits Forlag (Stockholm) et CIOFF-Sweden sous la présidence de Stefan Helgesson. Les participants étaient Stefan Jonsson, Moa Matthis, Magnus Karaveli, Hans-Ingvar Roth, Jean-Pierre Guingané (ancien ministre de la culture du Burkina Faso). Dans son exposé introductif, Stefan Jonsson s'est référé à l'essai *Race et histoire*, vieux déjà de 50 ans, dans lequel Claude Lévi-Strauss estime que la diversité et la communauté ne sont pas des principes opposés, mais des principes interdépendants. Le progrès humain est le fruit d'un accès à une large gamme de cultures, mais le progrès en tant que tel tend à réduire les différences entre ces cultures. Pour ce qui est des politiques, Stefan Jonsson a conclu que la seule valeur universelle ne saurait être que le droit

d'être différent. Dans le débat qui a suivi, la question principale a été de savoir s'il convenait de soutenir l'identité nationale ou de favoriser une politique de la diversité.

175. Magnus Karaveli a jugé que l'idée de nation devait être revalorisée, estimant que l'extrémisme nationaliste actuel en Europe traduisait un désir refoulé d'identités nationales fortes. Dans son intervention, Jean-Pierre Guingané, ancien ministre de la culture du Burkina Faso, a déclaré que la volonté de dialogue était la seule valeur transculturelle acceptable. Dans l'ensemble, les participants ont eu tendance à critiquer un multiculturalisme superficiel et à préconiser un sens de la culture et de l'identité qui soit comme un processus souple, comme un règlement permanent des différences.

Une culture locale vivante

176. Organisé par le Conseil national suédois de l'éducation des adultes et de la culture dans tout le pays et par la Commission nationale suédoise pour l'UNESCO, ce séminaire d'une journée était consacré au développement culturel à l'échelon local. La situation dans les pays nordiques a été prise comme point de départ. La question clé était de savoir comment les idées et les objectifs formulés dans *Notre diversité créatrice* pouvaient être transformés en une réalité pratique à l'échelon local. Le séminaire comprenait six parties. « La culture des banlieues » a présenté à la fois des projets en cours de réalisation et des recherches, et a débattu de la culture des banlieues. « Le rôle de la culture dans le développement local et régional » : que savons-nous vraiment du rôle que la culture joue pour stimuler le développement et enrichir la communauté locale ? « Le rôle de la culture dans la vie du travail. » Cette partie a été consacrée à la manière de promouvoir une atmosphère suscitant de l'intérêt pour la culture au sein des entreprises et dans la vie des travailleurs. « Publics nouveaux - Approches nouvelles. » *Intercult* à Stockholm a présenté une méthode basée sur son expérience du travail avec des publics variés et des groupes nouveaux dans une perspective internationale. « La politique de la jeunesse dans une perspective européenne. » A ce titre, les participants ont examiné comment les études comparatives du Conseil de l'Europe pouvaient être utilisées pour éclairer les questions relatives aux jeunes et l'influence que ces études pourraient avoir sur les activités créatives des jeunes. « La signification des médias locaux pour la vie culturelle locale. » La Société suédoise de radiodiffusion a rendu compte du profil culturel de ses stations de radio locales.

La sortie du creuset. Politiques culturelles urbaines et régionales pour le développement

177. Il faut reconnaître que les villes et leurs cultures ont un rôle de premier plan pour favoriser le développement d'ensemble et pour faire échec aux conséquences négatives de la mondialisation. C'est là une affirmation à laquelle ont souscrit les acteurs culturels, les hommes politiques des villes et des régions, les universitaires, les experts et les artistes au cours de cette session organisée par l'Observatoire INTERARTS de Barcelone et par la ville de Malmö en coopération avec le Prix UNESCO « Villes pour la paix ».

178. A mesure que les liens entre la culture et l'économie se resserrent, on peut voir les acteurs culturels, les artistes et les divers médiateurs agissant à l'échelon local stimuler la création organique d'emplois dans tous les secteurs professionnels, tant dans leurs limites territoriales et sociales qu'au dehors, et ce tout en conférant un sens ou une signification à la société en donnant forme aux aspirations individuelles ou collectives. Le défi que doit relever la ville — épice de éléments ethniques, culturels et comportementaux — consiste à être reconnue comme un espace où le local et le mondial interagissent positivement et où la diversité peut être pratiquée par l'intermédiaire de projets négociés globaux.

179. Les politiques culturelles urbaines et régionales ont été et sont encore instituées pour assurer la paix, le bien-être, la sécurité et une coexistence authentique ; cependant, le besoin se fait sentir d'instruments permettant de partager ces expériences et d'élaborer de nouvelles réponses à la diversité culturelle grâce à la coopération internationale. Les maires représentant les huit villes lauréates du Prix UNESCO « Villes pour la paix » ont donné un aperçu de cet aspect et demandé à l'UNESCO d'élaborer un cadre destiné à faciliter des échanges plus pertinents et plus étroits.

La coopération internationale au service des politiques culturelles. Vers des orientations nouvelles - pluralisme culturel et mondialisation. Vers un nouveau programme d'action

180. Deux sessions envisagées par le Secteur de la culture de l'UNESCO ont été regroupées pour des raisons techniques et placées sous la présidence de Vladimir Skok, directeur des relations internationales au Patrimoine canadien. Cette session avait pour but d'établir un lien entre les principes régissant l'action et le concept plus large d'orientations nouvelles pour l'élaboration de politiques dans un contexte mondial. Elle a pris comme point de départ les rapports de séminaires récents consacrés à *Notre diversité créatrice*, organisés en France, au Mexique, en Norvège et au Royaume-Uni. Des aperçus de ces travaux présentés par Jacques Renard (ancien directeur adjoint au Ministère de la culture, France), Graciela Arroyo (Université autonome de Mexico), Ingrid Eide (présidente de la Commission nationale norvégienne pour l'UNESCO) et Sue Wright (Université de Birmingham, Royaume-Uni) ont été examinés dans le contexte des objectifs du pluralisme culturel et des répercussions de la mondialisation.

181. Loin de rendre le monde plus homogène, les processus de mondialisation tendent à renforcer les différences. Le besoin se fait sentir de nouvelles formes d'action politique faisant de la culture une priorité centrale. Faire une place à la culture dans toute une série d'instances, depuis celles qui traitent de la libéralisation du commerce jusqu'à celles qui sont consacrées au développement humain, est l'un des grands défis géopolitiques que doit relever la communauté internationale. Il est de plus en plus nécessaire que la culture devienne une question politique à part entière. A mesure que la libéralisation économique et la convergence technologique se poursuivent, il faut que la culture soit traitée d'une façon un peu différente — « un fax n'est pas un film ». Un autre aspect important du débat sur le nouveau programme d'action de la politique culturelle tient au fait que diverses définitions opérationnelles de la culture sont utilisées comme si elles étaient interchangeable. Le débat lancé par *Notre diversité créatrice* a certes représenté un grand pas en avant pour l'incorporation de la culture au débat sur le développement, mais n'a guère pu observer de progrès vers la politique appliquée et l'action. Une réflexion nouvelle et une recherche nouvelle sont requises, mais il n'y a pas lieu d'attendre.

La gestion du pluralisme culturel, adhésion au pluralisme dans un monde riche en médias

182. Organisée par le Centre de recherche sur les migrations internationales et les relations ethniques (CEIFO) de l'Université de Stockholm et placée sous la présidence de Janina Dacyl, cette session a réuni : Charles Westin (directeur du CEIFO), Peter H. Nelde (Université catholique de Bruxelles, Belgique), Tibor Dessewffy (Université Eötvös Loránd, Hongrie) et Karen Ross (Cheltenham & Gloucester College of Higher Education, Royaume-Uni). Au début de la session, la présidente a présenté un rapport intérimaire du Réseau régional, patronné par l'UNESCO, sur la gestion du pluralisme culturel en Europe. Elle a également appelé l'attention sur les quatre aspects majeurs du cadre conceptuel dans lequel a lieu actuellement le débat sur les

problèmes relatifs à la coexistence de groupes ayant des antécédents ethniques et culturels différents, à savoir : *a)* modernité et mondialisation, *b)* transformations survenues après 1989 en Europe orientale et centrale, *c)* racisme, xénophobie et exclusion socio-économique de ressortissants étrangers, *d)* mouvements de réfugiés et flux migratoires.

183. Les questions principales qui se sont dégagées pendant la session peuvent se résumer comme suit :

- nécessité de formuler la problématique de ce que recouvre le mot « multiculturel » ;
- reconnaître que la différence des « calendriers » sociaux et culturels dans les sociétés pluriculturelles constitue un obstacle majeur aux processus d'intégration ;
- les conflits linguistiques expriment métaphoriquement des conflits sociaux plus larges (qui ne sont pas nécessairement violents) ;
- la langue n'est pas le seul signe distinctif du statut minoritaire (extérieur) dans une société pluriculturelle ;
- il est nécessaire d'entreprendre des recherches axées sur le rôle que jouent les nouveaux moyens de communication (notamment Internet et télévision par câble et par satellite) en influençant les processus d'intégration dans les communautés d'« accueil » et sur la dynamique des groupes de la diaspora.

Le rôle des fondations dans la politique culturelle

184. Organisée par la Fondation du tricentenaire de la Banque de Suède, cette session s'est ouverte par un débat sur les rapports entre changement social et politique culturelle, et en particulier sur la manière dont la politique culturelle réagit aux changements dans le domaine social, économique et culturel. La société de l'information a créé des conditions nouvelles pour les processus identitaires, fait qui n'a pas seulement des répercussions sur les sociétés actuelles, mais qui en aura probablement davantage encore sur les communautés futures. Nous pouvons déjà observer un clivage entre générations qui découle de ces changements structurels. Depuis les années 1970, la politique culturelle dans beaucoup d'États-nations a été décentralisée, et les interactions entre la politique culturelle à l'échelon national et la politique culturelle à l'échelon régional constitueraient un domaine de recherche très intéressant. Du point de vue national, on escomptait que la régionalisation contribuerait au développement économique, mais elle a eu pour effet principal de changer les attitudes et de renforcer l'identité régionale et elle a contribué aussi à mobiliser le pouvoir dans les sociétés régionales. Il est important d'associer les recherches sur cette question aux stratégies futures de planification des politiques culturelles. Dans ce contexte, les fondations auront peut-être un rôle décisif à jouer.

185. Les fondations occupent une place importante dans l'infrastructure de la recherche culturelle et leur contribution spécifique devrait être une approche holistique, souple et novatrice de la recherche culturelle. De nombreux participants ont souligné la nécessité d'une coopération internationale entre les fondations qui servirait qualitativement et quantitativement la recherche dans ce domaine.

Favoriser la créativité artistique

186. Organisée par le Conseil national mexicain pour les arts et la culture, cette session a débattu du soutien à la créativité artistique. Les participants se sont attachés spécialement à la valeur nouvelle attribuée à la « créativité », considérée actuellement dans son acception la plus large, c'est-à-dire non pas seulement comme la production de formes artistiques nouvelles, mais

comme la capacité de résoudre les problèmes selon des modalités nouvelles, conception que préconisait déjà *Notre diversité créatrice*. Dans le cadre d'une société multiculturelle, cette conception de la créativité ne s'oppose pas à la tradition car elle est directement liée au patrimoine, aux formes populaires d'expression culturelle et aux artisanats. Une mention spéciale a été faite de la « renaissance » des langues indigènes au Mexique au cours des années 1970, ainsi que des différents programmes destinés à les préserver, à les promouvoir et à les diffuser.

187. Un sujet voisin concernait la manière dont le Mexique soutient les créateurs au moyen de différents mécanismes intégrés (Fondo Nacional para la Cultura y las Artes) en vue de favoriser non seulement la formation des artistes et la production d'œuvres d'art, mais encore la production et la diffusion de leur œuvre sur le plan national et international. Ce système se caractérise par le fait que ce sont les artistes eux-mêmes qui décident collectivement des projets et de la répartition des fonds. Cela garantit l'objectivité et la pluralité des critères de sélection, ainsi que le respect de la liberté de créer, tout en se conciliant avec la responsabilité incombant à l'État de protéger, de stimuler et de diffuser la culture.

188. Enfin, en ce qui concerne les mécanismes de financement et de soutien de la créativité, un exposé a été fait sur la mesure fiscale mexicaine de paiement en nature grâce à laquelle les artistes visuels peuvent payer leurs impôts avec des œuvres d'art dont ils sont les auteurs et qui vont enrichir la collection du Patrimoine culturel national. Les avantages de ce système ne sont pas seulement fiscaux, puisqu'il contribue à enrichir les collections publiques d'œuvres d'art et à diffuser ces œuvres par l'intermédiaire de musées spécialisés. Cette formule mexicaine est en accord complet avec les recommandations internationales sur le statut des artistes et avec la nécessité d'instaurer des mécanismes fiscaux propres à soutenir et à promouvoir la créativité.

6. Premier Forum d'affaires de l'UNESCO sur l'entreprise, le développement humain et la culture à l'époque de la mondialisation



189. Avec 400 participants venus de 43 pays et appartenant à des organismes du patronat et du secteur public, à des organisations à but non lucratif et à des institutions internationales, le Forum d'affaires s'est déroulé en trois journées d'exposés, d'ateliers et de plénières auxquels ont pris part 107 orateurs et animateurs. Organisé par la Fondation Progressio, il s'est efforcé de renforcer le lien entre performance des entreprises et culture, ce dernier mot étant pris dans son acception la plus large de valeurs, d'éthique, d'attitudes et d'états d'esprit.

190. Étaient représentées notamment des entreprises mondiales comme Ikea, Walt Disney, Shell, Monsanto, Anglo-American, Skandia, McDonald, Origin, Swedbank, Baker & McKenzie, Telenor, Aveda-Estée Lauder, British International Cable Company ; des entreprises de pointe plus récentes comme CELEMI, SOL, Skalteck, St. Lukes, Grameen Bank, WE-TV, Banco Solidario Ecuador, Nextwork Ekman AB, Sala Savingsbank, Samitaur Constructs, Global Fusion ; des réseaux d'affaires comme Global Business Network, The Caux Roundtable, l'Association danoise des chefs d'entreprise, Business for Social Responsibility, Social Venture Network, Prince of Wales Business Leaders Forum ; des institutions ou organisations internationales comme le Fonds international de développement agricole (FIDA), le PNUD, le Conseil de l'Europe, la Banque européenne d'investissement, USAid, l'Agence suédoise de coopération pour le développement international, le Comité européen pour les affaires, les arts et la culture (CEREC), le Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat) ; des institutions universitaires comme Stanford University, INSEAD, CEDEP, Stockholm School of Economics, New Academy of Business, MiL Institute, Netherlands Design Institute, Royal Tropical Institute, Institute for Social and Ethical Accountability, Copenhagen Business School, Kaos Pilots ; et enfin des fondations ou organisations sans but lucratif comme The Getty Trust, The Natural Step, Carnegie Foundation for the Advancement of Teaching, LIFT Business Arts Forum, CIVICUS, Raoul Wallenberg Association, International Alert.

191. Toute la réunion reposait sur l'idée que l'entreprise est l'un des principaux éléments moteurs de la société. Aujourd'hui, les stratégies et le comportement du monde des affaires — qu'il s'agisse de petites ou de grosses entreprises — exercent une influence profonde sur le développement humain et la culture de notre époque — notre mode et notre qualité de vie, les emplois que nous occupons et la manière dont nous travaillons, ce que nous achetons, ce que nous lisons et nous regardons, comment nous communiquons, comment nous éduquons, nos vacances et nos divertissements — et jusqu'à notre éthique. Quelles sont donc pour les individus, pour la société et pour les entreprises elles-mêmes les conséquences d'un bouleversement aussi profond ? Quels changements l'éducation la science, la communication et la culture — les quatre domaines de l'UNESCO — subiront-elles et comment ces changements influenceront-ils eux-mêmes sur nos vies ? Quelles industries nouvelles seront-elles créées ? Comment des dirigeants d'entreprise à l'esprit avancé pourront-ils intégrer la « culture » dans des produits et des services nouveaux ? Quel rôle les finances pourront-elles jouer ? Quelles seront l'éthique et les valeurs d'entreprise nécessaires pour assurer un développement mondial juste et durable ? Ces questions fondamentales ont constitué le point de départ d'un débat qui a fourni des réponses et soulevé de nouvelles questions et dont le but était d'apporter une contribution à l'élaboration d'un plan d'action nouveau pour le monde des affaires.

192. Marc Luyckx, de la Cellule de prospective de la Commission européenne, a présenté succinctement ses réflexions sur « Pourquoi la culture devient-elle essentielle dans la société mondiale du savoir » : « [...] la culture quitte actuellement sa place latérale pour occuper une

place centrale. Elle devient la ressource “économique” centrale parce que des racines culturelles et une diversité culturelle sont nécessaires pour favoriser la créativité, laquelle est de plus en plus l’élément moteur de la performance économique ». Hazel Henderson, qui a fait l’exposé liminaire à la séance d’ouverture, est allée plus loin encore avec sa communication intitulée « La vraie richesse des nations ». Dès ses premières phrases, M^{me} Henderson a planté le décor de plusieurs conversations qui allaient suivre : « Cette conférence est un bon indicateur de la distance que nous avons parcourue depuis dix ans pour mieux comprendre ce qu’est la vraie richesse des nations. Depuis l’ouvrage célèbre qu’Adam Smith avait publié sur ce sujet en 1776, nous avons pu voir des formulations successives qui insistent sur les rôles relatifs du travail humain, de la terre et du capital, puis sur la contribution de la technologie, de l’innovation, de l’éducation, de l’organisation et du management, sur le climat, sur la géographie et sur la géologie. Telles qu’elles se dégagent aujourd’hui, nos vues englobent le capital intellectuel, le capital social et les atouts de l’environnement auxquels s’ajoutent les éléments vitaux que sont la confiance, le civisme, les principes moraux, la déontologie et les cultures considérées comme la source la plus profonde de la richesse des nations. » Elle a poursuivi en ces termes : « La Décennie mondiale du développement culturel lancée par les Nations Unies, la Commission mondiale de la culture et du développement et son rapport, *Notre diversité créatrice* ont contribué dans une énorme mesure à cette meilleure compréhension de la culture et du développement humain. » Enfin, M^{me} Henderson a conclu par ces mots : « J’ai demandé instamment aux économistes et aux hommes d’affaires de prêter plus d’attention à ce que j’ai appelé les “codes génétiques de la culture” — ces valeurs, ces objectifs, cette éthique et cette esthétique qui rendent différent chaque pays et chaque société. J’ai soutenu qu’on ne pouvait pas continuer à déduire les valeurs de modèles économiques puisque, en réalité, ce sont ces valeurs qui constituent l’élément moteur de toutes les économies. Avec la mondialisation que connaissent aujourd’hui la technologie, la finance, l’information et le cyberspace, ce réajustement est devenu urgent pour de nombreuses raisons. L’étude des codes génétiques culturels nous permet de comprendre que la diversité culturelle — non moins que la biodiversité (et les deux sont liées) — est un élément vital de la richesse réelle des nations. Ce magasin planétaire de codes génétiques culturels variés nous offre une gamme complète des expressions de la créativité humaine et des façons d’être et de se comporter. Ce magasin culturel est notre source la plus riche d’imagination, d’idées et d’innovations qui regroupe tous les acquis collectifs de la famille humaine sur la manière de vivre ensemble sur cette planète. » Les paroles de M^{me} Henderson ont trouvé un écho dans beaucoup des interventions qui ont été faites ensuite.

193. Les séances plénières ont été axées sur trois thèmes :

- Les cultures du développement : créer dans les entreprises et la société des conditions permettant une croissance durable ; respecter et favoriser les cultures locales à l’époque de la mondialisation ; créativité humaine et innovation dans les affaires et dans la société.
- Investir dans le développement humain et la culture : microfinancement et autres modalités créatives de prêt pour le développement humain et la culture de notre époque.
- Vers une nouvelle culture d’entreprise : les dirigeants d’entreprise dans la société ; éthique et responsabilité ; réinventer le capitalisme pour le XXI^e siècle. Des orateurs, présentateurs et participants des neuf secteurs d’activité qui ont le plus d’impact sur notre civilisation avaient été invités : médias, information, informatique, télécommunications, éducation, divertissement, services, loisirs, finance. Des ateliers thématiques ont abordé une série de questions telles que : culture et entreprise dans la société mondiale, le rôle du monde des affaires pour parvenir à la stabilité, paix et progrès civique, développement humain et social dans une culture d’entreprise. Des visites d’entreprises ont fourni aux participants l’occasion de voir par eux-mêmes ce que des dirigeants d’entreprise à l’esprit progressiste et les sociétés qu’ils animent font pour intégrer entreprise, culture et développement humain. L’Agence suédoise de coopération pour le développement international et les sociétés CELEMI et SKALTEK ont généreusement accueilli les visiteurs.

194. Des tables rondes se sont penchées sur d'autres aspects très importants du lien entre culture d'entreprise et développement humain au XXI^e siècle : L'entrepreneur humain du XXI^e siècle, sous la direction de Jan Hein Nielsen et Toke Paludan Moller, de l'Association danoise des chefs d'entreprise ; Construire pour le XXI^e siècle une organisation visionnaire fondée sur les valeurs, sous la direction de Richard Barrett, de la firme Richard Barrett & Associates ; Scénarios, normes et responsabilités pour le XXI^e siècle, sous la direction de Jane Nelson, du Prince of Wales Business Leaders Forum.

195. Le Forum d'affaires des Baha'i européens a organisé en outre un « Dialogue mondial sur la microfinance » avec Muhammad Yunus et plus de 70 praticiens de la microbanque. L'Association internationale des étudiants en sciences économiques et commerciales (AIESEC) a organisé une réunion d'étudiants venus de 15 pays.

7. Le Forum Jeunes



196. Le *Forum jeunes* a réuni du 28 au 30 mars 1998 un groupe de 30 jeunes de divers pays du monde venus débattre de l'ordre du jour de la Conférence et formuler une opinion au nom des jeunes. En présentant le rapport ci-après à la plénière le mardi 31 mars 1998, deux représentants du groupe ont commencé par remercier l'UNESCO, et en particulier son Directeur général, de leur avoir donné l'occasion de s'adresser à cette importante conférence et la Commission nationale suédoise et le Secrétariat de l'UNESCO d'avoir organisé le *Forum jeunes*.

RAPPORT DU FORUM JEUNES

197. Le *Forum jeunes* a étudié le *Projet de plan d'action* et le document de base. Nous notons avec regret qu'aucun de ces deux documents ne reconnaît le rôle important que les jeunes jouent dans l'évolution de la culture et que ces documents ne répondent pas pleinement à leurs besoins spécifiques.

Principes

198. Les jeunes ont un rôle important et légitime à jouer dans l'élaboration des politiques culturelles. Les jeunes ne constituent pas seulement une grande proportion des publics pour les activités culturelles, mais ils ont toujours été à l'avant-garde de la production et de l'innovation culturelles. Les jeunes ont donc le droit de faire entendre leur voix dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques culturelles.

199. Nous considérons que l'approche adoptée dans les documents préparatoires et dans le *Projet de plan d'action* a peut-être envisagé la culture dans une optique par trop étroite. La culture est un moyen puissant par lequel les jeunes en particulier peuvent s'exprimer. La culture populaire est aussi valable que les formes plus traditionnelles d'expression culturelle. Pour notre part, nous estimons que la culture est l'expression individuelle et collective de la vie quotidienne.

200. La culture comporte à la fois des droits et des obligations. Notre diversité créatrice est un élément important de notre patrimoine mondial. C'est pourquoi il n'y a pas seulement un besoin de protéger le droit d'exprimer sa culture, mais encore une obligation pour tous, jeunes et vieux, de respecter les cultures des autres. La politique culturelle doit en outre tenir compte du fait que des personnes appartiennent fréquemment à plus d'une seule culture ou tradition.

201. Nous reconnaissons que la fin de la guerre froide n'a pas amené la paix mondiale. Nous avons assisté à une avancée de toutes sortes d'extrémismes et à une montée de conflits internes découlant principalement de questions d'identité. C'est pourquoi le concept de sécurité doit tenir compte de la culture. Pour réaliser la paix, la tolérance culturelle est indispensable. Les jeunes sont toujours les victimes des conflits. Ayant souvent des esprits plus ouverts que leurs aînés, ils peuvent apporter une contribution déterminante à la résolution de ces conflits.

202. La culture peut se justifier comme un moyen d'exprimer sa propre identité et un moyen d'apprécier celle des autres. Mais la culture est aussi un facteur important dans beaucoup d'autres domaines de l'activité humaine. C'est un instrument qui peut être placé au centre même de l'élaboration des politiques afin d'atteindre beaucoup d'autres objectifs. Pour les jeunes en particulier, la culture a un grand potentiel en raison des possibilités qu'elle offre dans les

domaines de l'éducation et de l'emploi. Le désir d'avoir une pensée créative et d'en apprendre davantage sur le reste du monde ainsi que les chances de bénéficier de carrières intéressantes et novatrices sont importants pour les jeunes partout dans le monde.

203. La culture transcende toutes sortes de frontières. Elle a sa place dans de nombreux domaines de l'existence et de l'activité humaines. Les politiques culturelles devraient pareillement transcender les restrictions artificielles qu'on leur impose. La culture devrait être considérée comme l'expression de toute espèce d'identité particulière, que ce soit par l'intermédiaire des beaux-arts ou du football. A notre avis, la culture populaire devrait cesser d'occuper une position marginale quand on définit la culture et qu'on arrête une politique culturelle. Les politiques qui ignorent la culture soit populaire soit commerciale sont mal inspirées. Les industries de création sont indispensables au succès économique. Les jeunes sont l'élément moteur et les plus grands consommateurs des produits des industries de création, lesquels reposent souvent sur la culture populaire ou commerciale. Ces industries continueront à être une source d'expression culturelle, de plaisir et d'emploi.

204. La mondialisation n'est pas un terme univoque et le mot donne fréquemment lieu à des malentendus. La mondialisation comporte de nombreux avantages. Elle a rendu le monde plus petit. Elle peut être considérée comme un moyen d'apprécier la diversité culturelle tout comme sa propre culture. La musique et les sports sont des exemples de la manière dont la mondialisation a enrichi les cultures par la fusion de forces créatrices. Grâce à la mondialisation, des jeunes ont pu trouver des moyens inattendus de s'identifier à d'autres cultures et à d'autres populations partout dans le monde. La mondialisation (ou globalisation en anglais) s'est traduite par ce que d'aucuns ont appelé « glocalisation ». En employant ce terme, nous voulons dire que des gens ont trouvé des possibilités d'interagir avec d'autres à de nombreux échelons. Les gens peuvent penser mondialement et agir localement. Cela développe les échanges culturels, ouvre de nouvelles possibilités en matière d'éducation et renforce la capacité de faire des choix en connaissance de cause.

205. Toutefois, la mondialisation est aussi porteuse d'une menace d'homogénéisation et d'uniformisation. Elle présente le réel danger de faciliter l'avènement d'une société ouvertement consumériste qui est écologiquement insoutenable. La mondialisation menace l'organisation sociale et le mode de vie de nombreux peuples. Elle crée l'aliénation et l'exclusion. Il faudrait que la mondialisation ne fasse pas intrusion dans les modes de vie d'autrui ou ne prive pas les gens d'une spiritualité que souvent ils chérissent de longue date, et il faudrait aussi qu'elle ne se fonde pas sur des rapports d'exploitation économique. Il faudrait enfin qu'elle ne soit pas génératrice d'inégalités fondées sur le sexe, la race ou la religion ou pays développés et sous-développés.

Recommandations

206. Le *Forum jeunes* soumet en conséquence les recommandations ci-après :

A l'attention des États membres :

Il conviendrait de mettre en place des mécanismes qui permettent de faire participer les jeunes à l'élaboration et à la mise en œuvre d'une politique culturelle au niveau local et national. Nous demandons instamment à tous les gouvernements de faire siéger des représentants de la jeunesse dans leurs Commissions nationales pour l'UNESCO. Nous proposons aussi que les gouvernements étudient la possibilité de travaux bénévoles, de stages ou d'emplois pour les jeunes dans les institutions culturelles et autres administrations publiques.

A l'attention de l'UNESCO :

Nous recommandons que l'UNESCO crée un Conseil de la jeunesse qui aiderait le Directeur général à tenir compte des besoins des jeunes dans tous les programmes et activités de

l'Organisation. Les membres de ce Conseil devraient être choisis de façon à assurer une représentation équilibrée des régions et des sexes.

Nous recommandons que l'UNESCO soutienne et renforce la coopération mondiale et les échanges entre les organisations de jeunesse.

A l'attention de l'UNESCO, des États membres et des organisations non gouvernementales :

Nous recommandons l'instauration de politiques destinées à encourager et à développer l'éducation et les échanges culturels. Il conviendrait d'accorder une attention particulière aux possibilités que les nouvelles technologies fournissent à l'éducation culturelle, par l'intermédiaire de jumelages d'écoles et d'universités et par l'intermédiaire d'un apprentissage tout au long de la vie qui prolonge l'action ainsi entreprise.

Le Forum jeunes prie le Directeur général de l'UNESCO de préparer, sur l'application des recommandations qui précèdent, un rapport destiné à la prochaine Conférence générale.

8. Cérémonie de remise du prix UNESCO « Villes pour la paix »



207. La cérémonie de remise du Prix de l'UNESCO « Villes pour la paix » a eu lieu à l'Hôtel de ville de Stockholm le 31 mars 1998 en présence de plus d'un millier de fonctionnaires municipaux ainsi que de délégués à la Conférence. Le Prix a été créé pour rendre hommage aux politiques et initiatives municipales visant à promouvoir la cohésion sociale, à relever les niveaux de vie et à créer un « environnement urbain accueillant pour les citoyens », fondées sur le respect de la diversité culturelle et le renforcement d'une solidarité de quartier et d'un civisme actif. Le programme honore des villes dans les cinq régions du monde. Il s'efforce de contribuer à la création de réseaux de coopération régionale entre municipalités et de banques de données sur les initiatives novatrices. A Stockholm, le Prix a été décerné par le Directeur général de l'UNESCO, Federico Mayor aux villes ci-après : Afrique : Hararé (Zimbabwe), Johannesburg (Afrique du Sud) ; Asie et Pacifique : Olongapo (Philippines), Waitakere (Nouvelle-Zélande) ; Europe : Pecs (Hongrie), Saint-Denis (France) ; États arabes : Tunis (Tunisie), Hebron (Territoires palestiniens autonomes). Le même jour, CNN a diffusé un spot vidéo produit par l'UNESCO intitulé : L'UNESCO et les villes du monde, un nouveau partenariat.

Annexes



Allocution de bienvenue de M. Carl Tham, Ministre suédois de l'éducation et de la science

Monsieur le Directeur général, Monsieur le Président de la Commission mondiale de la culture et du développement, Messieurs les Ministres et représentants des gouvernements, Mesdames et Messieurs,

C'est pour moi un grand honneur et un grand plaisir que de vous souhaiter, au nom du Gouvernement suédois, la bienvenue à Stockholm pour la Conférence intergouvernementale de l'UNESCO sur les politiques culturelles pour le développement.

Comme vous le savez tous, c'est la Commission mondiale de la culture et du développement qui, avec son rapport si intéressant et stimulant, *Notre diversité créatrice*, a été à l'origine de cette conférence. Je voudrais aussi à cette occasion remercier nos collègues néerlandais qui nous ont permis de faire usage du titre « Le pouvoir de la culture », nom initialement donné à un séminaire tenu au Pays-Bas sur la Commission mondiale de la culture et du développement.

La question de la culture et du développement avait été l'un des thèmes d'un séminaire international organisé en Suède en 1991 par l'Autorité suédoise pour le développement international (SIDA). A cette époque, les travaux sur la dimension culturelle du développement avaient déjà commencé dans le cadre de l'UNESCO. Lorsque le Directeur général de l'UNESCO et le Secrétaire général des Nations Unies constituèrent la Commission mondiale de la culture et du développement, le sujet fut alors traité au niveau le plus élevé.

La Suède invita la Commission mondiale à tenir ici sa première consultation régionale. Quand le rapport de la Commission fut publié en 1995, il apparut clairement que la tâche devrait se poursuivre. C'est la raison pour laquelle la Suède a offert d'accueillir au printemps de 1998 une conférence gouvernementale qui permettrait de prolonger les débats politiques de la Commission sur la culture et les médias. Nous espérons ainsi apporter notre contribution pour faire en sorte que la signification et l'importance des politiques culturelles et de l'action de l'UNESCO dans ce domaine soient dûment reconnues.

C'est la culture, c'est notre patrimoine culturel et ce sont nos traditions qui façonnent nos cadres de référence, nos modes de pensée et notre rapport au passé, au présent et à l'avenir. Notre créativité et notre imagination portent l'empreinte de nos présupposés culturels.

Mais la culture est une force économique et politique, elle est en soi un facteur de pouvoir. Les sociétés les plus développées reposent de plus en plus sur les services et sur l'information. Dans beaucoup d'études, l'interaction entre sciences « dures » et sciences « douces », entre les sciences physiques et les sciences sociales, est souvent soulignée, de même que l'importance de l'expression artistique. C'est aussi une raison qui fait qu'une société bien intentionnée se doit d'utiliser pleinement les capacités créatrices de sa population tout entière. L'expression artistique ne saurait être isolée de l'économie « réelle » ; elle en fait partie et contribue non seulement au développement spirituel de la société, mais aussi à sa prospérité économique. L'un des exemples les plus manifestes du pouvoir de la culture est naturellement le message que diffusent sur toute la planète les médias mondiaux, au premier rang desquels la télévision, mais aussi plus récemment le réseau Internet. Au début, la télévision était un média très local. Aujourd'hui, elle est plus mondiale que tous les autres. Vos pourrez réfléchir sur le genre de culture qui est ainsi diffusé et sur le pouvoir dont elle est le vecteur.

Le pouvoir de la culture est sans le moindre doute un sujet difficile qui comporte une multitude de conflits et de dilemmes, mais qui nous donnera, j'en suis sûr, une conférence pleine de vie et de dynamisme. Lorsque le Gouvernement suédois s'était offert d'accueillir cette

conférence, il voulait notamment pouvoir susciter de nouvelles rencontres et faire de la conférence le théâtre d'échanges. Comme son programme le montre, la Conférence a une forme passablement différente de celle que revêtent d'ordinaire les réunions intergouvernementales. A côté des gouvernements, les ONG et d'autres organisations organiseront un grand nombre de séminaires dans le cadre des sessions Forum et Agora. J'espère que nous saisissons tous l'occasion de participer à la fois au programme officiel de la Conférence, avec ses séances plénières et ses forums, et au programme non officiel, avec toute la gamme des réunions que l'agora permet d'organiser.

Je vous renouvelle mes vœux de bienvenue les plus chaleureux.

Allocution de M. Javier Pérez de Cuéllar, ancien Secrétaire général des Nations Unies, Président de la Commission mondiale de la culture et du développement

Messieurs les ministres, Monsieur le Directeur général, Excellences, Mesdames et Messieurs,

Ceci est un moment très heureux pour le Président de la Commission mondiale de la culture et du développement qui, il y a juste deux ans et demi, présentait le rapport intitulé *Notre diversité créatrice* à la Conférence générale de l'UNESCO et à l'Assemblée générale des Nations Unies.

Je suis à la fois ravi et honoré d'être ici avec vous à Stockholm pour une conférence intergouvernementale qui donne corps au type de suivi le plus exemplaire que notre Commission mondiale pouvait rêver.

Permettez-moi donc tout d'abord de féliciter et de remercier le Gouvernement suédois et l'UNESCO d'une initiative qui répond à l'une de nos aspirations les plus profondes. En effet, mes collègues et moi-même considérons le rapport de trois cents pages que nous avons soumis à la communauté internationale comme un commencement et non comme une fin. Nous avons apporté la preuve que le développement, séparé de son contexte humain ou culturel, n'est que croissance sans âme. Nous avons fait valoir que le développement lui-même doit être conçu en termes très larges qui fassent une place centrale à la culture. Nous avons révélé les effets incitatifs de la diversité culturelle sur le développement. Nous avons démontré que l'humanité doit soutenir et enrichir cette diversité culturelle si elle espère édifier un avenir commun.

Nous avons donc l'espoir qu'un rapport qui avait dit et fait tout cela ne finirait pas comme un volume de plus sur une étagère. Nous avons délibérément choisi d'être hardis, directs et provoquants dans les vues que nous avons formulées, dans la manière dont nous les avons exprimées et dans les actions que nous préconisons. Notre Commission indépendante était un groupe de quatorze personnes venues d'horizons extrêmement variés : sociologues, spécialistes du développement, décideurs, intellectuels et artistes. Il s'ensuivait que le rapport que nous avons présenté à l'UNESCO et aux Nations Unies n'était ni un manuel, ni un ouvrage théorique fondé sur des recherches nouvelles, ni un document de planification tout fait. C'était bien plutôt une combinaison d'analyses et de réflexions qui avait pour but de clarifier les interactions entre la culture et le développement dans un certain nombre de domaines essentiels. Par conséquent, et je ne saurais trop insister sur ce point, toutes les activités de suivi, y compris cette conférence, ne devraient en aucune façon se proposer d'adopter notre rapport ni même de le ratifier. Le travail indépendant de la Commission a été remis à l'UNESCO et aux Nations Unies comme un produit complet et fini afin que les gouvernements, leurs partenaires et, bien entendu, les deux organisations l'utilisent comme un ensemble d'outils dans un esprit à la fois critique et sélectif.

Comme nous ne songions pas à proposer une doctrine nouvelle, nous avons posé plus de questions que nous n'avons fourni de réponses afin que nos conclusions puissent ouvrir des perspectives nouvelles pour un monde déjà transformé et en évolution rapide. Ce faisant, notre but a été de relancer le débat sur les défis culturels du développement. Je pense que ce but a été atteint. *Notre diversité créatrice* a élargi le débat sur la culture et le développement pour aborder une large gamme de questions contemporaines, comme la gouvernance démocratique, la transformation des rapports entre les sexes, la préservation de la biodiversité et les droits et responsabilités des médias. Le rapport a fourni un cadre beaucoup plus large pour l'examen des

relations entre culture et développement. Mais tout cadre de ce genre n'a de raison d'être que s'il permet de construire et de donner une impulsion à un nouveau débat. Non pas un débat pour le seul plaisir de débattre, mais en dernière analyse pour améliorer l'élaboration des politiques et pour mobiliser la volonté politique dont nous avons besoin pour mettre efficacement en œuvre de nouvelles conceptions du développement social et culturel.

C'est ce dernier objectif qui nous est apparu comme le plus décisif, mais aussi comme le plus incertain. Pouvons-nous être sûrs de l'impact que notre rapport aurait sur l'élaboration des politiques, seul domaine où il comptait vraiment ? L'initiative que la Suède a prise en suggérant qu'une conférence intergouvernementale discute des politiques culturelles pour le développement a rapidement dissipé ces craintes. Cette initiative est une manifestation de plus de l'attachement inébranlable du Gouvernement suédois à la coopération internationale comme au développement humain. Avec un certain nombre d'autres pays nordiques et européens, qui sont tous représentés ici aujourd'hui par des personnalités éminentes, les intellectuels et les politiques suédois avaient joué un rôle décisif dans la création de la Commission mondiale. Aujourd'hui, la Suède rend une fois de plus un grand service à la communauté internationale en réunissant des dirigeants et des décideurs nationaux qui ont entendu notre message et se sont ralliés à la cause qui compte vraiment.

Je veux parler bien sûr de la tâche qui consiste à repenser et à remodeler nos politiques culturelles, du problème qui se pose pour amener au cœur de toute l'action politique une culture qui occupe encore une place marginale. Mesdames et Messieurs, nous n'avons pas eu tort d'avoir confiance, et ce parce que la totalité des États membres de l'UNESCO a su relever le défi, parce que le Conseil exécutif de l'UNESCO a compris l'importance de l'occasion à saisir et parce que le Directeur général a pu concevoir en cette circonstance les mécanismes et outils, et en particulier le *Projet de Plan d'action sur les politiques culturelles pour le développement*, qui vont vous permettre à cette conférence d'amorcer une transformation véritable de nos réalités politiques.

Je vous souhaite donc tout le succès possible dans cette tâche qui consiste à entamer un processus de transformation : en forgeant des outils nouveaux, en adoptant des modes nouveaux de pensée et d'action. En commençant à promouvoir différentes pistes de développement qui tiennent compte de l'influence que les cultures exercent sur la façon dont les sociétés conçoivent leur avenir et choisissent les moyens de l'atteindre. Organisée d'une manière novatrice, cette conférence mobilise bien des idées, des énergies, des déterminations différentes. Puisse-t-elle nous rapprocher d'un avenir où tous les individus et toutes les collectivités se verront donner le pouvoir d'exploiter leur créativité et d'inventer des moyens de vivre ensemble dans un esprit d'empathie et de respect pour la gamme tout entière des différences humaines.

Je vous remercie de votre attention.

Allocution d'ouverture de M. Federico Mayor, Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO)

[Le Directeur général commence son discours en français]

Être de parole : difficile et exigeant devoir. Tenir parole, faire face à ses engagements (ce qui jadis s'appelait « l'honneur ») : ardente, écrasante obligation. Voilà ce qui nous attend ici. Reconnaissons en effet, d'entrée de jeu, que jusqu'à présent nous n'avons pas tenu nos promesses.

Rio, Beijing, Le Caire, Vienne, Copenhague... Tous ces grands rendez-vous de la communauté internationale qui ont défrayé la chronique, qu'en est-il résulté, à part de belles paroles ? Quand la forêt brûle en Amazonie ou en Indonésie, où sont les alliances et les avions qui nous permettraient de protéger notre nature ? Alors que des milliards de dollars sont dépensés pour lutter contre des ennemis potentiels, quelles sommes sont consacrées à la lutte contre les ennemis réels que sont la pauvreté, la faim, la maladie ou la pollution ? A chaque nouveau rendez-vous, à chaque conférence géante où la communauté internationale semble prête à changer de cap, une immense espérance soulève l'opinion publique. A chaque fois déçue. C'est alors le désarroi parmi les populations, parmi les jeunes surtout, et bientôt le dégoût, l'indifférence... Il faut cesser de décevoir. Il faut être de parole.

Monsieur le Ministre,

Monsieur le Président de la Commission mondiale de la culture et du développement,

Mesdames, Messieurs les Ministres,

Excellences,

Mesdames, Messieurs,

Nous voici réunis dans la légendaire capitale suédoise. Je vous remercie, Monsieur le Ministre, de vos chaleureuses paroles d'accueil. Je suis heureux à mon tour de souhaiter la bienvenue aux délégués de près de 140 pays et de plus de 100 organisations intergouvernementales et non gouvernementales, fondations et associations, ainsi qu'aux nombreux parlementaires, intellectuels, artistes, hommes d'affaires et représentants des médias ici rassemblés.

Je crois pouvoir en leur nom exprimer au gouvernement et au peuple suédois notre profonde gratitude pour l'invitation à tenir cette Conférence à Stockholm. En nous offrant ainsi l'hospitalité, la Suède montre une fois de plus son attachement authentique à la coopération internationale et son intelligence du rôle central que la culture joue dans le développement des sociétés.

Mesdames, Messieurs,

Un fin politique français, le Cardinal de Retz, observe qu'il n'y a rien dans le monde qui n'ait son moment décisif, et le chef-d'œuvre de la bonne conduite (on dirait aujourd'hui « de la bonne politique ») est de connaître et de prendre ce moment. Voici venu le moment d'agir, en matière culturelle aussi.

Vous le savez, c'est seulement dans la mesure où des politiques culturelles seront adoptées par les parlements nationaux que nos décisions intergouvernementales prendront corps, que cette Conférence sera efficace et que les résultats en seront incorporés à la vie des citoyens. C'est seulement dans la mesure où les États accepteront de consacrer une part — si

modeste soit-elle — de leur budget à la culture que nos recommandations auront quelque chance d'être traduites dans les faits. C'est seulement dans la mesure où la volonté politique de faire vivre la culture se manifestera au niveau des législatifs et des exécutifs nationaux que le grand réveil culturel se produira.

La culture est en effet beaucoup plus que des savoirs doublés d'une faculté créatrice. Elle est faite du comportement quotidien de chaque individu. Comment admettre alors qu'elle ne soit pas prise en compte par les pouvoirs publics ? Elle doit devenir une composante permanente de la politique nationale, tout comme elle doit faire partie des stratégies internationales de commerce, de communication, de formation, bref de développement.

Mesdames, Messieurs,

A chaque instant, en chaque lieu, chacun de nous, chaque être humain est unique. Chacun de nous est donc entouré, cerné par l'autre, par l'altérité. L'autre ainsi multiplié porte un nom : la diversité. En présence de M. Javier Pérez de Cuéllar, je suis heureux de reconnaître une fois encore tout ce que nous devons à sa réflexion et au travail accompli par la Commission mondiale qu'il a présidée, dont le rapport est si bien nommé « Notre diversité créatrice ». Oui, la diversité est une réalité. Nous devons en être conscients et nous en accommoder. C'est une réalité qui dérange, qui entrave et qui fait peur. A nous d'en montrer les beautés et les avantages, pour que, d'obstacle, elle devienne point d'appui. L'unicité de chacun constitue la caractéristique la plus importante de l'espèce humaine. D'où la beauté de l'échange, qui est volontaire, qui est élan réfléchi d'un être unique vers un autre être unique.

Maintenir la diversité des individus dans l'unité du projet collectif, préserver et vivre cette diversité ensemble, voilà le défi. En effet, si la diversité est notre richesse, l'unité est notre force. Unité forgée autour de quelques mots — une fois encore, la force de la parole —, de quelques valeurs qui sont à la base d'une action commune. Justice, liberté, dignité, égalité dans « la solidarité intellectuelle et morale de l'humanité ». Tels sont les piliers que définit l'Acte constitutif pour l'action de l'UNESCO, indispensable à l'instauration d'une culture de la paix dans le monde. Préserver la diversité culturelle dans un cadre de valeurs partagées ? Il faut être plus ambitieux encore : préserver la diversité en acte grâce à l'unité en esprit. Une fois de plus, Miguel de Unamuno voyait loin, lui qui disait, voici soixante-cinq ans : « La finalité de la culture sera peut-être d'arriver à l'unité spirituelle de l'humanité. »

Mesdames, Messieurs,

Il paraît que nous vivons à l'ère de la mondialisation. Constat trop général pour être très exact. La mondialisation ne concerne ni tous les individus, ni toutes les régions, ni tous les domaines d'activité. Si elle est avérée en matière de communication — du moins au niveau des potentialités —, elle est loin de se réaliser du point de vue économique. Les circuits mondiaux ont-ils intégré tous les acteurs économiques de la planète ? Chaque pays fait-il entendre sa voix sur la scène financière mondiale ? Une péréquation des richesses se dessine-t-elle à l'horizon planétaire ? Non. La mondialisation n'est pas en route pour tout le monde. Sous ses différents aspects, qui comportent, certes, de grandes chances à saisir, elle recèle des risques énormes pour la diversité culturelle.

En développant la communication sur le mode inégalitaire qui est le sien, elle entraîne inmanquablement une homogénéisation relative, une uniformisation culturelle appauvrissante. Il se pourrait que, sous l'effet conjugué de l'urbanisation, du changement des lieux et des modes de vie, des laminages que la fréquentation des technologies modernes implique souvent, près de 90 % des langues du monde disparaissent et, avec elles, des pans considérables de nos patrimoines culturels. Les langues sont en effet l'âme de la culture. Elles expriment plus que les langues — elles viennent du fond des âges, chargées de sédiments culturels qui forment le limon de notre devenir... Il ne faut pas les laisser disparaître. Il faut les protéger. Il faut assurer dans toute la mesure du possible une éducation multilingue, car l'enfant apprend sans effort une autre langue, et durablement.

Les populations sont de plus en plus mobiles ; la modernité s'importe et s'impose ; le changement s'accélère et l'évolution culturelle devient révolution technologique. Comment ne pas avoir peur ? Comment ne pas se replier sur ce qui est connu, sûr, immuable ? Comment ne pas se crisper sur une identité qui semble l'unique repère dans un monde ouvert à tous vents ? Des États, des communautés, des groupes entiers se mobilisent dans une revendication identitaire qui prend souvent des dimensions dramatiques... Il ne faut pas laisser la peur fermer la porte à la diversité.

La culture est certainement en voie de mondialisation grâce à l'électronique : elle court sur la Toile. Mais s'agit-il vraiment de la culture, des cultures, de nos cultures ? La « cyberculture » fait partie des avatars de la mondialisation qui risquent d'accroître encore les asymétries entre les « info-riches » et les « info-pauvres », d'accroître les déséquilibres de la richesse, de la connaissance et du pouvoir, de creuser le fossé entre ceux qui sont « branchés » et les autres, entre ceux qui y ont accès et les autres — combien plus nombreux. Les nouvelles technologies de la communication exigent de nous autant de vigilance que d'imagination, autant de rigueur que de générosité. Le devoir d'éthique s'étend aussi au domaine culturel.

[The Director-General continues his speech in English]

Minister,

Ladies and Gentlemen,

The world today is confronted by highly complex problems and challenges. In preparing to meet them, we can turn to one of our most enduring sources of hope and optimism : one which is well summed up in these few words : « The child is father of the man ». Wordsworth believed the essence of creativity is to be found in youth. At times of extraordinary change, we do indeed see more clearly that it is the children, the young people, who hold the future in their hands. It falls on the generations born in changing times to carry humanity through to a new era. Far from diminishing the responsibilities of our generations, this increases them : for we are responsible for the present. We have to ensure that it is not a narrow, selfish present, looking only to the short-term.

It is up to us to make the present an enabling environment, where new paths can be explored freely. To do this, we must respect an ethics of the future. Our actions cannot be allowed to compromise the future — either through damage or through neglect. As the consequences of human activities on our environment become more and more evident, there is a growing perception that our future is the only intact heritage we still have. We have not shared our past well. But we can do better in future so that this heritage remains intact — for us, for our children and for our children's children. When, as we all do from time to time, we start imagining an unspoilt world, full of fresh chances and unlimited possibilities, we have to tell ourselves that this is not just a dream, it exists : it is our future. The crucial question is : How do we get there ? And the answer — if any answer can be given in just one word — is creativity. Creativity allows us to reinvent, every day, the way we live.

Creativity allows us to reinvent meanings and responses. This extraordinary human faculty has been the key to the development of every community, society and civilization throughout history. In the present age, the defining characteristic of culture as the key to development — to integral, endogenous, sustainable, human development — is cultural diversity. This is so, because the complexity of modern life demands high levels of adaptation which only cultural diversity can supply. Separately, communities and individuals are at a loss as to how to respond to all the complexities of our global age. Alone, we know we cannot possibly engage with them all. But when a range of responses comes from a whole spectrum of different approaches, when they are shared and compared, we begin to discover answers. However complex our times, we will always find there is enough human ingenuity when we draw on the immense, almost infinite, resources of cultural diversity.

Drawing on diversity has the opposite effect to that of global uniformity, which seems, ironically enough, to lead to global anonymity and global isolation. When we consciously seek the benefits of diversity, we link into a global solidarity, a shared understanding of universal needs. Just as global uniformization incapacitates, cultural diversity mobilizes. It enables a single idea to travel the world, take root, grow wings and gain strength until it actually influences the way millions of people live — millions of people with entirely different cultural identities. That is the power of culture. It unites people around some key principles : infinite diversity and universal values. Today, as we celebrate the 50th anniversary of the Declaration of Human Rights, we know that we have universal values which give force and strength to our endless cultural diversity.

We need to harness the power of culture and its capacity to innovate and anticipate. The most distinctive faculty of human beings is the creative capacity for innovation. As forward-looking beings we can anticipate and therefore, we can take preventive action. To know, to foresee, to prevent. When I say : we must harness that power, perhaps I should say : we must let it harness us ! Creativity cannot be channelled, checked, controlled, or offered as a package. Its role is not to ornament the status quo. Creativity goes against the wind, against the prevailing mood, against the order of the day. It lets us enter another cast of mind by overthrowing our present way of thinking and of seeing the world, with a vast leap into a new mode. Our hope for the future lies in the limitless powers of the creative imagination.

We will not invent a new future if we are too cautious, take too measured steps. It will take vision — unquantifiable, uncontainable vision. I like to repeat : risk without knowledge is dangerous, but knowledge without risk is useless. Now, vision does not come to order. We cannot commission vision the way we commission a report. But what we can do is provide an enabling environment, build creative societies from which new ideas and new directions emerge. Providing the right environment for creativity is the task of policy-makers. There is today more scope for pro-active cultural policies than at any time in the past. Today, culture is not only experienced occasionally, as entertainment or as a leisure activity. Culture is becoming an essential, permanent part of the daily lives of increasing numbers of people in the world. Everyone who uses more than one language, who interacts with people of different backgrounds or nationalities — face-to-face, by fax, phone, electronic mail, over the Internet — everyone who does this is drawing constantly on their own cultural resources and on their ability to engage with cultural diversity. This — again — is the power of culture.

We are living in a culturally value-added world. It is one which threatens many indigenous cultures — and we must take preventive action on that — but it also demands of us that we use our culture actively and will undoubtedly demand this even more of our children and of their children. For policy-makers, the conclusions are clear : we need more language-learning and more cultural education, more access to and more participation in culture in all its forms. There is no democracy without participation. There is no participation without freedom of expression. There is no justice without the free flow of ideas. The supreme expression of culture is our every day behaviour. We all know now what needs to be done. Now is the time to translate into action all the work that has been accomplished on cultural policies for development. The next step in making our societies creative societies has to be made at the level of international development strategies and national policy. It is now a question of political will, of a new commitment to culture by Member States in the same way they made a new commitment to basic education at Jomtien in 1990 : education for all throughout life — culture for all throughout life.

If, after this Conference, governments take practical steps to apply the ideas and proposals now before them — improved by them during this Conference — if they take the necessary budgetary and legislative measures to turn them into active policy, then the name « Stockholm » will come to stand for a new departure for culture and will be considered as a turning point. For many people, Stockholm will mean that we have honoured our proposals and

our resolutions. Here in Stockholm, cultural capital of Europe this year, were planted the seeds of the World Commission on Culture and Development.

We will ensure the follow-up to your decisions : raising public awareness, particularly among young people ; reminding with perseverance the decision-makers that they must show the necessary political will ; asking the parliamentarians to translate this willingness into budgetary decisions. If all this is done, it will be a landmark in policy-making that sets the power of culture free - free to forge a new future for us all.

Allocution préliminaire de M. Jan Pronk, Ministre néerlandais de la coopération pour le développement

Un antidote culturel à la mondialisation

L'histoire évolue vite et, de nos jours, plus vite que jamais auparavant. Quand, au seuil d'un nouveau millénaire, nous jetons un regard en arrière sur le siècle qui s'achève, trois changements fondamentaux apparaissent clairement :

- Les conceptions basées sur les cultures traditionnelles ont fait place à une fascination pour l'avenir ;
- L'adaptation des hommes à la nature a été remplacée par la domination de la technologie ;
- La sécurité au sein de la communauté primaire (famille, village) a été supplantée par des relations anonymes dans le cadre de marchés ou d'États qui offrent la sécurité à certains mais non à tous.

Ces changements culturels ont été renforcés par une évolution économique qui met l'accent sur le capital comme élément moteur de la croissance matérielle et d'un élargissement constant des marchés. D'où une tendance à la standardisation de la culture. Les valeurs culturelles du marché mondial sont l'avenir, la technologie, les objets et les individus, et non plus la tradition, la nature, l'esprit et la société.

Il apparaît que trois éléments — le progrès technologique, des possibilités de communication sans précédent et l'expansion de l'échelle économique — sont à l'origine de cette transformation. Les relations entre les personnes et les groupes se forment de plus en plus à l'échelle mondiale. La mondialisation va de pair avec la montée d'une culture mondiale uniforme. Et, à mesure que d'énormes centres multinationaux de pouvoir économique mettent la main sur les circuits par lesquels s'opère le transfert de la culture, la tendance se renforce. Une culture mondiale est en train de se faire, influencée en partie — mais en aucune façon exclusivement — par l'Occident. C'est une culture basée sur l'objet de consommation universel, orientée vers la création de goûts et de modes partagés à l'échelle mondiale.

La fin de l'affrontement idéologique qui a dominé la deuxième moitié du XX^e siècle, à savoir la bataille entre le capitalisme et le communisme, a déclenché un nouveau différend culturel qui est un conflit entre la diversité culturelle des sociétés ouvertes, d'une part, et le repli sur soi culturel des communautés fermées, caractérisé par des sagesses conventionnelles statiques, de l'autre. C'est dans le domaine des médias que la commercialisation a exercé l'impact le plus puissant, et il en résulte un paradoxe sinistre. Alors que la technologie permet la diffusion d'un flux d'information inépuisable, la commercialisation — alimentée par l'audimétrie — limite le champ de cette information. Les nouvelles sont présentées à travers un verre grossissant. Elles ont l'air plus grandes, mais nous en voyons moins. Dans notre société de la communication, il devient presque impossible de fournir une information véridique. Le monde des communications, qui crée des produits dans un but lucratif, et le monde de l'information, qui recherche la vérité, sont en train de se fondre lentement en une entité unique. Le transfert et l'échange de valeurs culturelles sur nos circuits d'information sont manipulés par des groupes d'intérêt qui mettent leur pouvoir économique au service de finalités commerciales.

Telle est la caractéristique principale des années 1990, à savoir un nouveau conflit idéologique au sein d'une jeune culture mondiale. L'harmonie dégénère en discord si les cultures locales semblent être submergées par des valeurs étrangères, si le développement économique est sous le contrôle des forces du marché mondial au lieu d'être régi par le

mécanisme de l'offre et de la demande intérieures et si l'émancipation sociale et politique est contrariée par l'exclusion.

L'exclusion

La réalité d'aujourd'hui nous offre un tableau bien sombre. Le nombre des pauvres ne cesse d'augmenter cependant que la minorité de la population mondiale qui a accès au savoir et au capital s'enrichit. La ligne de démarcation traverse pareillement le Nord et le Sud, l'Est et l'Ouest. La commercialisation et le consumérisme fabriquent les besoins — « Buy Coke ! » — exploitant le désir qu'ont les gens de définir et de désigner l'identité qui leur est propre. Les pauvres font face à des visions terriblement tentantes de la richesse, visions diffusées partout dans le monde. Mais ces visions, comme des mirages, reculent dès qu'on s'en approche.

Dans ce monde divisé, le tissu social de nombreuses communautés est actuellement détruit par la modernisation et l'urbanisation. Les gens se sentent menacés par des changements profonds et rapides qui les déconcertent. Il arrive que des communautés se désintègrent et soient absorbées par des entités plus vastes. Ou bien les gens réagissent en se retournant vers des valeurs et des traditions anciennes. Ils ne s'intéressent plus qu'à la famille, à la tribu ou au groupe religieux. Ils se résolvent à préserver leur identité culturelle en se repliant sur eux-mêmes et en excluant tous ceux qui sont au dehors.

Poussées à l'extrême, l'aliénation et l'introversion peuvent toutes deux dégénérer en hostilité envers tout ce qui est différent. L'exclusion donne naissance à une culture de négligence ou de dédain. Ceux qui sont pauvres ou opprimés sont considérés comme les artisans de leur propre infortune. Cette attitude revient à blâmer les victimes du système au lieu du système lui-même. Assez logiquement, ceux qui sont ainsi exclus deviennent indifférents au système qui les a tenus pour quantité négligeable.

L'introversion et la haine

L'introversion peut donner naissance à une attitude analogue. Elle peut conduire à l'écoeurement, et l'écoeurement peut se transformer en répugnance. Que la personne considérée soit un Tutsi ou un Hutu, un juif ou un musulman, un demandeur d'asile ou tout autre étranger, il y a un sentiment d'altérité générateur d'un climat tel que la ligne entre « eux » et « nous » ne peut plus être franchie. Par elles-mêmes, les identités culturelles, religieuses ou ethniques suffisent rarement à provoquer le conflit. A l'époque post-idéologique actuelle, cependant, des dirigeants irresponsables éprouvent la tentation d'exploiter politiquement ces différences. Ils répandent l'idée que tout écart par rapport à la norme compromet l'harmonie nationale. Ils instillent la peur chez les gens, et la peur finit par produire la haine, nouveau point de départ et bouclier protecteur pour échapper au changement. La haine contribue à étayer la moralité dominante, favorisée et manipulée par ceux qui ont intérêt à préserver le cercle fermé de la société, à maintenir le pays ethniquement pur et à rendre leur société imperméable à toute pénétration extérieure. Dans les pays où un nationalisme mesquin va de pair avec une religion introvertie, avec l'inégalité sociale, avec une discrimination obéissant à des critères ethniques et avec une moralité bourgeoise étroite, cette situation engendre une pulsion tyrannique de haine, un cocktail empoisonné de violence où beaucoup vont boire jusqu'à plus soif. Nous avons assisté récemment à une poussée de conflits en rapport avec l'identité où l'accumulation d'antagonismes politiques et ethniques a déchaîné une explosion incontrôlable de violence. Que les fomenteurs de haine représentent un groupe minoritaire ou une culture dominante ne semble guère faire de différence. La projection de l'image d'une culture menacée apparaît comme un cri de ralliement extrêmement efficace pour mobiliser des gens qui, en son absence, n'auraient jamais songé à massacrer leurs voisins. Les conflits en rapport avec l'identité sont par leur nature même formulés en termes absolus, ce qui ne laisse donc guère de place au compromis.

Vers une société ouverte

Nous ne pouvons pas arrêter la mondialisation, mais nous pouvons la guider et en amortir l'impact négatif. La mondialisation n'est pas un processus métaphysique ; elle subit

l'impulsion du pouvoir économique et des forces technologiques. Ce dont nous avons besoin, c'est de faire revivre la conviction que nous avons la capacité d'orienter le processus de changement et, partant, de façonner la société. Renoncer à cette conviction, c'est se résigner aux conséquences que sont l'exclusion, l'aliénation mutuelle, l'écoeurement et la violence. Le seul moyen de faire obstacle à cette spirale désastreuse est d'accepter, au sein de l'État-nation comme dans le cadre mondial, une responsabilité publique contre la sagesse conventionnelle d'aujourd'hui.

La mondialisation tend à investir les sociétés, reproduisant partout le même schéma dicté par la situation du marché. Ceux qui ne se conforment pas à ce schéma sont laissés au dehors. Pour empêcher cela, nous devons nous prononcer clairement en faveur d'une société ouverte qui laisse place à la diversité. Dans une société ouverte, des identités culturelles différentes ne présentent pas de menace les unes pour les autres. Elles ne suscitent pas la peur, elles ne sont pas imperméables les unes aux autres, mais coexistent dans le respect mutuel. Quand les gens ont foi dans leur propre culture, la communication interculturelle et les rapports mutuels dans la liberté ne représentent pas une perte mais apportent au contraire un surcroît de valeur dans la vie des gens.

Si l'on veut qu'une société ouverte ait une chance de se développer dans chaque pays de notre planète, il faut que deux conditions soient remplies. La première est de favoriser l'avènement d'une éthique mondiale, c'est-à-dire d'un petit nombre de principes moraux essentiels partagés par tous et partout. Dans son rapport « Notre diversité créatrice », la Commission mondiale de la culture et du développement définit certains de ces principes : droits et responsabilités de l'homme, protection des minorités, résolution pacifique des conflits, équité au sein des générations et entre les générations.

La deuxième condition est la liberté d'expression dans toutes les nations. La liberté de parler sans peur. C'est la démocratie. Promouvoir une culture démocratique exige qu'on ménage un espace pour les dissidents, pour ceux dont les idées vont à contre-courant afin qu'ils puissent se faire entendre. Dans une telle société, les militants des droits de l'homme savent qu'ils seront protégés, dans une société ouverte, ceux qui révèlent des vérités déplaisantes ne seront pas qualifiés de traîtres mais de prophètes.

La démocratie n'est pas un système, c'est une culture. Sans cette culture, il n'y a pas de développement.

Déclaration d'ouverture de Marita Ulvskog, Ministre suédoise de la culture et Présidente de la Conférence

Chers collègues, Mesdames et Messieurs, Chers amis,

Merci de m'avoir confié la tâche de diriger les travaux de cette conférence. C'est un grand honneur pour le Gouvernement suédois que vous, qui êtes les représentants de la majorité des États membres de l'UNESCO et d'organisations faisant partie ou non du système des Nations Unies, estimiez, comme nous-mêmes, que le thème de cette réunion internationale revêt une extrême importance. C'est avec une satisfaction profonde que j'accepte votre vote de confiance pour cette tâche.

La source d'inspiration — et cette remarque vaut aussi pour le Gouvernement suédois — est évidemment *Notre diversité créatrice*, le rapport de la Commission mondiale de la culture et du développement. Il se caractérise par une conception large de la culture qui donnerait à celle-ci une place plus importante que ce n'est d'ordinaire le cas.

La décision relative à l'environnement prise à Rio de Janeiro a eu un retentissement exceptionnel sur le plan international, sur le plan national et, dans beaucoup de pays, sur le plan local également. La décision de la communauté mondiale a conféré à l'action pour l'environnement une légitimité accrue. Inspirés par l'impact des efforts déployés en faveur de l'environnement depuis la Conférence de Rio, nous voulons que la culture et la politique culturelle bénéficient d'une priorité élevée, tant nationalement qu'internationalement.

Nous voulons plus d'humanité, plus de dignité humaine, plus de démocratie. Nous voulons le « culturalisme » au lieu de l'« économisme ». Nous voulons une ère nouvelle !

L'un des grands mérites de *Notre diversité créatrice* est que ce rapport démontre avec une parfaite clarté que nous devons accepter une conception large de ce qui constitue la culture et le rôle spécifique qu'il faut accorder en particulier aux formes artistiques, aux environnements culturels et aux médias. Nous devrions nous exercer à passer rapidement de l'une de ces deux conceptions de la culture à l'autre. Cela nous aiderait à prendre conscience de toute l'ampleur du champ dans lequel la culture est importante pour le peuple et la société. Le rapport mondial souligne le pouvoir de la création et de la créativité artistiques, à la fois comme fondations et comme moteurs du développement de la société dans un nombre de domaines plus élevé que ceux que couvre la conception étroite de la culture.

Je suis convaincu que le théâtre, la danse, la littérature, la musique, les arts visuels et tous les autres moyens d'expression utilisés par les créateurs pour communiquer avec ceux qui les entourent sont le pouvoir auquel nous devons nous attacher. Pour devenir des citoyens dignes de ce nom, des êtres humains pleinement intégrés à la démocratie et à la culture, nous avons tous besoin d'amour-propre, d'initiative, de créativité, de compétences sociales et de la capacité de communiquer par-delà les frontières culturelles ; autrement dit, nous avons besoin de culture.

La culture et l'expression culturelle peuvent nous donner savoir et joie, mais aussi l'inspiration et le courage pour agir dans d'autres contextes sociaux. Il est donc vital de faire une juste place à la culture dans l'action visant à réaliser un développement humain durable à long terme. En développant la culture selon une orientation transsectorielle à tous les niveaux, nous pourrions renforcer la stature de la culture en tant qu'elle donne une impulsion à la vie quotidienne de chacun. En même temps, nous pourrions conférer des dimensions nouvelles à d'autres domaines, par exemple au travail social, à la conservation de l'environnement, au marché du travail, à l'éducation et au logement, à l'intégration et à la solidarité internationale.

Toutefois, il nous faut veiller à ne pas adopter une vue trop instrumentale de la culture. Il existe toujours un risque que les ambitions qualitatives nourries par la communauté culturelle puissent être remplacées par des objectifs financiers et que la hardiesse, les idées nouvelles et le développement dans diverses formes artistiques ne disparaissent. Le respect de la liberté d'expression est le fondement même de la culture. Quand nous comprendrons que la culture et l'art peuvent être par eux-mêmes une source positive d'énergie et que nous mettrons notre foi en eux quelles que puissent être les formes d'expression et les modes du jour, alors nous aurons également compris le rôle fondamental que la culture joue dans le développement social et économique.

Une culture dynamique suppose remplie une condition fondamentale qui est, bien sûr, que les artistes puissent gagner leur vie par leur travail. Si nous voulons assurer la diversité artistique ainsi que le dynamisme et la qualité de l'art, il faut que nous améliorions la situation des artistes et que nous leur donnions les moyens de toucher un large public avec leur travail. L'absence de culture signifie l'absence de démocratie ! Mais l'absence d'artistes signifie l'absence de culture !

Dans les négociations relatives à l'Accord multilatéral sur l'investissement (AMI), auxquelles seuls les États membres de l'OCDE participent, la crainte a été exprimée que la culture ne soit traitée comme n'importe quel type de biens, comme n'importe quel type de services. Cependant, des participants demandent instamment une exception et une protection spéciales dans ce domaine à la fois pour le secteur de la culture et pour celui des médias. D'un point de vue suédois, nous aurions préféré que les négociations aient lieu dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce pour permettre à un aussi grand nombre de pays que possible de plaider leur cause. En même temps, je voudrais que vous sachiez tous que, en ce qui concerne la culture, dans les négociations sur l'AMI — à supposer que l'Accord finisse par voir le jour — nombreux sont ceux qui prendront position pour un ordre transcendant de très loin les intérêts nationaux. La culture est une force pour la démocratie et la dignité humaine. Elle ne saurait être captive d'un accord sur l'investissement.

Enfin, je voudrais rappeler le double objectif de cette conférence. Le Plan d'action qui sera soumis à votre approbation jeudi devrait comporter des propositions pratiques sur la manière dont nous pouvons « *intégrer les politiques culturelles dans les stratégies de développement humain et renforcer les contributions de l'UNESCO à la formulation des politiques culturelles et à la coopération internationale* ».

Ensemble, efforçons-nous de faire en sorte que ce débat contribue favorablement à cet objectif. Nous ne voulons pas seulement un Plan d'action, nous voulons une Action ! Maintenant, nous avons une possibilité d'innover et de donner le pouvoir à la culture.

Je vous remercie.

Allocution de M^{me} Lourdes Arizpe, Sous-Directeur général de la culture, UNESCO

En guise de conclusion

Un message, simple et pourtant complexe, venu de peuples divers mais qui pourtant nous unit tous, a été émis par cette Conférence, et ce message est que nous avons besoin de liberté pour créer. Les politiques culturelles deviendront peut-être le moyen qui permettra cette liberté de création. Les participants ont souligné que la culture est au cœur de l'art, du patrimoine, du pluralisme culturel, des rapports entre les sexes, de l'interculturalisme, de la citoyenneté culturelle et de la culture civique mondiale. Et qu'elle occupe une position centrale en ce qui concerne le contenu des médias et d'Internet ainsi que dans les accords internationaux sur l'investissement commercial et la propriété intellectuelle. Les gouvernements font donc désormais face à des complexités nouvelles pour élargir leurs politiques culturelles et pour prendre en compte de considérations culturelles dans leurs transformations économiques et politiques.

Pourquoi avons-nous besoin de cette mobilisation des gouvernements, de la société civile et des artistes ? Pour faire en sorte : 1) que, comme M. Federico Mayor l'a fortement souligné, le fossé séparant ceux qui ont les ressources voulues pour continuer à recréer leurs langues et leur culture et ceux qui ne les ont pas ne continue pas à s'élargir, que le monde ne se sépare pas entre les pauvres en information et les riches en information, la solution étant la démocratie considérée comme un objectif culturel ; 2) que ceux qui sont exclus de l'évolution actuelle ne soient pas abandonnés dans la cyber-histoire, en particulier les femmes, les minorités et les peuples autochtones ; 3) que les artistes et les écrivains aient la possibilité de continuer à concentrer leur créativité dans leurs esprits et dans leurs mains pour produire les symboles de demain, en particulier dans les pays en développement ; 4) pour jeter la base d'une « citoyenneté culturelle » qui permettra une résolution pacifique des conflits entre peuples culturellement différents et leur coexistence dans des États-nations ; 5) pour explorer les possibilités apparemment sans limite que les nouvelles formes de communication et d'expression placent entre nos mains précisément en ce début d'un nouveau millénaire.

Cette vision fait écho aux nombreuses voix que nous avons entendues lors des consultations que la Commission mondiale de la culture et du développement a organisées entre 1993 et 1996, mais nous les avons réentendues ici propulsées à une vitesse qu'on pourrait qualifier de cybernétique. La culture est maintenant une question internationale qui se révèle de plus en plus complexe en matière d'échelle, de temps et d'interaction à mesure qu'on définit des politiques et des actions concrètes. D'ores et déjà, des organisations multilatérales, comme nous en a informés ici la Banque mondiale, élargissent les initiatives inscrites à leurs programmes dans ce domaine ; d'autre part, les forces politiques clament bien haut leurs conceptions en matière de culture et l'ordre de priorité qu'elles veulent leur donner ; quant aux gouvernements, à en juger par le nombre beaucoup plus élevé qu'il n'avait été prévu des participants — 850 délégués officiels — et par la vigueur des déclarations faites en plénière, ils ont maintenant pris conscience du pouvoir de la culture. Au moment même où ce phénomène se produit, il est intéressant de noter que les sessions des Forums et des Agoras — auxquelles la participation a été aussi très élevée avec plus de 900 représentants — nous fournissent deux indications importantes : elles ont révélé l'effervescence de la réflexion et de la mobilisation de la société civile, en particulier artistes, chercheurs et gardiens du patrimoine culturel, et l'enthousiasme qui préside aux analyses et aux concepts nouveaux explorant la culture comme le lieu où les individus rebâtiront la gouvernance, les rapports entre les sexes et les allégeances culturelles.

Culture et développement.

Les travaux de la Conférence ont confirmé que la culture a un rôle à jouer non seulement dans le domaine du patrimoine culturel et de la création, mais encore dans le débat sur les politiques de développement, et en particulier sur des modes de développement nouveaux. On ne peut manquer d'être frappé par le fait que, à mesure que la culture fait l'objet d'un débat public, on l'invoque fréquemment pour expliquer aussi bien les succès que les échecs du développement. A ce propos, il a été mentionné très souvent que les décideurs ont besoin de données plus nombreuses et meilleures portant sur une gamme plus large de branches de la culture. Il faut que les moyens statistiques et analytiques permettant de comprendre ces processus soient développés. De nombreux orateurs sont en faveur d'un effort concerté visant à mettre au point pour les statistiques culturelles un cadre conceptuel accepté internationalement donnant à la culture une acception plus large que celle qui a actuellement cours. Et, dans ce cadre, les gouvernements ne devraient épargner aucun effort pour combler les lacunes de l'information disponible. Le Rapport mondial sur la culture, première recommandation de la Commission mondiale de la culture et du développement, qui a reçu le soutien de M. Mayor et qui est rédigé par une équipe indépendante de chercheurs et de statisticiens, se concentre actuellement sur cette tâche, comme il a été expliqué à la session Agora. Il sera disponible à la fin de juin.

Le respect de la diversité culturelle est un thème auquel la Commission mondiale de la culture et du développement avait donné son adhésion et qui a été repris par la majorité des intervenants à la Conférence. La plupart d'entre eux ont en outre établi un lien entre ce sujet et la diffusion des pratiques démocratiques partout dans le monde. Les faits constatés donnent à penser que la démocratie tire sa force de certaines situations culturelles. C'est en édifiant des institutions démocratiques qu'on parvient à une culture plus participative, laquelle à son tour renforce la démocratie. Les États qui ont le mieux fait front aux récentes crises économiques sont des démocraties. Un gouvernement qui n'est pas tenu de répondre de ses actes auprès du peuple n'a guère de chances d'avoir les institutions nécessaires pour imposer la discipline permettant de surmonter une crise financière ou de mener à bien un développement à long terme.

Lorsque le rapport *Notre diversité créatrice*, déjà traduit en 13 langues, a été présenté dans plus de 70 pays, il est intéressant de noter que partout a été posée une même question, qui est revenue aussi au cours de cette conférence : la diversité ne va-t-elle pas rendre plus difficile encore le maintien d'une coopération pour le développement ? De fait, vouloir « tracer les frontières dans le sang », pour reprendre la formule que M. Radovan Karajic aurait employée, dénote une conception erronée de la nature de la culture et de l'évolution de l'histoire, conception vouée à l'échec dans des sociétés qui deviennent de plus en plus interdépendantes et interactives. Les groupes autochtones et culturellement distincts, ainsi que les sous-groupes ethniques, raciaux ou religieux, qui revendiquent le droit de s'exprimer et de continuer à développer leurs cultures, méritent un soutien, mais leurs rapports avec les structures politiques plus larges, États-nations et communauté mondiale, au sein desquelles ils vivent doivent aussi être pris en considération.

Plusieurs orateurs ont fait observer que les droits ne sont pas l'émanation des marchés, ni des coutumes, ni des croyances. Ils sont l'émanation d'un système juridique qui est collectivement légitimé et défendu par des organes librement élus, c'est-à-dire par des gouvernements nationaux. Les échanges interculturels deviennent un principe d'action politique qui doit être mis en œuvre selon les modalités locales de gestion et d'organisation. Il est important que les négociations dans ce domaine relèvent principalement des autorités municipales, provinciales ou nationales.

La culture comme symbole et comme produit de consommation

Des objets ou des monuments deviennent des éléments du patrimoine culturel ou des emblèmes parce qu'ils sont porteurs d'une signification que reconnaissent individus et

collectivités. Cette signification peut avoir un caractère historique, ou bien encore nationaliste, religieux ou communautaire. Mais cela peut aboutir à des situations où des nations ou des cultures différentes attachent des significations différents aux produits culturels. Les économies étant maintenant indissolublement liées dans un marché mondial, une question fondamentale se pose : les objets culturels sont-ils des produits de consommation comme les autres ? Les films, les livres, les vidéos doivent-ils être traités comme des fleurs ou des ballons de football dans le commerce mondial ? Le débat à ce sujet, à cette conférence et ailleurs, a été des plus animés. Deux positions principales se sont dégagées : selon l'une, il faut que les produits culturels échappent aux règles généralement appliquées dans les accords internationaux sur le commerce et les investissements ; selon l'autre, pour que ces accords donnent une impulsion à l'expansion économique, il faut qu'ils s'appliquent à tout ce qui est échangé par l'intermédiaire des marchés.

Parce qu'il a un rapport direct avec cette question, je voudrais mentionner un débat anthropologique célèbre auquel il a été fait allusion dans l'une des sessions Agora. Le débat était axé sur la découverte selon laquelle le principe organisateur de toutes les sociétés humaines est l'échange, mais la question cruciale était de savoir si les objets faisant l'objet d'échanges représentaient une richesse économique ou des valeurs culturelles. On s'est demandé par exemple si les coquillages qu'on donne comme cadeaux en Mélanésie et qui sont le fondement d'une structure macropolitique reliant les îles, représentent des valeurs monétaires ou des échanges d'allégeances collectives. Il aura fallu deux décennies pour que ce fameux débat anthropologique sur la question de savoir si les sociétés humaines sont structurées par les marchés ou par les échanges culturels surgissent comme une question majeure dans les débats internationaux où l'on se demande si les produits culturels sont seulement des biens de consommation sur le marché mondial ou s'ils représentent des moyens fondamentaux d'expression de la cohésion, de la confiance et de la compréhension au sein des collectivités politiques et entre celles-ci. Un film doit-il être considéré avant tout comme de l'argent ou comme un vecteur culturel ? Nous voici revenus au cœur même du sujet. Et il est nécessaire d'avoir des connaissances beaucoup plus précises, rigoureuses et informées pour aider les gouvernements à trouver des moyens de faire face à ce dilemme.

A maintes reprises, en plénière, dans les forums, dans les agoras, vous avez dit que la culture ne pouvait être produite sur une chaîne de montage. Elle peut y être montée, à la manière de Hollywood, pour remanier, perfectionner et polir un produit, un film, une chanson, mais il faut qu'à l'origine il y ait un art créatif. Hollywood le sait et c'est pourquoi il importe des talents qu'il va chercher dans le monde multiculturel et produit des films qui font vibrer des cordes culturelles dans beaucoup de pays mais qui envahissent l'espace traditionnel d'une culture venue du cœur.

Un point important sur lequel je voudrais appeler votre attention est le fait que la même signification que nous pouvons chérir dans un monument, dans un site culturel ou dans une danse est véhiculée par des êtres vivants qui créent et que c'est là que nous devons aussi faire de notre mieux pour la protéger, l'alimenter et lui permettre de se développer. Refuser ou empêcher que cette créativité s'exprime dans certains groupes est un racisme culturel qui, malheureusement, connaît une expansion dans certains endroits du monde. Refuser ou empêcher cette création chez les femmes est du sexisme.

Qui décide ?

Lors d'une discussion qui a eu lieu à cette conférence, un homme m'a dit très sincèrement : « Je suis préoccupé parce qu'il arrive dans mon pays une culture étrangère qui veut que les femmes changent ». Et je lui ai répondu : « Bon, et qu'est-ce que veulent les femmes elles-mêmes ? ». Parce que, comme nous nous en sommes aperçus à la Commission mondiale de la culture et du développement, quand vous allez au plus profond des problèmes qui se posent en matière de culture, vous faites face à la question ultime : qui décide ?

Il existe une tendance naturelle à vouloir préserver les cultures des minorités ou des peuples autochtones dans des musées, mais maintenant, ce sont les peuples autochtones eux-

mêmes qui disent : « nous ne voulons pas être prisonniers d'une culture statique ». En effet, toute « frontière tracée dans le sang » autour de cultures protège celles-ci de l'extérieur mais devient une prison pour ceux qui sont à l'intérieur : le protectionnisme risque d'aboutir à la stérilité. C'est pourquoi, lors d'une discussion relative à un programme futur de recherche et d'action sur la culture et le développement, il a été proposé d'analyser les mécanismes par lesquels les symboles culturels sont identifiés, transmis et attribués, mais aussi créés pour la première fois.

Tout comme le développement humain a été défini comme élargissant les choix offerts aux peuples en matière de développement, en matière de culture il signifie que chaque individu, homme ou femme, jeune ou vieux, se voit offrir des possibilités de choix plus larges. Les intéressés peuvent choisir de se regrouper autour d'une culture traditionnelle ou d'un nationalisme ou d'une religion et, comme l'a déclaré la Commission mondiale, leur choix doit être respecté tant qu'eux-mêmes respectent le choix que d'autres peuvent faire de ne pas s'identifier ou de ne pas appartenir à la communauté qu'ils ont choisie. Ces choix doivent s'opérer dans un système démocratique parce que, en l'absence de démocratie, les conflits de part et d'autre de frontières culturelles peuvent conduire à la guerre.

Il s'agit, là aussi, d'une percée réalisée par cette conférence. Comme un intervenant en a fait l'observation à l'assemblée des ONG, la créativité est une fin, mais elle est aussi un moyen. On a besoin de créativité pour une législation nouvelle et pour des débats parlementaires nouveaux, pour la discussion de projets artistiques au moyen d'une appréciation par les pairs, pour l'ouverture des médias et d'Internet à l'exploration de formes nouvelles de communication.

Dès lors, nous ne parlons plus seulement d'objets, mais aussi d'hommes et de femmes. D'artistes et d'écrivains et de gens du commun qui créent une histoire ou qui écrivent des chansons ou qui jouent une pièce. Comment protéger cela chez les gens ? Grâce aux droits, aux droits d'auteur, aux ressources et aux conditions de travail dont la nécessité a été réaffirmée à la Conférence des artistes qui s'est tenue l'an dernier à l'UNESCO et dont cette conférence a été informée.

La protection de l'intégrité physique et psychologique de femmes et d'hommes est une condition nécessaire, mais non suffisante. Aux droits de l'homme, nous devons donc ajouter les conditions de la liberté de créer. Cela va plus loin que la liberté d'expression et en même temps la complète parce que cela signifie qu'on a la possibilité de transcender les vieux schémas intellectuels pour explorer des valeurs nouvelles et créer des institutions nouvelles.

Depuis de nombreuses années, l'UNESCO incite jeunes et vieux dans le monde à sauvegarder le Patrimoine culturel mondial. Il s'agit d'insister maintenant sur une conservation accompagnée de participation.

Les politiques culturelles

Il y a eu un accord général pour penser que les politiques culturelles ne devraient pas se limiter à un cadre purement national et qu'elles devraient adopter de surcroît une perspective plus large : inter-nationale, inter-régionale et mondiale. Il y aurait lieu de constituer de nouveaux partenariats entre les gouvernements, les entreprises, les associations bénévoles privées et autres parties prenantes.

La culture a bien au-delà des limites que lui assignent traditionnellement les ministères de la culture. Certes, la culture s'occupe de création artistique et de questions ethniques et autochtones, mais, comme on l'a déclaré à cette séance plénière, il faut l'orienter vers l'intégration sociale, la démocratie politique et l'équité économique. Elle a son rôle à jouer quand on veut élaborer et mettre en œuvre des modèles de développement économique, édifier des démocraties stables, faire en sorte que des cultures diverses puissent cohabiter sans conflit violent ou sans guerre et faire prévaloir les sentiments de confiance, de partenariat et de solidarité qui sont indispensables à toute société dont les membres coopèrent pour leur bien-

être. Il faut pour cela éduquer des citoyens du monde, enracinés dans leurs cultures locales mais respectant les identités nationale, régionale et humaine.

Aucune civilisation humaine n'a grandi, ne s'est épanouie ou n'est morte à l'écart des autres. Aujourd'hui, il est impossible d'arrêter l'avalanche d'images de la télévision, les dessins animés, les films, Internet. Il faut, comme vous l'avez dit, construire de nouvelles formes d'identité qui permettent l'appartenance à plusieurs cultures : locale, microrégionale, nationale et macrorégionale. Il faut favoriser le multilinguisme pour que les enfants sachent leur langue vernaculaire, la langue nationale et une langue internationale. Telles sont les tâches urgentes que l'UNESCO doit mener à bien car elle est l'institution qui peut mobiliser le monde entier pour cela.

Avant de terminer, je voudrais, comme je vais quitter l'UNESCO, ajouter une note personnelle. Au nom des fonctionnaires travaillant dans le Secteur de la culture, qui sont plus de 150 et dont beaucoup sont des experts mondiaux dans leur domaine, et en mon nom propre, je voudrais vous remercier. Je voudrais vous remercier pour le soutien résolu que vous avez apporté au programme de la culture et aussi pour vos éloges et vos critiques qui sont toujours utiles pour redresser et réorienter les activités, mais, avant tout, pour la volonté politique que vous avez manifestée ici à Stockholm en appelant l'attention du monde sur le fait que la culture, cœur de toute chose, est ce qui fera une différence dans la manière dont le monde se développera au XXI^e siècle.

Avec une grande conviction, je voudrais dire que, de tous les projets mondiaux concrétisant la volonté politique de reconnaître la diversité culturelle tout en la mettant au service d'un objectif commun, l'UNESCO est la démonstration la plus tangible du fait que des hommes et des femmes de toutes les cultures du monde peuvent travailler ensemble et produire ce qui est si nécessaire dans le monde d'aujourd'hui, les fils invisibles de la coopération et de l'espoir noués dans une action commune. Mais c'est là, bien sûr, une entreprise humaine qui, comme toute entreprise humaine, est imparfaite. Et pourtant l'enchantement de ce que vous avez entendu, de ce que vous avez fait et de ce que vous avez éprouvé au cours de ces trois jours demeurera en vous et inspirera notre rêve commun. Pour cela, je vous exprime personnellement ma gratitude.

Je voudrais terminer en vous posant une question qu'on ne saurait poser qu'à des conférences comme celle-ci : qui réfléchit actuellement pour le monde ? Parce que nous n'avons plus un monde composé de tribus, mais un monde d'interconnexions et d'interactions, qui plonge ses racines dans un écosystème dont nous sommes tous responsables. Notre diversité créatrice préconisait des Nations Unies qui contraindraient les gouvernements mais qui donneraient aussi la parole aux peuples : c'est là un nouveau cadre conceptuel.

Pour trouver les pensées nouvelles qui rempliront ce cadre conceptuel nouveau, nous avons besoin de liberté. Liberté d'expression et liberté de création. Au cours de ce siècle, les guerres de tranchées, cette horreur, ont laissé une cicatrice de mort sur la face de l'Europe ; des guerres de tranchées en matière de culture à la naissance d'un nouveau millénaire laisseront une cicatrice de jeunes morts partout dans le monde : car les esprits meurent aussi et la chose la plus triste que nous puissions observer, et qui se termine par des bombes terroristes, est la mort de jeunes esprits prisonniers de tranchées culturelles.

Au cours des trois derniers siècles, les cultures ont été gravées dans nos esprits pour coïncider avec les frontières politiques, et pourtant, comme l'aurait dit Galilée, elles bougent ; les sciences sociales ont été taillées sur mesure pour correspondre aux frontières nationales, et pourtant elles bougent elles aussi ; tant de choses se passent qui traversent les frontières : comment allons-nous bâtir un cadre conceptuel, à partir de la raison et de l'égalité, pour définir des citoyennetés culturelles au sein des nations et entre les nations dans cette nouvelle communauté mondiale ?

Je vous remercie.

Liste des participants

MEMBER STATES/ ÉTATS MEMBRES

Le nombre des participants à la Conférence de Stockholm (env. 2 500) a largement dépassé les prévisions (env. 1 200) des organisateurs locaux. En outre, les listes fournies par certains gouvernements et organisations ne correspondaient pas aux informations fournies sur les formulaires d'inscription. La présente liste des participants n'est par conséquent que provisoire. Les participants sont invités à envoyer les corrections à l'Office de coordination de la culture et du développement, Secteur de la culture, UNESCO, 7 place de Fontenoy, 75352 Paris 07 SP. Si nécessaire, une liste révisée sera publiée.

AFGHANISTAN

H. Exc. Mr Al-Haj Abdul Rahman Ahmad HOTAKI
Deputy Minister of Culture and Information

ALBANIA/ALBANIE

H. Exc. Mr Idriz KOMJARI
Ambassador of Albania in Sweden

Mr Petraq BUKA, Director, International Relations, Ministry of Culture

ANDORRA/ANDORRE

S. Exc. M. CANTURRI Pere
Ministre de la Culture

M^{me} Cristina MARTI-TORRES
Directrice à la Culture

ANGOLA

H. Exc. D^o Ana Maria de OLIVEIRA
Minister of Culture

D^o Afonso VALENTIM
Secretary General, Ministry of Culture

D^o Antonio Antunes FONSECA
Director, EDIPU U.E.E

D^o Joao de Silva CONSTANTINO
Director, Cabinet of Studies, Planning and Statistics

Mr Joao Gabriel de MACEDO
Deputy Director, Office of the Minister of Culture

Mr Elidio Tomas da COSTA
Official, Office of the Minister of Culture

H. Exc. Mr Domingos VAN-DUNEM
Ambassador, Permanent Delegate of Angola to UNESCO

ANTIGUA AND BARBUDA/ ANTIGUA-ET-BARBUDA

Mr. Eden A. WESTON
Permanent Secretary

ARGENTINA/ARGENTINE

Dra. Beatriz K. de Gutierrez WALKER
Secretaría de Cultura de la Nación

Excmo. Sr. Atilio MOLteni
Embajadora de Argentina en Suecia

Dra. Leonor FLEMING
Directora de Relaciones Internacionales

Sra. María ROSSI
Directora de Calidad Ambiental

Sr. Juan Carlos MAQUEDA
Diputado de la Nación

Sra. María Susana PATARO
Delegado Alterno ante la UNESCO

AUSTRALIA/AUSTRALIE

Mr Les NEILSEN
First Assistant Secretary
Department of Communication and Arts

Professor David THROSBY
Professor of Economics, Macquarie University

AUSTRIA/AUTRICHE

H. Exc. Mrs. Benita FERRERO-WALDNER
Secretary of State, Ministry for Foreign Affairs

Ms. Monica KALISTA
Director General, Ministry for Foreign Affairs

Ms. Frieda LUGGAUER-GOLLNER
Director, Ministry for Foreign Affairs

Ms Maria ROTHEISER
Counsellor, Cabinet of the Secretary of State

Mr. Norbert RIEDL
Director, Federal Chancellery

Mr. Harald GARDOS
Secretary General of the Austrian National Commission for UNESCO

Mr Gerfried STOCKER
Director, Ars Electronica, Linz

Ms. Veronika RATZENBOCK
Austrian Cultural Documentation

Ms Eva ROTTER
Artist

Mr Alfred SMUDITS
Director, Mediacult

Ms Annemarie TURK
Kulturkontakt

Mr Gerhard BAUMGARTNER
Journalist

Mr Franz-Otto HOFHECKER
Institute for Cultural Management, Vienna

Mr Peter KUTHAN
Consultant

Ms Ulrike GOTZINGER
Society for Communication and Development, Salzburg

Mr Horst WALTZ
Vienna Institute for Development Issues and Cooperation

Mr Walter SPIELMANN
Director, Intern. Bibliothek für Zukunftsfragen

Mr Franz NEUWIRTH
Director, Ministry of Education and Cultural Affairs

Mr Heinz TICHY
Officer, Federal Ministry of Federal Research

M. Liselotte KITZWEGERER
Counsellor for Cultural Affairs

Austrian Embassy in Stockholm

Mr Herbert LACHMAYER
University of Linz

AZERBAIDJAN

S. Exc. M. Polad BUL-BUL OGLY

Minister of Culture

Mr E. SULTANOV
Foreign Department, Ministry of Culture

BANGLADESH

D^o S. Zaman MOZUMDER
Secretary, Ministry of Cultural Affairs

BAHRAIN/BAHREIN

Mr Abdulla YATEEM
Assistant Under-Secretary for Culture and National Heritage

Mr Ali AL-SHARGAWI
Member of the National Council for Culture and Arts

BELARUS/BÉLARUS

H. Exc. Mr Alexander SOSNOVSKY
Minister of Culture

H. Exc. Mrs Nina MAZAY
Deputy Minister for Foreign Affairs

Mr. Leonid GOULIAKO
Chief of the Department for Social and Cultural Politics, Council of Ministers

Mr. Alexander ISTOMIN
Secretary-General of the Belarus National Commission for UNESCO

BELGIUM/BELGIOUE

S. Exc. M. Luc MARTENS
Ministre de la Culture, Gouvernement de la Flandre

M. Jan BOULOGNE
Conseiller au Cabinet du Ministre de la Culture de la Flandre

M. Daan BOUWENS
Attaché au Cabinet Enseignement, Gouvernement de la Flandre

M. Mariën FAURE
Chef du Département CGRI Communauté française

M. Peter BOMBAY
Attaché au Cabinet du Ministre - Président Gouvernement de la Flandre

M^{me}. Suzanne VANAUDENHOVE
Directeur, Administration de la Culture, Communauté flamande

M. Pierre RUYFFELAERE
Agent de liaison, Administration de la politique étrangère, Communauté flamande

M. Franck DELMARTINO
Expert, Communauté flamande

M. Patrick ALLEGAERT
Expert, Communauté flamande

M^{me} Marie-Claire FABLETS
Expert, Communauté flamande

M^{me} France LEBON
Directrice, Directrice, Administration de la culture, Communauté française

M^{me} Colette ROUSSEAU-ROCHET
Directrice, Administration de la culture, Communauté française

M. P.E. MOSSERAY
Conseiller, Administration de
la Culture, Communauté
française

BENIN/BÉNIN

M. Djima Emmanuel
ZOSSOU
Directeur du cabinet du
Ministère de la Culture et de
la communication

S. Exc. Mr Nouréini
TIDJANI-SERPOS
Ambassadeur, Délégué
permanent du Bénin auprès
de l'UNESCO

M Rigobert Kpanipa
KOUAGOU
Secrétaire général de la
Commission nationale
béninoise pour l'UNESCO

M. Jules BOCCO
Directeur du Patrimoine
culturel, Ministère de la
culture et communication

Mr Eric TOTAH
Directeur de la Promotion
artistique et culturelle

BHUTAN/BHOUTAN

Mr. PHUNTSHO
Under Secretary, Cultural
Policy and Planning
Division, Special
Commission for Cultural
Affairs

BOLIVIA/BOLIVIE

Excmo. D^r. Ramon Rocha
MONROY

Viceministro de Cultura

Sra. Barbara CANEDO-
PATINO
Encargada de Negocios
Embajada de Bolivia en
Suecia

BOSNIA AND
HERZEGOVINA/
BOSNIE-HERZÉGOVINE

Mr Fahrudin
RIZVVBEGOVIC
Federal Minister of
Education, Science, Culture
and Sports

H. Exc. Mr Izet
SERDAREVIC
Ambassador in Sweden

BOTSWANA

H. Exc. Mr B. K. TEMANE
Minister of Labour and
Home Affairs

Mr B. K. SEBELE
Permanent Secretary
Ministry of Labour and
Home Affairs

Mrs L.G. MOTHUSI
Secretary General
Botswana National
Commission for UNESCO

Mr A. S. S. KESUPILE
Chief Education Officer,
Primary Education

D^r I. MAZONDE
Director, National Institute
of Research

Mrs K. P. MAGOGWE
Director, National Archives

Mrs H.S. SIBISIBI
Coordinator Culture &
Performing Arts

Miss D. N. TAU
Administrative Secretary,
Botswana National Cultural
Council

Miss T. PULE
Lecturer, University of
Botswana

H. Exc. M. Sekgoma
KHAMA
Ambassador

Miss Eno Ada MOTHIBI
Programme Officer

Mrs B. SEGWE
Assistant Director,
Information and
Broadcasting

Mrs G. LEEPILE
Chief Executive, Southern
African Media Fund

Miss S. SEISA
Director of Culture and
Youth

BRAZIL/BRÉSIL

Mr Eric NEPOMUCENO
Secretário de intercambio e
Projetos especiais do
Ministério da Cultura

M^{me} Rejane XAVIER
Assessora Especial de
Secretaria Executiva do
Ministério da Cultura

Mr João Marcelo de AGUIA
TÉIXEIRA
Secrétaire à l'Ambassade du
Brésil à Stockholm

Mr Antonio PRANGA-
SAMPALO
Conseiller Municipal

M. Ruy Cezar SILVA
Director

Ms Rose REYES
Director

Mr Jacques DADESKY
Professeur

BULGARIA/BULGARIE

S. Exc. M. Pantcho
TZANKOV
Ministre adjoint de la
Culture

M. Lazar KOPRINAROV
Directeur de la Chaire
UNESCO pour la gestion de
la Culture

M^{me} Rayna CHERNEVA
Directeur, Institute of
Culturology

BURKINA FASO

S. Exc. M. Mahamoudou
OUEDRAOGO
Ministre de la
Communication et de la
Culture

M. Jean-Pierre GUINGANE
Professeur de Lettres,
Université de Ouagadougou

M Jean-Claude DIOMA
Directeur de la législation, de
la promotion et de la
coopération culturelle

S. Exc. M. Philippe
SAWADOGO
Ambassadeur, Délégué
permanent auprès de
l'UNESCO

BURUNDI

M. Apollinaire
BARANKENYEREYE
Chef du Cabinet, Ministère
de l'Enseignement secondaire
et supérieur

M^{me} Rose NZOBAMBONA
Chef du Cabinet, Ministère
de la jeunesse, des sports et
la culture

CAMBODIA/CAMBODGE

Mr MEASKETH David,
Second Secretary, Permanent
Delegation of Cambodia to
UNESCO

CAMEROON/CAMEROUN

Mr. Paul Nchoji NKWI
Pan African Association of
Anthropologists

Mr. Jacob NYOBE
Ministry of Culture

CANADA

S. Exc. M^{me} Sheila COPPS
Ministre du Patrimoine
canadien

M^{me} Hedy FRY
Secrétaire d'État

S. Exc. Jacques DEMERS
Ambassadeur et Délégué
permanent du Canada auprès
de l'UNESCO

S. Exc. M^{me} Ann BREAU
Ministre de la Culture,
Municipalités et habitation
de la Province du Nouveau-
Brunswick

M^{me} Marianne SCOTT
Administrateur général
Bibliothèque nationale du
Canada

M^{me} Shirley THOMSON
Directrice, Conseil des arts
du Canada

S. Exc. M. Norman MOYER
Sous-Ministre adjoint
Citoyenneté et identité
canadiennes
Ministère du Patrimoine
canadien

M. Michel AGNAÏEFF
Président, Commission
canadienne pour l'UNESCO

S. Exc. M^{me} Elizabeth
BATSTONE
Sous-Ministre adjoint,
Ministère du tourisme, de la
culture et de la récréation de
la Province de Terre-Neuve
et du Labrador

S. Exc. M^{me} Louise GILLIS
Sous-Ministre adjointe,
Ministère de la Culture,
Municipalités et Habitation

de la province du Nouveau-
Brunswick

M. Vladimir SKOK
Directeur p.i., Relations
internationales
Ministère du Patrimoine
canadien

M^{me} Louise TERRILLON-
MACKAY
Chargée de mission,
Relations internationales
Ministère du Patrimoine
canadien

M. Keith C. KELLY
Directeur national,
Conférence canadienne des
arts

M. Adrian STIMSON
Président national,
Association nationale des
Centres culturels et éducatifs
des Premières nations

M^{me} Françoise ROY
Conseiller principal,
Citoyenneté et identité
canadiennes
Ministère du Patrimoine
canadien

M^{me} Barbara MOTZNEY
Conseiller principal,
Développement culturel
Ministère du Patrimoine
canadien

M. Yvan FORTIN
Coordonnateur des affaires
canadiennes
Ministère de la culture et des
communications de la
Province de Québec

M. Cornéliu KIRJAN
Conseiller en relations
internationales
Ministère des Relations
internationales de
la Province de Québec

M. Roger LEE
Sous-commission de la
culture
Commission canadienne
pour l'UNESCO

M^{me} Juana BERINSTEIN
Représentante des jeunes
canadiens

M. Brendon RAFFERTY
Conseiller en politiques
Relations internationales
Ministère du Patrimoine
canadien

M^{me} Gisèle OUELLETTE-
GIGAULT
Chargée de programme
(Culture)
Commission canadienne
pour l'UNESCO

M. Alexander CRAWLEY
Président
Conseil des ressources
humaines du secteur culturel

M. David NOSTBAKKEN
Président
WETV Network Corporation

M. Robin HIGHAM
Programme d'études

canadiennes

Université d'Ottawa

M. Marie MALAVOY

Deputée et adjointe
parlementaire

Mr. Rick LALIBERTE
Member of Parliament

Miss Jessica GIBBS
Special assistant to the
Secretary of the State for
Multiculturalism and Status
of Woman

Mr. Andrew MCDERMOTT
Special Assistant to the
Minister of Canadian
Heritage

Mrs. Penny HOULDEN
Project Manager Viking
Millenium Exhibit
Newfoundland Museum

Mr. Gordon W. FULTON
PARC - Canada

Mr. Raymond BRETON
Associate Professor,
University of Toronto

Mr. Brian GROMOFF
President Actra Performers
Guild

Mr. Jacques LEFEBVRE
Press Attaché, Department of
Canadian Heritage,
Government of Canada

M. Paula IBBOTSON
Canadian Embassy
Representative

Mr. John NUNZIATA
Member of Canadian
Parliament

Mr. John LOBSINGER
Senior Policy Advisor,
Canadian International
Development Agency

CHAD/TCHAD

S. Exc. M.

MANSOUNGARAL
NASSINGAR
Ministre de la culture

M. Kayar DEFALA
Directeur général du
Ministère de la culture

CHILI

Sr. Claudio Di GIROLAMO
Jefe del Departamento de
Cultura

Excmo. Sr. Don José GONI
Embajador de Chile en
Suecia

Sra. Pilar ENTRALA
Ministerio de Educación

Sr. Ramón SOLIS
Ministerio de Educación

Sra. Marta CRUZ-COKE
Directora de Bibliotecas,
Archivos y Museos

Sra. Ana María MAZA
Coordinadora de la Comisión
de Cooperación con la
UNESCO

Sr. H. BASCONAN
Segundo Secretario,
Embajada de Chile en Suecia

CHINA/CHINE

H. Exc. Mr. LI Yuanchao
Vice Minister of Culture

H. Exc. Mr. QIAO Zonghuai
Ambassador of China to
Sweden

H. Exc. Mr. ZHANG Chongli
Ambassador, Permanent
Delegate of China to
UNESCO

Mr. LIU Shen
Deputy Director-General,
Bureau of External Cultural
Relations
Ministry of Culture

Mr. PU Tong
Director, Division of
International Affairs, Bureau
of External Cultural
Relations
Ministry of Culture

Mr. SHAN Baoxiang
Counsellor of Culture
Embassy of China in Sweden

Mr. MA Yansheng
Director, Division of Culture
and Communication
Chinese National
Commission for UNESCO

Mr. TIAN Jianping
First Secretary, Chinese
Permanent Delegation to
UNESCO

D. WANG Nengxian
Director, Policy Research
Division, General Office
Ministry of Culture

Mr. MEI Yuncai
Second Secretary,
Department of International
Organizations & Conferences
Ministry of Foreign Affairs

Mr. WANG Naihong
Official

Ministry of Culture

Mr. ZHANG Min
Official
Ministry of Culture

Mr. LI Wufeng
Sociologist

Mr. JIN Jianfan
Writer and Poet
Vice President of the Chinese
Writers Association

Mr. YAO Jiehou
Philosopher
Deputy Director of
Philosophy Research
Institute
Chinese Academy of Social
Sciences

Mr. LIAO Beng
Dramatist
Research Fellow of the
Chinese Dramatists
Association

Mr. HONG Yongping
Literary and Art Critic

COLOMBIA/COLOMBIE
Excmo. Sr. D' Ramiro
OSORIO FONSECA
Ministro de la Cultura

Excmo. Sr. Don Pablo
Gabriel OBREGÓN
Embajador, Delegado
Permanente ante la
UNESCO

Doctora Teresa IVARS
Embajadora Extraordinaria y
Plenipotenciaria de Colombia
en Suecia

Sr. Juan-Luis MEIJA
Asesor, Ministro de Cultura

Sra. Olga SAMPER
Directora General de Asuntos
Culturales
Ministerio de Relaciones
Exteriores

Dra. Natalia MARTIN
LEYES
Consejero, Delegación
Permanente de Colombia
ante la UNESCO

D' Francisco J. VASQUEZ G.
Jefe de la Oficina Relaciones
Internacionales,
Ministerio de Cultura

Sra. Cristina SERJE
Directora de Fomento
Ministerio de Cultura

D' Roberto CASAS
Segundo Secretario,
Embajada de Colombia en
Estocolmo

CONGO

S. Exc. M^{me} Mambou Aimée
GNALI
Ministre de la culture et des
arts chargée de la
Francophonie

M^{me} Danièle ADADA
Conseillère - Culture et arts
Ministère de la culture et des
arts

M. Luc AKA-EVY
Directeur général
Culture et arts
Ministère de la Culture et
des arts

M. Franck BITEMO
Attaché de Presse
Ministère de la Culture et
des arts chargé de la
Francophonie

COSTA RICA

Excmo. Sr. Carlos MONGE
SANABRIA
Embajador de Costa Rica
concurrente en Suecia

Sra. Gabriela CASTILLO
GARCÍA
Ministro Consejero
Embajada de Costa Rica ante
la UNESCO

CROATIA/CROATIE

H. Exc. Mr. Bozo BISKUPIC
Minister of Culture

Mrs Branka SULC
Assistant to the Minister

Mr Seadeta MIDZIC
Assistant to the Minister

Mrs Naima BALIC
Senior Adviser to the
Minister

Mr Sanjin DRAGOJEVIC
Senior Adviser to the
Minister

CUBA

Excmo. Sr. D' Rafael
BERNAL ALEMANY
Viceministro Primero de
Cultura

Lic. María Josefa VILABOY
Jefa del Grupo de Asuntos
Multilaterales

Lic. Andrés GONZÁLEZ
Jefe de Programas y
Relaciones Internacionales
del Centro
Nacional de Superación y
Cultura

Dra. María Cecilia
BERMÚDEZ GARCÍA
Comisión Nacional Cubana
de la UNESCO

Sr. Gerardo MOSQUERA
Free Lance Art Critic and
Curator

CYPRUS/CHYPRE

Mr Andreas PHYLACTOU
Permanent Secretary
Ministry of Education and
Culture

Mrs Loria MARKIDES
Director, Cultural Affairs
Division and Secretary-
General of the Cyprus
National Commission

H. Exc. Mrs Erato
KOZACOU-MARCOULLIS
Ambassador of Cyprus to
Sweden

Mr Pavlos
ANASTASSIADES
Secretary

CZECH REPUBLIC/
RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

H. Exc. Mr Zdeněk NOVÁK
Deputy Minister of Culture

Mr Karel KOMÁREK
Secretary-General, Czech
Commission for UNESCO

Mr Michal BENEŠ
Secretary for Cultural Affairs,
Ministry of Culture

Mr Ivan JANCAREK
Counsellor, Embassy of
Czech Republic in Sweden

DEM. PEOPLE'S REP. OF
KOREA/RÉP. DÉM. POP.
DE CORÉE

H. Exc. Mr. RI Tae Gyun
Ambassador, Permanent
Delegate to UNESCO

Mr RI Kyong Il
Third Secretary, Permanent
Delegation to UNESCO

Mr PAEK sung Chol
Attache, Embassy of the D.P.
R. Korea to Sweden

DEM. REP. OF THE
CONGO/RÉP. DÉM. DU
CONGO

Mr Onokoko OKENDE
Directeur du Cabinet adjoint

- du Ministre de l'Information et de la culture
- M. Yvon MOMBONG
Conseiller - Directeur du Cabinet du Vice-Ministre de la Culture
- Prof. P. Toussaint ELEMBO DJUNGA
Conseiller- Chargé d'études du Ministre de la Coopération internationale
- M. AWAZI KANYELA-SADALA
Expert au Ministère des Affaires étrangères
- M. Corneille MONOKO K'EUM IZE
Conseiller artistique du Vice-Ministre de la Culture
- Prof. MANDA-KIZABI
Consultant
- M. NDAYWELE-Nzièm
Université de Kinshasa
- DENMARK/DANEMARK
Mrs Lene WITTE
Deputy Permanent Secretary
Ministry of Culture
- Mr Per GADE
Head of Section
- Mr Per WOETMANN
Head of Section
Ministry of Culture
- Mrs Christine HOSTBO
Deputy Delegate
- Mrs Bodil Busk LAURSEN
Director
- Mr Henning MELCHIOR
Information Department
- Mrs Merete ASMUSSEN
Executive Officer
- DOMINICAN REP./
RÉP. DOMINICAINE
Dra. Celsa Albert BATISTA,
Directora General de Cultura
Ministerio de Educación
- Sr. Mateo MORRISON,
Miembro del Consejo
Presidencial de Cultura
- ECUADOR/ÉQUATEUR
Excmo. Sr. Don Alfonso LÓPEZ
Embajador Ecuador en
Suecia
- Sr. Luis VAYAS, Tercer
Secretario, Embajada del
Ecuador en Suecia
- EGYPT/ÉGYPTE
H. Exc. Mr Mohamed GHONEIM
First Vice Minister of
Culture for International
Cultural Relations
- H. Exc. Mr Sameh DERAR
Ambassador of Egypt to
Sweden
- Mr Sami KHASHABA
Head of Central
Administration for Theatre,
Ministry of Culture
- Mr. Samir Ghareeb EL-SAYED
Under Secretary of State for
the Cultural Development
Fund, Ministry of Culture
- Prof. Hoda Youssef WASFI
Advisor to the Minister of
Culture for the Decade of
Cultural Development
- Mrs. Soha GENDY
Second Secretary, Ministry
of Foreign Affairs
- Mrs. Sherin SAAD ALLA
Second Secretary, Egyptian
Embassy in Stockholm
- Prof. Ahmed Mostafa ABOU
ZEID
Prof. of Anthropology,
Faculty of Arts, University of
Alexandria
- Prof. Milad Mikhail HANNA
Member of Supreme Council
of Culture
- D^r. Morsy SAAD EL-DIN
ABDEL HAMID
Former President of State
Information Service
- Prof. Hoda MOHAMED
BADRAN
Prof. Faculty of Social
Services, Helwan University
- Mr. Abdel TAWAB
YOUSSEF MOHAMED
Member of The Child
Committee, Supreme Council
of Culture
- Prof. Salah SOLIMAN
KONSUA
Prof. of Philosophy, Faculty
of Arts, Cairo University
- Prof. Mona Said EL-HADIDI
Prof. of Mass Media, Faculty
of Mass Media, Cairo
University
- D^r. Mohamed EL-SAYED
SAID
Deputy Director of the
Strategic and Political
Studies Centre - Al Ahram
Foundation
- D^r. Nabil ALY
Vice President of the Sakhr
Computer Company Board
- Mr. Nabil ABDEL FATTAH
MOHAMED
Head of the Social and Legal
Unit, Strategic and Political
Studies Centre, Al Ahram
Foundation
- D^r. Hala Sayed MOSTAFA
Head of Political Systems
Unit, Strategic and Political
Studies Centre, Al Ahram
Foundation
- Mr. Ahmed FOUAD SELIM
Advisor to the National Arts
Centre, President of the
Egyptian Section of Art
Critics
- Mrs. Enaam MOHAMED
BAHAA SELIM
Undersecretary of State,
International Organisations
and Media, Foreign Cultural
Relations, Ministry of
Culture
- ERITREA/ÉRYTHRÉE
H. Exc. Mr Adhanom
GHEBREMARIAM
Ambassador of Eritrea to the
Nordic Council
- Mr Hagos WOLDU
Counsellor, Embassy of
Eritrea to the Nordic
countries
- Mr. Yonas MANNA, Second
Secretary, Embassy of Eritrea
to the Nordic countries
- ESTONIA/ESTONIE
Mr. Jaak KANGILASKI
Chairman, Estonian National
Commission for UNESCO
- Mrs Lore LISTRA
Director of the Estonian
Institute
- Mr Jaan TAMM
General Director
Board of Antiquaires
- Ms Katrin MAANDI,
Advisor, Ministry of Culture
- Mr Helle-Helena PUUSEPP
Head, International
Department Ministry of
Culture
- M. Hain TOSS
Chief Inspector
Board of Antiquaires
- Mr Paul-Eerik RUMMO, MP
- ETHIOPIA/ÉTHIOPIE
H. Exc. Mr Woldemichael
CHEMU
Minister of Information and
Culture
- Mr Assefa Argan
General Manager of
Ethiopian National Theatre
- FIJI/FIDI
Ms Sereima LOMALOMA
Director for Women and
Culture
- FINLAND/FINLANDE
H. Exc. Mr. Claes
ANDERSON
Minister of Culture
- Mr Jarmo LINDÉN
Special Adviser to the
Minister
- Mr Kalevi KIVISTÖ
Director General of the
Department for Cultural
Policy
- Mrs Margaretha
MICKWITZ
Director General for
International Relations
- Mr Rauno ANTILA
Director, Arts Division
- Mr Risto KIVELÄ
Special Government Adviser
Arts Division
- Mrs Hannele KOIVUNEN
Counsellor for Cultural
Affairs
- Mr Jukka LIEDES
Special Government Adviser
- Mr Olli SAARELA
Special Government Adviser
- Ms Zabrina HOLMSTRÖM
Counsellor for Cultural
Affairs, Secretary-General of
the Finnish National
Commission for UNESCO
- Mr Kimmo AULAVE
Special Advisor
- Mr Risto RUOHONEN
Chair Arts Council of
Finland
- Mrs Eija RISTIMÄKI
Managing Editor of Artists
Quarterly
- Mr Olli ALHO
Director of Programme
- Mrs Anna-Leena SIIKALA
Professor
- Mr Christian SUNDGREN
Director, Information Unit
- Mrs Irma-Liisa
PERTTUNEN
Counsellor Unit for Sector
Policy and Advice
- FRANCE
S. Exc. M^{me} Catherine
TRAUTMANN
Ministre de la Culture et de
la communication
- M. Norbert ANGEL,
Conseiller Spécial de la
Ministre de la Culture et de
la communication
- S. Exc. M. Jean MUSITELLI
Ambassadeur, Délégué
Permanent auprès de
l'UNESCO
- M. Jean FAVIER
Président de la Commission
française pour l'UNESCO
- M. Alain LOMBARD
Chef du Département des
Affaires internationales,
Ministère de la Culture et de
la communication
- Mlle Aurélie BOUCHEZ
Chargé de mission auprès du
Directeur des Nations-Unies
et des Organisations
internationales
Ministère des Affaires
étrangères
- M^{me} Claudine BOURREL,
Chargé de mission, Direction
du développement,
Secrétariat d'État à la
coopération
- M. Jean-Pierre BOYER
Secrétaire général,
Commission française pour
l'UNESCO
- M^{me} Catherine DUMESNIL
Conseiller technique,
Commission française pour
l'UNESCO
- M. Bruno FAVEL
Chargé de mission,
Département des Affaires
internationales, Ministère de
la Culture et de la
communication

M. Valéry FRELAND
Chargé de mission, Direction
de l'Action audiovisuelle
extérieure, Ministère des
Affaires étrangères

M. Bernard GOURNAY
Conseiller, Maître à la Cour
des Comptes, Professeur à
l'Institut d'études politiques,
Membre du Comité Culture
de la Commission française
pour l'UNESCO

M. Chérif KHAZNADAR
Directeur de la Maison des
Cultures du Monde,
Président du Comité Culture
de la Commission française
pour l'UNESCO

Professor Jacques RENARD,
Professeur associé à l'Institut
d'études politiques de
Grenoble

S. Exc. M. Philippe PETIT
Ambassadeur de France en
Suède

M. Olivier LACROIX
Premier Secrétaire
Ambassade de France en
Suède

GABON

S. Exc. M. Jacques
ADIAHENOT
Ministre de la
Communication et culture

S. Exc. Philippe DJENO
OKOUMBA
Ambassadeur, Délégué
Permanent du Gabon
auprès de l'UNESCO

M. Maxime POUPI
Secrétaire général adjoint
Commission nationale pour
l'UNESCO

Mr Jean-Claude QUENTIN
Conseiller technique
Ministère de la Culture

M. T. MOUBAMBA
Aide de Camps
Ministère de la Culture

Mr Anicet BONGO
Chef du Département
Management et Stratégie

GAMBIA/GAMBIE

Mr Momodou JOOF
Principal Cultural Officer
National Council for Arts
and Culture

Mr Redmond TOBIN
Principal Cultural Officer
Museums and Monuments
Division, National Council
for Arts and Culture

GEORGIA/GÉORGIE

Mr Peter METREVELI
Secretary-General
National Commission for
UNESCO

GERMANY/ALLEMAGNE

H. Exc. Mr Helmut
SCHÄFER, MP
Minister of State, Federal
Foreign Office

H. Exc. Professor Hans-
Joachim MEYER
Minister of State for Science
and Art of the Free State of
Saxony

H. Exc. D^r Horst
WINKELMANN
Ambassador, Deputy Head of
the Cultural Directorate-
General the Federal Foreign
Office

Frau Elisabeth ALTMANN,
MP

Herr Heinrich BLEICHER-
NAGELSMANN
Vice-Chairman of the
German Arts Council

Herr Niels BREYER
Federal Ministry for
Economic Cooperation and
Development

Professor Peter CANISIUS
President of the German
Commission for UNESCO

D^r Hans-Dieter DYROFF
Desk Officer for Cultural
Affairs at the German
Commission for UNESCO

Professor Johannes FUCHS
President of the Union of
Federal Associations for
Cultural Youth Education

Frau Jutta van HASSELT
Secretariat of the Standing
Conference of Ministers of
Education and Cultural
Affairs of the Länder

Herr Uwe HEYE
Federal Foreign Office

D^r Hans Georg KNOPP
Secretary-General, House of
World Cultures

Professor Karl-Hans
LAERMANN, MP
Free Democratic Party

D^r Elke LEONHARD-
SCHMID, MP - Social
Democratic Party

Herr Wolfgang MAURUS
Federal Ministry of the
Interior

D^r Wilhelm NEUFELDT
Ministry for Science,
Research and Culture of
Land Brandenburg

Herr Josef REICHARDT
German Embassy, Stockholm

Professor Peter von RÜDEN
Programme Director,
Norddeutscher Rundfunk

Herr Georg SCHMIDT
Federal Foreign Office

D^r Traugott
SCHÖFTHALER
Secretary-General of the
German Commission for
UNESCO

Herr Eberhard SCHUPPIUS
Chargé d'Affaires ad interim,
German Embassy, Stockholm

Frau Frauke
SCHMEERTMANN
German Embassy, Stockholm

D^r Mona SUHRBIER
Museum of Ethnology,
Frankfurt am Main

Herr Hendrik
WASSERMANN
Federal Foreign Office

Herr Jörg Ingo WEBER
Senat Department for
Science, Research and
Culture

Frau Astrid WOLF
German Embassy, Stockholm

D^r Rainer ZIMMERMANN
State Ministry for Science
and Art of the Free State of
Saxony

GHANA

Prof. Nana Ahrin
BREMPOG
Chairman of the National
Commission on Culture

Mr Efo Kodjo MAWUGBE
Director of Programmes

Prof. J.H. K. NKETIA
Director, ICAMD
University of Ghana

Mrs Betty MOULD-
IDDRISU

GREECE/GRÈCE

S. Exc. M. Evangelos
VENIZELOS
Ministre de la Culture

S. Exc. M. Vassilis
VASSILIKOS
Ambassadeur, Délégué
Permanent auprès de
l'UNESCO

M^{me} Héliène METHODIOU
Conseiller culturel auprès de
la Délégation permanente
auprès de l'UNESCO

M^{me} Sophia HINIADOU
Conseiller auprès du Ministre
de la culture

M^{me} Katerina DELAPORTA
Archéologue auprès du
Ministère de la culture

S. Exc. M. Emmanuel
KALPADAKIS
Ambassadeur de la Grèce en
Suède

M. A. ATHANASEKOU
Conseiller
Ambassade de la Grèce en
Suède

M. Alexis-Paul
Conseiller
Ambassade de la Grèce en
Suède

M. Solon MANTZIZAS
Conseiller
Ambassade de la Grèce en
Suède

GRENADA/GRENADE

H. Exc. Mr Keith C.
MITCHELL
Prime Minister

GUATEMALA

Excmo. Sr. D^r ZEA
Viceministro de Cultura y
Deportes

M^{me} Olga Camey de NOACK
Presidenta de la Comisión de
Cultura y Deportes del
Congreso

GUINEA/GUINÉE

S. Exc. M. Alpha Ibrahima
Mongo DIALLO
Ministre de la
Communication et de la
culture

Mr Aly Gilbert IFFONO
Conseiller du Ministre
Chargé de la culture

M. Marnadouba Lefloch
CAMARA
Chef du Département culture
et communication

GUINEA-BISSAU/

GUINÉE-BISSAU

M. Ibrahim SOW
Secrétaire d'État à la culture,
à la jeunesse et aux sports

M. Aly HIJAZY
Président de l'Institut de la
jeunesse

M. DURATE IOLA
Directeur du Cabinet
d'études et des relations
internationales

HAITI

M. Robert SAUREL
Directeur général

HONDURAS

H. Exc. Mr. Hedman Allan
PADGET
Minister of Culture

H. Exc. Mrs Sonia
MENDIETA DE
BARADOUX
Ambassador, Permanent
Delegate of Honduras to
UNESCO

Mr Bergt HORIN
Honorary Consul of
Honduras in Gothenburg

Hon. Mr Jorge GALVEZ
PAZ
Chargé d'Affaires a.i.
Embassy of Honduras in
Stockholm

Miss Victoria MOLINA
Administrative Assistant
Embassy of Honduras in
Stockholm

HUNGARY/HONGRIE

Mr. Iván RÓNAI
Director-General, Ministry of
Culture and Education

Mr. András TÖRÖK
President
National Cultural Fund

Mr. Gábor ERDŐDY
Secretary, Hungarian
Commission for Millennium

Ms. Ildikó SZABO
Counselor, Hungarian
Commission for Millennium

- Mr. Tibor DESSEWFFY
Sociologist
University ELTE, Budapest
- Mr. Gyula VARSÁNYI
Journalist, Member of the
Hungarian National
Commission for UNESCO
- Mr. Mihály RÓZSA
Secretary-General
Hungarian National
Commission for UNESCO
- ICELAND/ISLANDE
H. Exc. Mr. Bjorn
BJARNASON
Minister of Education,
Science and Culture
- Mr Sveinn EINARSSON
Chairman Icelandic National
Commission
- Ms Karitas H.
GUNNARSDOTTIR
Head of Division for Cultural
Affairs
- Mr Hjalmar H.
RAGNARSSON
President of the Union of
Icelandic Artists
- INDIA/INDE
H. Exc. D^r. L. M. SINGHVI
Former High Commissioner
of India to UK
- D^r. R.V. Vaidyanatha
AYYAR
Secretary, Department of
Culture
- Mrs Anjali SEN
Director, Department of
Culture
- H. Exc. Mr Sushil DUBEY
Ambassador of India in
Sweden
- Mr A. GOPINATHAN
Joint Secretary
Ministry of External Affairs
- Mr Gauri Shankar GUPTA
Counsellor, Permanent
Mission of India to
UNESCO
- Mr J. K. TRIPATHI
First Secretary, Embassy of
India in Sweden
- INDONESIA/INDONÉSIE
H. Exc. Mr Haringun
HARDJOTANOJO
Ambassador of Indonesia to
Sweden
- Mr Djudjur S. H.
HUTAGALUNG
First Secretary, Embassy of
Indonesia in Sweden
- IRAQ/IRAQ
Mr Naji AL-HADOTHI
Advisor to the Minister of
Information and Culture
- Mr Abdul-Wahab AL-
JAWARY
Chargé d'Affaires, Iraqi
Embassy in Sweden
- IRAN (ISL. REP. OF)/
IRAN (RÉP. ISL. D')
H. Exc. D^r Ataollah
MOHAJERANI
- Minister of Culture and
Islamic Guidance
- H. Exc. Mr Seyed
Mohammad BEHESHTI
President, Iranian Culture
Heritage Organization
- D^r Shaban Shahidi
MOADAB
President Cultural
Documentation Centre
- H. Exc. Mr Seifollah DAD
Deputy Minister of Culture
and Islamic Guidance for
Cinematographic Affairs
- H. Exc. D^r. Hadi KHANIKI
Cultural Advisor to the
Minister of Culture and
Higher Education
- H. Exc. D^r Ahmad JALALI,
Ambassador, Permanent
Delegate to UNESCO
- Ms Fatemeh FARAHANI
Director, Department of
Culture, Iranian National
Commission for UNESCO
- Mrs. Jamileh KADIVAR
Member of the President's
Media Advisory Group
- Ms. Elaheh HAFEZI
Advisor to the Minister of
Culture and Islamic guidance
for International Affairs
- Mr Mohammad Hossein
IMANI KHOSHKHOU
Director General, Centre for
Cultural and Artistic
Research and Statistics
- Mr Mohammad Mojtahed
SHABESTARI
University Professor
- D^r. Fatollah MOJTABAI
University Professor
- D^r. Mohammad Ali AKBARI
University Professor
- Mr. Rouhollah HASSANI
Expert, Ministry of Culture
and Islamic Guidance
- Mr MAHMOUDI, Ministry
of Foreign Affairs
- Ms MOSTAFAVI,
Organization of Culture and
Islamic Communication
- IRELAND/IRLANDE
Mr Sonal CAREY
Chairman of Parliamentary
Committee of Heritage and
Language
- Ms Kate CAMPBELL
Community Foundation
- Ms Monica BARNES
Member of Parliament
- Mr Enda BONNER
Member of Parliament
- Mr Denis MCGINZEN
Member of Parliament
- Mr Pdraig ALLEN
Clerk, Parliamentary
Committee
- ISRAEL/ISRAËL
H. Exc. Mr Gideon BEN-
AMI
- Ambassador of Israel to
Sweden
- Mr Micha YINON
Director, Cultural Affairs,
Ministry of Culture,
Education and Sports
- Mr Yair LEVIN
Deputy Director in charge of
Foreign Relations
- Mrs Dina SOREK
Director
Cultural and Scientific
Division,
Ministry of Foreign Affairs
- Mr Shlomo MORGAN
Counsellor
Embassy of Israel Stockholm
- Professor Zohar SHAVIT
Associate Professor
- Professor Edwin SEROUSSI
Head of Musicology
Department
- Mr Emanuel HALPERIN
Senior Editor Israeli
Television
- ITALY/ITALIE
H. Exc. Mr Walter
VELTRONI
Deputy President of the
Council of Ministers and
Minister of Cultural Affairs
- H. Exc. Mr Franco
FERRETTI
Ambassador of Italy in
Stockholm
- Pierbenedetto FRANCESE
Minister Plenipotentiary
Diplomatic Counsellor of the
Minister of Cultural Affairs
- Armando SANGUINI
Minister Plenipotentiary
Director General of the
Cultural Department at the
Ministry for Foreign Affairs
- Ms Paola DELLE FRATTE
Advisor to the Minister
- Ms Patrizia ADKINS CHITI
Italian Commission for Equal
Opportunities
- D^r Sabrina BELLOSI
Press Attaché of the Minister
of Cultural Affairs
- D^r Margherita SABATINI
UNESCO Department,
Ministry for Foreign Affairs
- Prof. Grytzko MASCIONI
Direction générale des
Relations culturelles
- Counsellor Lucia FIORI
Cultural Department of the
Ministry for Foreign Affairs
- Prof. Lucia BORELLI VLAD
Vice President of the
Cultural Committee
- Mr Rosino RISI
Director, Italian Institute of
Culture in Stockholm
- D^r Isa de PINEDO
Central Institute of
Catalogisation of the Italian
- libraries and for the
information of the libraries
- Mr Agostino CHIESA
First Counsellor
Embassy of Italy in Sweden
- M^{me} Carla BODO
Membre de l'Observatoire du
spectacle
- Prof. Paolo TERNI
Président du Comité
« Culture »
- Karl TURRICCHIA
Press Officer
Embassy of Italy in Sweden
- Mr Fabio PANDOLFI
Security of the Minister
- JAMAICA/JAMAÏQUE
Ms Elaine MELBOURNE
Adviser to the Minister of
Education and Culture
- JAPAN/JAPON
H. Exc. Mr Koichiro
MATSUURA
Ambassador of Japan to
France
- H. Exc. Mr Azusa HAYASHI
Ambassador, Permanent
Delegate of Japan to
UNESCO
- Mr Akinori SHIMOTORI
Director-General, Cultural
Affairs Department
Agence for Cultural Affairs
- Mr Hiroyuki UCHIYAMA
Senior Specialist,
Cooperation with
International Organizations,
International Affairs
Planning Division Science
and International Affairs
Bureau, Ministry of
Education
- Ms Tomoko SUWABE
Third Secretary
Embassy of Japan in Sweden
- Mr Yuichi ISHI
Embassy of Japan to Sweden
Director, Multilateral
Cultural Cooperation
Division, Ministry of Foreign
Affairs
- JORDAN/JORDANIE
H. Exc. Mr Talal AL
HASSAN
Minister of Culture and
Youth
- H. Exc. M. Adnan
TALHOUNI
Ambassador, Permanent
Delegate of Jordan to
UNESCO
- Mr Mu'nes AL RAZZAZ
Counsellor of the Minister of
Culture and Youth
- Mr Anwar AL ZOUBI
Director of International
Relations
Ministry of Culture and
Youth
- Ms Muna HENNINGS
SURAIQAT

The Jordanian Consul in Stockholm

KAZAKHSTAN

H.E. Mr Nurlan DANENOV
Ambassador, Permanent Delegate to UNESCO

Mr Rustam MUZAFAROV
First Secretary, Embassy of Kazakhstan in France
Expert, Ministry of Education, Culture and Public Health of the Republic of Kazakhstan

KENYA

Mr S. M. SEBA
Member, National Commission Cultural Committee for UNESCO

Mr Atsen AHUA
Executive Director

D' Paul KAVYU
Chairman, Presidential Music Commission

D' Mohammed ISAHAKIA
Director

National Museums of Kenya

D' George ABUNGU
Deputy Director
National Museums of Kenya

D' Ahmed Idha SALIM
Kenya's Ambassador in Sweden

Mrs Lorna OTTARO
Deputy Secretary-General
Kenya National Commission for UNESCO

KUWAIT/KOWEIT

Mr Sulaiman Abdallah AL-ONAZI
Secretary General
Kuwait National Commission for UNESCO

H. Exc. Mr Zaid AL-SHARIDA
Kuwait Ambassador to Sweden

D' Saad Mohamed FALAH AL-AJMI
Information Consultant,
Kuwait Embassy, London

D' Faisal Salem A. AL-SALEM
Permanent Delegate of Kuwait to UNESCO

D' Manssour ABOUKNOMSEEN
Professor of History, Kuwait University

LAO PEOPLE'S DEM. REP./
RÉP. DÉM. POP. LAO

H. E. Mr Thongsavath PRASEUTH
Ambassador of Lao in Sweden

Mr Souvanna PHOUYAVONG
First Secretary of the Embassy of Lao in Sweden

LATVIA/LÉTTONIE

H. Exc. Mrs Ramona UMBLIJA
Minister of Culture and

President of the National Commission for UNESCO

H. Exc. Mrs Aina NAGOBADS-ABOLS
Ambassador, Permanent Delegate of Latvia to UNESCO

Ms Vija VIRTMANE
Director of the Department of Cultural Policy

Ms Jolanta TREILE
Head of the Division for Cultural Strategy

Mr Janis SIKSTULIS
Secretary-General, National Commission for UNESCO

Mr Peteris BHEMS
Head of Architectural Board

Ms Iveta ZVAIGZNE, Press Secretary

LEBANON/LIBAN

H. Exc. Mr Fouad AOUN
Ambassador of Lebanon in Sweden

LESOTHO

H. Exc. Mr Pashu MOCHESANE
Minister of Tourism, Sports and Culture

H. Exc. Mr Seymour KIKINE
Ambassador of Lesotho to Nordic countries

Mr M. MOHAPELO
Principal Secretary, Ministry of Tourism, Sports and Culture

Mrs N. QHOBOSHEANE
Acting Director of Culture, Ministry of Tourism, Sports and Culture

Mrs Kekeletso TSEKOA
Programme Co-ordinator for Culture, Lesotho National Commission for UNESCO

Mr Pitso Frank KOELANE
National Co-ordinator for Thaba-Bosin Cultural Project, Ministry of Tourism, Sports and Culture

LIBYAN ARAB
JAMAHIRIYA/JAMAHIRIYA

ARABE LIBYENNE
H. Exc. Mr AHMED BEN KHAYAL
Ambassador of Libya in Stockholm

LITHUANIA/LITUANIE

S. Exc. M. J. SIRVINSKAS
Vice-Ministre de la Culture

M^{me} Ugnė KARVELIS
Ambassadeur, Délégué permanent de Lituanie auprès de l'UNESCO

S. Exc. M. V. NAUDUZAS,
Ambassadeur de Lituanie en Suède

Mlle Vida PABARSKAITE
Chef du Service des relations extérieures au Ministère de la culture

LUXEMBOURG

M. S. Guy DOCKENDORF
Directeur général, Premier Conseiller du Gouvernement, Ministère de la Culture

MADAGASCAR

H. Exc. Mr Fredo BETSIMIFIRA
Minister of Information, Culture and Communication

MALI

S. Exc. M^{me} Arninata TRAORÉ
Ministère de la Culture et du tourisme

MALTA/MALTE

H. Exc. Mr Vincent CAMILLERI
Ambassador, Permanent Delegate to UNESCO

MARSHALL ISLANDS/ILES

MARSHALL
H. Exc. Mr Justin DEBRUM
Minister of Education

Mr. Patrick B. LANGMOIR
Specialist Assistant to the Minister of Education

MEXICO/MEXIQUE

Lic. Rafael TOVAR Y DE TERESA
Presidente del Consejo Nacional para la Cultura y las Artes (CNCA)

Excmo. Sr. Lorenzo VIGNAL SEELBACH
Embajador de México en Suecia

Lic. José Luis MARTINEZ
Secretario Ejecutivo del Fondo Nacional para la Cultura y las Artes

Lic. Maria Teresa FRANCO
Directora General del Instituto Nacional de Antropología e Historia

Sra. Patricia EULEANA
Directora, Archivos nacionales

Lic. Alejandra de la PAZ
Coordinadora de Asuntos Internacionales
Consejo Nacional para la Cultura y las Artes

D' Margarita DALTON
Directora, Instituto Oaxaqueño de las Culturas, Oaxaca, Mexico

D' Néstor GARCÍA CANCLINI
Profesor-Investigador
Universidad Autónoma Metropolitana-Iztapalapa

Dra. Graciela ARROYO PICHARDO
Facultad de Ciencias Políticas y Sociales,
Universidad Autónoma de México

Mtro. Natalio HERNANDEZ
Experto, Casa de los Escritores en Lenguas Indígenas

Sr. R. ALONSO

MOLDOVA

S. Exc. M. Ghenaldi CIOBANU
Ministre de la Culture

MONACO

M. Rainier ROCCHI
Directeur des Affaires Culturelles
et Secrétaire général de la Commission nationale pour l'UNESCO

M. Bernard GASTAUD
Directeur du Service du contentieux et des études législatives

M. Olof SJOSTROM
Consul Honoraire de Monaco à Stockholm

MOROCCO/MAROC

S. Exc. M. Mohamed EL ACHAARI
Ministre des Affaires culturelles

M. Ahmed BADRY
Inspecteur général

M. Mohamed LOAKIRA
Directeur des arts

MOZAMBIQUE

H. Exc. Mr José M. KATUPA
Minister of Culture, Youth and Sports

Mr Esteves Antonio CAMACHO
National Director of Culture

Mrs Maria Angela Penicela KHAN
Head International Relations Department
Ministry of Culture

D' Luis COVANE
Director of National Heritage
Ministry of Culture

Mr David Abilio MONDLANE
Director of Song and Dance Company, Ministry of Culture

Mr Renato MATUSSE
SADC Co-ordinator for Information and Culture
Ministry of Culture

Mr Alfredo Fabio NUVUWGA
Second Secretary
Embassy of Mozambique in Stockholm

NAMIBIA/NAMIBIE

Mr Justin ELLIS
Under Secretary of Culture and Lifelong Learning
Ministry of Basic Education and Culture

Mr Jason Abed ANGULA
First Secretary
Embassy of Namibia in Stockholm

NEPAL/NÉPAL

H. Exc. Mr Sharat Singh BHANDARI

- Minister of Youth, Sports and Culture
Mr Biswa Nath SAPKOTA
Secretary
NEW ZEALAND/NOUVELLE-ZÉLANDE
Mrs Jane KOMINIK
New Zealand Ministry of Cultural Affairs
Mr Timoti KARETU
Maori Language Commission
Mr Roimata KIRIKIRI
New Zealand National Commission for UNESCO
- NICARAGUA
Excmo. Sr. B. MATAMORAS
Embajador de Nicaragua en Suecia
Sr. Bergman ZUNIGA PEREZ
Ministro Consejero
Embajada de Nicaragua en Suecia
Sr. L. D'COFFALO ROJAS
Primer Secretario
Embajada de Nicaragua en Suecia
Sr. F. RODRIGUEZ
Segundo Secretario
Embajada de Nicaragua en Suecia
- NIGERIA/NIGÉRIA
Mr Patrick ETA,
Permanent Secretary
Federal Ministry of Information and Culture
Mr. Alhaji Abdulrahmn MICIKA
Director-General, Federal Radio Corporation in Nigeria
D^r. Charles GONYOK
Director of Culture
Mrs. Angela UYAH
Assistant Director (UNESCO)
World Decade for Cultural Development in Nigeria)
- NORWAY/NORVÈGE
H. Exc. Ms. Anne ENGER LAHNSTEIN
Minister of Cultural Affairs
Ms Guri JØRSTAD
Political Adviser to the Minister of Cultural Affairs
Mr Sigve GRAMSTAD
Director General
Ministry of Cultural Affairs
Ms Berit GRIEBENOW
Director of Information
Ministry of Cultural Affairs
Mr Magne VELURE
Adviser
Ministry of Cultural Affairs
Mr Erik TOGSTAD
Adviser
Ministry of Cultural Affairs
Ms. Åse VØLLO
Adviser
Ministry of Cultural Affairs
- Mr Einar HOLTANE
Deputy Director-General,
Ministry of the Environment
Mr Dag NISSEN
Assistant Director-General,
Ministry of Foreign Affairs
Mr Ole Henrik MAGGA
Sami Parliament
Mr Ole Jacob BULL
Director, Norwegian Council for Cultural Affairs
Ms Ragnfrid STOKKE
Adviser, Norwegian Council for Cultural Affairs
Ms Ingrid ELDE
President, Norwegian National Commission for UNESCO
Ms Vigdis Moe SKARSTEIN
Director of the University Library of Trondheim
Norwegian National Commission for UNESCO
Ms Grete MARSTEIN
Artist, Norwegian National Commission for UNESCO
Ms Ingunn KVISTERØY
Deputy Secretary-General
Norwegian National Commission for UNESCO
Mr Hans HOGNESTAD
Senior Executive Officer
Norwegian National Commission for UNESCO
Professor emeritus Arne Martin KLAUSEN
- PAKISTAN
D^r Khalid Saeed BUTT
Executive Director, Lok Virsa
- PAPUA NEW GUINEA/PAPOUASIE NOUVELLE GUINÉE
H. Exc. Mr Muki TARANUPI
Minister for Education, Culture and Science
D^r Jacob SIMET
Executive Director, National Cultural Commission
Mr Soroi MAREPO
Director of National Museum
- PERU/PÉROU
Excmo. Sra. Maria Luisa FEDERICI
Embajadora del Perú en Francia y Representante Permanente ante la UNESCO
Excmo. Sr. Eduardo Llosa LARRABURE
Embajador del Perú en Suecia
Primera Secretaria Gladys GARCIA
Embajada de Perú en Suecia
Tercer Secretario Luis ESPINOZA
Embajada de Perú en Suecia
- PHILIPPINES
Hon. Mrs. Rosario G. MANALO
Undersecretary
Office of International Economic Relations
Department of Foreign Affairs
H. Exc. Mrs. Erlinda F. BASILIO
Ambassador, Embassy of The Philippines in Stockholm
Mr. Adrian CRISTOBAL
Playwright/essayist/journalist
Ms Maria ISLETA
First Secretary
Embassy of The Philippines in Stockholm
Hon. Felipe DE LEON
Commissioner,
National Commission for Culture and the Arts
Mr Rodrigo CORNEJO
Chairman, Committee on Communication,
National Commission for Culture and the Arts
Hon. Victorino SAWAY
Commissioner,
National Commission for Indigenous Peoples
- POLAND/POLOGNE
S. Exc. M^{me} Joanna WNUK-NAZAROWA
Ministre de la Culture
S. Exc. M. Ryszard CZARNY
Ambassadeur de la République de Pologne en Suède
M. Robert KWIATKOWSKI
Directeur, Conseil National de la Radio et Télévision
Prof. Andrzej TOMASZEWSKI
Directeur général du Patrimoine
M^{me} Aleksandra WACLAWCZYK
Secrétaire général adjoint,
Commission nationale polonaise pour l'UNESCO
Prof. Zbigniew BOKSZANSKI
Chef de la Chaire de Sociologie de la culture
Prof. Marek ZIOLKOWSKI
Institut de Sociologie,
Université Adam Mickiewicz de Poznan, Président du Comité des Sciences sociales de la Commission nationale polonaise pour l'UNESCO
M^{me} Iwona JEDRZEJCZAK
Expert Ministère de la culture et des arts
- PORTUGAL
S. Exc. M^{me} Catarina VAZ PINTO
Secrétaire d'État à la culture
M. Eugenio LISBOA
Président
Commission nationale portugaise pour l'UNESCO
- M^{me} Maria de Lourdes LIMA SANTOS
President Observatorio des Actividades Culturales
M^{me} Maria Manuel DURAO
Délégué permanent adjoint du Portugal auprès de l'UNESCO
M^{me} L. CARVALHO
Sous-Directeur général,
Ministère de la culture
M^{me} Ana NAZARETH
Head of Office
M. J. E. Lopes SERRADO
Secrétaire exécutif
Commission nationale portugaise pour l'UNESCO
M. J. MARINS
Commission nationale portugaise pour l'UNESCO
M. Liberto CRUZ
Commission nationale portugaise pour l'UNESCO
M^{me} Maria Lurdes PAIRAO
Commission nationale portugaise pour l'UNESCO
- QATAR
Mr Abdul-Aziz F. AL-ANSARI
Secretary-General, Qatar National Commission for Education, Culture and Sciences
- REPUBLIC OF KOREA/RÉPUBLIQUE DE CORÉE
H. Exc. Mr YONG,
Permanent Delegate of Republic of Korea to UNESCO
M. Kwon HUH
Director, Department of Culture and Communication
- ROMANIA/ROUMANIE
M^{me} D. MUCICA
Secrétaire général,
Ministère de la Culture
M. Cristian HARABAGIU
Ambassade de Roumanie à Stockholm
- RUSSIAN FEDERATION/FÉDÉRATION DE RUSSIE
H. Exc. Mr Eugeni SIDOROV
Permanent Delegate of Russian Federate to UNESCO
Mr Gregory ORDGENIKIDZE
Chief of Cultural Department, National Commission for UNESCO
Ms Natalia POTAPOVA
Deputy Head, Department of Monuments Preservation
Ms Mavia MAKAGONOVA
Chief of Architectural Dpt. Museum of St. Petersburg
- RWANDA
M. Marc KABANDANA
Secrétaire général
Ministère de la Culture

- Mr Jean MUKIMIBIRI
Directeur de la Culture et des arts
- SAINT LUCIA/
SAINTE LUCIE
Ms June FREDERICK
Chairperson
International Management
Advisory Board for Saint
Lucia National Commission
for UNESCO
- SAN MARINO/
SAINT-MARIN
H. Exc. Ms Marin SAENT
H. Exc. Edith TAMAGNINI
Ambassador, Delegate
Permanent of San Marino to
UNESCO
- SÃO TOMÉ AND
PRINCIPE/SAO TOMÉ-ET-
PRINCIPÉ
M. Macia Nazaré DIAS
DE CEITA
Directeur général de la
culture
- M. Artur DE SOUSSA
PONTES TORRES
Conseiller pour la
coopération auprès de
Ministère de l'Éducation, de
la culture et des sports
- M^{me} Matália Umbelina
NETO Secrétaire générale de
la Commission nationale de
Sao Tomé et Principe pour
l'UNESCO
- SAUDI ARABIA/
ARABIE SAOUDITE
H. Exc. D^r Salih Bin
NASSER
Vice-President of Youth
Welfare for Youth Affairs
- H. Exc. Mr Ibrahim
ALSHEDDI
Deputy Minister of
Education for Culture
- Mr Abdulaziz S. Bin
SALAMAH
Permanent Delegate of the
Kingdom of Saudi Arabia to
UNESCO
- Mr Abdulrahman M. AL-
ELAIQ
Director-General of Cultural
Activities, The General
Presidency of Youth Welfare
- Mr Mohammad A AL-
THONAYYAN
Assistant Deputy Minister of
Information for Foreign
Information
- Mr Othman Y. AL-
RAWWAF
Member of al Shoura
(Consultative) Council
- Mr Abdallah A. AL-RABII
Dean of Scientific Research,
Imam Mohammad Bin Saud
Islamic University
- Mr Hani AL-IDRISSI
Director General of External
Relations
- The General Presidency of
Youth Welfare
- SENEGAL/SÉNÉGAL
S. Exc. M. KEBA BIRANE
CISSE
Ambassadeur en France
Délégué permanent auprès
de l'UNESCO
- M. C. SANKARE
Conseiller
Délégation permanente du
Sénégal auprès de l'UNESCO
- SEYCHELLES
Mr Philippe LE GALL
Technical Adviser (Culture)
- SLOVAKIA/SLOVAQUIE
M. Pavol PANIS
State Secretary
- M. Svatopluk ZEMAN
Directeur
Département des affaires
étrangères
Ministère de la Culture
- M^{me} Zuzana KMETOVA
Teacher of Trainer
- SLOVENIA/SLOVÉNIE
Mr Silvester GABERSCEK
State Secretary
Ministry of Culture
- Ms. Zofija KLEMEN-KREK
Secretary-General
Slovenian National
Commission for UNESCO
- H. Exc. Ms. Dragoljuba
BENCINA
Ambassador of the Republic
of Slovenia to Sweden
- Ms. Vesna COPIC
State Under-Secretary
Ministry of Culture
- Ms. Marujtka HAFNER
State Under-Secretary
Ministry of Culture
- SPAIN/ESPAGNE
Sr. Don Rafael
RODRÍGUEZ-PONGA
Director General de la
Cooperación Cultural y
Comunicación
- Sr. D. José PÉREZ LÁZARO
Subdirector General de
Cooperación Cultural
Internacional
- Sr. Ildefonso CASTRO
LÓPEZ
Consejero Cultural Embajada
de España en Suecia
- Sra. Clara BARREIRO
Consejera de Educación y
Cultura
- Delegación Permanente de
España ante la UNESCO
- SRI LANKA
H. Exc. Mr. Lakshman
JAYAKODY
Minister of Cultural and
Religious Affairs and Buddha
Sasana
- Mrs. Pamitha JAYAKODY
Private Secretary to the
Minister of Cultural and
- Religious Affairs and Buddha
Sasana
- Mr R.A.A. RANAWEERA
Secretary
Ministry of Cultural and
Religious Affairs
- H. Exc. Mr Alfred K. DAVID
Ambassador of Sri Lanka in
Sweden
- SOUTH AFRICA/
AFRIQUE DU SUD
Mr Benjy FRANCIS
Executive Director
Africa Cultural Centre
- Mr Devandhran MOODLEY
Third Secretary (Multilateral
Affairs), Embassy of South
Africa in France
- Ms Jeanne DENYER
Third Secretary, South
African High Commission in
London
- SUDAN/SOUDAN
Mr Angelo B. BEDA
Minister of Manpower
- Mr. Yousif SAEED
Ambassador of Sudan to
Sweden
- Mr. Ahmed Kamal Le-Din
MOHAMMED HASSAN
Attorney at law
- Mr. Ali Osman MOHAMED
Member of National
Commission for UNESCO
- Mrs. Sumaia
ABUKASHAWA
Lecturer at University, Sudan
- Mr. Ismail Elhag MUSA
Member of Parliament,
Sudan
- SWAZILAND
Mr Elias A. B. MKHONTA
Principal Secretary
- Mr Jabulane G. KUNENE
Under Secretary
- Mr Maswazi H. SHONGWE
Director
Sports and Culture
- Mrs Dorothy LITTLER
Secretary-General
Swaziland National
Commission for UNESCO
- SWEDEN/SUÈDE
H. Exc. Ms Marita
ULVSKOG
Minister of Culture
- H. Exc. Mr Carl THAM
Minister of Education and
Science
- Mr Mats KARLSSON
State Secretary for Foreign
Affairs
- Mr Goran LÖFDAHL
State Secretary for Education
and Science
- Ms Ann-Christin NYKVIST
State Secretary for Culture
- Ms Margareta ALIN
President of the Swedish
National Commission
- Mr Nils Gunnar NILSSON
Representative of Sweden on
the Executive Board of
UNESCO
- H. Exc. Mr Ingemar
LINDAHL
Ambassador, Permanent
Delegate of Sweden to
UNESCO
- SWITZERLAND/SUISSE
Mr. David STREIFF
Directeur du Ministère de la
Culture
- Mr. Hans ROTH
Foreign Ministry, Head of
Culture and UNESCO
Section
- Mr. Jean-F. GIOVANNINI
Deputy Head, Development
and Cooperation Directorate
- M. Ursula RELLSTAB
Membre de la Commission
nationale pour l'UNESCO
- Mr. Henrique KOENG
Mrs. Eveline RATERING
Mr. Ezich FURRER Artist
M. Beat BRUMMER Artist
Mrs. Lara MENGHINI
Juriste
- Mr. Rolf SIMMEN
Geschäftsleitender Sekretär
des SBKV
- M. Francesca GEMNETTI
President of the CNSU
- Mr. Bernard WICHT
Responsable, Affaires
Internationales
- SYRIAN ARAB REP./RÉP.
ARABE SYRIENNE
H. Exc. Mr Youssef
CHAKOUR
President
- D^r Aliinajib IBRAHIM
University Professor
- D^r Bachir AL-MOUNAJED
University Professor
- D^r Rafik JEWJATI
D^r Sultan MUHESEN
- THAILAND/THAÏLANDE
H. Exc. Mr Prasart
MANSUWAN
Ambassador of Thailand in
Sweden
- Mr Kamthorn
SITHTICHOTI
Minister-Counsellor, Royal
Thai Embassy in Sweden
- Mr Kittisak
LORPATIMAGORN
Second Secretary, Royal Thai
Embassy in Sweden
- THE FORMER YUGOSLAV
REP. OF MACEDONIA
EX-RÉP. YOUGOSLAVE DE
MACÉDOINE
Mr Slobodan UNKOVSKI
Minister of Culture,
President of the Committee
of UNESCO

- Mrs Lidija TOPUZVSKA
General Secretary of the
National Conference
- Mr Tihomir ILIEVSKI
Ambassador of Macedonia in
Sweden
- Mr Vladimir EFREMOVSKI
Councillor at Embassy of
Macedonia in Sweden
- Mrs Vukica KRTOLICA
POPOVSKA
First Secretary at Embassy of
Macedonia in Sweden
- Mr Goran STEFANOVSKI
Director and Professor of the
Faculty of Drama at the
University of St Kiril and
Metodij in Skopje
- Mr Dimitrie BUZAROVSKI
Ph.D. Dean of the faculty of
Music and Art
- Mr Zoran KOSTOV
Editor of the review
« Studentski Zbor » and
UNESCO representative of
the Youth
- THE NETHERLANDS/
PAYS BAS
- Mr Th. H. ADAMS
Director of the Cultural
Policy Department
Ministry of Education,
Culture and Sciences
- H. Exc. Mr J. de VISSER
Ambassador, Permanent
Delegate to UNESCO
- Mr P.W.M. de MEIJER
Chairman, Netherlands'
National UNESCO
Commission
- Mrs J.A.
SCHOONDERGANG-
HORIJK
Senator
- H. Exc. Mr J. P. DIRKSE
Ambassador for International
Cultural Cooperation
Director at the Department
for Cultural Cooperation,
Education and Research
Department,
Ministry of Foreign Affairs
- Mr W.J. VEENSTRA
Head of the Cultural
Relations and
Communications Developing
Countries,
Ministry of Foreign Affairs
- Mrs S.M. GIMBRERE
Senior Policy Advisor,
Cultural Policy Department,
Ministry of Education,
Culture and Sciences
- Mrs A. EIJSINK
Senior Project Officer,
Cultural Relations and
Communications Developing
Countries,
Ministry of Foreign Affairs
- Mrs M. VOCHTELOO
Policy Advisor, Department
of Media, Literature and
Public Libraries, Ministry of
- Education, Culture and
Sciences
- Mrs A.B. VAN DER VEEN
Press Officer and Editor,
Development Cooperation
Information Department
Ministry of Foreign Affairs
- Prof. A. VAN DER STAAY
Former Director of the Social
and Cultural Planning Office
in the Netherlands
- Mrs E. SIZOO
Advisor to the UNESCO
National Commission
Reseau S/N Network
Culturelles et
Développement
- TOGO
- S. Exc. M. AGBOGBOZI
Ministre de la Jeunesse, des
sports et de la culture
- M. Cosme Adébayo
D'ALMEIDA
Conseiller technique chargé
de la coopération culturelle
au Ministère de la Jeunesse,
des sports et de la culture
- M. Hatédhéema NONON
SAA
Directeur de la Plannification
du Développement au
Ministère de la Planification
et du développement
économique
- M. Coawovi GERMA
Direction des Affaires
culturelles et sociales au
Ministère des Affaires
étrangères et de la
coopération
- M. Issa AMENUNYA
Con seiller Technique chargé
des loisirs au Ministère du
Tourisme et des loisirs
- TRINIDAD AND
TOBAGO/TRINITÉ-ET-
TOBAGO
- Mr S. Sonsma
GOPEESINGH
Assistant to the Minister of
Culture
- TUNISIE
- S. Exc. M. Abdelbaki
HERMASSI
Ministre de la Culture
- M. Mohamed Salah KADRI
Chargé de Mission
- S. Exc. M. Afif HENDAOU
Ambassadeur de Tunisie en
Suède
- M. Foued GARGOURI
Chargé de Mission
Ambassade de Tunisie en
Suède
- Mr Naceur BEN FRIJA
Conseiller
Ambassade de Tunisie en
Suède
- TURKEY/TURQUIE
- H. Exc. Mr İstemihan
TALAY
Minister of Culture
- H. Exc. Mr Turhan FIRAT
Ambassador, Permanent
Delegate to UNESCO
- D'. Tekin AYBAS
Undersecretary
Ministry of Culture
- Mr Metin GOEKER,
Director General for Cultural
Affairs,
Ministry of Foreign Affairs
- Mr Pulat TACAR
Turkish National
Commission for UNESCO
- Prof. Bozkurt GUVENG
Chief Advisor to the
President of the Republic
- Mr Hayri EROL
Deputy Director General for
Cultural Affairs, Ministry of
Foreign Affairs
- Mr Cengiz SANAY
Head of Department for
UNESCO, Ministry of
Foreign Affairs
- Mr Osman ERTUG
Advisor
- Mr Ali KANLI
Advisor
- Mr Nevzat ILHAN
ICOMOS - Turkey
- Mr Refik ERDURAN
Turkish National
Commission for UNESCO
- Mr Hifzi TOPUZ
Writer - Advisor
- Mr Burcu ERDENER
Turkey Youth
Representative, Turkish
National Commission for
UNESCO
- Mr Serdar DENIZ
Second Secretary, Turkish
Embassy in Stockholm
- Mr M. Kemal OKEM
Third Secretary, Ministry of
Foreign Affairs
- UKRAINE
- H. Exc. Mr OSTAPENKO
Minister of Culture and Art
- UGANDA/OUGANDA
- H. Exc. Hajjat Janat
MUKWAYA
Minister of Gender and
Community Development
- D' James SENGENDO
Dean, Faculty of Social
Sciences, Makerere
University/Chairman
- Mr Meddie MAYANJA
National Coordinator,
UNESCO Clubs/ASP of
Uganda
Youth Mobilizer
- Mr Augustine BAZAALE
Secretary National Culture
Committee, Production
Manager, National Cultural
Centre, Lecturer, Makerere
University
- Mr James TUMUSIIME
Vice-Chairman, Visions of
Africa
- UNITED ARAB EMIRATES/
ÉMIRATS ARABES UNIS
- Mr S. GHOBASH
Undersecretary, Ministry of
Information and Culture
- Ms Maisoon AL-QASIMI
Director of Culture, Ministry
of Information and Culture
- Mr Ibrahim AL-ABED
Media Advisor
- UNITED KINGDOM OF
GREAT BRITAIN
AND NORTHERN
IRELAND/ ROYAUME-UNI
DE GRANDE-BRETAGNE
ET D'IRLANDE DU NORD
- H. Exc. Mr Mark FISHER
Minister of the Arts
- Mr. Mark MCGANN
Private secretary to the
Minister and Government
Official
- Mr. Andrew HOOD
Built Heritage
- Mr. Robert LODER
Chair, Triangle Arts Trust
- Mr. Matthew EVANS
Chairman, Library and
Information Comision
- Mr. Michael HELSTON
Head of Cultural Property
Unit
- M. Sheenagh ADAMS
Head of Policy, Historic
Scotland
- Mr. Will BELL
Senior Policy Officer Arts
and Media, Arts Council of
England
- Miss Jane FINNIS
Director, Lighthouse
- M. Mary NEWMAN
Official
- M. Sue WRIGHT
University of Birmingham
- Mr. Antony GORMLEY
Mrs. Hilary IZON
UK Permanent Delegation to
UNESCO
- Miss Sandra REEVE
Facilitator
- Miss Pawlet WARNER
Combined Arts and Cultural
Diversity
- Mrs. Piali RAY
Director
- Miss Naseem KHAN
Senior Policy and Planning
Officer
- Mr. Aidan STRADLING
Government Servant
- UNITED REP. OF
TANZANIA/RÉP.-UNIE DE
TANZANIE
- H. Exc. Prof. Juma A.
KAPUYA (MP) - Minister
for Education and Culture

D^r Daniel K. NDAGALA
Commissioner for Culture

Mr Joseph M. CASTICO
Director of Cultural and
Festivals, Ministry of
Information, Culture,
Tourism

Mr Edward KADIRI
Embassy of Tanzania in
Sweden

Mr Godwin KADUMA
Writer/choreographer

URUGUAY

Mr Alfredo CAZES
Ambassador of Uruguay in
Sweden

Mr Pablo PORRO
Counsel of Uruguay in
Sweden

UZBEKISTAN/

OUZBÉKISTAN

Mr. Alisher AKHMEDOV
Senior Expert, Member of
the National Commission
for UNESCO

VENEZUELA

Excmo. Sr KERDEL-VEGAS
Embajador, Delegado
Permanente de Venezuela
ante la UNESCO

D^r Alfonso MONTES
Director de Relaciones
Internacionales del CONAC

VIETNAM

H. Exc. M. NGUYEN Khoa
Diem
Minister of Culture and
Information

M. Phan HONG GIANG
Director, Institute of Culture
and Art Studies

M. TRAN Kim Thu
Ministry of Culture and
Education

M. DINH Phuong Anh
Ministry of Culture and
Information

M. NGUYEN Van Tinh
Ministry of Culture and
Information

YEMEN/YÉMEN

H. Exc. Mr Abdelmalik
MANSOUR
Minister of Culture

H. Exc. Mr Hisham BIN ALI
Deputy Minister of Culture

ZAMBIA/ZAMBIE

H. Exc. Mr Dawson
LUPUNGA
MP - Minister of Community
Development and Social
Services

H. Exc. Mr Bertran
MEMEMBE
Deputy Minister of
Education

Mrs Helen MATANDA
Permanent Secretary of
Community Development
and Social Services

Mr J.M MZYECE
Director of Culture

Mr. A.B MBUZI
Assistant Secretary

Ms Angela CHASHA
Press Secretary

Mr Nkonde Michael
LOMBANYA
Executive Officer
International Organisations

Mr Bonaventure M. BOWA
Counsellor, Embassy of
Zambia in Sweden

Mr Teddy SIMAKUNGWE
Second Secretary Embassy of
Zambia in Sweden

ZIMBABWE

H. Exc. Mr Gabriel M.
MACHINGA
Minister of Education,
Sports and Culture

Mr Stephen J. CHIFUNYISE
Permanent Secretary

Mr Cont MHLANGA
Director ; Amakhosi
Zimbabwe

Mr Josiah J. MHLANGA
Deputy Permanent Delegate
to UNESCO

H. Exc. Mrs Amina
HUGHES
Ambassador of Zimbabwe in
Sweden

Mr D. MADRIW
Counsellor, Embassy of
Zimbabwe in Sweden

ASSOCIATE MEMBER
STATES/ÉTATS MEMBRES
ASSOCIÉS

BRITISH VIRGIN

ISLANDS/

ILES VIERGES

BRITANNIQUES

H. Exc. Mrs. Eileene
PARSONS
Minister of Education and
Culture

Mrs Luce HODGE-SMITH
Education Officer for Culture

Mrs Medita WHEATLEY
Secretary General BVI
National Commission for
UNESCO

NETHERLANDS

ANTILLES/ANTILLES

NÉERLANDAISES

Mr Elton Jones
Commissioner of Culture

NON-MEMBER STATES/
ÉTATS NON MEMBRES

BRUNEI DARUSSALAM

Mohd. Amin SIRAT
Head of Culture Section
Ministry of Culture, Youth
and Sports

HOLY SEE/SAINT-SIÈGE

Rév. Peter FLEETWOOD
Conseil Pontifical de la
Culture

Rév. Michel SCOYANS
Membre de l'Académie
Pontificale des Sciences
sociales

Mr Peter BRUNE
Secrétaire général de la
'Swedish Peace Association'

MICRONESIA/

MICRONÉSIE

D^r Rufino MAURICIO
National Historic
Preservation Officer

UNITED STATES OF

AMERICA/ÉTATS UNIS

D'AMÉRIQUE

H. Exc. Ambassador M.
SOUTHWICK
Deputy Assistant Secretary
of State

Ms Harriet ELAM
Counselor of USIA

Mr William W.
McLLHENNY
United States Observer to
UNESCO

Mr. Raymond WANNER
Deputy Director
International Organizations
Department of State

Mr. James EARLY
Director Cultural Studies
and Communication
Smithsonian Institution

Ms Cecily BASKIR
Office of the Under Secretary
of State

PALESTINE

H. Exc. Mr Yasser ABED
RABO

Ministre de la Culture

S. Exc. M. A. YAKHLEF
Ambassadeur, Observateur
Permanent auprès de
l'UNESCO

Mr Mustafa ALNTSHA
Maire de Hebron

S. Exc. Dr Eugène
MAKHOLOUF
Ambassadeur de Palestine en
Suède

REPRESENTATIVES OF
INTERNATIONAL
ORGANIZATIONS/
REPRÉSENTANTS
D'ORGANISATIONS
INTERNATIONALES

Inter-Parliamentary Union/
Union interparlementaire

M. Pierre CORNILLON
Secretary-General

M. Miguel Angel
MARTINEZ President of the
Council

United Nations
Development Programme
(UNDP)/ Programme des
Nations Unies pour le
développement (PNUD)
Mr Jan Sand SORENSEN
UN Resident Co-ordinator

Resident Representative in
Latvia

United Nations Office of the
High Commissioner for
Human Rights, Working
Group on Indigenous
Populations/Office des
Nations Unies du Haut
Commissaire pour les droits
humains, Groupe de travail
sur les populations indigènes
Mr Julian BURGER
Ms Erica Irene DAES

World Bank/Banque
Mondiale
Ms Kreszentia DUER
New Business Development
Leader
Mr Ismail SERAGELDIN
Vice-President,
Environmentally Sustainable
Development

World Intellectual Property
Organization (WIPO)/
Organisation mondiale de la
propriété intellectuelle
(OMPI)
Mr Larry ALLMAN
Counsellor, Office of
Strategic Planning and Policy
Development
Mr Richard OWENS
Director, Global Intellectual
Property Issues Division

INTER-GOVERNMENTAL
AND INTER-REGIONAL
ORGANIZATIONS/
ORGANISATIONS
INTERGOUVERNEMENTALES
ET RÉGIONALES

Afro-Asian Rural Recons-
truction Organization/
Organisation afro-asiatique
pour la reconstruction rurale
(AARRO)

Mr Bahar MUNIP
Secretary-General

Agence de la Francophonie
(ACCT)

Mr Jean Louis ROY

Arab Bureau of Education for
the Gulf States/Bureau arabe
de l'éducation pour les États
du Golfe (ABEGS)
Mr Rabee M. AL-DALLJAN
Director, Finance
Department

Mr Ali M. AL-TOWAGRY
Director-General

Arab Educational, Cultural
and Scientific Organization/
Organisation arabe pour
l'éducation, la culture et la
science (ALECSO)
Mr Abdulaziz AL SUNBIL
Deputy Director-General

Ms Rita AWAD
Deputy Director,
Department of Programmes
of Culture and
Communication
Mr Youcef RAHMANIA
Director Cabinet of
Director-General

- Commonwealth Secretariat/
Secrétariat des pays du
Commonwealth
Chief Emeke ANYAOKU
Secretary-General
Mr Jeff BOST
- Commission of the European
Communities (SEC)/
Commission des
communautés européennes
(CCE)
Mr Serge KANCEL
Expert Cultural co-operation
- Council of Europe/Conseil de
l'Europe (CE)
Ms Vera BOLTRO
Head Cultural Policy and
Action Division
Ms Michela CECCHINI
Chef Section d'éducation
scolaire et extra-scolaire
Ms Irena GUIDIKOVA
Research co-ordinator
Mr Daniel TARSCHYS
Secretary-General
Ms Caitlin TAYLOR
Cultural Policy and Action
Division
Mr Raymond WEBER
Directeur de l'enseignement
de la culture et du sport
- Inter-American Development
Bank (IDB)/ Banque
interaméricaine de
développement (BID)
Mr Leo HARARI
Deputy Director, European
Office
- International Centre for the
Study of the Preservation
and the Restoration of
Cultural Property/Centre
international d'études pour la
conservation et la
restauration des biens
culturels (ICCROM)
M. Marc LAENEN
Director-General
M. Jef MALLIET
Executive Secretary
- Islamic Educational,
Scientific and Cultural
Organization/ Organisation
islamique pour l'éducation,
les sciences et la culture
(ISESCO)
Mr Ahmed ABDELKHALEK
Expert
Mr Mohamed Ali AL
GHAZALI
Director Culture Division
Mr Abdulaziz ALTWAIJIRI
Director-General
Mr BOUTALEB
Mrs Ihsane FREJ
Assistant to Director-General
Mr Mohamed GHEMARI
Director
External Relations Division
Mr Najib LAACHAK
Translator
Mr Abdelbari
MOUSTAHSINE
Head of Translation Service
- Latin-American Faculty of
Social Sciences/Faculté
latino-américaine des
sciences sociales (FLACSO)
Mr Isidro CISNEROS
Research Co-ordinator
Mr Carlos STRASSER
Dean of Graduate Studies
- Nordic Council of Ministers/
Conseil nordique des
ministres
Mr Arja ALHO
Ms Hanne ANDERSEN
Mr Bjorn ANDREASSEN
Mr Henrik BERGGREN
Ms Gytte BORCH
Ms Helga BREKKAN
Mr Berir BRØBBYLARSEN
Mrs Margareta BRUCE
Mr Sølvi BRUN
Ms Britt-Marie FORSLUND
Ms Gudrun GARDARS-
DOTTIR
Mr L.-R. HANSEN
Ms Eva HJELM
Mr Klaus HOLMSTRUP
Mr Eric HULTÉN
Mr Ahti JUSSILA
Mr Unino KORSBERG
Ms Ritva LAAKSO
Ms Kreta LOHINIVA
Mr Göran LUNDBERG
Mr Bengt OHLSSON
Mr Berit OSCARSSON
Ms Annika PLANK
Mr Olof SALMÉN
Mr Harry SCHEIN
Ms Eva SMEKAL
Mr Janos SOLIVEN
Ms Birthe SÖRESTEDT
Ms Lára STEFÁNSDÓTTIR
Ms Inger Lise SYVERSEN
Ms Ingrid TOLLIN
Mrs Seija TURTIAINEN
Mr Björn WALL
Mrs Marit WRIGHT
- Organization of African
Unity(OAU)/Organisation de
l'Unité Africaine (OUA)
Mr Marcel DIOUF
Head Education Science and
Culture Division
- Organization of American
States (OAS)/ Organisation
des États Américains (OEA)
Mr Enrique KU
Diputado Federal, Presidente
de la Fundación para el
desarrollo de los pueblos
indígenas
Ms Sara MENESES
Director Office of Cultural
Affairs
Mr Joaquin TAMAYO
Specialist Office of Cultural
Affairs
- Permanent Executive
Secretariat of the « Andres
Bello » Convention/
Secrétariat exécutif
permanent de la Convention
« Andres Bello »(SECAB)
Mr Manuel Antonio
GARRETON Advisor
Mr Fernando VICARIO
Co-ordinator of Culture
- Research Center for Islamic
History Art and Culture/
Centre de recherches sur
l'histoire l'art et la culture
(IRCICA)
Mr Ekmeleddin
IHSANOGLU Director-
General
Mr Acar TANLAK
Researcher
- Southern African
Development
Community/Communauté
pour le développement de
l'Afrique australe (SADC)
Mr Renato MATUSSE
Sector Co-ordinator
- ***
- INTERNATIONAL NON-
GOVERNMENTAL
ORGANIZATIONS/
ORGANISATIONS
INTERNATIONALES NON
GOUVERNEMENTALES
- African Books Collective
(UK)
Ms Mary JAY, Director
African Media Partners
Network
Miss Florence MINERY
African Publishers Network
(APNET)
Mr Gillian NYAMBURA
Americans for the
Universality of UNESCO
(AUU)
Mr John R. CLARKE
- Asia/Pacific Cultural Centre
for UNESCO (ACCU)
Ms Tomoko SHIBAO
Director Cultural Affairs
Division
- Asian Media Information
and Communication Centre
(AMIC)
Mr Param Ajeet Singh BAL
Deputy Secretary-General
Mr Kunda Mani DIXIT
Director
Mr Anura GOONASEKERA
Head of Research
Mr Paul LEE
Mr Vijay MENON
Secretary-General
- Association for Progressive
Communications (APC)
Ms Cilla LUNDSTRÖM
General Manager
- Asociación Nappuana de
Panamá
Mr Marcial ARIAS
International Co-ordinator
- Bellagio Publishing Network
Ms Katherine SALAHI
Co-ordinator
Mrs Rachel WIGGANS
Assistant Co-ordinator
- British Council
Mrs Helen GOULD
Co-ordinator
- Canadian Actors' Equity
Association
Mr Victor A. YOUNG
- Centre for Mass
Communication on Research
(University of Leicester)
Ms Olga LINNE
- Centre for Research in
International Migration and
Ethnic Relations (CEIFO)
Miss Janina W. DACYL
Mr Charles WESTIN
- Children and Broadcasting
Forum
Ms Nadia BULBULLA
- CIVICUS - World Alliance
for Citizen Participation
Mr Miklós MARSHALL
Executive Director
- Commission on Democracy
Before the 2nd Millennium
Mr Erik AMNÁ
- Council for the Development
of Economic and Social
Research in Africa/Conseil
pour le développement de
recherches économique et
sociale en Afrique
(CODESRIA)
Mr Achille MBEMBE
Executive Secretary
- CULTURELINK-Network of
Networks for Research and
Cooperation in Cultural
Development
Ms Biserka CVETICANIN
Project Director
- DIGGANTE
Miss Erika BETZÉN
Board Member
Mr Lamine DIENG
Ms Christina DORPH
Mr Louis FAYE
Mr Stefan HELGESSON
Mr Stefan JONSSON
Ms Margareta LAGERGREN
Secretary
Mr Lassana SOUMARE
Mr Oile WENDT
- El Heraldo Cubano
Mr Rigoberto ARTILES
Mr Ruben MOMPIÉ
RUBÁN
- « Esperanto » Radikala
Asocio (E.A.R.)
Mr Guido FERRETTI
Member General Council
Mr Lapo ORLANDI
General Counselor
Mr Leo SOLARI
President
- European Arts Council
(ECA)/ Conseil européen des
arts
Mr Kjeld LØFTING
Secretary-General
- European Centre for Early
Creation/Centre européen de
la jeune création
Mr Jean HURSTEL
- European Forum for the Arts
& Heritage (EFAH)/Forum
européen pour les arts & le
patrimoine
Mr Simon MUNDY
Chargé de mission
Mr Ferdinand RICHARD
Executive President

- European FORUM of Heritage Associations
Ms Ann LINDKVIST
M. Tony WAEGEMAN
- European House (Hungary)
Mr Miklós BARABAS
Director
- European Network of Cultural Administration Training Centers (ENCATC)
Mrs Isabelle SCHWARZ
Co-ordinator
- European Research Institute for Comparative Cultural Policy and the Arts/Institut européen de recherche comparative sur la culture et les arts (ERICArts)
Ms Danielle CLICHE
Senior Project Advisor
Mr Joost SMIERS
Board Member
Mr Andreas WIESAND
Secretary-General
- European University Institute
Miss Jessica ALMQUIST
Researcher
- Formation Internationale Culture
Ms Daniela FUENTES
- Forum permanent de la Société civile
Mr Pier Virgilio DASTOLI
Georgia Independent Union of Workers in Culture Sport and Tourism
Mr Iliia KEVLISHVILI
Mr Spartak KHATIASHVILI
Mr Zuzab MJAVIA
- Gotland Centre for Baltic Studies
Mr Dan CARLSSON
President
- GRAMPUS Heritage & Training
Mr Martin David CLARK
Mrs Libby URQUHART
- Groupe 30 Afrique
Mr Oumar SALL
Co-ordinator
- Human Sciences Research Council
Mr Charles MALAN
Researcher
- IGWIA
Mr Henric NILSSON
Chairperson
Ms Susan SHWAN
Mr Johann SUNDBLAD
- IMAGES (Denmark)
Mr Olaf Gerlach HANSEN
- Informal European Theatre Meeting (IETM)
Mr Martin ROEDER-ZERNDT
Director
- INTERCULT
Miss Rani SUKHIA
Mr Chris TORCH
Artistic Director
- International Association of Arts (IAA)/Association Internationale des Arts Plastiques (IAIAP)
Ms Annette FAHLSTEN
Member
Mr Karl NYSTRÖM
Member, Swedish National Committee
Ms Helene ÖFWERSTRÖM
Member, Swedish National Committee
Mr Dag NYBERG
President, Swedish National Committee
Mr Hans PETTERSSON
Member
Ms Elisabeth EKSTRAND
Staff
- International Association of Art Critics/Association internationale des critiques d'art (AICA)
Ms F. AFIFI
Egyptian AICA
Mr Daniel BIRNBAUM
Mr Milou ALLERHOLM
Swedish AICA
Mrs Irene BERGGREN
Secretary Swedish AICA
Mrs Katy DEEPWELL
British AICA
Mrs Berit SAHLSTRÖM
Mr Ahmed SELIM
Egyptian AICA
Ms Christina ZETTERLUND
Swedish AICA
- International Association of Music Libraries Archives and Documentation Centres (IAML)
Mrs Inger ENQVIST
President IAML Archives
- International Association of Students in Economics and Management/Association internationale des étudiants en sciences économiques et commerciales (A.I.E.S.E.C.)
Mr Fulvio BARTOLUCCI,
Italy
Ms Ann-Christin BLOM
Sweden
Ms Francesca BUONANNO
Italy
Mr Giovanni CARLESCHI
Italy
Ms Johannah CHRISTENSEN
Sweden
Ms Serena DA ROLD,
Italy
Ms Cheryl DE PAOLI,
Canada
Ms Ulrike DUGGE,
Germany
Mr Jonas ERIKSON,
Sweden
Mr Stefano GENNARI,
Italy
Ms Heba HASSANEIN,
Egypt
Mr Filippo IARRERA,
Italy
Ms Elina IHAMAKI,
Finland
Mr Andrea OSCHETTI,
Italy
International Co-ordinator
Ms Carla PERDIZ,
Brazil
Ms Johanna PERSSON
Denmark
Mr Kennet PERSSON,
Sweden
Mr José Pablo RETANA
Costa Rica
Ms Camilla
- SALOMONSSON Sweden
Mr Alok SINGH, United Kingdom
Ms Stanislava SOUTALOVA,
Switzerland/Bulgaria
Mr Radek STEHLIK
Czech Republic
Mr Matti VAINIO, Finland
Ms Charlotte WOLFF,
Finland
- International Clearinghouse on Children and Violence on the Screen
Mrs Ulla CARLSSON
Director
Ms Cecilia VON FEILITZEN
- International Confederation of Societies of Authors and Composers/Confédération internationale des sociétés d'auteurs et compositeurs
Mr Claude BRULÉ
Vice-President
Ms Monique BRULÉ
Mr Néné N'DIAYE
Counsellor
- International Council of Museums/Conseil international des musées (ICOM)
Ms Valérie CHIEZE
Responsible for programme activities
Mr Cary KARP, Co-ordinator
Mrs Beate SYDHOFF
President, ICOM Swedish National Committee
- International Council on Archives (ICA)/Conseil international des archives
Mr Christer BOGEFELDT
Member
Mr Björn LINDH
Mr Erik NORBERG
Mr Joan VAN ALBADA
Director for Communication
- International Council on Monuments and Sites/Conseil international des monuments et des sites (ICOMOS)
Mr Nils AHLBERG
Secretary, ICOMOS Sweden
Mr Jean BARTHÉLEMY
Ms Kerstin BARUP
ICOMOS Sweden
Mr Dinu BUMBARU
Member, Executive Committee
Mr Henry CLEERE
World Heritage Co-ordinator
Mrs Margaretha EHRSTROM
Curator
Ms Birgitta HOBERG
International Advisor
Mr Nevzat ILHAN
President, ICOMOS Turkey
Mrs Katriina KALLIN
ICOMOS Sweden
Mr Vladimir KROGINS
ICOMOS Russia
Mr Henrik LILIUS
ICOMOS Finland
Mrs Katri LISITZIN
- ICOMOS Sweden
Mr Jean-Louis LUXEN
Secretary-General
Mrs Anna NURMI-NIELSEN
ICOMOS Finland
Mr Dag NILSEN
ICOMOS Norway
Mr Yukio NISHIMURA
Member, Executive Committee
ICOMOS Japan International Council for Organisations of Folklore Festivals and Folk Arts/Conseil International des Organisations de Festivals de Folklores et d'Arts Traditionnels (CIOFF)
Mr Karl BERGHOLM
President
Mr Gilles BOKPE
Mrs France BOURQUE-MOREAU,
Consultant
Mr Alexander DURTKA
Member, Cultural Commission
Mr Philippe FANISE
Mr Lars FARAUO
Ms Agnetha FOLESTAD
Mr Niels Arne K. JENSEN
Mr Lansana JUWARA
Mr Rolf LEANDER
President, Swedish Section
Ms Martina PAVLICOVA
Mr Malte PERSSON
International Secretary
Mr Jean ROCHE
Permanent Delegate to UNESCO
Mr Ernests SPICS
Miss Birgitta VIKLUND
- International Council for Traditional Music/Conseil international de la musique traditionnelle
Mr Anders HAMMARLUND
Secretary
Mr Dan LUNDBERG
Mr Krister MALM
Vice-President
Mrs Märta RAMSTEN
Mr Owe RONSTRÖM
Mr Anthony SEEGER
President
Mr Ricardo D. TRINILLOS
- International Council of Societies of Industrial Design/Conseil international des associations de design graphique
Mr Peter BUTENSCHÖN
- International Dance Council (IDC)/Conseil International de la danse (CID)
Mr Bengt HÄGER
Honorary President
- International Federation for Information and Documentation/Fédération internationale d'information et de documentation (FID)
Mr Frans LETTENSTRÖM
Swedish Representative
- International Federation of Actors (IFA)/Fédération

- internationale des acteurs (FIA)
Miss Catherine ALME'RAS, France
Mr Reya BASIC, Croatia
Mr Ada BAXTER, UK
Mrs Liv BJORGUM, Norway
Mrs Kirsti CAMERER, Norway
Ms Anna CARLSON, Sweden
Mr David CARON, Canada
Mrs Ana Maria CASO, Argentina
Ms Vanessa COOKE, South Africa
Ms Alicia DOGLIOTTI, Uruguay
Mr Andor DOME, Hungary
Mr Serafim FONARI, Republic of Moldova
Mr Andre GAEO, Portugal
Mr Juan GARCIA FERNÁNDEZ, Cuba
Mr Claude GRIN-GRANDCHAMP, Switzerland
Ms Livia HACHMON-AYALIY, Israel
Mr Kazimierz KACZOR, Poland
Mr Vladimir KAMEN, Russian Federation
Ms Ulla KOIVISTO, Finland
Mrs Anarkhan KYDYRBAYEVA, Kyrgyzstan
Ms Barbara LEACH, The Netherlands
Mr Zdeněk-Sidney MARKYŠKA, Czech Republic
Mr Joe MBOULE, Cameroon
Mr Japan MTEMBU, South Africa
Mrs Laurette MUYLEAERT, Belgium
Ms Ann Sofie NILSSON, Sweden
Mr Albert NKUNZI, Zimbabwe
Mrs Tone ØVPEBO JOHANNESSEN, Norway
Ms Maria Eugenia PENAGOS, Colombia
Mrs Lyudmyla PERELYGUINA, Ukraine
Mr Henrik PETTERSEN, UK
Mrs Sanna POMJONEN, Finland
Mr Roger PIETTIER, Belgium
Mr Bernhard RAMSTAD, Norway
Ms Susanna RINGBO, Finland
Ms Carla ROMANELLI, Italy
Miss Katherine SAND, General Secretary FIA
Mr Per SANDBORGH, Sweden
Mr Tomas SANDER, Sweden
Mr Elas SKÖLD, Sweden
Miss Katherine SLANEY, New Zealand
Mr Pierre STRÖM, Sweden
- Mrs Svetlana SUKMOVEY, Belarus
Miss Ulla SVEDIN, Sweden
Mr Xavier TIMMEL, France
Mr Cesar URUETA, Peru
Mr Jean-Paul VAN DER VURST, Belgium
Mr João VIDIGAL, Portugal
Mr Mikael WALDORFF, UK
- International Federation of Library Associations and Institutions/Fédération internationale des Associations de bibliothécaires et des bibliothèques
Mrs Birgitta BERGDAHL
Ms Sissel NILSEN, Chair Professional Board, Member, Executive Board
Ms Kay RASEROKA, Member, Executive Board
- International Federation of Landscape Architects/Fédération Internationale des Architectes Paysagistes
Ms Karin FINNE
- International Fellowship of Reconciliation
Mr Titus PODEA, Representative at UN Headquarters
- International Humanist and Ethical Union
Mr Levi FRAGELL, Vice-President
Mr Rajaji Ramanaoha Babu GOGINENI, Executive Director
Mr Georges LIENARD, Counselor
Mr Robert TIELMAN, President
- International Movement ATD Fourth World/Mouvement International ATD Quart Monde
Mrs Barbara ELSASSER
Mr Urs ELSASSER
Mrs Marie-Claire DROZ, Permanent Volunteer
Mrs Nicole DE CLERMONT-TONNERRE, Representative to UNESCO
- International Music Council/Conseil international de la musique
Mr Guy HUOT, Secretary-General
Mr Ove HAHN, President
Mr Roland SANDBERG, President, Swedish Committee
Mr Einar SOLBU, Member
Mr Eskil HEMBERG, ex-President
- International Organization for Transition of Professional Dancers (I.O.T.P.D.)/Organisation internationale pour la reconversion des danseurs professionnels (O.I.R.D.P.)
Mr Philippe BRAUNSCHEWIG, President
Ms Betty ARIDJIS, Assistant to President
Ms Monica NAGLER, Swedish P.E.N.
Mrs Mona SAVVIDOU-THEODOULOU, Cyprus P.E.N.
Mr Thomas VON VEGESACK, Vice-President
- International Society for Intercultural Education and Research (SIETAR)
Mrs Liisa SALO-LEE, Director, SIETAR EUROPE
- International Theatre Institute/Institut international du théâtre (ITI)
Mr Peter Bensted, Danish ITI
Ms AnnMari ENGEL, Director, Swedish ITI
Mr Refik ERDURAN, President, Turkish Center of ITI
Mrs B. HÖJEBERG, Swedish ITI
Mr Mats JOHANSSON, President
Mr Stefan JOHANSSON, Swedish ITI
Miss Jutta LUPPRICH, ITI Argentina
Ms Christina NYGREN, Swedish ITI
Mrs Cecilia SIDENBLADH, Swedish ITI
Mrs Martha VESTIN, Swedish ITI
- International Union of Architects (IUA)/Union internationale des architectes (UIA)
Mr Nils CARLSON, outgoing Secretary-General
- Institute for Cultural Democracy (The)
Mr Don ADAMS
- INTERARTS* Observatory
Mr Eduard DELGADO, Director
Miss Diane DODD, Researcher
- Israeli Center for Tolerance Education (The)
Mr Haim ROET, Founder
- KIK Kulturel Information & Koordination-Global Network for Art and Culture
Mrs Annelise J. HANSEN, Executive Director
Mrs Marina THORBORG
- Latin American Agency for Information/Agencia latinoamericana de información (ALAI)
Mrs Sally BURCH, Executive Director
- Latin American Institute (Sweden)
Mr Weine KARLSSON, Director
Mr Rickard LALANDER, Co-ordinator
Mrs Cecilia SWEDDBERG, Researcher
- Media Institute of Southern Africa (MISA)
Mrs Jeanette MINNIE, Executive Director
- MEDIACULT-International Research Institute for Media, Communication and Cultural Development/MEDIACULT- Institut international de recherche sur les médias, la communication et le développement culturel
Mr Robert HARAUER, Managing Director
- Minnesota Center for Corporate Responsibility
Mr Robert MAC GREGOR, President
- Nordic Africa Institute (The)
Ms Mai PALMBERG, Research Co-ordinator
Nordic World Heritage Office
Mr Kris ENDERSEN
Mr Hans-Jacob ROALD, North Sea Commission (Culture and Tourism Group)
Mr Geir SØR-REIME, Co-ordinator
Open Society Institute
Ms Diane WEYERMANN
- ORBICOM (Network of UNESCO Chairs in communication)
Mr Göran SJÖBERG
- Organización Indígena de Antioquia
Mr Juan Carlos BETANCOUR TRUJILLO
- PANAFEST Ghana
Mr Akunu DAKE
- PanAfrican Writers Association (PAWA)
Mr Atukwei OKAI, Secretary-General
- Peace Action - Loretto Community USA
Ms Betty OBAL, Representative at UNHQ
- Peace Child International
Mr Joseph ROBERT
- Playwrights Union of Canada
Mrs Jodi ARMSTRONG, Associate Director
Mr Rex DEVERELL, Head of negotiations
- PRIDE AFRICA
Mr Jonathan CAMPAIGNE
- Ribbon International (The)
Mrs Michele PEPPERS, Director

- Sami Council
Miss Leena AIKIO
Executive Secretary
Ms Mai Britt OMMA
Ms Ann-Kerstin
HÅKANSSON
Mr Isak Mathis
HENRIKSEN
Ms Audhild SCHANCHE
Mr Anthony SINCLAIR
Society for International
Development/ Société
internationale pour le
développement (SID)
Ms Wendy HARCOURT
Mrs Ida MIRÓ KISS
Mr Fabio SGARAGLI
Mr Marco VILLA
Swedish Committee for
Cultural Identity and
Development
Mr Lars Göran CARLSON
Swedish Council for
Research in the Humanities
and Social Sciences
Mr Bo OHNGREN
Swedish Joint Committee for
Literary and Artistic
Professionals (KLYS)
Mr Mattias DE ZALENSKI
Ms Elisabeth EKSTRAND
Mr Jon LARSSON
Mr Mika LARSSON
Mr Frederik NIEMELÄ
Mr Rustan ROSÉN
Swedish Library
Association/Association
sudéoise des bibliothèques
Ms Manuela BARRETO
NUNES
Miss Gunilla CEDERQVIST
Mr Nils HAMMARLUND
Chair, International
Committee
Mrs Kerstin HASSNER
Ms Bo MARKVSSON
Mr Jerónimo MARTINEZ
GONZALEZ
Mrs Kay RASEROKA
Ms Kristina RYLANDER
Ms Matilda SIBANDA
Mr Edward SIBINDI
Swedish Music Council
(STIM)
Mr Per JERMSTEN
Ms Margita LJUSBERG
Chief Information Officer
Mr Kenth MUL DIN
Legal Adviser
Ms Anita TURLOCK
Mr Roger WALLIS
Board Member
Swedish Save the Children
Ms Suzanne ASKELOF
Secretary-General
Miss Kristina EKELUND
Producer
Ms Lisa HLLSTRÖM
Director
Mr Benny MARCEL
Head, European Programme
The Danish Cultural
Institute in Estonia
Ms Silvi TEESALU
- UBUNTU 2000
Mrs Dorothy DÉSIR-DAVIS
Ms Yvette MCGEE
Member
Ms Véronique NJO
Consultant
Mr Victor U. NWANKWO
Member
Mr Christopher TILL
Executive Director
Mr Ben ZULU
Board Member
Universala Esperanto-Asocio
Mr Christer KISELMAN
Member
Mr Roland LINDBLOM
President
Swedish Esperanto
Federation
Mr Bengt NORDLÖF,
Member
Utopia 2000 - Centre of
artistic experimentation
Mr Daniel Omam LUPPO
International Relations
West African Museums
Programme (WAMP)
Mr Alexis ADANDE
Executive Director
WESTMIDLANDS ARTS
Ms Caroline FOXHALL
World Association of
Newspapers/Association
mondiale des journaux
(WAN)
Mr Timothy BALDING
Director-General
Mr Claude GALIPEAU
Executive Assistant
Miss Helen JUDD
Executive Assistant
Mr Larry KILMAN
Director of Communications
Mr Jayme SIROTSKY
President
WORLD BEYOND 2000
Mr David BUTLER
Ms Stella COFFEY
Mr Avtarjeet DHANJAL
Project Director
Ms Muche FABRE-LEWIN
Arts Co-ordinator
Mr Raminder KAUR
Ms Sylvia MOORE
Mr Donald Peter
PARENZEE
Ms Shelley SACKS
Ms Esther SALAMON
Arts Administration
Mrs Una WALKER
Board Member
World Press Freedom
Committee/Comité mondial
pour la liberté de la presse
Mr Ronald KOVEN
European Representative
World Radio and Television
Council
Mr Pierre JUNEAU
YOUTH for HABITAT
Mr Davide CANAVESIO,
President

- FOUNDATIONS AND
SIMILAR INSTITUTIONS/
FOUNDATIONS ET
INSTITUTIONS
SIMILAIRES
Aveda Corporation
Miss Connie MADSON
Mr Horst RECHELBACHER
Bank of Sweden
Tercentenary Foundation
Mr Dan BRÄNDSTRÖM
Director
Mr Lars ENGLERALL
Board Member
Mr Inge JONSSON
Chairman
Mr Carl-Johan KLEBERG
Mr Karl Eric KNUTSSON
Mrs Ankica SONEBORG
Boekman Foundation
Mr Caspar SMITHUIJSEN
Director
Miss Niki VAN DER
WIELEN
Caluste Gulbenkian
Foundation
Mr José BLANCO
Director
Centre UNESCO de
Catalunya
Mr Paul ORTEGA
Mr Raul ROMEVA
Researcher
Mr Onno SEROO
International Relations
Officer
European Foundation Centre
Mr John RICHARDSON
Executive Director
European Investment Bank
Ms Jennis QUELLEN
Federación de Fundaciones
Argentinas (FEDEFSA)
Mr Carlos Eduardo
GIMENEZ Director,
National Programme
Finnish Cultural Foundation
Mr Paavo HOHTI
Director
FORD Foundation
Ms Alison R. BERNSTEIN
Forum Universel des
Cultures - Barcelona 2004
Mr Josep CATLLA
Chief of Cabinet
Mr Àngels GARCIA
International Relations
Commissioner
Mr Enric TRUÑO
Counsellor
Foundation Europe of
Cultures 2002
Mrs Lone Leth LARSEN
Board member
Mr Malachy VALLELY
Board member
Miss Elke VERSMESSEN
Project Manager
Foundation PROGRESSIO
Ms Yamina OUSSEKINE
Mr Marcello PALAZZI
Director
- Fundação ORIENTE
Mr Mário BRANDÃO
Director
Fundação Santa Maria
Mr José María GONZÁLEZ
OCHOA
Programme Co-ordinator
Mr Pedro BLANCO
Getty Conservation Institute
(The)
Mr Mario BRAVO
Communications Consultant
Mr Miguel Angel CORZO
Director
Mrs Marta DE LA TORRE
Director (*Agora*)
Ms Cynthia SCOTT
Mr Robin THORNES
Grassroots International
Foundation
Mr Peter ELOSIA
Chief Executive
Isareli Foundation for
Quality Management
Mrs Edna PASHER
Chair, Collegues Forum
Macedonian Foundation for
Culture
Ms Suzana STAMBOLISKA-
MEČEVSKA
Open Estonia Foundation
Mrs Mall HELLAM
Executive Director
Open Society Fund -
Lithuania
Ms Irena VEISAITE,
Chairperson
Oriental Studies Foundation
Mr K. K. JAJARMI
President
Prince Claus Fund for
Culture and Development
Mr Els VAN DER PLAS,
Director
Rockefeller Foundation
(The)
Mr Damien PWONO
Senior Program Advisor
Mr Mikki SHEPARD
Director, Arts and
Humanities
Miss Vesna TODOROVIC-
MIKSIC
Mr Tomás YBARRA-
FRAUSTO
Associate Director
Arts and Humanities
Smithsonian Institution
Mr James EARLY
Director, Cultural Studies
and Communications
Miss Vera V. HYATT
Summer Institute of
Linguistics, USA
Mr Les BRINKERHOFF,
Literacy Programs
Consultant, Africa
Swedish Development
Agency (SIDA)
Ms Anita THEORELL
Volkswagen-Stiftung
(Foundation)

- Mrs Hiltgand JEHLE
Referend
- ***
- GUEST SPEAKERS/
ORATEURS INVITÉS
- Mrs Patricia ADKINS CHITI
(Italy/Italie)
- Mr Souliman Bachir
DIAGNE (Senegal/Sénégal)
- Ms Vigdis
FINNBOGADOTTIR
(Iceland/Islande)
- Mr Alfredo GUEVARA
(Cuba)
- Mr Thomas
HAMMARBERG
(Sweden/Suède)
- Mrs Bahia HARIRI
(Lebanon/Liban)
- Mr Michael D. HIGGINS
(Ireland/Irlande)
- Mr Cushrow R. IRANI
(India/Inde)
- Mrs Angeline KAMBA
(Zimbabwe)
- Mr Timoti KĀRETU
(New Zealand/Nouvelle
Zélande)
- Mr KIM Kyong-Dong
(Republic of Korea/
République de Corée)
- Mr Eusebio LEAL (Cuba)
- Ms Betty MOULD-
IDDRISU (Ghana)
- Mr Stas NAMIN (Russian
Federation/Fédération de
Russie)
- Mr Rex NETTLEFORD
(Jamaica/Jamaïque)
- Mrs Lisbeth PALME
(Sweden/Suède)
- Mr Jan PRONK (The
Netherlands/Pays-Bas)
- Lord PUTTNAM (United
Kingdom/Royaume-Uni)
- Mr Kirill RAZLOGOV
(Russian Federation/
Fédération de Russie)
- Lord RENFREW OF
KAIMSTHORN (United
Kingdom/Royaume-Uni)
- Mr Jacques RIGAUD
(France)
- Ms Mallika SARABHAI
(India/Inde)
- Mr Rodolfo
STAVENHAGEN
(Mexico/Mexique)
- Mrs Rita SÜSSMUTH
(Germany/Allemagne)
- Mr D. VARELA I SERRA
(Spain/Espagne)
- Ms Kapila VATSYAYAN
(India/Inde)
- Mr Patrice YENGO-
NGOMA (Congo)
- Ms Yi Song-Mi (Republic of
Korea/République de Corée)
- ***
- SPEAKERS AT THE
AGORA SESSIONS/
ORATEURS DANS LES
SESSIONS AGORA
- Mr Sakari AALTO
(Finland/Finlande)
- Mr George ABUNGU
(Kenya)
- Mr Alexis ADANDE
(Senegal/Sénégal)
- Mrs Patricia ADKINS CHITI
(Italy/Italie)
- Mr Nils AHLBERG
(Sweden/Suède)
- Mr Atsen AHUA
(Nigeria/Nigéria)
- Mr Selim AL DEEN
(Bangladesh)
- Mr Erik AMNÁ
(Commission on Democracy
before the 2nd Millenium)
- Mrs Marianne
ANDERSSON
(Sweden/Suède)
- Ms Gabriela ARROYO
(Mexico/Mexique)
- Ms Alberta ARTHURS
(United States of
America/États-Unis
d'Amérique)
- Mr Håkan ARVIDSSON
(Nordic Council/
Conseil nordique)
- Mr David ASCANIO
(Venezuela/Vénézuëla)
- Ms Suzanne ASKELÖF
(Save The Children)
- Ms Eva ASP (AICIA)
- Ms Kristin
ÁSTGEIRSDÓTTIR (Nordic
Council/Conseil nordique)
- Mr Lars-Anders BAER (Sami
Council)
- Mr Jürgen BECKER
(Germany/Allemagne)
- Mr Omar BELHOUCHE
(Algeria/Algérie)
- Mr Henrik BERGGREN
(Nordic Council/
Conseil nordique)
- Mr Matti BERGSTRÖM
(Finland/Finlande)
- Mr Gaston BEYINA-
GBANDI
- Mr Göran BEXELL (Swedish
Tercentenary Foundation)
- Ms Anicet BONGO (Gabon)
- Mr M'Haned-Ali
BOULEYEMEN
(Tunisia/Tunisie)
- Mr Dan BRADSTRÖM
(Sweden/Suède)
- Mr Patrk BRAOUEZEC
(France)
- Ms Helga BREKKAN
(Nordic Council/Conseil
nordique)
- Mr Dirk BROSSE
(Belgium/Belgique)
- Mr Claude BRULÉ (CISAC)
- Mr James BUCKS (United
States of America/États-Unis
d'Amérique)
- Mrs Nadia BULBULIA
(South Africa/Afrique du
Sud)
- Ms Sally BURCH (ALAI)
- Mr Peter BUTENSCHON
(ICSID)
- Ms Irina BYKHOVSKAYA
(Russian Federation/
Fédération de Russie)
- Mr Ingvar CARLSSON
(Sweden/Suède)
- Mrs Ulla CARLSSON
(Nordicom)
- Miss Valerie CASSEL
(United States of
America/États-Unis
d'Amérique)
- Mr Mbye CHAM (United
States of America/États-Unis
d'Amérique)
- Mr Mervyn CLAXTON
(Jamaica/Jamaïque)
- Mr Henry CLEÈRE
(ICOMOS)
- Mr Jacques D'ADESKY
(Brazil/Brésil)
- Mr Peter DAHLGREN
(Sweden/Suède)
- Mrs Margarita DALTON
PALOMO (Mexico/Mexique)
- Mr Pier Virgilio DASTOLI
(Forum permanent de
la société civile)
- Ms Janina DACYL
(Sweden/Suède)
- Mr Akunu DAKE (Ghana)
- Mr Victor DE LA SERNA
(Spain/Espagne)
- Ms Marta DE LA TORRE
(United States of
America/États-Unis
d'Amérique)
- Mrs Erica I. DEAZ (UN
Working Group on
Indigenous Populations)
- Ms Katy DEEPWELL
(United
Kingdom/Royaume-Uni)
- Mr Eduard DELGADO
(INTERARTS Observatory)
- Mrs Monique DENTAL
(France)
- Mr Tibor DESEWFFY
(Hungary/Hongrie)
- Mr Avtarjeet DHANJAL
(World Beyond 2000)
- Mr Marcel
DIOUF (OAU/OUA)
- Mr Kunda DIXIT (AMIC)
- Ms Tia DUER (World
Bank/Banque mondiale)
- Ms Ingrid EIDE
(Norway/Norvège)
- Ms Simone EK
(Sweden/Suède)
- Mr Marc ELCHARDUS
(Belgium/Belgique)
- Mr Hassan EL-GERETLY
(Egypt/Égypte)
- Mr David ELLIOTT
(Sweden/Suède)
- Ms A. EMANUELSSON
BLANCK (Sweden/Suède)
- Ms Ann Mari ENGEL (ITI)
- Mr Okwui ENWEZOR
(Nigeria/Nigéria)
- Mr Miguel Angel ESTRELLA
(Argentina/Argentine)
- Mrs Turid FADNES
(Norway/Norvège)
- Mr Yoro K. FALL
(Senegal/Sénégal)
- Mrs Vigdis
FINNBOGADOTTIR (Iceland
d)
- Mr Rodney FISHER (United
Kingdom/Royaume-Uni)
- Mr Tom FJORDEFALK
(Sweden/Suède)
- Ms Tua FORSSTRÖM
(Nordic Council/Conseil
nordique)
- Mr Roger FOX (United
Kingdom/Royaume-Uni)
- Mr Niels FRIED (Nordic
Council/Conseil nordique)
- Mr Gordon FULTON
(Canada)
- Ms Patricia GALEANA
(Mexico/Mexique)
- Mr Néstor GARCÍA
CANCLINI
(Mexico/Mexique)
- Miss Catherine Louise
GEACH (Cambodia-
Bosnia/Cambodge-Bosnie)
- Mrs Giuliana GEMELLI
(Italy/Italie)
- Ms Anna GETANEH
(Ethiopia/Ethiopie)
- Mr Janerik GIDLUND
(Sweden/Suède)
- Mr Anura GOONASEKERA
(AMIC)
- Mr Gordon T. GOODMAN
(United Kingdom/Royaume-
Uni)
- Ms Kathrine GORDON (The
Philippines/Philippines)
- Mr Juan Antonio
GRANADOS GARCIA
(Cuba)
- Mr Björn GRANATH
(Sweden/Suède)
- Mr Jean-Pierre GUINGANÉ
(Burkina Faso)
- Ms Elisabeth HAITTO
CONNAH (Sweden/Suède)
- Ms Eva HAMBERG
(Sweden/Suède)
- Mr Bob HARVEY (New
Zealand/Nouvelle Zélande)
- Mr Salah HASSAN
(Sudan/Soudan)
- Mr Stefan HELGESSON
(DIGGANTE)
- Mr Jan HJÄRPE
(Sweden/Suède)
- Mr Guy HUOT (IMC/CIM)
- Mr Jean HURSTEL (France)
- Mr Jianu IANCU
(Sweden/Suède)
- Ms Britt ISAKSSON
(Sweden/Suède)
- Ms Mary JAY (United
Kingdom/Royaume-Uni)
- Miss Mel JENNINGS
(United
Kingdom/Royaume-Uni)
- Mr Stefan JONSSON
(DIGGANTE)
- Mr Pierre JUNEAU (WRCT)
- Mr Godwin KADUMA
- Mr Magnus KARAVELI
- Mr Raminder KAUR
(World Beyond 2000)
- Mr Paul KAYVYU (Kenya)
- Mr Iouri
KHACHTCHEVATSKI

- (Belarus/Bélarus)
Mr Carl-Johan KLEBERG (Sweden/Suède)
Mr Barbo KLEIN (Sweden/Suède)
Mrs Åse KLEVELAND (Nordic Council/Conseil nordique)
Mr Ivan KLI'MA (Czech Republic/République tchèque)
Mr Karl Eric KNUTSSON (UNICEF)
Mr Hamidou KONATE (Mali)
Ms Hanne KOIVUNEN (Finland/Finlande)
Mr Carl Olof LARSSON (Nordic Council/Conseil nordique)
Mr Paul S.N. LEE (China/Chine)
Mr Methaetsile LEEPILE (Botswana)
Ms Lena LIDEN-SANDGREN (Sweden/Suède)
Mr Björn LINDH (Nordique Council/Conseil nordique)
Mr LIU Binyan (China/Chine)
Mr Dan LUNDBERG (Sweden/Suède)
Mr Lars LUNDSTEN (Nordic Council/Conseil nordique)
Mr Pumla MADIBA (South Africa/Afrique du Sud)
Mr Ole Henrik MAGGA (Norway/Norvège)
Mr Sigurdur A. MAGNUSSON (Nordic Council/Conseil nordique)
Mr Krister MALM (ICTM)
Mr Henning MANKELL (Sweden/Suède)
Mr Abbas MAROUFI (Iran)
Ms Moa MATTHIS
Mr Achille MBEMBE (Senegal/Sénégal)
Mr Vijay MENON (AMIC)
Mr Colin MERCER (Australia/Australie)
Ms Jeanette MINNIE (Namibia/Namibie)
Ms Ida MIRO KISS (Hungary/Hongrie)
Ms Ritva MITCHELL (Finland/Finlande)
Ms Penina MLAMA
Mr Isaac MOGASSE (South Africa/Afrique du Sud)
Mr Gerardo MOSQUERA (Cuba)
Mr Musila MUSSEMBI (Kenya)
Mr Wahome Wa MUTAHI (Kenya)
Mr Mustafa Abdel Nabi NATSEH (Aut. Territ. of Palestine/Terr. Aut. de Palestine)
Mr Peter H. NELDE (Belgium/Belgique)
Mr Yukio NISHIMURA (Japan/Japon)
Mr Kwabena NKETIA (Ghana)
Mr Erik NORBERG (ICA)
Mr Sune NORDGREN (Sweden/Suède)
Mr Victor NWANKOI (Nigeria/Nigéria)
Mr Gillian NYAMBURA (Kenya)
Mr Dag NYBORG
Mr Ndaywel e NZIEM (Rep. of Congo/Rép. du Congo)
Ms Elisabeth OLOFSSON (Sweden/Suède)
Mr Bankole A. OMOTOSO (South Africa/Afrique du Sud)
Mr Tess ONWUEME (Nigeria/Nigéria)
Ms Ursula OWEN
Ms Silvia PANDOLFI (Mexico/Mexique)
Mr Donald P. PARENZEE (World Beyond 2000)
Mrs Eileen PARSONS (British Virgin Islands/Îles Vierges britanniques)
Mr Zsolt PAVA (Hungary/Hongrie)
Mr Hans PETERSSON (Sweden/Suède)
Mr Antonio PITANGA (Brazil/Brésil)
Mr Tickey PULE (Botswana)
Mr Damien PWONO (The Rockefeller Foundation)
Ms Rubina RANA (Nordic Council/Conseil nordique)
Mr Klaus RANDSBORG (Denmark/Danemark)
Ms Kay RASEROKA (IFLA)
Mr Ole REITOV (Denmark/Danemark)
Mr Jacques RENARD (France)
Mr Hans RODELL (Sweden/Suède)
Mr Owe RONSTRÖM (Sweden/Suède)
Ms Britta RÖOAS (Nordic Council/Conseil nordique)
Ms Helle ROSENBORG (Nordic Council/Conseil nordique) (and 29 children)
Mr Hans-Ingvar ROSEN
Ms Karen ROSS (United Kingdom/Royaume-Uni)
Mr Hans-Ingvar ROTH (Sweden/Suède)
Mrs Roseann RUNTE (Canada)
Mr Arne RUTH (Sweden/Suède)
Miss Shelly SACKS (United Kingdom/Royaume-Uni)
Mr Ibrahim SALAHI (Sudan/Soudan)
Ms Mallika SARABHEI (India/Inde)
Mr Asko SARKOLA (Nordic Council/Conseil nordique)
Mr Faraj SARKOOHI (Iran)
Mr Philip SAWADOGO (Burkina Faso)
Mr Harry SCHEIN (Nordic Council/Conseil nordique)
Mrs Marianne SCOTT (IFLA)
Mr Anthony SEEGER (ICTM)
Mr Wally SEROTE (South Africa/Afrique du Sud)
Ms SHEN Lihua (China/Chine)
Mr Ruy Cezar SILVA (Brazil/Brésil)
Mr Vladimir SKOK (Canada)
Mr Bengt SKOOG (Sweden/Suède)
Ms Gail SMITH (South Africa/Afrique du Sud)
Ms Manuela SOEIRO (Mozambique)
Mr Ulf SPORRONG (Sweden/Suède)
Mr Richard Kaigoma SSERUWAGI (Sweden/Suède)
Mr Goran STEFANOVSKI (Macedonia/Macédoine)
Mr Jorge TACLA (Chile/Chili)
Mr Solomon Chirume TAWENGA (Zimbabwe)
Mr Carl THAM (Sweden/Suède)
Ms Annick THEBIA-MELSAN
Ms Anita THEORELL (Sweden/Suède)
Mr David THROSBY (Australia/Australie)
Mr Christopher TILL (South Africa/Afrique du Sud)
Mr Andrés TÖRÖK (Hungary/Hongrie)
Ms Aminata TRAORÉ (Mali)
Mr Ricardo TRINILLOS (The Philippines/Philippines)
Mr Jean-Loup TOURNIER (BIEM, GESAC)
Mr James TUMUSIIME (Uganda/Ouganda)
Mrs Marita ULVSKOG (Sweden/Suède)
Ms June VAIL (United States of America/États-Unis d'Amérique)
Mr Joan VAN ALBADA (ICA)
Mr Els VAN DER PLAS (The Netherlands/Pays-Bas)
Mr Adriaan VAN DER STAAY (The Netherlands/Pays-Bas)
Mr Vasili VASILIKOS (Greece/Grèce)
Ms Marja VEHVILÄINEN (Finland/Finlande)
Mrs Maria Elisa VELÁZQUEZ GUTIÉRREZ (Mexico/Mexique)
Mr Geir VESTHEIM (Sweden/Suède)
Mr Roman VLAD (Italy/Italie)
Ms Cecilia VON FEILITZEN
Ms Christina VON ARBIN (Sweden/Suède)
Ms Lisa WACHLIN
Ms Una WALKER (World Beyond 2000)
Mrs Ellen WARTELLA (United States of America/États-Unis d'Amérique)
Mr Alain WERGIFOSSE
Mr Charles WESTIN (Sweden/Suède)
Mr Andreas WIESAND (ERICArts)
Ms Anna Lena WINBERG (Sweden/Suède)
Mr Ken WIWA (Nigeria/Nigéria)
Ms Sue WRIGHT (United Kingdom/Royaume-Uni)
Mr YANG Lian (China/Chine)
Mr Tomas YBARRA-FRAUSTO (The Rockefeller Foundation)
Mr Janos ZCHOLIOS (Nordic Council/Conseil nordique)
Mr Leif ZERN (Nordic Council/Conseil nordique)
Mr Ben Zulu (Zimbabwe)

PARTICIPANTS IN THE YOUTH FORUM/
PARTICIPANTS AU FORUM DES JEUNES
Ms Helena ALLDAHL (Sweden/Suède)
Ms Cristina AMESCUA CHÁVEZ VILLELA (Mexico/Mexique)
Ms Maria d'Assunção AMORAL AGUIAR (Sao Tomé and Príncipe)
Ms Tosin ANIMASHAWUN (UNESCO)
Ms Winnie BYANYIMA (Uganda/Ouganda)
Ms Evelien DE JONG (The Netherlands/Pays Bas)
Mr Bamba DÉTHIALAW DIENG (Senegal/Sénégal)
Ms Anna Karin ERICSON (Sweden/Suède)
Ms Teresita ESCOTTO QUESADA (UNESCO)
Mr Hassan FNINE (Morocco/Maroc)
Mr Tom FORSTENZER (UNESCO)
Mr Pelle GUSTAFSSON (Sweden/Suède - radio presenter/présentateur radio)
Mr Steven HARDING (United Kingdom/Royaume-Uni)
Ms Luo HONG (China/Chine)
Mr Henrik JONSSON (Sweden/Suède)
Ms Melissa KENDRICK (United States of America/États-Unis d'Amérique)
Mr Jonas KLANG (Sweden/Suède)
Mr Hakan LUNDBERG (Sweden/Suède)
Ms Jenny MANUEL (The Philippines/Philippines)
Mr David Oupa MATLHANYE (South Africa/Afrique du Sud)
Ms Marlene NYLUND (Sweden/Suède)

Ms Naoko OBARA
(Japan/Japon)
Ms Nilakshi
PARNDIGAMAGE (Sri Lanka)
Mr Hassan PEREZ
CASABANA (Cuba)
Mr Rodolfo R. POU
(Dominican Rep./Rép. dominicaine)
Mr Chen RAZ (Israel)
Mr Bo
REIMER (Sweden/Suède
animateur/animateur)
Ms Anastasia RONDAREVA
(Russian Fed./Féd. de Russie)
Mr Michel TINGUERI
(Burkina Faso)
Ms Claudia WAHJUDI
(Germany/Allemagne -
journalist/journaliste)
Ms Helena ZETTERBART
(Sweden/Suède - *radio
presenter/présentateur radio*)

MAYORS

Mr Solomon Chirume
TAWENGA
Mayor of Harare, Zimbabwe
Mr Isaak MOGASE
Mayor of Johannesburg,
South Africa
Mr Zsolt PAVA,
Mayor of Pécs, Hungary
Mr Mustafa NATSHE
Mayor of Hébron, Palestinian
Autonomous Territories
Mr Jaime RAVINET DE LA
FUENTE
Mayor of Santiago, Chile
Mr Patrick BRAOUEZEC
Mayor of Saint-Denis, France
Mr Bob HARVEY,
Mayor of Weitakere, New
Zealand
Mrs Katherine GORDON,
Mayor of Olongapo ;
Philippines
Mr M'hamed Ali
BOULEYMEN,
Mayor of Tunis, Tunisia

PRESS/JOURNALISTS

Mr. Carl-Gunnar AAHLEN,
Svenska Dagbladet
Mr. Nabil ABDEL FATTAH,
Al Ahram
Mr. Najah ABDEL SATER,
Al Hawadeth International
Mr. Farouk-Korba
ABDENNABI, *Maghreb
Media* Mr. Mujtaba
ABDOLHOSSEINI-
ROOZBAHANI, *free lance
photographer*
Mr. Adnan ABOU-
CHAKRA, *Ila Al Amam Al
Quds Al Arabi*
Mrs. Heidi AELLAN,
Hufvudstadsbladet
Ms. Anna ANGSTROM,
Svenska Dagbladet
Mr. Javier ARENAS, *Radio*

Nacional de España
Ms. Beata ARNBORG,
Svenska Dagbladet
Mrs. Carita BACKSTROM,
Radio Finland
Mr. Segwe BANYANA, *Radio
Botswana*
Mr. Patrice BARRAT,
Internews Europe
Mr. Hafezi BEHZAD,
Tidskrift Baztab
Ms. Sonnja BENNET,
Slobodna Dalmacija
Mr. Eduardo BEREZAN,
Sveriges Radio
Mrs. Anne BERGMAN, *TV3
Direkt*
Mrs. Ylva BERLIN, *Precent*
Mrs. Maria BERMESJO,
Om Världen Magazine
Mr. Karoly BLASCHEK,
Local Television PECS
Mr. Wolfgang BOMBASCH,
ARD German Radio
Mrs. Lyudmila BOZHKO,
Novosti
Mr. Bjorn BREDAL, *Politiken*
Mrs. Charlotte BRUËL,
BKE-Bladet
Mrs. Loreta BURNYTE,
Lituansk Radio/TV
Mr. Kjell CALLE
ELFSTROM, *SVT Rapport*
Mr. Piotr CEGIELSKI,
*Gazeta WYBORCZA, Polska
Radio*
Mrs. Ivica CELIKOVIC,
Makedoniens radio-TV
Mrs. Asa CHAGAS, *free lance*
Mr. Christian CHAMBERT,
free lance
Mr. Gutemberg
CHARQUERO, *El Pais*
Mrs. Wenying CHEN,
Xinhua News Agency
Mr. Eduard CHMELAR,
PRACA
Mrs. Alassane Cisse, *Sud
Quotidien*
Mr. Alejandro CLAPS,
Agencia EFE
Ms. Pia DALEKE, *IPS News
Agency*
Mr. Fredrik DANIELSSON,
Kaggeholms Folkhögskola
Mrs. Alice de BELLMOND,
RFI-Agence Sonore
Mr. Carlos DECKER
MOLINA, *Radio Sweden
(International programmes)*
Mr. Peter DIEDRICH, *TV4
Nyheterna*
Mr. Daniel DRAY, *Le
Parisien/L'Equipe*
Mrs. Ioanna DYMENDU,
Sveriges Radio
Mr. Anders EHNMARH,
Expressen
Mrs. Marianne ENGBLOM,
Om Världen Magazine
Mr. Gulseren ENGSTROM,
Sveriges Radio
Mrs. Jonno ENSBIMER, *free
lance*
Mr. Bertil ERICSON,
Pressens Bild
Ms. Annelie EWERS, *FOJO-
Swedish Institute for further*

Education for Journalists
Mr. Niels FRID-NIELSEN,
Dagbladet Aktuelt
Mr. Stevo GADZOVSKI, *free
lance*
Mr. Rubén GARCIA
ABELEND, *Agencia Prensa
Latina*
Mr. Luis GARRIDO, *La
Tribuna Hispana*
Mr. Sidi GAYE, *Agence PANA*
Mrs. Véronique GAYMARD,
RFI
Mrs. Belinda GOLDSMITH,
Reuters
Mr. Yuri GORDEYEV, *Radio
Mayak*
Mr. Iouri GOURMAN, *Radio
Sweden*
Mr. Ian Gordon GRANT,
Newsfeed Scabudubavia TV
Mrs. Bianca GRASBECK,
*Octavia/Journal des Arts de
Turku/Hufvudstadsbladet*
Mr. Klas GUSTAFSON,
Tidningen Musik
Mrs. Nidia HAGSTROM,
Radio Sweden
Mr. Ali HAJIGHASEMI,
Sveriges Radio
Mr. Emmanuel HALPERIN,
TV Israélienne
Mr. Kasem HAMADE,
Middle East Broadcasting centre
Mr. Tom HANSSON,
Svenska Dagbladet
Mr. Abdalla HASSAN,
Middle East News Agency
Ms. Marzena HAUSMAN,
Wprost
Ms. Viveca HEDENGREN,
Finnish Broadcasting Company
Mr. James HEINTZ,
Associated Press
Mr. Heikki HELLMAN,
Helsingin Sanomat
Ms. Eva HEMMUNGS-
WIRTEIN, *Arena*
Mrs. Hazel HENDERSON,
*Interpress Service (Rome),
WETV (Ottawa)*
Mr. Thomas HOJEBERG,
Swedish press Agency TT
Mr. Kai HONKANEN,
Multimedia production
Mrs. Krystyna HUGOSSON-
BUJUID, *Polish TV News
Panorama TV2*
Mr. Osman IKIZ, *Sveriges
Radio*
Ms. Ljiljana ILIEVSKA,
*Deutsche Welle (Macedonian
program)*
Mr. Hakan JAENSSON,
Aftonbladet
Mr. Adam JASSER, *Reuters*
Mr. Petter JENNERVALL,
Tidningen Sandaren
Mr. Per JONSSON, *Dagens
Nyheter*
Mrs. Marta JOZSA, *Local
Television, PECS*
Mrs. Susie JUENEMANN
ELIASSON, *Zero Hora*
Mrs. Nitza KAKOSEOS,
Electra Media
Mr. Saam KAPADA, *SVT
Rapport*

Mr. Zoi KARKAMANIS,
Swedish Broadcasting Co.
Mr. Naghinejad KASHANI,
Iranian Radio-TV IRIB
Mrs. Anita KATYAL, *The
Times of India*
Ms. Natalia
KAZIMIROVSKAJA, *Radio
Free Europe*
Mrs. Karen KELLY, *New
Hampshire Daily*
Mr. Abdulamir KHATIB, *free
lance*
Mr. Azariah KIROS, *Radio
Sweden*
Mr. Robert KOCH, *Agence
France Presse*
Mrs. Marie KORPE,
Danmarks Radio
Mr. Ariejaw KORTEWEG, *de
Volkskrant*
Mrs. Austra KRESLINS,
Sveriges Radio
Mr. Vincenzo LANZA, *La
Repubblica*
Mrs. Gaétan LAPOINTE,
Radio Canada
Mr. Bo Ture LARSSON,
Svenska Nyhetsbyran
Mr. Ole LINDBERG, *Politiken*
Mr. Erik LINDBERG,
Tidningen Sandaren
Mr. Lars LINDERS, *Dagens
Nyheter*
Ms. Lena LONNQVIST,
Tidningen Sandaren
Mrs. Maria LOVFORS,
«rantefri»
Mr. Lars LUNDBLAIST,
Expressen
Mrs. Gert LUNDSTEDT,
*AKT Unionmagazine for
Artistes*
Mr. Peter LUTHERSSON,
Svenska Dagbladet
Mr. Miko MAATTALA,
Yleisradio
Mr. Towe MAHE, *Sveriges
Radio*
Mrs. Margareta
MALMBERG, *Swedish TV*
Mrs. Adriana MALVIDO, *La
Jornada*
Mrs. Johanna
MANNERGREN, *Om Världen*
Mr. Abdulmajid
MANSOORI, *Iranian Radio-
TV I.R.I.B.*
Mr. Carlos MEDINA DE
REBOLLEDO, *El
Mundo/Tiempo*
Mr. Bernard MEIXNER,
Agence France Presse
Mr. Ozkan MERT, *Sveriges
Radio*
Mrs. Ida MIRO KISS, *GORA
electronic magazine*
Ms. Inessa MOIN,
Belarussian Telegraph Agency
Mrs. Françoise
MONNOYEUR, *Swedish
Radio*
Mr. S. G. MOORE, *Radio
Nederland World Broadcasting
Service*
Mrs. Cecilia MORA, *Radio
Sweden La Vanguardia*
Mr. François

- MOUCKWANGUY, *Africa N°1*
 Mr. Eduardo MUTIS, *La Tribuna Hispana*
 Mr. Reza NAGHINEJAD KASHANI, *Iranian Radio-TV I.R.I.B.*
 Mr. John Peter NILSSON, *Aftonbladet/Siski*
 Mrs. Ase-Marie NILSSON, *free lance*
 Mr. Nils Gunnar NILSSON, *Sydvenska Dagbladet*
 Mr. Peter O. NILSSON, *Swedish Broadcasting Corporation*
 Mr. Bengt NORDLÖF, *La Espero*
 Mr. Per NORDRUM, *Aftenposten*
 Ms. Tatiana NOVAIS, *IPS News Agency*
 Mr. Andriej NOWICKI, *Polish Press Agency*
 Mrs. Sheilah OCAMPO RALFORS, *Far Eastern Economic Review*
 Ms. Pia OHLIN, *Agence France Presse*
 Mr. E. Ayah OKWABI, *West Africa Magazine*
 Mrs. Emilia OLOFSSON, *Free lance photographer*
 Mr. Lapo ORLANDI, *Radio Radicale (Italie)*
 Mr. Arne PALL, *Estonian News Agency*
 Mr. Ulf PALM, *FLT-Pica Bild*
 Mr. Anders PAULRUD, *Aftonbladet*
 Mr. Jes Stein PEDERSEN, *Politiken*
 Mr. Harri PIRHONEN, *Arsis Magazine*
 Ms. Katri PIRTTIJÄRVI, *Kumpanni*
 Mr. Sode POUYANMEHR, *free lance*
 Mrs. Annina RABE, *Biblioteksbladet*
 Mr. Matovic RADOSAV, *Sveriges Radio*
 Mr. Ole REITOV, *Danish Broadcasting Corporation*
 Mrs. Anne REUTZSCH, *Radio Sweden*
 Mrs. Eija RISTIMAKI, *Arsis Magazine*
 Mr. Joseph ROBERT, *Action Times/Peace Child International/Planet Earth*
 Mrs. Sharon R. ROBINSON, *The Washington Informer*
 Ms. Anneli ROGEMAN, *Swedish Television*
 Mrs. Daniela ROMITI, *ANSA*
 Mr. Caj RONNING, *Finlands TV & Radio*
 Mr. Ulf ROOSVALD, *FLT*
 Ms. Maria RUDBERG, *Arbetet Nyheterna*
 Mr. Emilio RUIZ, *Reforma/Radio Red (Mexico)*
 Mr. Biyan SALEH, *Miniatur TV*
 Ms. Marielouise SAMUELSSON, *Svenska*
- Dagbladet*
 Mr. Anders SANDBERG, *Invanorartidningen*
 Mr. Can SAYDAM, *Swedish Broadcasting Corporation*
 Mr. Wolfgang SCHNEIDER, *Zeitschrift für KulturAustausch*
 Ms. Maria SCHOTTNIUS, *Expressen*
 Mr. Shuquri SEJDIJAJ, *Sveriges Radio*
 Mr. Nikolaos SERVETAS, *Athens News Agency*
 Mrs. Rita SHARMA, *The Tribune (India)*
 Mrs. Diane SHERWOOD, *The San Francisco Chronicle*
 Mr. Toni SICA, *Agence Gamma/Olympia*
 Ms. Susanna SKARRIE WIRTEIN, *Tidningen Sandaren*
 Mr. Staffan SODERBERG, *Sydsvenskan*
 Mr. Soren SOMMELIUS, *Helsingborgs Dagblad*
 Mr. Björn W. STOLNE, *Sveriges radio*
 Mr. Jan E. SUNDBLAD, *Företags-Aktuell*
 Mr. Rolf SUNDBLAD, *TT*
 Mrs. Hanna SUNDIN, *Liberale Nyhetsbyrå*
 Mrs. Barbro SVEEN, *Fri Tanke*
 Ms. Eva SWEDENMARK, *Fönstret*
 Mr. Imam TALAL, *Al Akhbar*
 Mr. Jorge TALAVERA, *La Tribuna Hispana*
 Mr. Heikki Heinrich TANN, *Paneuropa - DeutschlandEstonian press*
 Mrs. Anne THEORELL, *Sweden International Magazine*
 Mr. Asbjorn THOMASSEN, *Inter Press Service*
 Mr. Karsten THURFJELL, *Swedish Broadcasting Company*
 Ms. Nina TJOMSLAND, *Stavanger Aftenblad*
 Mrs. Britt-Marie TRENSMAR, *Tidningen Sandaren*
 Mr. Sven TROJANOWSKI, *Radio Sweden*
 Mr. Gürhan UÇKAN, *Cumhuriyet*
 Mr. Eduardo VALENZUELA, *free lance photographer*
 Mrs. Gyula VARSANYI, *NEPSZABADSAG*
 Mrs. Monica VON ROSEN NESTLER, *Edition Scala*
 Mr. Nikolai VOUKOLOV, *Agence ITAR/TASS*
 Mr. Onyekachi WANBU, *West Africa*
 Mrs. Evy WARHOLM, *CK-Information*
 Mr. Ric WASSERMAN, *CNN World Report*
 Mr. Dieter WEAND, *Donaukurier*
 Ms. Barbro WESTMAN TULLUS, *Svenska Dagbladet*
 Mr. Bjorn WIDEGREN, *Gefle Dagblad*
- Mr. Gustaf WIDEN, *Hufvudstadsbladet*
 Mr. Furui XU, *Xinhua News Agency*
 Mr. Hatem ZAMEL, *AWW Media Aujourd'hui l'Égypte*
 Mrs. Regina ZAPPA, *Jornal do Brasil*
 Mrs. Milaim ZEKA, *Sveriges Radio*
 Mr. Nian-Sheng ZHANG, *People's Daily*
- ***
- SECRETARIAT/
 SECRETARIAT
 Director-General
 Mr Federico MAYOR
 Secretary-General
 Ms Lourdes ARIZPE
 Executive Assistant to the Secretary-General
 Ms Rosamaria DURAND
 Executive Co-ordinator
 Mr Yudhishthir Raj ISAR
 Deputy Executive Co-ordinator
 Ms Benedicte BERNER
 Secretary, Forum Room I
 Ms Lyndel PROTT
 Secretary, Forum Room II
 Mr Francis CHILDE
 Secretaries of the Drafting Group
 Mr Richard ENGELHARDT
 Ms Isabelle VINSON
 Ms Barsha KHATTRY
 AGORA Co-ordination
 Ms Guiomar ALONSO CANO
 Secretarial Assistants
 Ms Suzanne MARTIN-SIEGFRIED
 Ms Win TENNAKOONGE
 Media Relations
 Mr Carlos ORTEGA
 Director *Dialogo*, Office of Public Information, UNESCO
 Ms Celia SANCHEZ
 Press Officer, Office of Public Information, UNESCO
 Swedish Organizing Team and support personnel
 Mr Anders FALK
 Secretary-General, Swedish National Commission
 Ms Eva HERMANSSON
 Deputy Secretary-General Swedish National Commission
 Ms Kerstin LUNDMAN
 Swedish National Commission
 Ms Briggitta CEDERQVIST
 Swedish National Commission
 Ms Louise BERNSTEIN
 Swedish National Commission
 Mr Mattias JENNERHOLM
 Swedish Ministry for Culture
- Interpreters
 Mr Mourad BOULARES
 Chief of Interpretation Division
 Ms Salmah FARCHIKH
 Interpreter
 Mr Jesús GETAN-BORNN
 Interpreter
 UNESCO Conference Services
 Ms Jacqueline MCDOOLLEY
 Conference Division
 Mr Alain PERRY
 Conference Division
 Other UNESCO staff members participating in the work of the Conference
 Mr Salah ABADA
 Chief, Creativity and Copyright Section, Sector for Culture
 Mr Alwin A. BULLY
 Sub-regional Adviser for Culture in the Caribbean
 Ms Noriko AIKAWA
 Chief, Intangible Heritage Section
 Mr Mounir BOUCHENAKI
 Director, Division of Cultural Heritage
 Mr Hernán CRESPO-TORAL
 Principal Director
 Ms Milagros DEL CORRAL
 Director, Division of Creativity, Cultural Industries and Copyright
 Mr Doudou DIÈNE
 Director, Division of Intercultural Projects
 Ms Teresita ESCOTTO
 Assistant Programme Specialist, Intergovernmental Organizations Section
 Mr Tom FORSTENZER
 Special Assistant to the Director-General
 Mr Horst GÖEDICKE
 Director, Europe and North America Section
 Ms Nadejda KHROMCHENKO
 Programme Manager, International Fund for the Promotion of Culture
 Mr Yersu KIM
 Director, Division of Philosophy and Ethics
 Mr Maté KOVACS
 Chief of Section, Cultural Research and Management
 Mr Michael B. LANE
 Sub-regional Adviser for Culture in Central Asia
 Ms Gail LARMINAUX
 Programme Specialist, Division for Intercultural Projects

Ms Paola LEONCINI-BARTOLI Programme Specialist, World Culture Report Unit	of Expression and Democracy Mr Lupwishi MBUYAMBA Head of Office, UNESCO Representative in Angola Regional Adviser for Culture in East and South Africa	Ms Ann-Belinda PREIS Executive Co-ordinator of the World Culture Report	Mr Mali VOI Sub-regional Adviser for Culture in the Pacific
Ms Gloria LOPEZ-MORALES Director of Office and UNESCO Representative in Cuba	Mr Ahmed OSMAN Regional Adviser for Culture to the Arab States of the Gulf	Ms Anaisabel PRERA FLORES Special Adviser to the Director-General, Latin America and the Caribbean	Ms Teresa WAGNER Programme Specialist, Creativity and Copyright Section
Ms Anna Maria MAJLOF Programme Specialist, Section for Humanistic, Cultural and International Education	Mr Georges POUSSIN Programme Specialist, Division of Creativity, Cultural Industries and Copyright	Ms Katèrina STENOUE Director, Division of Cultural Pluralism	Mr Mario ZAMORANO Information and Communication Officer, Secretariat of the Director-General
Mr Alain MODOUX Director, Unit for Freedom		Mr Indrasen VENCATACHELLUM Chief, Unit for Crafts and Design	***